

AU NICARAGUA

Le président Somoza s'accroche au pouvoir

LIRE PAGE 8

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,00 F

Algérie, 1,30 DA; Maroc, 1,00 dir.; Tunisie, 1,00 m.; Allemagne, 1,20 DM; Autriche, 12 sch.; Belgique, 13 fr.; Canada, 5,00 \$; Côte d'Ivoire, 125 CFA; Danemark, 4 kr.; Espagne, 50 pes.; Grande-Bretagne, 25 s.; Grèce, 200 dr.; Iran, 200 rls.; Italie, 200 L.; Japon, 200 y.; Liban, 150 L.; Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 3 kr.; Pays-Bas, 1,25 fl.; Portugal, 200 esc.; Suède, 100 kr.; Suisse, 2,00 fr.; Thaïlande, 10 baht; Turquie, 200 L.; Venezuela, 100 bol.; Yémen, 200 r.

Tarif des abonnements page 18
RUE DES ITALIENS
75401 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-22 Paris
Tél. Paris 46 60 72
Tél. 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Priorité à l'économique en Chine

L'intérêt essentiel du rapport de M. Hua Guofeng à l'Assemblée nationale populaire sur les activités gouvernementales, diffusé lundi 25 juin à Pékin, réside dans l'équilibre général du discours, ses points forts, et aussi ses silences.

Le président du parti communiste chinois, qui cumule cette fonction avec celle de premier ministre, ne parle pas, en l'occurrence, en son nom personnel. Il n'est ici que le porte-parole d'une direction collective que l'on sait divisée par des courants de pensée différents.

La définition des tâches économiques est apparemment le sujet sur lequel on s'entend le mieux et qui reçoit, à tous égards, la priorité. M. Hua Guofeng a longuement glosé sur les quatre mots-clés — « réajustement, restructuration, consolidation, amélioration » — qui doivent dominer les trois prochaines années. Ainsi doivent être jetés les fondations du VI^e plan quinquennal (1981-1985). Lutte contre le gaspillage, dérivation de la production, réforme du système de gestion économique, sont autant de notions sur lesquelles l'accord se fait sans grande difficulté, au moins en ce qui concerne les principes, car il reste à voir comment la volonté exprimée de décentralisation se traduira dans les faits.

L'on comprend mal que, deux ans et neuf mois après la chute de la « bande des quatre », le gouvernement chinois présente comme une « première bataille » la révision de plans qu'il avait soumis à la même Assemblée il y a un peu plus d'un an. Le premier ministre s'applique à démontrer — notamment à l'attention des partenaires commerciaux étrangers de la Chine — que le réajustement économique est une mesure « positive ». Il n'explique pas comment des ordres de priorité totalement différents avaient pu être définis dans un premier temps ni par quel processus on s'est trouvé contraint de les corriger en même temps que d'adopter un rythme de développement sensiblement plus lent.

M. Hua Guofeng reste curieusement silencieux sur les « tendances erronées » qui se sont développées depuis le pleinum du comité central et qui ont fait récemment l'objet d'exposés circonstanciés par la plupart des responsables régionaux. Le chef du gouvernement affirme avec force que la démocratisation du régime, condition indispensable de la modernisation, doit aller de pair avec le respect de principes idéologiques fondamentaux. Il affecte d'ignorer que nombre de dirigeants, au moins sur le plan local, ont vu une contradiction entre ces deux termes et que l'unanimité n'est pas réalisée à ce sujet dans les rangs du parti.

Sur bien des points, le premier ministre suit une ligne « sage ». Mais ses nombreuses références à Mao Tse-tung témoignent d'une fidélité de principe au fondateur de la révolution, étant seulement admis que, à telle ou telle époque, « des erreurs dans la direction du travail » ont pu être commises. Il est significatif à cet égard que M. Hua Guofeng date de 1964 la première idée du programme de modernisation du pays. C'est une manière de légitimer la période antérieure du Grand Bond en avant.

M. Hua Guofeng exprime clairement le souhait que les tâches de l'éducation économique reprennent désormais une priorité absolue sur les luttes politiques, y compris sur la lutte de classes. Ce choix répond d'ailleurs aux nécessités les plus impérieuses, et d'abord aux réalités du développement démographique du pays. Non seulement M. Hua Guofeng demande que le taux de croissance de la population chinoise ne dépasse pas, dès cette année, 1 %, mais encore il lance un appel pour que ce taux soit réduit à 0,50 % d'ici à 1985. C'est apparemment comme un cri d'alarme plus que comme un programme d'action réaliste qu'un tel appel doit être interprété.

La tragédie indochinoise

- Treize mille Vietnamiens refoulés par la Malaisie en une semaine
- Quarante mille réfugiés cambodgiens en danger de mort faute de nourriture

Le sort des réfugiés indochinois s'aggrave de jour en jour : treize mille Vietnamiens environ, ayant fui leur pays à bord de soixante embarcations, ont été refoulés en une semaine vers la haute mer par la marine malaisienne, a annoncé, lundi 25 juin, le ministère des affaires étrangères du gouvernement de Kuala Lumpur. Un porte-parole a réaffirmé que la Malaisie ne céderait pas à la pression internationale et maintiendrait sa position à l'égard des « immigrants illégaux ». Lundi, trois cent dix-neuf « boat people » ont encore été refoulés des côtes du Trengganu.

D'autre part, quelque quarante mille Cambodgiens récemment renvoyés dans leur pays par les autorités thaïlandaises risquent de mourir de faim à brève échéance, ont indiqué des personnes qui ont réussi à repasser la frontière.

Les ministres des affaires étrangères des pays de l'Association des nations du Sud-Est asiatique se réuniront prochainement à Bali avec des représentants américains, nippons, somaliens et néo-zélandais pour tenter de définir une action concertée.

De notre correspondant

Bangkok. — La Vietnam peut-être résister longtemps encore aux pressions accrues de la communauté internationale que les mesures dramatiques imposées par plusieurs gouvernements du sud-est asiatique ont brutalement conduit à prendre conscience de la catastrophe des réfugiés ?

Dans cette affaire — comme dans celle du Cambodge — les Vietnamiens ne sont pas au bout de leurs peines. À moins que leurs dirigeants ne se décident à lâcher du lest et à régulariser l'exode en s'en tenant aux mesures légales qu'ils ont déjà prises. Si ces expulsions soulagent le Vietnam de

citoyens jugés indésirables, elles lui portent aussi un tort considérable, notamment dans la région où grandit l'hostilité à l'égard des Vietnamiens.

Les discussions se poursuivent en vue de définir la fond et la forme de la conférence proposée par M. Thatche, dont les Vietnamiens redoutent qu'elle ne se transforme en l'initiative de la Grande-Bretagne et des États-Unis — en tribunal.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

(Lire la suite page 3.)

L'Occident et l'approvisionnement en pétrole

- La commission économique de l'OPEP recommande la fixation d'un prix de 20 dollars le baril
- Les États-Unis et le Japon jugent « peu réaliste » un « gel » des importations

Les treize ministres du pétrole de l'OPEP se sont réunis ce mardi 26 juin, à 11 heures, dans la salle de bal de l'hôtel Intercontinental, à Genève, pour ce qui est considéré comme leur plus importante conférence depuis la fin de 1973.

La commission économique de l'Organisation, qui a préparé la session, a conclu à la fixation d'un prix de base de 20 dollars le baril (au lieu de 14,546 décidé en mars). Mais les discussions ont montré que les pays exportateurs se partageaient entre ceux qui préfèrent un double prix (leur permettant à eux-mêmes de choisir le tarif le plus élevé) et ceux qui souhaitent revenir à la référence

unique, à condition évidemment, que celle-ci ne soit pas trop éloignée des 19 et 20 dollars.

Les décisions de Genève auront, bien entendu, une importance décisive sur les débats qui commenceront jeudi, à Tokyo, entre les sept grands pays de l'Occident. Au cours des entretiens préparatoires qu'a eus dans la capitale japonaise, le président Carter avec ses interlocuteurs nippons, il est apparu que les deux principales nations du monde capitaliste jugeaient « peu réaliste » le « gel » des importations de pétrole, préconisé par les Neuf la semaine dernière lors de leur sommet de Strasbourg. (Lire page 5.)

De notre envoyé spécial

Léger qui sert de base à la structure des prix de l'OPEP — au-delà de 18 dollars le baril. Depuis le mois d'avril, Ryad a maintenu le prix de ce pétrole à 14,546 dollars. Mais l'Arabie Saoudite semble bien seule. Même les Émirats arabes unis, qui suivent traditionnellement la position saoudienne, se sont prononcés pour un renchérissement plus fort du « brut ».

La commission économique de l'OPEP, qui s'est réunie le 25 juin à Genève, a conclu en tout cas qu'une réévaluation devrait se faire autour du prix de 20 dollars si l'on voulait empêcher que l'étroussure du marché n'entraîne les pays exportateurs à décider de nouvelles « surcharges ».

« Même si l'Arabie Saoudite porte sa production à 9,5 millions de barils par jour, les pays consommateurs de reconsi-

titer leurs stocks avant l'hiver prochain continuera de provoquer des tensions. Dans ces conditions, si on laisse jouer le marché, le pétrole pourrait monter jusqu'à 30 dollars d'ici la fin de l'année », expliquait un membre de la commission.

Sans doute, certains pays comme l'Irak, l'Iran ou la Libye ne seraient-ils pas défavorisés à une telle solution, mais l'OPEP a été créée pour fixer les prix et elle perdrait de sa raison d'être si elle ne devait pas y parvenir. Plusieurs délégués disent préférer un double prix (comme après la conférence de Doha, en décembre 1976) — l'Arabie Saoudite montant le prix de l'Arabian Light à 17 ou 18 dollars et les autres pays membres retenant une référence de 20 dollars — plutôt qu'un schéma qui conduirait au maintien du statu quo.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire nos informations page 6.)

TURQUIE : une démocratie chaotique

Les assassinats politiques auraient fait quatre cent trois victimes en Turquie depuis le début de l'année. Au cours des deux années précédentes, le nombre de meurtres se serait élevé à environ deux mille.

Aux affrontements entre formations extrémistes de droite et de gauche s'ajoutent les oppositions religieuses et ethniques. Les difficultés économiques — endettement très élevé, chômage — entretiennent l'agitation.

La Turquie, de par sa position géographique, est particulièrement exposée aux pressions des

deux Grands. Le récent refus de la Chambre des représentants américaine d'approuver un crédit de 50 millions de dollars d'aide militaire à titre de don a amené Ankara à refuser le décollage des avions U-2 de son territoire pour le contrôle de l'application des clauses de SAIT 2.

Notre envoyé spécial, J.-P. Clerc, a enquêté sur l'imbroglio de toutes ces données, que l'actuel premier ministre, M. Demirel, maîtrise avec des difficultés grandissantes, sa majorité étant à la merci de quelques députés indépendants, qui négocient leur soutien.

I. — La main de velours dans le gantelet de fer

De notre envoyé spécial
JEAN-PIERRE CLERC

Ankara. — « État de siège », ce n'est pas, ici, une manière de parler. Proclamée après les affrontements politico-religieux qui, en décembre dernier, à Karaman-Mares, dans le centre sud du pays, provoquèrent la mort de cent onze personnes; prolongée, depuis lors, de deux mois et deux mois, par le Parlement turc; étendue, le 26 avril, à six provinces supplémentaires, cette mesure couvre donc, désormais, dix-neuf des soixante-sept vilayets : pour l'essentiel les deux principales villes, Istanbul et Ankara, où les terroristes de signe contraire se sont particulièrement déchaînés et dans sa quasi-totalité le tiers oriental du pays, aux confins de l'Irak et de l'Irak, fortement peuplé de citoyens d'origine kurde. La « loi martiale » n'a pas, ici, les fausses pudeurs dont elle aime à se parer en Amérique latine, par exemple, où, hormis les jours

de coup d'État, la présence militaire se fait discrète. Déambulant deux par deux ou en patrouille interarmes (un marin, un aviateur, un soldat), en uniforme ordinaire, en tenue dressée ou en tenue camouflée, fusil à l'épaule ou pistolet-mitrailleur au poing, arpentant les avenues, montant la garde devant les banques et les édifices publics ou véhiculés dans des jeeps ou des camions, les forces armées turques sont présentes de façon quasi obsessionnelle dans l'actuelle et dans l'ancienne capitale, Ankara et Istanbul. Montrer sa force pour n'avoir pas à trop s'en servir ? Telle pourrait bien être la philosophie sous-jacente à tout ce martial déploiement. Échaudée par ses deux récentes interventions dans la vie politique, en 1960 et 1971,

l'armée paraît, en effet, ne pas s'être engagée de gaieté de cœur dans l'état d'exception. Conviée, selon les formes constitutionnelles les plus strictes, à y jouer son rôle, elle semble préoccupée de ne pas mettre la main dans un engrenage qui ferait d'elle l'ultime rempart de l'ordre dans tout le pays. Ainsi le commandant de l'état de siège d'Istanbul, qui, le 1^{er} mai, avait fait respecter de façon draconienne un couvre-feu de plus d'une journée et l'interdiction de toute manifestation à l'occasion de la fête du travail, vient-il de se prononcer en faveur d'une législation d'urgence plus subtile que que l'actuelle loi martiale : les autorités civiles y garderaient une part beaucoup plus importante de leurs prérogatives ordinaires. « Par rapport à 1971, c'est un état de siège de gentlemen », nous déclare un observateur.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR Un sujet d'avenir

Ainsi les députés français sont appelés à ne pas voter à l'issue d'un « débat de réflexion et d'orientation sur l'échelle des peines criminelles », ce qui revient à dire qu'on leur demandera de faire part de leur opinion sur la question de la peine de mort sans aller pour autant jusqu'à leur demander leur avis.

Sans doute est-il encore trop tôt, en l'état actuel de nos mœurs et de notre fragile société, pour aborder à fond un sujet aussi neuf, même si,

dès 1784, un certain Cesare Beccaria écrivait : « L'expérience de tous les siècles prouve que la peine de mort n'a jamais arrêté les méfaits déterminés à nuire », dans un livre intitulé : Des délits et des peines, où il s'interrogeait déjà sur l'utilité et la signification de la peine de mort. Ce qui signifie, bien entendu, que Beccaria était en avance sur son temps, et non pas que notre gouvernement est en retard sur le nôtre.

BERNARD CHAPUIS.

UNE IMPORTANTE DONATION MATISSE A NICE

La sculpture d'un peintre

« Ah ! le beau pays, Nice ! », disait Matisse, qui ne voulait plus quitter cette ville après avoir découvert sa « lumière argente ». Ce qui fait bien ressortir la forme des choses. « Dans mon art, avait-il confié un jour à Aragon, j'ai tenté de créer un milieu cristallin pour l'esprit. Cette limpidité nécessaire, je l'ai trouvée dans plusieurs lieux du monde, à New-York, en Cote d'Ivoire, à Nice. Si j'avais peint dans le Nord, comme il y a trente ans, ma peinture aurait été différente. Il y aurait eu des brumes, des gris, des dégradations de couleurs par la perspective. Tandis qu'à New-York, les peintres, là-bas, disent : « On ne peut pas peindre ici avec un « ciel de zinc ! ». En réalité, c'est admirable ! Tout devient net, cristallin, précis, limpide : Nice, en ce sens, m'a aidé... »

On le sait bien aujourd'hui, la lumière de la Côte d'Azur a beaucoup fait pour la peinture. Et les peintres le lui ont bien rendu. Combien d'artistes, une fois leur chemin trouvé, de Signac à Picasso et à Chagall, n'ont-ils pas été y vivre pour y peindre ? Matisse était de ceux-là. Il vécut à l'hôtel Régina, dans le quartier de Cimiez. Et c'est dans le cimetière tout proche qu'il fut enterré, en 1954.

La mort l'a surpris avant qu'il n'accomplisse son projet de dona-

tion à la ville de Nice, par gratitude envers ce pays où son œuvre définit une certaine modernité de la peinture contemporaine, faite de clarté et d'équilibre. Matisse voulait une peinture sans sujets inquiétants, qui fût « comme un oiseau céleste, quelque chose d'analogue à un bon tableau... »

JACQUES MICHEL.
(Lire la suite page 22.)



Susan Sontag La photographie

« Ce livre est d'or et déjà un classique, un texte de référence si riche et si pertinent qu'on ne pourra plus parler de la photo sans le prendre comme point de départ. » Michel Braudeau / L'Express

Traduit par G. H. et G. Dürand, 224 pages, 54 F. Collection « Fiction et Cie » dirigée par Denys Roche.

SEUIL

Le Monde

publie
LES PREMIÈRES
ÉLECTIONS
EUROPÉENNES

La campagne et les résultats dans les neuf pays Les institutions et le bilan de la C.E.E.

Une brochure de 120 pages : 18 F

soldes
BERTEIL

A PARTIR DE 100 F

Le Monde

idées

RÉFUGIÉS D'INDOCHINE

Une déchirure irrémédiable

par TRINH VAN THAO (*)

Le monde entier assiste, pétrifié et impuissant, à un spectacle qui se déroule sur un fond de mer qui évoquerait davantage, en d'autres circonstances, les réveries des vacances exotiques que ces misérables radeaux de la déchéance humaine.

Brusquement, quelque chose s'est déchiré, irrémédiablement, l'enchantement de l'Asie n'est plus qu'un mythe. Le sourire légendaire des terres sereines se fige sur les lèvres de l'enfant au regard vide que l'on envoie à la mort. Auschwitz retrouvé en l'espace d'un instant.

A bout de patience, cédant à une panique bien compréhensible, les pays riverains de la mer de Chine tiennent le langage outré et égouille de l'Etat placé devant ses responsabilités. En refoulant vers l'océan des réfugiés par milliers, en sachant bien ce qui les attend au bout du voyage, en envoyant à la mort des milliers de Cambodgiens à la dérive, la Malaisie et la Thaïlande sont en train d'accomplir un acte monstrueux, inimmuable, que rien, pas même le froid calcul de la raison d'Etat et la peur, ne peut justifier.

Reste l'Occident. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'il a opposé à ce drame une conscience qui, pour n'être pas fautive, reste ambiguë, partagée entre le désir d'oubli et un vague sentiment de culpabilité. Serait-il armé jusqu'à la dent pour effacer de sa mémoire collective la part de sa responsabilité dans le processus d'aliénation des peuples depuis le dix-huitième siècle ? Serait-il suffisamment aveugle pour ne pas reconnaître dans les crimes perpétrés par

les nouveaux bourreaux contre les peuples les traces indélébiles de sa « présence » après plus d'un siècle d'asservissement, de domination et de corruption du colonisé ?

Le problème des réfugiés indochinois est d'abord l'aboutissement logique, inexorable, d'un pourrissement continu de la région depuis la fin des guerres d'Indochine et la substitution progressive à l'antagonisme Est-Ouest d'un affrontement ouvert entre l'URSS et la Chine et leurs alliés locaux, affrontement dont les événements cambodgiens et sino-vietnamiens du printemps dernier ne sont que des formes éruptives. Si la tension internationale provoquée par ces guerres régionales s'est depuis estompée, le conflit reste entier, sinon exacerbé. La paix des peuples peut-être rétablie longtemps encore à la « réédition » de telles crises ?

Mais le drame des réfugiés peut marquer, si les puissances responsables n'y prennent garde, le début d'une crise généralisée et accélérée. La déstabilisation de l'Asie du Sud-Est et le déferlement nationaliste qui l'accompagne préparent de nouveaux affrontements dont personne ne saurait calculer les effets. Dans cette combinaison explosive, le problème des réfugiés et ses incidences économiques, politiques, etc., constituent évidemment un détonateur terriblement efficace si l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la Chine et les autres grandes puissances ne parviennent pas à trouver les bases d'un accord international. Elles le peuvent au prix de négociations laborieuses, ardues — mais la paix du monde et la dignité de l'homme sont à ce prix. Elles le peuvent, surtout si les puissances en question renouent à utiliser les noyées de la mer de Chine comme des otages comme elles le font en ce moment.

Quant à la France, qu'a-t-elle fait et que peut-elle faire pour ces peuples malheureux ? Beaucoup déjà si l'on tient compte d'une conjonction de crises qui n'ont pas au débordement de générosité. Mais elle peut encore davantage si elle adopte une politique active d'accueil et de réinsertion en faveur des peuples qui conservent à son égard une amitié défiant le temps et les péripéties de l'histoire. Elle peut certainement agir par l'exemple en proposant aux gouvernements des pays de départ une politique commune d'aide aux réfugiés fondée sur les seuls principes de solidarité et d'humanité.

(*) Doyen de la faculté de philosophie et sciences humaines d'Amiens.

L'abondance devant la détresse

par PIERRE MARCILHACY (*)

N'ACCOUSONS personne mais regardons : en Extrême-Orient, des hommes, des femmes, des enfants, des vieillards fuyant un pays qu'ils trouvent dangereusement inhospitalier ou bien des régions où leurs existences sont en péril imminent ou vont mourir de faim, de misère ou de maelstrom.

En France, au motif que le nombre de demandeurs d'emploi croît sans cesse, que la sécurité des personnes et des biens est mal assurée, on offre au Parlement de voter un texte qui viole des engagements internationaux et met en cause les principes que la France s'est toujours faite le champion.

Dans le premier cas, l'honneur de notre pays risque d'être gravement atteint.

On pourra m'objecter qu'il n'y a pas de comparaison possible entre ces malheureux qui vont périr parce que leurs voisins ne peuvent plus les absorber sur leurs territoires et ces travailleurs auxquels sera faite une situation précaire et mal protégée en droit comme en fait. C'est exact.

La-bas, le sang, la misère, la famine, la maladie, régent leur compte avec une humanité de vieille civilisation, mais de régimes politiques audacieux nés de la guerre et des puissances extérieures.

Idem, on tend, en définitive, à rejeter ceux qui sont venus chez nous dans leur intérêt mais pour servir aussi le nôtre.

En apparence, ni sang, ni misère, ni famine, ni maladie, simplement le refus de partager un certain état de civilisation auquel ont contribué soit l'adieu dans les colonies, soit plus récemment sur le territoire national, des hommes et des femmes qui nous ont fait une sorte de confiance.

La-bas, c'est la détresse qu'on nous sa salue. Ici, c'est l'abondance qu'on ne veut pas partager et qui va engendrer la détresse.

Nous savons que « charité commence par soi-même » et

que les nations ont un devoir d'égards : en Extrême-Orient, des hommes, des femmes, des enfants, des vieillards fuyant un pays qu'ils trouvent dangereusement inhospitalier ou bien des régions où leurs existences sont en péril imminent ou vont mourir de faim, de misère ou de maelstrom.

En droit interne français, nous connaissons les peines qui sanctionnent la non-assistance à personne en danger, nous connaissons aussi la théorie des droits acquis.

Comment ne pas faire application de ces principes aux deux cas dont nous venons de parler ?

Et puis, il y a l'honneur, vieux mot pur de civilisation et de dignité humaine, qu'on n'ose plus employer car il est de mauvais goût de trop parler des morts.

Qu'on m'excuse de l'invoquer ici et de dire que nous nous désolons si nous n'assistons pas les Asiatiques en détresse, et cela vaut pour toutes les nations riches, car c'est notre richesse plus que leur pauvreté qui les a poussés à fuir.

Nous nous désolons également si, en France, nous créons un régime de suspicion policière à l'égard d'hommes et de femmes qui nous ont aidés à faire la France telle qu'elle est.

En tant que Français, en tant que parlementaire et juriste français, je me sentirais personnellement désolé si le gouvernement de mon pays obligeait le Parlement à céder à des pulsions caractérielles.

(*) Sénateur (non-inscrit) de la Charente.

Un regard juif sur Poulo-Bidong

par JEAN-PIERRE ALLALI (*)

TANDIS qu'au large de la mer de Chine, tels ces wagons plombés de sinistre mémoire, des rafiot éventrés emportent vers une mort inéluctable les errants lambeaux, rejetés de toutes parts, de l'Asie du Sud-Est, les hommes de bonne volonté s'organisent.

Quand on évoque le génocide, quand on parle de « solution finale », l'ail, l'oreille et la mémoire juive sont aux aguets. Parce qu'il sait de quoi il retourne, l'homme juif est capable en pareil cas de prévoir et de devancer l'événement en envisageant d'emblée les horreurs, même les plus extrêmes.

C'est pourquoi, au risque de déplaire à certains, je déclare que toutes affaires cessantes, le peuple juif et, partant, la communauté juive de France doivent se mobiliser pour apporter leur contribution franche, et pourquoi pas massive, à l'effort immense qui doit être accompli de toute urgence pour la sauvegarde de ces damnés de la mer qui risquent demain de peupler des charniers d'un genre nouveau.

Quand je dis « toutes affaires cessantes », je déclare que cela signifie que pendant quelques jours il va falloir oublier les querelles de parti sur l'opportunité des implantations israéliennes en Cisjordanie, oublier même les juts d'U.R.S.S. ou ceux des pays arabes. Priorité oblige !

Il n'est plus question de déterminer les responsabilités ou de jeter la pierre aux uns et aux autres. La Malaisie, aujourd'hui montrée du doigt, a néanmoins accueilli pendant des mois, et malgré ses moyens limités, des milliers de réfugiés. Le gouvernement de mon pays obligeait le Parlement à céder à des pulsions caractérielles.

En tant que Français, en tant que parlementaire et juriste français, je me sentirais personnellement désolé si le gouvernement de mon pays obligeait le Parlement à céder à des pulsions caractérielles.

(*) Sénateur (non-inscrit) de la Charente.

né, et donc tous coupables. Pour ce qui est de la communauté juive de France, si elle décide, comme cela est souhaitable, d'entreprendre une action d'enviement, point n'est besoin de créer un organe ad hoc. Des structures existent déjà, capables de mobiliser les masses.

Plus que tout autre, le peuple juif est apte à ressentir la tragédie des populations déplacées de la péninsule indochinoise. Poulo-Bidong et ses bateaux misérables, c'est Chypre et l'« Exodus ». L'armée et la marine israéliennes tirant à vue sur toute barque de réfugiés, c'est la politique britannique du Livre Blanc de 1939, quand les cercueils flottants chargés de rapatriés des camps de la mort étaient impitoyablement renvoyés en Allemagne.

Chaque Boat Man qui se noie est un gazé de plus à Auschwitz. Comme beaucoup de pays, à l'effort immense qui doit être accompli de toute urgence pour la sauvegarde de ces damnés de la mer qui risquent demain de peupler des charniers d'un genre nouveau.

Je déclare que cela signifie que pendant quelques jours il va falloir oublier les querelles de parti sur l'opportunité des implantations israéliennes en Cisjordanie, oublier même les juts d'U.R.S.S. ou ceux des pays arabes. Priorité oblige !

Il n'est plus question de déterminer les responsabilités ou de jeter la pierre aux uns et aux autres. La Malaisie, aujourd'hui montrée du doigt, a néanmoins accueilli pendant des mois, et malgré ses moyens limités, des milliers de réfugiés. Le gouvernement de mon pays obligeait le Parlement à céder à des pulsions caractérielles.

(*) Professeur et journaliste.

CORRESPONDANCE

La France sera-t-elle à la hauteur ?

Mme Edith Nguyen, de Limoges, nous écrit :

Je me permets de vous apporter mon témoignage au sujet d'un problème qui me touche et que je ne puis laisser passer sans que je ne le dise, pour autre chose que pour connaître le nombre de bombes tombées au kilomètre carré.

Les Vietnamiens allaient retrouver une vie décente, ils pourraient peut-être exister enfin dans un bon autre que celui de ne pas mourir.

Et puis, au grand espoir des premiers jours, a succédé une inquiétude sournoise. On parlait de camps de rééducation, de réfugiés, mais tout cela était sans doute normal. Chaque changement de régime procède plus ou moins de la panique.

Aujourd'hui, il faut bien se rendre à l'évidence : ceux qui fuient ne sont plus « les quelques privilégiés aux poches remplies d'or » chassés par un régime égalitaire.

Quitter son pays, ses racines familiales, pour un voyage dont le terme est peut-être la mort, n'est que le choix du désespoir, et ce dernier doit être bien grand quand de deux maux la mort semble le plus béni.

Quand, chaque jour, malgré le danger des rafiot branlants tous plus fragiles les uns que les autres, malgré les pirates, la pluie ne se referme pas, quand le Vietnam se vide de ses enfants

et que ceux-ci viennent s'ajouter au complément humain qui peuple Bidong et les îles environnantes déjà surpeuplées dans l'attente d'un éventuel secours des pays voisins, ce n'est pas dans quinze jours ou dans trois semaines qu'il faudra réunir une commission, c'est tout de suite qu'il faut agir, faire, comme le disait Yves Montand, l'ambulance, aller chercher ceux qui sont en train de mourir, les soigner, et après, seulement, il s'agira de savoir où ces réfugiés pourront recréer leur cadre de vie.

Oh est le grandeur d'un pays quand celui-ci ne sait pas se laisser pour tendre la main ? Alors messieurs, vous que nous avons élus pour nous représenter, faites la cuisine de la solidarité, lancez une bouée à ceux qui se noient.

Quand un cataclysme s'abat sur une région ou une autre, on va d'abord sauver les blessés, ensuite seulement on réédifie. Et là, il s'agit bien d'un sinistre, c'est l'ouragan du désespoir.

J'espère que demain, quand les deux enfants que j'ai perdus dans mon ventre, des gamins aux yeux bridés, se demanderont comment s'est terminé cet holocauste, le journal juif expliquera que la France, très d'ailleurs, était pour l'occasion à la hauteur de la situation, et que d'autres enfants aux yeux étrangement semblables à ceux de mes propres descendants ont pu aussi reprendre à jouer, à rire, à vivre.

Une approche hypocrite

par WILFRED BURCHETT (*)

Le problème des réfugiés indochinois devrait être abordé avec sincérité et compassion. Il l'est, en fait, avec énormément d'hypocrisie. La presse a rapporté le spectacle révoltant des officiels américains, australiens et français sélectionnant quelque mille cinq cents (hommes, femmes et enfants) sur les cinq mille cinq cents Cambodgiens réfugiés en Thaïlande, en sachant qu'ils renvoyaient ainsi les autres aux tortionnaires khmers rouges. C'est le symbole de la manière hypocrite dont toute cette affaire est traitée. Mme Thatcher demande avec l'appui des Etats-Unis qu'une conférence internationale « fasse pression » sur le Vietnam afin de stopper l'exode des réfugiés, alors qu'à l'issue de négociations qui se sont déroulées du 25 février au 30 mai de cette année, Hanoi et le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés ont convenu d'un accord prévoyant le départ en bon ordre des Vietnamiens souhaitant être rapatriés dans des conditions qui garantissent leur sécurité. Pékin évoque en levant les bras la « demi-million » de réfugiés qui seraient en passe de périr en mer. On croirait que le débat porte sur le point de savoir si les Vietnamiens doivent faire couler les bateaux de réfugiés au moment de leur départ ou bien si c'est la Malaisie qui doit s'en charger à leur arrivée.

Hanoi est d'accord pour une conférence internationale si les participants sont les pays « directement concernés » ; et si elle est convoquée par le Haut-Commissariat pour les réfugiés sur la base des sept points de l'accord conclu avec lui. Si la conférence a lieu, peut-être sera-t-il possible de clarifier ce problème. On s'attendait alors que les Etats-Unis et la Chine portent une lourde responsabilité dans l'affaire. Ils ont fait de leur mieux pour encourager un exode massif avec le maximum de risques. Les autorités britanniques de Hongkong ont aussi leur responsabilité : elles n'ont pas empêché l'achat de bateaux inutilisables, ancrés dans la colonie pour être mis

au rebut et que des gangsters remettent à flot sous pavillon panaméen avec un équipage de Taiwan afin d'éviter le racket des Boat People.

Quant à la responsabilité des Etats-Unis, personne ne peut ignorer les conséquences de la guerre : ruine totale, économique et sociale du Sud, énormes destructions matérielles dans le Nord, prolifération du marché noir, du trafic de drogue, des proxénètes et des prostituées, des tortionnaires et des informateurs vivant de dénonciation et de l'assassinat de leurs complices.

On a appris que le département d'Etat et la C.I.A. avaient établi une liste de 200 000 personnes « devant » être évacuées dans le cas improbable d'une défaite. Frank Snapp, chef stratégique de la C.I.A. au Vietnam du Sud, rapportant que 5 585 personnes seulement ont pu être évacuées, écrit que « parmi les personnes abandonnées figurent 30 000 agents et sous-agents de la C.I.A. ayant pris part au « programme Phoenix », lequel consistait à faire disparaître toute personne suspectée d'être membre ou sympathisant du Front national de libération. On estime que ces agents tuèrent chacun quatre personnes. Une grande partie des 185 000 restant ainsi que les familles des 5 585 personnes citées par Snapp étaient sans doute portées sur les listes d'attente des bateaux en partance. Si l'on ajoute les tenanciers de maisons closes, les trafiquants de drogue et les revendeurs de surplus américains, on a là une explication de la surcharge des bateaux et des bagarres et des meurtres qui ont eu lieu à bord.

Il est naturel que des dizaines de milliers d'autres Vietnamiens n'aient pu s'adapter aux difficultés de la vie, dans un pays désespérément pauvre ni se soumettre aux impératifs de la production après avoir vécu de la mainne américaine.

Il n'est pas à la portée de tout (*) Journaliste progressiste australien, auteur de nombreux livres sur l'Asie du Sud-Est.

le monde d'accepter les sacrifices, et les efforts de reconstruction ni même simplement de vivre dans une société égalitaire. C'est parce qu'il y a bien compris que Fidel Castro a autorisé les Cubains mécontents à quitter le pays. Mais aucune offre internationale comparable n'a jusqu'à présent permis aux Vietnamiens insatisfaits de partir dans les mêmes conditions. C'est pourtant le blocus économique américain qui a grossi les rangs des candidats à l'émigration à Cuba comme aujourd'hui au Vietnam.

Depuis mai 1978, d'autre part, les dirigeants de Pékin ont délibérément provoqué l'exode des minorités hoas, qui constituent 80 % des réfugiés « vietnamiens ». Les allégations chinoises selon lesquelles les Hoas étaient pourchassés et persécutés sont fausses. S'il est exact que deux mois plus tôt deux mille quatre cents Hoas du Sud-Vietnam avaient vu leurs propriétés confisquées, c'est que les autorités d'Hanoi appelaient les citoyens vietnamiens d'origine chinoise (Hoas), à agi comme une « cinquième colonne » en guidant les envahisseurs vers des objectifs déterminés et en se joignant aux Chinois dans les combats.

Il est à craindre que la « deuxième leçon » ne se produise dans la région des mines de Hongay-Campha et le centre industriel et portuaire de Haiphong. Les Vietnamiens ne veulent pas courir de risques et prennent maintenant de réelles mesures de sécurité contre les Hoas en leur donnant le choix entre une émigration vers les « nouvelles zones économiques » dans l'arrière ou l'émigration vers la Chine ou tout autre pays désireux de les accepter.

Des mesures féroces sont généralement prises par les pays contre les nationaux du pays ennemi en temps de guerre. Comme la Chine insiste pour que les Vietnamiens d'origine chinoise — de la deuxième, troisième et quatrième génération — demeurent dans les « résidents chinois » sur la loyauté desquels elle puisse compter, il est à craindre que le problème des réfugiés ne se pose encore longtemps.

Le totalitarisme est-il né aussi bien du libéralisme que du marxisme ?

PIERRE ROSANVALLON
Le capitalisme utopique

Critique de l'idéologie économique

« Un essai imaginaire et original »
Le Nouvel Observateur

250 pages 55 F

SEUIL

سكزنا من الاصل

هكذا من الأصل

RÉFUGIÉS D'INDOCHINE

Treize mille Vietnamiens refoulés par la Malaisie en une semaine

(Suite de la première page.)
S'il se révélait impossible de tenir sans délai cette conférence, M. Waldheim envisagerait la convocation du Conseil de sécurité des Nations unies. Mais l'U.R.S.S. pourrait y opposer son veto, comme elle l'avait fait en février, bloquant une motion des pays de l'ASEAN (1), demandant le retrait des troupes étrangères — c'est-à-dire vietnamiennes — du Cambodge.
Les ministres des affaires étrangères de ces pays vont d'ailleurs se réunir, dans les premiers jours de juillet, à Bali avec leurs collègues des Etats-Unis, du Japon, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, pour examiner ces questions — et plus particulièrement celle des réfugiés, — et tenter de définir une action concertée. Il ne sera pas facile de dégager des solutions qui soient à la fois unanimes, satisfaisantes pour tous, pratiques et humanitaires à l'heure où les pays de l'ASEAN refoulent massivement les fugitifs de l'Indochine et menacent même, comme la Malaisie, de vider les camps de réfugiés.
Il ne s'agit pas seulement d'un chantage : le premier ministre malaisien, M. Hussein Onn, réitérait le sentiment de ses partenaires en répondant, la semaine dernière, au secrétaire général de l'ONU, alarmé par les menaces du gouvernement de Kuala Lumpur : « La Malaisie n'acceptera pas d'être encombrée avec le reliquat des « boat people ». En conséquence, s'ils ne sont pas acceptés par des pays tiers, ou par leur pays d'origine, nous n'aurons pas d'autre choix que de les renvoyer. C'est la seule alternative à leur pourrissement dans les camps. »
Le premier ministre malaisien ajoutait : « La Vietnam, étant la source du problème, est le premier responsable et a un rôle décisif à jouer dans sa solution. J'espère que votre Excellence fera usage de ses bons offices pour amener le Vietnam à prendre les mesures immédiates et appropriées en vue de régulariser effectivement les départs des réfugiés vietnamiens (...). Vous devriez aussi lui faire comprendre qu'il lui faut adhérer à la pratique internationale en vigueur en acceptant les gens qui ont fui illégalement le Vietnam et qui ne sont pas acceptés ailleurs. »
Le problème des réfugiés et celui du Cambodge seront aussi examinés en fin de semaine, au cours du sommet de Tokyo. Enfin, les deux questions feront de nouveau l'objet d'échanges acrimonieux entre la Chine et le Vietnam, qui entament, à Pékin, une deuxième manche de négociations en vue de réduire leur contentieux.
Cela étant, quelques signes positifs sont venus de Hanoi ces derniers jours. Pour la première fois, un tribunal de Ho Chi Minh-Ville a jugé et condamné à des amendes les membres de l'équipage d'un cargo grec accusés d'avoir aidé une soixantaine de Vietnamiens à se cacher à bord pour quitter illégalement le pays. C'est, selon Hanoi, la preuve de l'existence de réseaux organisés par des réseaux étrangers.
Le Vietnam a aussi redressé les différents points de son programme d'immigration légale établi depuis janvier, en accord avec le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). Enfin, après plusieurs mois d'intransigeance et de propos menaçants à l'encontre de la Thaïlande, Radio-Hanoi et l'ambassadeur du Vietnam à Bangkok ont simultanément adopté un ton apaisant au cours du week-end dernier. Ils ont démenti les informations faussant l'état de l'immigration d'une attaque vietnamienne contre la Thaïlande. Il s'agit là, selon Radio-Hanoi, d'actes de guerre psychologique des organes de propagande américains.
ROLAND-PIERRE PARINAUX.

QUARANTE MILLE CAMBODGIENS REFOULÉS PAR LES THAÏLANDAIS RISQUENT LA MORT A BRÈVE ÉCHÉANCE

Bangkok (A.F.P.). — Deux des quarante mille réfugiés cambodgiens recueillis dans leur pays par l'armée thaïlandaise (le Monde daté 24-25 juin) ont tenté de repasser la frontière et ont été arrêtés à Bangkok samedi 23 juin, après cinq jours de marche. Trente-huit autres qui tentaient de le faire ont été arrêtés et refoulés au Cambodge. Les deux rescapés ont plaidé le rôle du cauchemar effroyable que vivent les réfugiés. Les deux hommes, Cambodgiens d'origine chinoise, qui ont demandé que leurs noms ne soient pas révélés, ont expliqué que « les quarante mille réfugiés se trouvent entassés sur un étroit plateau, à 5 kilomètres à l'est de Phnom-Penh, temple khmer du XII^e siècle qui domine la plaine cambodgienne. C'est une zone de forêt, au-dessus d'un dangereux lac, où il n'y a rien à manger et seulement des morts pour boire. Les gens se nourrissent de feuilles d'artres. Sans un envoi immédiat de riz, ils seront tous morts dans une semaine », ont-ils dit.
Ils ont confirmé que plus de trois cents réfugiés qui tentaient de repasser en Thaïlande sont morts sur des champs de mines. Ils ont indiqué que plusieurs dizaines d'autres se sont tués ou blessés grièvement en tombant le long de la paroi montagneuse. Ils ont toutefois démenti que des Khmers rouges aient aidé les soldats thaïlandais au cours des opérations de refoulement à Phnom-Penh. Ils ont confirmé, en revanche, que ceux qui tentent de revenir étaient systématiquement repoussés vers le Cambodge, parfois avec brutalité.
A Genève, trois anciens hauts commissaires pour les réfugiés, le prince Sadruddin Aga Khan et M. Auguste Lindt et M. Felix Schuyder, ont lancé lundi 25 juin un appel à l'entraide internationale en faveur des réfugiés indochinois. Ils ont exhorté les pays de premier asile à ne plus rejeter ces réfugiés. Le même jour, le gouverneur de Hongkong, Sir Murray Maclehoose, après avoir été reçu par M. Hartling, haut commissaire pour les réfugiés, a accusé Hanoi d'avoir délibérément placé sa population devant le choix dramatique entre une vie concentrationnaire et une fuite par la mer.

M. Giscard d'Estaing reçoit une délégation du comité « Un bateau pour le Vietnam »

Le drame des réfugiés suscite initiatives et appels. Une délégation du comité « Un bateau pour le Vietnam », présidée par Mme Broquière et qui compte dans ses rangs des personnalités venues d'horizons très différents (M. Jean-Paul Sartre, Raymond Aron, Michel Foucault, André Glucksmann, etc.) devait être reçue, mardi 26 juin, en début d'après-midi, par M. Giscard d'Estaing.
M. Gabriel Peronnet, député U.D.F. de l'Ailier, et président du groupe d'amitié France-Thaïlande, a demandé que le Parlement inscrive « d'urgence » à son ordre du jour la question des réfugiés du Sud-Est asiatique afin d'organiser les secours, voter des crédits exceptionnels, faire appel à la solidarité nationale et activer l'action du gouvernement. Le groupe communiste à l'Assemblée nationale a, d'autre part, demandé au premier ministre qu'une « déclaration du gouvernement avec débat » soit faite devant l'Assemblée sur ce problème. Le groupe ajoute que le « gouvernement doit présenter le bilan de son action à l'Assemblée et doit dire quelles initiatives il envisage de prendre au niveau international pour que les Etats-Unis respectent leurs engagements et accordent au Vietnam les crédits de réparation qu'ils lui doivent ». Il estime qu'une « campagne politique indigne se déploie pour exploiter le drame humanitaire que vivent les réfugiés vietnamiens ».
Au cours de l'émotion « Question de temps » consacrée, lundi 25 juin, au drame des réfugiés, Mgr Etcheberry, archevêque de Marseille, a pris position au nom de l'Eglise de France et lancé un appel à tous les catholiques pour qu'ils accueillent et prennent en charge au moins une famille cambodgienne ou vietnamienne. M. Fohrer, président du Sénat et de l'association des maires de France, a estimé lundi que « si chaque commune de notre pays pouvait, dans un bref délai, recevoir une seule famille, ce serait une contribution importante au soulagement de ces victimes ».
De nombreux appels
D'autres appels ont été lancés : L'Association de l'amitié franco-vietnamienne (31, rue Balbo, 75008 Paris, C.C.F. Paris 42 1284) affirme, pour sa part, que l'aide la plus efficace que la France pourrait apporter au Vietnam serait la poursuite et le développement de la coopération, car « le maintien du Vietnam dans l'isolement économique ne peut qu'aggraver le problème des réfugiés ».
Médecins sans frontières (19, rue Daviel, 75013 Paris, tél. 278-53-86, C.C.F. 33 789 La Source) et le Secours populaire français (9, rue Froissart, 75003 Paris, C.C.F. 654-37 H Paris) ont lancé ensemble un « pressant appel aux femmes et hommes de bon cœur de notre pays afin qu'ils manifestent leur solidarité envers les millions de réfugiés en détresse dans le monde » (les dons doivent porter la mention « aide sanitaire aux réfugiés »).
France terre d'asile (39, rue Saint-Augustin, 75005 Paris, C.C.F. Paris 10 886 A) demande au gouvernement français de « maintenir au moins le quota d'accueil antérieur des réfugiés indochinois — mille par mois — et se porte garante de leur accueil, quel que soit le volume ».
Le Comité de sauvetage des réfugiés rejoints à la mer par les pays voisins du Sud-Est asiatique (Fédération de solidarité entre les Vietnamiens et les amis du Vietnam « le Vietnam, ses enfants, ses amis », 31, avenue de Circourt, 75010 La Celle-Saint-Cloud, tél. 969-65-44, 969-65-56) lance un appel à toutes les organisations, municipalités et personnes privées pour qu'elles acceptent de prendre en charge sans délai des réfugiés.
Le Comité du riz pour le Cambodge (2, allée Laplace, 92150 Taverny, C.C.F. Paris 3 91 02 T) « appelle à la générosité des hommes et femmes de bonne volonté de toute opinion et concernés par la survie du peuple khmer pour que vires et médicaments puissent être envoyés aux Cambodgiens qui errent sur la frontière khméro-thaïlandaise, ainsi qu'à ceux qui retournent dans leurs villages dévastés ayant perdu leurs maisons et leurs familles ».
La Ville de Paris ayant décidé, lundi 25 juin, de créer un comité de soutien aux réfugiés indochinois, les dons des Français peuvent être envoyés au C.C.F. 17041 D Paris à l'ordre de : « Entrée Ville de Paris aux réfugiés du Sud-Est asiatique ».

M. Juquin : les municipalités communistes n'imposent pas à leur population la charge que représentent les réfugiés vietnamiens

L'humanité a consacré la « une » de mardi au problème des réfugiés indochinois, sous le titre : « Les réfugiés du Vietnam ? Un drame réel qui sera de plus en plus une opération politique déshonorante pour ses auteurs ». Dans un éditorial, M. Moreau dénonce « l'exploitation » du « sort de ces malheureux ». M. Pierre Juquin, interviewé à ce sujet par le quotidien du P.C.F., déclare notamment : « Je veux être tout à fait net. Un problème existe, en effet. Mais nous assistons, à partir de là, à une opération politique bien orchestrée. Ces milliers de gens, on essaie d'en faire un drame, de se servir d'eux de façon scabreuse. (...) »
« Désigner ces émigrés vietnamiens comme des victimes du communisme, c'est vraiment mépriser l'histoire de la tête à qui la faute de ce drame, sinon à ces gouvernements de droite ou socialistes qui, il y a vingt ou trente ans, ont conduit contre le Vietnam une guerre coloniale atroce ? A qui la faute de ce drame, sinon aux Etats-Unis qui ont réduit en cendres des régions entières de ce pays, massacré, torturé, déporté les populations ? »
« Les propositions d'accueil des Vietnamiens par les municipalités communistes, qui ont été prises par M. Stoléru et le gouvernement d'expulser un million de travailleurs immigrés dans les cinq prochaines années. Elles coïncident aussi avec les expulsions effectuées par la police dans les foyers Sonacotra. Quel cynisme à tout avoir pour lancer à la fois une campagne d'accueil aux Vietnamiens et la politique d'expulsion des immigrés ! (...) »
« Je le dis donc honnêtement et franchement : les municipalités communistes, qui supportent déjà l'essentiel de l'accueil des travailleurs immigrés, n'imposent pas à leur population la charge que représenteraient des immigrés vietnamiens. Elles ne le peuvent pas. Si ce ne serait pas juste. »

Les pratiques atroces des pirates du golfe du Siam

De notre correspondant
Bangkok. — Quotidiennement, des bateaux de fugitifs vietnamiens sont attaqués dans les eaux du golfe du Siam par des pirates thaïlandais. Les « Boat People » sont le plus souvent dévalisés de leurs maigres biens, et les femmes et jeunes filles violées. Il y a parfois des morts. Les pirates opèrent impunément ; leur nombre a augmenté proportionnellement à l'accroissement de l'exode, et les cas d'arrestation sont rares. Seuls sont sanctionnés les pêcheurs convaincus d'avoir aidé des « Boat People » à gagner la côte thaïlandaise. La politique plus ou moins officielle de rejet conforme, évidemment, les pirates dans leurs entreprises.
Beaucoup de rescapés ne tiennent pas à révéler ces faits, par pudeur ou par peur de représailles. Quelques-uns s'y risquent cependant : le récit qui suit est exemplaire de pratiques atroces mais dévotement courantes, et fort connues. Trente Vietnamiens, hommes, femmes et enfants sont partis le 28 mai dans une embarcation légère de Cebu, à la pointe du delta du Mékong, après deux jours de mer, ils ont été accostés par un bateau de pêche thaïlandais. Les fugitifs ont été détrossés, sept femmes et jeunes filles violées à deux reprises par tout l'équipage. Le chalutier est revenu la nuit suivante : nouveaux vols, nouveaux vols. Deux jours après trois chalutiers opèrent de concert passant à l'attaque.
Mais il n'y avait plus rien à voler, et les pirates devaient faire à coups de pistolet et même à coups de couteau, car les Vietnamiens ne possèdent rien. Les sept femmes sont encore violées, et le moteur de la barque volé. Les chalutiers manœuvrent ensuite pour écraser l'embarcation entre leurs coques des arrières, et la jettent à l'eau, s'accrochant à ses fils vides. Les pirates abandonnent leur proie, sans doute convaincus du naufrage imminent.
Mais le bateau, délaqué, sans moteur, n'a pas sombré. Les enfants ont été pêchés, et, au gré des courants, sont allés à la nage. Les sept femmes sont encore violées, et le moteur de la barque volé. Les chalutiers manœuvrent ensuite pour écraser l'embarcation entre leurs coques des arrières, et la jettent à l'eau, s'accrochant à ses fils vides. Les pirates abandonnent leur proie, sans doute convaincus du naufrage imminent.
Mais le bateau, délaqué, sans moteur, n'a pas sombré. Les enfants ont été pêchés, et, au gré des courants, sont allés à la nage. Les sept femmes sont encore violées, et le moteur de la barque volé. Les chalutiers manœuvrent ensuite pour écraser l'embarcation entre leurs coques des arrières, et la jettent à l'eau, s'accrochant à ses fils vides. Les pirates abandonnent leur proie, sans doute convaincus du naufrage imminent.

Inde DES AFFRONTEMENTS ARMÉS ENTRE MILITAIRES ET POLICIERS ONT FAIT VINGT-CINQ MORTS

New-Delhi (A.F.P. Reuters). — Au moins vingt-cinq morts et près d'une centaine de blessés, tel est le bilan officiel des affrontements armés qui ont eu lieu, lundi 25 juin, entre l'armée indienne et deux unités de police, la Force centrale de sécurité pour l'Inde et la Force centrale de police de réserve. Ces forces paramilitaires sont en grève depuis une dizaine de jours dans plusieurs villes du pays, afin de soutenir des revendications de salaires et de protester contre l'arrestation de plusieurs de leurs collègues qui étaient venus exprimer leurs doléances aux autorités de New-Delhi. Le gouvernement a mobilisé l'armée pour assurer l'ordre. C'est lorsque les militaires ont tenté de désarmer des policiers contestataires qu'ont eu lieu les heurts, en particulier à Bokaro, dans l'Etat du Bihar, et dans le mp de Jharkhand, près de la capitale. Peu après ces incidents, le premier ministre, M. Desai, a déclaré : « Rien ne saurait justifier que la police recoure à l'usage de la force, et à la révolte, et nous le permettons, aucune démocratie n'y surviendrait. »

Les plus grands noms de Provence ont habité les BAUX...

“AJOUTEZ LE VOTRE”

Prestige des Baux

Frédéric MISTRAL n'a-t-il pas dit : “Des BAUX, je ferai ma capitale”, faites en votre Résidence.

Vous pourrez découvrir ce magnifique pays pour le plus grand plaisir des yeux et l'enrichissement de votre esprit.

Le MAS DU CHEVRIER vous offre seulement 27 possibilités de villas 4 à 6 pièces au cœur des Alpilles, au bord d'une piscine et de 2 tennis. Vous bénéficierez d'une Résidence secondaire toujours entretenue donc prête à vous recevoir pour vos vacances en Provence au pied du ROCHER des BAUX.

LA MAISON DU G.S.C.I.C 15, bd de Vauquelin 75015 PARIS

Pour recevoir une documentation gratuite, retournez ce bon.

1320 LES BAUX DE PROVENCE

Nom : _____ Adresse : _____ Téléphone domicile : _____

A LA TÉLÉVISION Les damnés

Soirée de solidarité lundi sur Antenne 2. Au sommaire du magazine Question de temps : les réfugiés du Vietnam. Comment éviter qu'ils ne soient tous rejetés à la mer ? Comment sortir de l'eau ceux qui déjà se noient ? Comment réagir aux menaces de Kuala Lumpur — des appels au secours, en fait ? Les maires de France ont répondu nombreuses à l'invitation de la chaîne. Par le truchement de S.V.P., dont les standardistes, toutes bénévoles, ont abandonné leur pays à cette œuvre de charité. Elles ont proposé d'accueillir un ménage, qui trois familles ou quarante enfants, ou deux vieillards. L'Armée de salut se déclarait prête à prendre en charge à elle seule soixante-dix personnes. C'était gentil, spontané, un grand élan de fraternité.
Tout en se félicitant de ces initiatives généreuses, l'œil froid, soupçonneux, Jean-Pierre Etcheberry répliquait sans cesse qu'il ne s'agissait pas, surtout pas, de faire de la politique. Il s'agissait de trouver une solution à l'un des plus grands drames de l'histoire de l'humanité. Pas question de répartir les responsabilités, ajoutait-il peu après Mgr Etcheberry, il fallait distribuer les tâches.
Nous, on ne demanderait pas mieux, mais le moyen ? A quoi les efforts de deux excellents reportages, l'un sur le Vietnam, l'autre sur l'île de Lumière, le « bateau pour le Vietnam », encre au large de l'île de Biddong, à comparer l'effort de la France, très honorable, à celui des autres grands pays occidentaux, on se demandait jusqu'où peut aller l'initiative individuelle. Et l'on songeait à cette vieille émission de radio « Vous êtes formidables » — certains s'en souviennent — qui récompensait d'un paquet de lessive ou d'un service de table les plus méritants.
Le représentant de l'Union des Vietnamiens de France avait beau débiter avec ardeur le gouvernement de Hanoi en mettant toute la responsabilité de cet exode massif sur le compte du régime communiste, le représentant de la communauté hoi, il y a tout de même permis les réfugiés de la mer plus de trois cent mille Vietnamiens qui n'ont rien de Chinois. Alors, comment arrêter cette hémorragie sans attendre la conférence internationale du 19 juillet ? Comment éviter que les naufragés trouvent pour seule terre d'asile les grands fonds marins ?
C'est à l'Elysée, M. Defferre, maire de Marseille, le rappelle très justement, c'est à M. Giscard d'Estaing, qui reçoit ce mardi la visite de MM. Jean-Paul Sartre et Raymond Aron, de prendre une initiative spectaculaire et courageuse, de faire de la France un pays de premier asile, d'établir un pont aérien et de soulager ainsi les rives du Sud-Est asiatique submergées par le flux sans cesse croissant des damnés de l'Asie.
Voilà le geste qu'on attend. Par leur nombre et leur spontanéité, les offres émanant soit des municipalités, soit des particuliers, nous paraissent assez faibles. L'initiative de ce genre aurait l'appui total de la nation. Egoïste, raciste, les Français ? Oui, sans doute. Jamais cependant, peut-être auriez-vous remarqué, à l'encontre des Vietnamiens. Autrement, ça n'est pas si loin, on disait les Indochinois.
CLAUDE SARRAUTE.

PIERRE ROSANVALLON le capitalisme utopique

DIPLOMATIE

Le Japon dans l'attente du sommet

II. — Moins vulnérable que d'autres

De notre envoyé spécial PAUL FABRA

La société japonaise se présente à plusieurs égards comme un « contre-modèle » des sociétés occidentales, qui s'irritent de ce comportement singulier (« le Monde » du 26 juin). Mais une certaine qualité de la vie n'est pas incompatible, au contraire, avec l'échelle traditionnelle des valeurs, non remise en cause par les Japonais, où le travail occupe un rang élevé.

Tokyo. — C'est un lieu commun de considérer l'énergie comme le talon d'Achille du géant japonais. « Les chiffres parlent d'eux-mêmes », comme on dit sans es moyer. Que nous apprennent-ils ? Incontestablement, qu'aucun autre grand pays industriel, dans ce domaine, ne dépend autant de celui-là des importations. Cela tient à la conjonction de deux facteurs « défavorables ». Le premier est l'extrême pauvreté du sous-sol japonais, sans peut-être et encore — pour le charbon, dont la production a été ramenée depuis le début des années 60 de quelque 60 millions à moins de 20 millions de tonnes, et cela parce que l'on consomme beaucoup moins de charbon (15 % environ de la consommation totale d'énergie primaire aujourd'hui

contre 49,2 % en 1957) et qu'il est économiquement plus avantageux de faire venir de l'étranger le peu qu'on en utilise encore (en 1957, les neuf dixièmes de la houille brûlée dans l'archipel provenaient encore des mines situées sur le territoire national).

Ce qui, dans les circonstances actuelles, ajoute à l'insécurité, est — deuxième caractéristique — qu'aucun autre grand pays industriel n'est allé plus loin dans la substitution du pétrole aux sources d'énergie traditionnelle, si bien qu'au Japon l'or noir représente environ 75 % de l'énergie primaire. Seulement, en Italie, on rencontre un pourcentage presque aussi élevé (73 %), alors qu'il est de l'ordre de 65 % en France, d'un peu plus de 60 % en Allemagne et en Grande-Bretagne, de 45 % aux Etats-Unis. Pour ne pas arranger les choses, c'est du Proche-Orient que proviennent presque les trois quarts du pétrole consommé ; le reste est acheté en Indonésie, en Chine, en Afrique et un peu au Venezuela, la production nationale ne méritant même pas d'être mentionnée.

« Isolé, pauvre, fragile »

« Alors que, en Europe et en Amérique, on perçoit le Japon comme une des très grandes puissances économiques de ce monde, les Japonais, au fond d'eux-mêmes, voient toujours leur pays isolé, pauvre, fragile », nous affirme tel haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères, dont le propos nous sera répété par maints interlocuteurs. Il n'est pas douteux que, depuis 1973, ce sentiment très répandu, de la crainte de voir un jour le Japon brutalement privé du combustible liquide qui fait tourner la machine économique.

Mais la fragilité n'est pas une notion absolue. Contrairement au plastique, le verre ne résiste pas au choc, mais il supporte la chaleur ou le froid sans bouger. Du

bilan énergétique du Japon que nous venons de retracer à grands traits fait-il, sans autre forme de procès, passer à la conclusion que de tous les grands pays de l'O.C.D.E. celui-là est sans doute le plus vulnérable en cas de crise du pétrole ? C'est ce que, il y a cinq ans, au lendemain du quinquennat décidé par l'OPEP, avaient d'abord pensé les experts des organisations internationales et, avec eux, nombre d'opérateurs sur le marché des changes. La suite des événements a montré qu'ils s'étaient trompés. Pourquoi ?

Il convient de distinguer entre les différentes menaces qui se profilent derrière cette expression multiforme de crise. Entend-on par là un arrêt brutal des fournitures, par suite d'un embargo plus ou moins généralisé,

du déclenchement d'une nouvelle guerre au Proche-Orient, ou encore d'une répétition en Arabie Saoudite, au Koweït, en Irak, des événements qui se sont produits en Iran ? Ce sont là des éventualités que l'on ne peut pas exclure. Elles ne paraissent pas non plus les plus probables, surtout sous leur forme extrême de troubles politiques entraînant simultanément, et pour une longue période de temps, une interruption des expéditions de pétrole.

C'est pourtant cette hypothèse qui implicitement colore les raisonnements les plus courants. Dans ce parti pris de « catastrophisme », faut-il voir la manifestation d'une sage prudence qui envisage le pire pour mieux se préparer à l'éviter ? L'impréparation quasi générale devant la seconde crise de l'énergie, actuellement en cours, malgré les avertissements donnés par la première, tendrait à prouver le contraire. La véritable raison serait plutôt que, par pesantisme historique et par paresse d'esprit, l'économie de guerre contribue à imprégner les schémas de pensée, parce que c'est d'une certaine façon le plus facile à comprendre.

Il est clair que, en cas de graves perturbations dans les courants d'échanges, le Japon, obligé de compter sur ses maigres ressources naturelles, serait terriblement handicapé par rapport aux Etats-Unis, et même par rapport à un pays comme l'Allemagne, qui a du charbon en quantité, et des voisins à proximité. Mais c'est là un cas de figure qui intéresse plus les militaires que les économistes. Les dangers auxquels la situation actuelle expose relèvent plus, jusqu'à nouvel ordre, de la compétence de ceux-ci que de ceux-là.

La crise de l'énergie telle que nous la connaissons est d'abord et avant tout une affaire de prix, éventuellement compliquée et aggravée par une réduction limitée de la production (dont l'objectif immédiat est de maintenir cons-

tante la pression sur les prix). Pour affronter ce défi-là, le Japon paraît au contraire mieux armé que ses concurrents. Dans un monde qui demeure essentiellement libre-échangiste, il est à peu près indifférent d'acheter le combustible dont on a besoin, à l'intérieur ou à l'extérieur de ses frontières, si les conditions de prix sont les mêmes. Et si le prix du pétrole national est inférieur, comme cela est encore le cas

La question la plus importante

La question la plus importante qui se pose à une nation est d'un autre ordre. Elle est de savoir comment est utilisé le pétrole acheté à prix d'or (que ce soit à des producteurs étrangers ou à des fournisseurs nationaux). Si c'est pour servir en fumée par les cheminées d'évacuation des chaudières à mazout, ou par le pot d'échappement des voitures, on est en présence d'une dépense de consommation assez largement improductive. Par les temps qui courent, on n'est pas très loin du gaspi.

Or les « cages à lapins » dans lesquelles vivent beaucoup de Japonais sont très mal ou pas du tout chauffées, dans un pays où les hivers sont pourtant assez rigoureux. C'est là un « avantage » auquel n'a pas pensé l'hédoniste rédacteur du rapport bruxellois (voir notre précédent article). De même, si les embouteillages au centre de Tokyo prennent parfois des proportions gigantesques, il ne faudrait pas s'y tromper. C'est au Japon que l'on trouve l'économie des transports la mieux adaptée aux nouvelles circonstances, à l'exception du déplacement en chemin de fer y reste la règle, et l'usage de la voiture individuelle limité (on a calculé qu'en moyenne la consommation annuelle d'essence par automobile est quatre fois moins élevée au Japon qu'aux Etats-Unis, à cause des distances parcourues plus petites, de la taille

aux Etats-Unis, cela crée d'autres distorsions. On objectera que l'obligation d'acheter à l'extérieur peut poser un problème de balance des paiements. La comparaison entre les deux pays prouve qu'en dépit d'un préjugé tenace l'équilibre extérieur n'a guère à voir avec la possession de gisements de pétrole. Les Américains, qui extraient encore sur place plus de la moitié des quantités dont ils ont besoin, ont un lourd déficit ; les Japonais, entièrement dépendants sur ce chapitre, maintiennent un considérable excédent.

plus modestes des véhicules, de la moindre vitesse, etc.). Chiffre plus significatif, parce qu'il résume tout un mode de vie : pour ses besoins domestiques, le Japonais consomme en énergie le quart de la quantité utilisée par l'Américain, la moitié de celle de l'Allemand et de l'Anglais, 60 % de celle du Français.

De cela il résulte qu'une proportion beaucoup plus importante qu'ailleurs du pétrole est affectée à des fins directement productives : l'industrie à elle seule en absorbe 60 %, alors qu'aux Etats-Unis c'est moins du tiers, et dans les pays européens autour des deux cinquièmes. Les efforts de rationalisation ont porté leurs fruits : par exemple, les maîtres de forges nippons utilisent par tonne d'acier produite 30 % de moins de pétrole que les sidérurgistes américains et 10 % de moins que les Allemands. Les industries grosses consommatrices d'énergie, telle la production d'aluminium, installent désormais leurs nouvelles usines à l'étranger et ferment plusieurs de celles qui se trouvaient au Japon. C'est un aspect essentiel du redéploiement en cours.

Il est vrai que le Japon est devenu avec les Etats-Unis le plus grand importateur du monde d'« or noir ». Mais le premier ministre, M. Ohira, serait en droit, à la conférence au som-

met qui s'ouvre jeudi à Tokyo, de faire remarquer à ses interlocuteurs que son pays est considérablement en avance pour tout ce qui concerne la « conservation » de l'énergie (même si le gouvernement précédent a eu le tort, l'année dernière, d'abaisser les tarifs du gaz et de l'électricité, en conséquence de la revalorisation du yen).

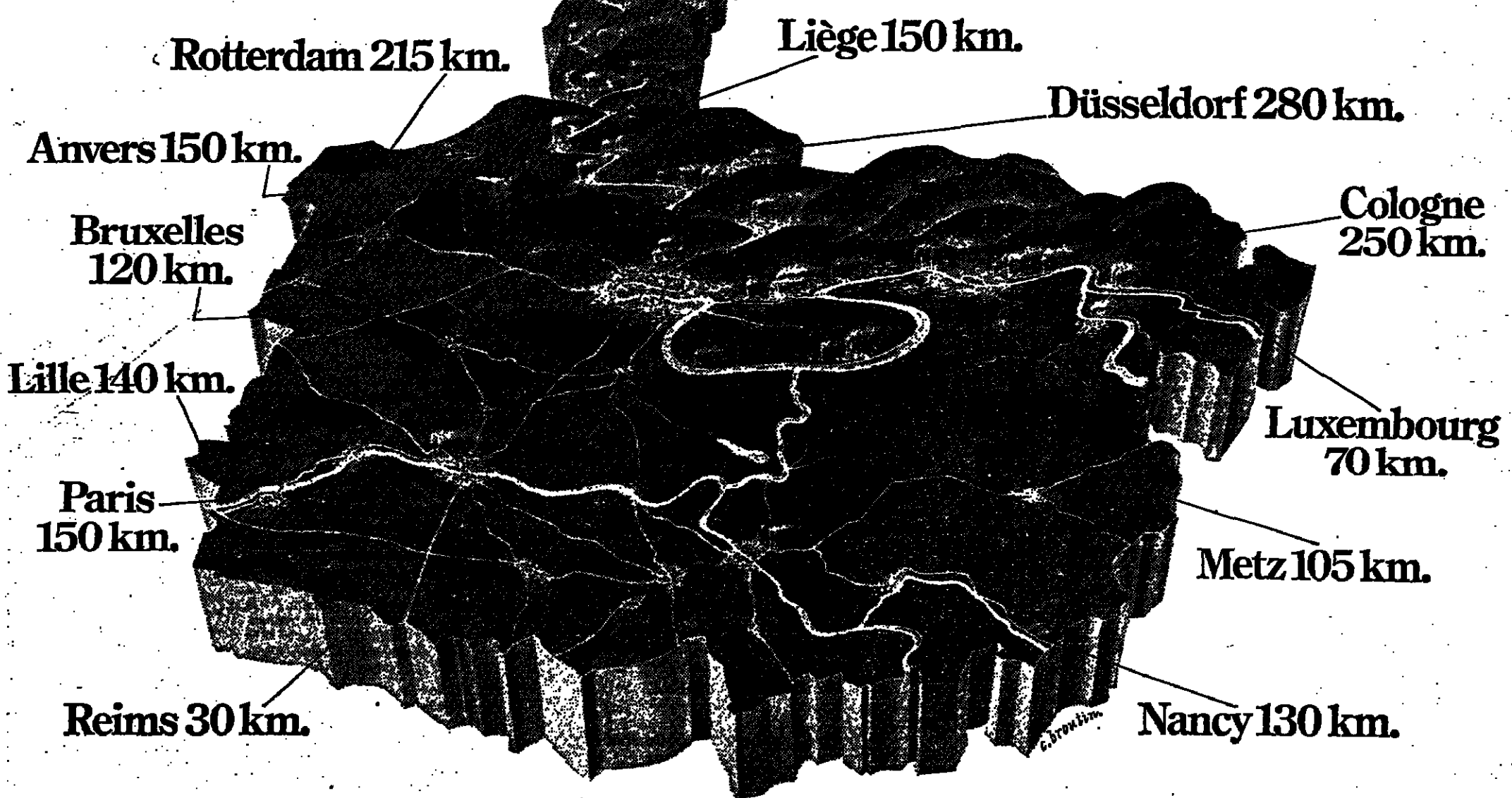
Si, au lieu de s'attacher à la consommation de pétrole par habitant pour les seuls besoins domestiques (voir les pourcentages cités plus haut), on se réfère à la consommation globale (industrie comprise) par tête, on s'aperçoit que le Japon n'est pas ce pays « éternel » complaisamment décrit par ses concurrents. Le chiffre était en 1978 de 3,1 millions de tonnes pour le Japonais, contre 3,6 pour le Français, 3,8 pour l'Anglais, 4,4 pour l'Allemand et 5,5 pour l'Américain.

A quatre-vingt-trois ans, M. Toshio Doko, président du patronat nippon (Keidanren), parcourt le monde et plaide inlassablement pour une restriction encore plus rapide de l'industrie de son pays. « J'ai déjà dit, nous dit-il, à mes collaborateurs de ne porter cet été au bureau ni cravate ni veston. C'est autant d'économisé sur l'air conditionné... »

FIN

ISTH
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
Expérience pédagogique depuis 1953
PREPA médecine
• Septembre 4 semaines et
• Octobre à JUIN
TOLBIAC 82 Av. d'Ivry 75013 Paris
Tel. 965 59 35

Les Ardennes. Au bout de la France mais au cœur de l'Europe.



Regardez les Ardennes, c'est près de tout. A l'heure où exporter est plus que jamais vital, le chef d'entreprise ardennais

peut se rendre facilement à l'étranger et développer ses exportations à moindre coût. Et ce n'est pas un hasard si par

exemple 35 % de la production ardennaise est exportée dans les pays du Bénélux. En Ardennes, on peut être actif sur le marché

européen parce qu'on en a les moyens.

Les Ardennes.

حکومت الامم المتحدة

DIPLOMATIE

LA CRISE DE L'ÉNERGIE ET LA RÉUNION DE L'OPEP A GENÈVE

ALGER : la hausse des prix dépendra largement de l'attitude des Occidentaux

Alger. — « L'augmentation des prix du pétrole est indispensable à une gestion optimale du patrimoine énergétique mondial », titrait, lundi matin 25 juin, la veille de la conférence de l'OPEP, le *Moudjahid*. Les dirigeants algériens n'ont pas dévié la stratégie qu'ils comptent mettre en œuvre à cette réunion et ils sont notamment restés muets sur les propositions qu'ils ont l'intention d'avancer en matière de prix. En revanche, il est possible de se faire une idée assez précise des analyses qui vont inspirer leur action et leurs préoccupations.

C'est ainsi qu'on insiste dans les milieux proches du ministère de l'énergie sur la nécessité absolue de « remettre de l'ordre dans les prix » et de retrouver une cohérence entre les tarifs des différents « bruts ». La réunification des barèmes, affirme-t-on volontiers, constitue à la fois un facteur de consolidation de l'OPEP et un moyen de déjouer les tentatives de manipulation, cela dans l'intérêt même des consommateurs. Les pays producteurs regroupés dans l'OPEP, dit-on encore, ne paieraient rien au déclenchement d'une crise économique mondiale.

Mais il faut que, de leur côté, les pays occidentaux changent leurs habitudes et acceptent de voir leur ravitaillement en énergie peser plus lourdement sur leur économie. Il ne peut y avoir en cette matière de dogme ou de seuil infranchissable. Les prix de l'énergie doivent évoluer en fonction des nouvelles données du problème.

Concernant les prix, de deux choses l'une, pense-t-on à Alger :
● On bien les Occidentaux se montrent raisonnables, s'organi-

De notre correspondant

sent pour diminuer leur consommation et acceptent une relance du « dialogue Nord-Sud », dans le cadre des Nations unies, pour traiter dans une optique mondiale du problème de l'énergie. Dans ce cas, les pays producteurs doivent les aider, en modulant de façon progressive leurs augmentations selon un plan à long terme.

● On bien les nations riches cherchent par tous les moyens, en ordre dispersé, à maintenir coûte que coûte un ravitaillement sans limite, et les pays producteurs devront se défendre et tireront le meilleur parti d'une situation qu'ils déploreront.

Une aide réelle aux pays du tiers-monde

On estime à Alger que les pays de l'OPEP partagent de plus en plus une même préoccupation : maintenir entre production et réserves un rapport qui leur garantisse un approvisionnement en énergie et des rentrées financières le plus longtemps possible. L'Iran a ouvert la voie en ce domaine et l'Algérie réexamine sa politique pétrolière des quinze dernières années à la lumière notamment de ces nouvelles données.

Il faudra une ou deux générations, n'estiment pas à dire certains responsables, pour disposer du potentiel humain et technique capable d'exploiter à plein rendement nos ressources. L'appareil industriel aura alors besoin lui-même des besoins énergétiques incomparablement plus élevés

que ceux d'aujourd'hui. Il faut donc ménager des réserves qui pourrissent nous faire cruellement défaut demain.

L'Algérie est enfin soucieuse d'éviter que les préoccupations et les intérêts des pays producteurs n'entrent en conflit avec ceux des nations du tiers-monde qui sont dépourvues de ressources en énergie. Les grandes puissances consommatrices, on l'a vu à Manille, à l'occasion de la réunion de la CNUCED, sont promptes à exploiter ce genre de dialogue pour dresser les uns contre les autres des pays également victimes du déséquilibre mondial des échanges.

Alger, tout en récusant tout système de double tarification, a l'intention de proposer à l'OPEP des mesures concrètes d'aide en faveur des pays du tiers-monde. Mais il est clair dans l'esprit des dirigeants algériens qu'il ne s'agit pas là de « compensations » ou de « subventions déguisées », mais bien d'une aide au développement au profit de ces pays défavorisés afin qu'ils puissent à terme financer eux aussi leurs achats d'énergie sur les fruits de leur croissance.

Réunifier les prix et renforcer l'OPEP pour qu'elle reste un partenaire valable, instaurer une concertation mondiale sur la consommation d'un patrimoine qui intéresse toute la planète et sur des perspectives lointaines de ravitaillement en énergie, plaider en attendant pour la préservation des réserves, tels sont donc en résumé les principaux axes d'action et de réflexion que les dirigeants algériens tenteront de faire prévaloir lors de la réunion de l'OPEP à Genève.

DANIEL JUNQUA.

LES « TREIZE » : près de la moitié du pétrole mondial.

Les pays de l'OPEP produisent un peu moins de la moitié du pétrole mondial : quelque 1 480 millions de tonnes (en 1978) sur 3 566 millions de tonnes. Les treize membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole extraient respectivement les quantités suivantes : Arabie Saoudite : 510 millions de tonnes ; Iran : 255 ; Irak : 115 ; Koweït : 110 ; Venezuela : 108 ; Libye : 95 ; Nigéria : 95 ; Indonésie : 82 ; Émirats arabes unis (essentiellement Abu-Dhabi et Dubaï) : 70 ; Algérie : 59 ; Qatar : 23,5 ; Gabon : 11 ; Équateur : 9,5.

Tous ces pays figurent parmi les principaux exportateurs de « brut » dont font également partie l'U.R.S.S., la Chine et le Mexique, pays qui, eux, ne sont pas membres de l'OPEP.

LES RÉACTIONS DES PAYS A LA CRISE

● GRANDE-BRETAGNE : selon le *«Financial Times»*, la compagnie nationale des pétroles britanniques va réduire ses exportations de pétrole de la mer du Nord. La Grande-Bretagne exporte 75 % de son pétrole et voudrait obliger les grandes compagnies pétrolières à raffiner davantage sur place.

● PAYS-BAS : les parlementaires ont demandé à leur gouvernement de rendre obligatoires les mesures d'austérité pour 1979 et de présenter au Parlement une loi sur les économies bien supérieures aux 5 % actuellement recherchés.

● ESPAGNE : le prix de l'essence sera augmenté dans les prochains jours de juillet pour mettre un frein à l'augmentation de consommation de 15 % de janvier à mai. Le gouvernement étudierait un plan d'économie qui entrerait en vigueur à la fin de la période touristique.

● ITALIE : le litre de gasole augmenté de 25 lire, passant de 186 à 211 (lire italienne environ). Les automobilistes ont manifesté à Rome et les camions ne pourront franchir les frontières italiennes avec respectivement plus de 30 et 200 litres de gasole.

● ÉTATS-UNIS : victimes de la pénurie d'essence, les automobilistes ont provoqué une émeute, dimanche soir, à Levittown (Pennsylvanie) : quatre-vingts personnes ont été blessées, dont une par balle.

● NOUVELLE-ZÉLANDE : à partir du 30 juillet, les automobilistes ne rouleront que six jours par semaine, apprend-on à Wellington. Les voitures porteront un faucon indiquant le jour où leur conducteur a choisi de ne pas rouler. Cette mesure fait suite à la décision prise, il y a quelques semaines, d'interdire la vente des produits pétroliers pendant le week-end.

Au Danemark

LES AUTOMOBILISTES DEVRONT LAISSER LEUR VÉHICULE AU GARAGE UN JOUR PAR SEMAINE (De notre correspondant.)

Copenhague. — Il aura fallu deux réunions longues et agitées pour que la commission parlementaire de l'énergie autorise, par 11 voix contre 10, le gouvernement de Copenhague à instituer un jour hebdomadaire de « sans voiture ».

Cette mesure entrera en vigueur le 1^{er} septembre, donc après les vacances d'été ; elle exigera une préparation minutieuse. Il est prévu que l'Office d'enregistrement des véhicules à moteur enverra d'abord à chaque conducteur un questionnaire où il lui sera demandé d'indiquer le jour de la semaine où il préfère ne pas rouler.

Ceux qui ne répondront pas dans les délais fixés se verront imposer unilatéralement le dimanche. Les véhicules devront ensuite être vidés de carburant et de forme officielle en fonction de leur choix, à coller sur leur pare-brise. Cette vignette, qui portera le numéro d'enregistrement du véhicule pour éviter la fraude, sera impossible à décoller sans partir en lambeaux. Il sera possible de changer son jour, mais pour des raisons très sérieuses que les autorités apprécieront. Ce sont les communes qui se chargeront d'ordonner et de refuser les dispenses à cette réglementation.

Le premier ministre, M. Anker Jørgensen, semble beaucoup tenir à ces mesures. Il n'a pas caché qu'il voulait obliger ses concitoyens à consacrer un jour à des activités « économiquement du pétrole ». Selon lui, une forte augmentation de l'essence ou du fuel serait très vite oubliée s'il n'y avait pas quelque chose en plus. Il fallait donc trouver une « idée maigre » qui tienne les consciences en éveil, même si par le plan pratique elle ne se révèle pas tellement facile à appliquer. En compensation, le gouvernement CAMILLE OLSEN.



Dessin de KONE.

BIBLIOGRAPHIE

La France sans pétrole

de Henri Aujac et Jacqueline de Rouville

Parce qu'ils ont besoin d'argent, les pays producteurs de pétrole ne sauraient priver longtemps les consommateurs du précieux liquide. Telle était du moins l'idée qui prévalait dans le monde occidental avant la révolution iranienne. Le renversement du chah, la défection de Téhéran de réduire sa production de « brut » au minimum nécessaire pour assurer son développement économique, ont désormais fait admettre comme possible l'hypothèse d'une pénurie énergétique importante et durable.

Dès 1973, Mme Jacqueline de Rouville et M. Henri Aujac, du Bureau d'information et de prévision économique (BIPE), bâisaient un scénario sur les conséquences pour la France d'une indisponibilité durable de pétrole du Proche-Orient. C'est ce travail qu'ils publient aujourd'hui sous le titre *La France sans pétrole*.

Beaucoup de parti pris — qui entrent dans ce jeu intellectuel de construction — irritent ou font sourire : ces commandos qui, le même jour à la même heure (le 7 juillet 1979), s'emparent du pouvoir dans l'ensemble des États du Golfe, ce président de la République qui est le seul à comprendre réellement la gravité de la situation ou encore ce développement en France de la cuisine chinoise fort économe en énergie.

Mais, en fait, cela importe peu. De manière plus austère, les auteurs auraient pu se passer de ces anecdotes pour rechercher ce qui se produirait si la France perdait 50 % de ses importations de pétrole. Comme le souligne M. Alfred Sauvy dans sa préface à l'ouvrage, la première surprise est plutôt bonne : le niveau énergétique national serait équivalent à celui de 1968. « 1968, c'est de Gaulle, c'est Pompidou, ce sont les projets de Beaubourg, la querelle des tours et c'est déjà... l'encombrement urbain, signe de pléthore. »

Mais il faut déchanter : « Pas plus qu'un enfant ne peut revenir dans le ventre de sa mère, nous ne pouvons faire rentrer notre économie dans son cadre antérieur. Depuis treize ans, la population a augmenté et plus encore le nombre de voitures et de logements, surtout de logements pourvus de chauffage central. (...) Des habitudes de vie ont été prises. (...) Quel supplice si, après avoir grandi, un adolescent devait rentrer les chaussures d'avant. » Les Français ont bien « un nœud coulant tressé autour du cou ».

Le rationnement de l'énergie va donc être une véritable révolution. Mais il faut déchanter : « Pas plus qu'un enfant ne peut revenir dans le ventre de sa mère, nous ne pouvons faire rentrer notre économie dans son cadre antérieur. Depuis treize ans, la population a augmenté et plus encore le nombre de voitures et de logements, surtout de logements pourvus de chauffage central. (...) Des habitudes de vie ont été prises. (...) Quel supplice si, après avoir grandi, un adolescent devait rentrer les chaussures d'avant. » Les Français ont bien « un nœud coulant tressé autour du cou ».

La rencontre qui doit intervenir le 30 juin, à Londres, entre des représentants de l'OPEP et de la C.E.E. pour examiner les conditions d'offre et de demande de pétrole à moyen et long terme, aura-t-elle lieu, sous sa forme officielle tout du moins ?

M. Brunner, commissaire européen à l'énergie, a récemment annoncé à deux reprises qu'il accompagnerait à Londres MME. Giscard d'Estaing, le ministre français de l'Industrie comme président du conseil de l'énergie des Nations.

Est-ce la publicité donnée à cette rencontre, qui devrait rester secrète le peu de goût de l'OPEP de se laisser enfermer dans un dialogue — même technique — qui ne porterait que sur le pétrole ? Toujours est-il que les pays producteurs ne semblent pas très pressés de se rendre à Londres.

Déjà prévue pour le mois de mars, cette réunion entre la première entre la C.E.E. et l'OPEP à un tel niveau — avait déjà été reportée en raison de la conférence extraordinaire tenue à Genève, le 25 mars, par les pays exportateurs.

Les contacts « techniques » entrent dans la stratégie proposée par Paris à ses partenaires occidentaux. La France croit désormais indispensable de grandes conférences internationales trop politiques (comme le dialogue Nord-Sud ou même la CNUCED). Le report « sine die » de la rencontre C.E.E.-OPEP « il devait intervenir — serait donc tomber un pas important de la politique proposée par Paris pour faire face à la crise des approvisionnements pétroliers que connaît actuellement le monde industrialisé. R. D.

Le ministre koweïtien s'est encore déclaré très encouragé par les résultats du sommet européen de Strasbourg, espérant que les autres grands pays industrialisés agiraient dans le même sens.

LE KOWEÏT « ADMIRE » LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE LA FRANCE

Cheikh Ali Khalifa El Sabah, ministre koweïtien du pétrole, a déclaré lundi soir 25 juin, en sortant de l'Assemblée, qu'il avait exprimé à M. Giscard d'Estaing « son admiration à l'égard de la politique énergétique de la France depuis 1973 ».

« Je pense », a ajouté le ministre au terme de son entretien avec le président de la République, que si les autres pays avaient suivi la France dans cette politique, le monde n'aurait pas connu les difficultés qu'il connaît actuellement. »

Le ministre koweïtien s'est encore déclaré très encouragé par les résultats du sommet européen de Strasbourg, espérant que les autres grands pays industrialisés agiraient dans le même sens.

AFRIQUE

Ouganda

Les partisans de l'ancien président Lule ont à nouveau manifesté à Kampala

Cinq jours après l'accession à la présidence de la République de M. Godfrey Binaisa, les partisans de l'ancien chef de l'État, M. Yusuf Lule, ont à nouveau organisé, lundi 25 juin, de violentes manifestations de protestation à Kampala. Plusieurs centaines de personnes regroupées dans une organisation des libérateurs clandestins communs de l'intérieur avaient appelé à une journée d'action visant à faire de la capitale une « ville morte ».

Les manifestants ont dressé des barrières sur les routes menant vers le centre de la capitale, et contrainant les véhicules à faire demi-tour. Quelques voitures, dont les chauffeurs protestaient, ont été lapidées. Aucun transport public n'a fonctionné.

« Nous voulons Lule », réclamaient les manifestants. « Pas de Lule, pas de travail, pas de nourriture », indiquaient des inscriptions dans les rues de Kampala. La grève des approvision-

nements est, depuis l'époque coloniale, une méthode de protestation traditionnelle utilisée par l'ethnie majoritaire des Bagandas, à laquelle appartient précisément M. Lule.

Huit ministres, qui se rendaient en automobile au siège du gouvernement, ont été stoppés par les manifestants. L'escorte militaire ougandaise-tanzanienne a tiré en l'air pour disperser la foule. Radio-Kampala a précisé que M. Museveni, ministre de la défense, avait été agressé par des manifestants à 30 kilomètres de la capitale. Pour rétablir la sécurité, le gouvernement envisage de créer un réseau de « cellules » regroupant, chacune, dix habitations familiales.

Après une attaque contre la résidence d'un diplomate ouest-allemand, les chancelleries occidentales ont demandé au gouvernement de renforcer leur protection. D'autre part, le président Binaisa a complété, lundi, son cabinet et annoncé qu'il déléguait lui-même le portefeuille des affaires étrangères. — (A.F.P., A.P., U.P.I., Reuter.)

Ghané

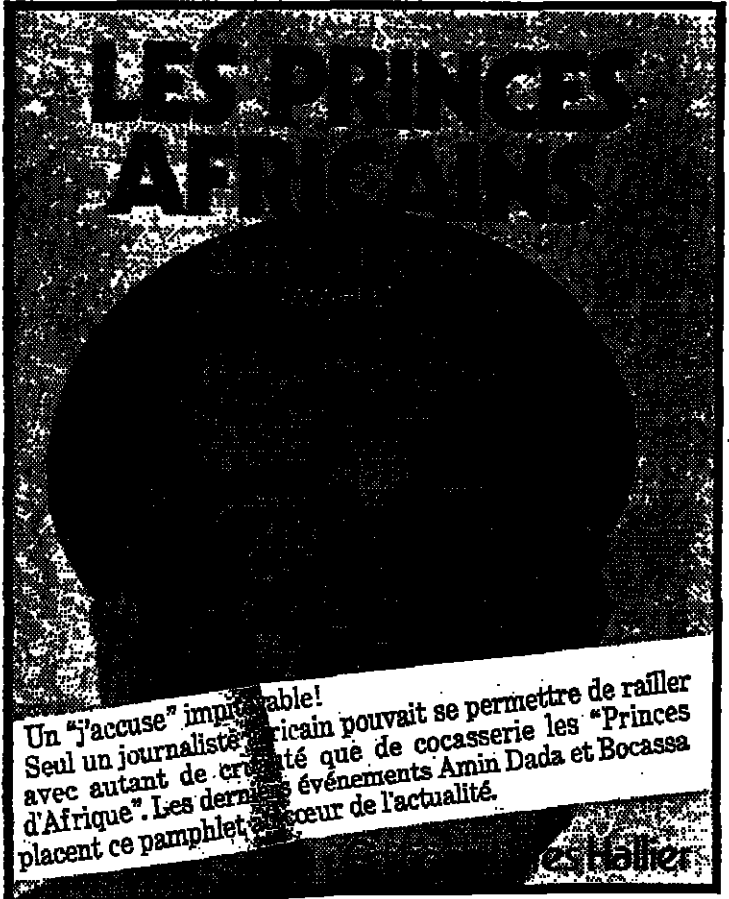
LE PARTI NATIONAL POPULAIRE AURA LA MAJORITÉ ABSOLUE AU PARLEMENT

Accra (Reuter). — La commission électorale a rendu public, lundi 25 juin, les résultats définitifs des élections législatives et présidentielles qui se sont déroulées au Ghana le 18 juin. Avec 71 sièges sur 140, le Parti national populaire, qui se veut le continuateur de l'action de l'ancien président Nkrumah, disposera de la majorité absolue au sein du Parlement. Celui-ci devrait élire à partir du 1^{er} octobre prochain, du moins si les militaires au pouvoir restent à la tête du régime, comme ils l'ont promis à plusieurs reprises.

Le parti du Front populaire, de tendance libérale, enlève 43 sièges. Treize vont à la Convention nationale unifiée, autre parti d'inspiration libérale, conduit par M. Offor Atta, dix au parti d'action progressiste du colonel Bertrando et trois au parti social-démocrate. Le second tour de l'élection présidentielle qui doit avoir lieu dans trois semaines a été suspendu par le général Limko, chef du parti national populaire, arrivé en tête au premier tour, à M. Victor Owusu, dirigeant du Front populaire.

Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé d'ajourner ses débats sur la plainte du Maroc contre les « agressions » de l'Algérie. Le Conseil de sécurité, présidé par M. Oleg Troianovsky (U.R.S.S.), a annoncé cette décision publiquement au cours d'une brève séance publique, lundi 25 juin. Cette suspension des débats découle de la requête du Maroc, à la suite d'une intervention du président Nemeiry, du Soudan, auprès du roi Hassan II. — (A.F.P.)

Le premier ministre ougandais, M. Lansana Beavogui, devait signer, mardi 26 juin, avec M. Raymond Barre, des accords de coopération entre les deux pays, qui ont fait l'objet de négociations dont la phase finale s'est tenue, la semaine dernière, à Paris.



Un «jacuse» impuissable ! Seul un journaliste africain pouvait se permettre de railler avec autant de cruauté que de cocasserie les «Princes d'Afrique». Les derniers événements Amin Dada et Bocassa placent ce pamphlet au cœur de l'actualité.

MERCREDI
NEO
hebdomadaire chez votre marchand de journaux

PRÉPARATIONS D'ÉTÉ OU ANNUELLES
MEDECINE ET PHARMACIE
5 centres : quartier latin - Naully - Nation - Clichy - Orsay
57, rue Ch.-Lafitte, 92 729.94, 725.08.19
Groupement École de professeurs

مكتبة الادب

هكذا من الأصل

DROITS DE L'HOMME

En Union soviétique

Le romancier Vassili Axionov menace de démissionner de l'Union des écrivains

La publication à Moscou, au mois de janvier dernier, par vingt-trois écrivains, de l'« Almanach Métropole », recueil de textes non soumis à la censure (le Monde daté 6-7 mai), continue à susciter d'importantes réactions dans les milieux littéraires soviétiques. Après l'exclusion de l'Union des écrivains de deux des auteurs de l'« Almanach », Victor Erofeev et Evgueni Popov, Vassili Axionov vient de menacer de démissionner de cet organisme si cette mesure n'était pas levée. Vassili Axionov, dont plusieurs livres, notamment « Billets pour les étoiles et Recherche d'un genre », ont été publiés en France, est l'un des romanciers les plus populaires d'Union soviétique. Voici le texte de la lettre ouverte qu'il a adressée, le 14 juin, au comité directeur de l'Union :

« Vous venez d'exclure de l'Union deux jeunes écrivains de talent de la nouvelle génération, Victor Erofeev et Evgueni Popov. Entre les arguments du Ministère, on peut lire clairement que c'est là le prix qu'ils paient pour leur participation à Métropole, pour leur indépendance. Depuis plusieurs mois déjà, vous étouffez les auteurs de Métropole en recourant à des sanctions économiques. (...) Vous n'hésitez pas à priver le budget de la nation des millions de roubles qu'auraient pu rapporter certaines de nos œuvres, à seule fin de ne pas nous verser les kopecks qui auraient dû nous revenir. Aujourd'hui, en chassant Popov et Erofeev, vous vous êtes fait plus menaçant encore. » Il est hors de doute que tous ces actes sont inspirés par les arrivistes incompétents qui dirigent actuellement la section moscovite de l'Union des écrivains. Je suis membre de l'Union des écrivains depuis dix-huit ans et, dans le sentiment que l'épreuve à l'égard de cette singulière organisation, il entre déjà une part de nostalgie, j'y ai vu toutes sortes de choses, mais dans l'attachement infini des humanités, j'ai connu également des jours lumineux. Je connais à l'Union des hommes qui possèdent un véritable talent de créateur et de profondes qualités humaines. Je suis lié à beaucoup d'entre eux par une vieille amitié. Et cependant je ne resterais pas un jour de plus à l'Union si la décision d'exclure Erofeev et Popov reste en vigueur. C'est avec eux que nous avons fait Métropole et nous sommes fiers de notre œuvre. (...) Ma démission de l'Union sera la seule forme de protestation à laquelle je puisse recourir contre l'arbitraire des arrivistes, qui ne respectent même pas les statuts de l'organisation au nom de laquelle ils se permettent leurs mauvaises actions. »

UN « TRIBUNAL PERMANENT DES PEUPLES » PREND LA SUITE DES TRIBUNAUX RUSSELL

Bologne. — Un « tribunal permanent des peuples » s'est constitué à Bologne sous l'égide de la Ligue des droits des peuples et a tenu le 24 juin sa séance inaugurale dans la salle du conseil municipal de la ville.

Le tribunal, qui se présente comme l'héritier des tribunaux Russell I et II (sur le Vietnam et l'Amérique latine), se prononcera sur les accusations portées contre les gouvernements ou les personnes qui auraient violé les droits de l'homme. Il peut être aussi appelé à donner son avis sur les questions de droit international touchant à ce domaine.

Le tribunal se compose de cinquante-sept membres et est présidé par un juriste international belge, M. François Rigaux. Il est assisté de quatre vice-présidents : le juriste chilien Armando Uribe, l'Américain George Wald, prix Nobel de biologie, Mme Ruth First, écrivain et sociologue sud-africain, et M. Cécile Mahoto, journaliste et écrivain japonais.

Le tribunal, qui s'est mis immédiatement au travail, doit examiner neuf « causes » intéressant le droit des peuples : aux Philippines, à Timor, en Corée du Sud, en Palestine, en Erythrée, au Sahara occidental, en Guinée, en Argentine et en Amérique centrale. — (A.F.P.)

CORRESPONDANCE

LES DÉTENUS POLITIQUES A CUBA

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Pierre Golendorf :

Le Monde daté 3-4 juin a publié un câble de l'Agence France-Presse informant que « quarante citoyens, dont seize anciens prisonniers politiques », sont partis de Cuba à destination des Etats-Unis, départ qui porte à sept cent trente-huit le nombre de Cubains autorisés à émigrer depuis la mise en route d'un programme de remise des peines pour les prisonniers politiques.

Dans l'émission : quarante citoyens, dont seize anciens prisonniers politiques, il semble qu'une différence soit faite entre le citoyen cubain et l'ancien prisonnier politique. Lorsqu'il est dit que sept cent trente-huit Cubains ont été autorisés à émigrer, combien dans ce total y a-t-il de citoyens, combien d'anciens prisonniers politiques ?

sement différent de celle que suggère le câble A.F.P. (le Monde du 7 juin) indiquant que mille neuf cents prisonniers politiques ont été libérés, sur les trois mille six cents que compterait le pays. Qui ne vérifie ce chiffre, qui pourra dire le pourcentage de politiques et de droit commun ?

La vérité carcérale cubaine se situe au niveau des massacres et des tortures physiques et psychologiques dont fait état Valladares dans ses poèmes, au niveau de la situation actuelle de cet homme emprisonné depuis dix-neuf ans, paralysé des jambes depuis cinq ans, et dont une lettre clandestine vient de parvenir à Miguel Sales expliquant dans quelles conditions il doit survivre. Il ne s'agit d'ailleurs pas seulement de Valladares, mais aussi de Eloy Guiterrez Menoyo et de vingt-deux autres, en grève de la faim depuis le 4 mai dernier.

bre 1978, Martha Valladares, femme du poète cubain emprisonné depuis dix-neuf ans, confirme : « Jusqu'ici, le nombre des prisonniers « plantados » (qui refusent le plan de rééducation et de réhabilitation) visé en libéré est infime, cinq ou six sans exclure, le reste étant d'ex-prisonniers ou des prisonniers du plan de rééducation. »

Dans une autre lettre du 5 février 1979 : « A ce jour, neuf cents femmes et hommes, en liberté depuis plus de quatre ans, sont inscrits sur la liste de ceux qui sont émigrés, ainsi que d'autres, considérés comme prisonniers politiques, mais qui, en réalité, sont des prisonniers de droit commun depuis moins de deux ans en prison. Il est pénible de voir que l'on confond le monde de cette façon et, pire encore, que les gens se laissent confondre. » La réalité est donc probable-

ment différent de celle que suggère le câble A.F.P. (le Monde du 7 juin) indiquant que mille neuf cents prisonniers politiques ont été libérés, sur les trois mille six cents que compterait le pays. Qui ne vérifie ce chiffre, qui pourra dire le pourcentage de politiques et de droit commun ?

Où trouver des palaces qui sentent bon l'écurie ?

Vous le saurez en ouvrant les nouveaux Guides Loisirs Accueil. Des guides qui connaissent toutes les fermes où il fait bon dormir.

Quelle rivière descendre pour retourner aux sources ?

Vous le saurez en ouvrant les nouveaux Guides Loisirs Accueil. Des guides qui connaissent toutes les rivières où il fait bon couler des jours paisibles.

Avec ces nouveaux guides il y a 10 régions qui ne peuvent plus rien vous cacher.

Aujourd'hui il existe un manifeste contre les loisirs banals. Les Guides Loisirs Accueil, des guides différents. Ces guides ont fouillé 10 régions et ont trouvé des loisirs de derrière les fagots, insolites, enrichissants et des hébergements originaux. Pour fuir les vacances de Monsieur Tout le Monde, ouvrez les Guides Loisirs Accueil. Des guides pleins d'idées pour se changer les idées.

En vente en librairie de 16 à 22 Francs. Franche-Comté, Picardie, Poitou-Charentes, Bretagne, Champagne-Ardenne, Pays de la Loire, Aquitaine, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Les Pyrénées.

GUIDES LOISIRS ACCUEIL
Des guides pleins d'idées pour se changer les idées.

GUIDES LOISIRS ACCUEIL
1979

Bretagne
France Information Loisirs

Les vrais nobles
NOUVEAU : Pour la première fois les familles nobles sont enregistrées dans un seul répertoire européen

QUELS sont les authentiques nobles parmi les milliers supposés tels, qui portent un nom « sonnant » ou arborescent un titre fantaisiste ?

Dorénavant, il ne sera plus possible de tricher, tant dans notre pays que dans l'Europe entière.

Dans ce but, une association européenne a été créée, l'ORDO NOBILITATIS, qui enregistre les familles de noblesse certifiées. Sous le contrôle de cette association, 113 spécialistes (généticiens, héraldistes, archivistes, paléographes, historiens, juristes) de 34 pays ont collaboré pour la réalisation d'un ouvrage d'une importance et d'une beauté exceptionnelles : 880 pages, format

in-quarto (21 x 27 cm), papier chifon nigré à la forme, reliure pleine cuir, dorure à l'or véritable 22 carats sur la tranche et la reliure.

La réalisation technique et la vente ont été confiées aux éditions d'art Jean de Bonnot de Paris. Dans ce gros volume, après une introduction historique sur les Noblesses Européennes, figure la liste alphabétique de chaque famille noble sous forme d'une notice indiquant l'origine, la filiation, les titres de noblesse, la bibliographie du lignage, le chef de famille actuel. L'abondance et la qualité des détails confèrent à l'ouvrage un intérêt historique exceptionnel.

Garantie de revalorisation

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec soin. Les livres rares se trouvent en petit nombre et sont donc à l'abri de la spéculation. Les livres de qualité, soignés dans les plus beaux détails, qui prennent de la valeur chaque année, c'est pourquoi je m'engage à racheter ces ouvrages au même prix et à l'époque que j'ai payés.

BON à renvoyer à JEAN DE BONNOT

7, St-Jean-Florent, 75302 Paris Cedex 06

Pour recevoir l'Annuaire de la Noblesse avec garantie de rachat.

Envoyez-moi le grand ouvrage de l'Ordre de la Noblesse.

Donnez-moi la possibilité de paiement par chèque (monnaie ou croix dans la case choisie) :

☐ payer à réception, au facteur, la somme de 275,00 FF + 28,10 FF de frais de port L.T.A., soit un total de 303,10 FF.

☐ joindre à ce bon un chèque de 275,00 FF. Je bénéficie dans ce cas des frais de port.

Pour les pays étrangers joindre à la commande un chèque ou un mandat international.

Si le livre ne me convient pas, je vous le renverrai et je serai intégralement remboursé, par retour, de tous frais.

Nom : Prénoms : Adresse : Ville : Code Postal : Signature :

PROCHE-ORIENT

TOUT AUTANT QU'EN CISJORDANIE

Les Palestiniens de Gaza sont hostiles au projet d'autonomie

De notre envoyé spécial

La troisième session des négociations sur l'autonomie palestinienne en Cisjordanie et à Gaza s'est ouverte, lundi 25 juin, dans un hôtel de la station balnéaire d'Herzliya, près de Tel-Aviv. La délégation égyptienne, dirigée par le premier ministre, M. Moustapha Khalil, souhaite faire adopter une « déclaration de principe » sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination et le droit des réfugiés au retour. La délégation israélienne, conduite par M. Yossef Burg, ministre de l'Intérieur, entend s'en tenir à des « discussions concrètes » sur les conditions de l'illégalité des candidats au futur conseil administratif palestinien, la composition de ce conseil et ses pouvoirs.

M. Weizman, ministre de la Défense, qui s'est retiré du groupe des négociateurs (« le Monde » du 25 juin), s'est néanmoins rendu à Herzliya et s'y est entretenu pendant une heure avec M. Khalil.

Gaza. — L'agitation latente en Cisjordanie avait, depuis longtemps, détourné l'attention du territoire de Gaza. Le calme relatif qui y a régné ces dernières années a fait quelque peu oublier ce minuscule pays, surpeuplé, où se trouve pourtant concentrée une très grande part du drame palestinien.

Le cheikh Hachem El Khazandar, qui ne cachait pas son soutien à l'initiative de paix du président Sadate, a été poignardé le 1^{er} juin par un inconnu (le Monde du 3-4 juin). A Beyrouth, le Front populaire pour la libération de la Palestine de M. Georges Habbache a revendiqué l'attentat, et l'organe du Front démocratique pour la libération de la Palestine de M. Nayef Hawatmeh l'a approuvé en précisant qu'il s'agissait d'un « aveu » pour certaines personnalités palestiniennes qui seraient tentées de se joindre au processus de paix.

Cela ne signifie pas qu'un grand nombre de représentants du territoire soient prêts à accepter le projet d'autonomie dans les conditions actuelles. Il semble même qu'à Gaza, comme en Cisjordanie, les plus modérés sont de moins en moins nombreux à envisager la possibilité d'une application du plan égypto-israélien. Mais le territoire de Gaza pourrait devenir un cas particulier. C'est du moins ce que suggère en novembre dernier le gouvernement égyptien en posant cette question : la mise en place de l'autonomie paraissant irréalisable en Cisjordanie, ne pourrait-on pas expérimentier ce régime d'abord dans le territoire de Gaza, où l'opposition aux accords de Camp David est moins virulente et moins radicale ?

La question pourrait être de nouveau posée si les négociations sur l'autonomie qui viennent de commencer sortent de l'impasse et si, dans cette perspective, le président Sadate et M. Begin parviennent à trouver un minimum d'entente lors de leur prochaine rencontre au début du mois de juillet.

Apparemment, le territoire de Gaza n'a pas changé au cours des dernières années. Sur cet étroit quadrilatère de zones bordé par la Méditerranée, d'un côté, depuis la création d'Israël, près de 450 000 Palestiniens, dont 350 000 réfugiés (1), l'une des plus fortes densités de population au monde. Quelques orangeries et palmiers, beaucoup de sable et de poussière entre les immenses bidonvilles que sont les agglomérations de Gaza, Khan-Younis, Rafah

et les huit camps de réfugiés. Mais d'un autre point de vue — celui des Israéliens — la situation de la bande de Gaza a nettement évolué. Durant dix-neuf ans d'administration égyptienne, Gaza a été la principale tête de pont des commandos palestiniens, qui portaient commettre des attentats en Israël.

Au début de l'occupation israélienne, après la guerre de six jours, le territoire de Gaza était une véritable poudrière où la position de l'occupant était presque intenable. L'armée israélienne s'est alors livrée à de vastes opérations de « nettoyage », et, à un quadrillage qui s'est notamment traduit par des méthodes d'urbanisme — très policières, c'est-à-dire la démolition de nombreux logements pour permettre l'ouverture de véritables chemins de ronde. Cette sévère « pacification » a fait diminuer l'agitation et la vie du territoire n'a plus été troublée que par des incidents mineurs.

Le refus du maire

Au moment de l'initiative de paix égyptienne, la tension était singulièrement moins grande qu'en Cisjordanie, où elle s'était accrue plus particulièrement depuis les élections municipales de 1978, qui avaient soudain fait apparaître une majorité nationaliste très favorable à l'O.L.P.

Dans le territoire de Gaza, où les maires sont nommés par le gouvernement militaire israélien (selon les règles reprises de l'administration égyptienne), les milieux nationalistes sont beaucoup moins influents et les dirigeants politiques généralement plus modérés et traditionalistes.

Issu d'une des plus grandes, des plus anciennes et des plus riches familles de la région, le maire de Gaza, M. Rachid Chawa, domine le peu de vie politique qu'il puisse s'exprimer dans ce territoire occupé. De tout temps très lié au régime israélien, M. Chawa est un diplomate avisé qui a réussi à nouer des relations souvent contradictoires avec presque tous les pays arabes en dépit de leurs divisions, avec l'O.L.P., bien que son attitude ait été souvent dénoncée dans les milieux palestiniens de Beyrouth et qu'il ait échappé à deux attentats, enfin avec les autorités israéliennes dont il tient son pouvoir. M. Chawa a salué à plusieurs reprises les efforts de paix du président Sadate. Il a été l'un des rares personnalités à accepter de rencontrer les émissaires américains après les accords de Camp David, mais, à la fin de l'année dernière, il a organisé à Gaza l'une des réunions destinées à manifester l'opposition des habitants des territoires occupés à ces mêmes accords. Plus récemment, cet homme habile a refusé de signer le projet d'autonomie dans un premier temps dans le territoire de Gaza et a critiqué de plus en plus nettement le projet lui-même.

La constatation de cette évolution nourrit l'ironie de certains de ses adversaires à Gaza : il y a là un « signe », disent-ils. Si M. Chawa refuse — pour l'instant — l'autonomie, c'est vraiment que le vent n'est pas favorable à cette idée et qu'il n'est pas sûr de la faire accepter ici.

Le mouvement de grève générale, organisé le 26 mars dans les territoires occupés pour protester contre la signature du traité de paix, avait été assez largement suivi à Gaza, au-delà des prévisions des militants nationalistes eux-mêmes. Paraissant se ranger dans le camp du roi Hussein, ainsi que sur les positions du Front de la libération du territoire, M. Chawa a dit aujourd'hui clairement : « Nous refusons l'autonomie qui nous est proposée. » Au mois de mai, pendant trois semaines, il a fait un voyage remarqué qu'il a amené à Amman, à Damas, où il a été reçu par le président Assad, et à Beyrouth, où il a rencontré M. Yasser Arafat.

Le maire de Gaza continue cependant de ne pas aimer les extrémistes. Il a, devant nous, donné libre cours à sa colère en condamnant ceux qui ont revendiqué le meurtre du cheikh Khazandar. Il n'a pas assisté aux obsèques de l'imam, mais il précise que ce dernier était un « homme respectable ». Il rappelle ainsi que le cheikh Khazandar jouissait d'un certain prestige — même auprès de ceux qui contestèrent son action et ses prises de position. Si le chef religieux s'était souvent fait des ennemis en tant que, par exemple, fondateur à Gaza d'une section du mouvement intégristes des Frères musulmans ou pour s'être montré homme d'affaires très prospère, on n'oublie pas ici que deux de ses fils ont été emprisonnés par les Israéliens pour activités subversives et un troisième tué à la frontière libanaise alors qu'il tentait de pénétrer en Israël avec un commando palestinien.

M. Chawa sait qu'il a été lui aussi condamné par les dirigeants

qui, au Liban, ont approuvé l'assassinat du 1^{er} juin. Le maire, à ce sujet, s'empare vivement et laisse entendre sa ligne de conduite : « Nous n'avons pas de leçon de nationalisme à recevoir de la part de ceux qui restent dans leurs bureaux à Beyrouth. Nous avons choisi de rester sur notre terre, notre territoire, et nous ne nous sommes pas dérobés à la mesure de son réalisme. » Les gens qui vivent sous l'occupation ont besoin d'assurer leur vie quotidienne. A tout propos, ils ne peuvent faire autrement que de s'adresser aux autorités israéliennes, qu'il s'agisse d'un chauffeur de taxi, du fermier ou du marchand. Il faut souvent même acheter son pain aux Israéliens. Le maire lui-même ne peut rien faire sans l'autorisation de l'administration militaire. Alors doit-il tout arrêter ? Vraiment Habbache, Hawatmeh et Djabril (2) n'ont-ils pas la cause palestinienne ?

A propos de son voyage en Jordanie, en Syrie et au Liban, M. Chawa déclare qu'il avait pour premier objectif de développer une « coordination politique » sur la base « des revendications minimales » que les Palestiniens et les autres nations arabes doivent faire valoir : « Retrait total israélien des territoires occupés, arrêt et démantèlement des implantations, plein droit à l'autodétermination et à l'indépendance, création d'un conseil international protégé par l'ONU entre Gaza et la Cisjordanie. » Mais le maire avait aussi un but plus précis et immédiat : demander l'aide des pays arabes pour déseclaver l'économie de la bande de Gaza et la rendre moins dépendante d'Israël.

Une discrimination économique

Les exportations du territoire de Gaza — essentiellement agricoles (primeurs et agrumes) — sont restreintes sur le marché de la plupart des pays arabes. Alors que les produits de Cisjordanie sont considérés comme jordaniens, ceux de Gaza subissent une discrimination. C'est là une conséquence des règles de boycott décrétées en 1968 par la Ligue arabe contre Israël. Les marchandises venant de Gaza sont soupçonnées, a priori, d'être d'origine israélienne. M. Chawa déclare avoir convaincu ses interlocuteurs, à Amman, Damas et Beyrouth, de soutenir sa demande pour que soit modifiée prochainement par la Ligue arabe une mesure qui pénalise le territoire. « Une solution dans ce domaine est déterminante pour notre avenir », dit M. Chawa. Nous voulons que notre production soit orientée vers les pays arabes et que ces marchés s'ouvrent pleinement à nous. Jusqu'à présent, nous sommes liés à Israël et réduits à compléter l'économie de ce pays. La majeure partie de ce que nous produisons est exportée sous étiquette israélienne, et les Israéliens nous imposent leurs prix ».

A Gaza, on estime que soixante-dix mille habitants du territoire travaillent quotidiennement en Israël. Officiellement, ce nombre n'est que d'environ quarante mille. Mais, en raison des besoins d'Israël en main-d'œuvre, trente mille travailleurs supplémentaires franchissent officiellement les limites du territoire. Avec ses projets, le maire de Gaza prépare à sa manière l'indépendance ou l'autonomie qui y conduirait.

Le maire de Khan-Younis, deuxième ville du territoire, M. Souleim Zawal El Astal, est lui aussi considéré comme modéré et semble l'être plus encore que son collègue de Gaza. Il s'est rendu au Caire au début de l'année. Il n'est pas opposé au principe de l'autonomie, mais à condition seulement qu'il s'agisse d'un premier pas. De même, il n'est pas contre l'idée égyptienne d'expérimenter d'abord ce régime à Gaza, mais s'il est entendu que le territoire sera plus tard réuni à la Cisjordanie et pour une commune indépendance.

Une personnalité proche de l'O.L.P., le docteur Halid Abdel Chaf, président du Croissant rouge palestinien à Gaza, souligne l'ambiguïté et les dangers de telles prises de position. Il regrette que dans la région le système traditionnel des notables et des grandes familles s'empare encore très nettement d'un mouvement nationaliste moderne qui a du mal à s'implanter. Il fait observer que les Saoudiens soutiennent, de plus en plus, certains milieux religieux conservateurs. Un Institut islamique sera prochainement édifié à Gaza grâce à un financement fourni par Riyad. M. Chaf remarque que les Israéliens ne sont pas opposés à ce genre d'action, « afin de diviser par le régime », ajoute le médecin avec amertume. Il note, d'autre part, que l'Égypte garde une influence à Gaza : « L'impact de l'Égypte ici est, dit-il, moins négative que celle de la Jordanie en Cisjordanie. Même

si l'administration égyptienne n'était pas bonne, elle était un peu moins répressive, et sur le plan économique le coût de la vie était très bas. Il y a eu aussi le prestige de Nasser. Il existe enfin un facteur important : les universités égyptiennes ont ouvert leurs portes gratuitement à nos étudiants. Aujourd'hui encore, ils sont plus de dix mille à traverser le canal de Suez. » Bien sûr, conclut-il, une solution peut nous être imposée. Il sera très facile à l'occupant de contraindre par divers moyens une partie de la population à se rendre aux urnes pour élire des représentants. Mais il n'y aura pas de candidats... »

FRANCIS CORNU.

(1) Il s'agit du nombre de personnes qui, en juin 1978, étaient enrégimentées par l'UNRWA, l'Office de secours et des travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine. Près de deux cent mille personnes vivent encore dans les huit camps israéliens depuis 1948 dans le territoire.

(2) Dirigeants du F.P.L.P., commandement général.

(3) Une liste composée de personnalités favorables à l'O.L.P. vient d'importer une large majorité lors d'élections organisées dans le territoire de Gaza pour la reconquête du comité exécutif du Croissant-Rouge palestinien. Cette liste, conduite par le Dr Hafid Abdoul Chaf, a déjà présidé pour la région de ce comité. On d'agit-tance mutuelle : « a obtenu 17 sièges sur les 21 à pourvoir. »

Syrie

LE PRÉSIDENT ASSAD AJOURNE SA VISITE EN U.R.S.S.

Les arrestations se poursuivent en Syrie — ainsi qu'au Liban, notamment à Tripoli — après le massacre d'officiers à Alep par des intégristes musulmans (le Monde du 25 juin). En raison de la situation tendue, le président Assad a ajourné à une date indéterminée la visite qu'il devait faire en U.R.S.S.

A l'issue de ses entretiens avec le chef de l'Etat syrien, le colonel Kadhafi s'est rendu le lundi 25 juin en Jordanie, où il a eu des conversations avec le roi Hussein. Le président libyen a entrepris une tournée de diverses capitales arabes afin d'examiner les moyens d'affronter « le défi » que constitue à ses yeux la conclusion de la paix entre Israël et l'Égypte.

Un sondage, publié lundi 25 juin, par le quotidien Hanraza, révèle une grande baisse de popularité des dirigeants israéliens. A la question posée par l'Institut des sondages Fori pour le compte de ce journal, « Êtes-vous satisfait » de telle ou telle personnalité politique, le premier ministre Menahem Begin a obtenu 40,8 % de « oui », contre 54,3 % en juin 1978. Le ministre de la Défense, le général Weizman, reste le plus populaire, avec 61,8 % de satisfactions contre 68,8 % l'année dernière. Enfin, la palme d'impopularité revient au ministre des Finances, M. Simha Erlich, avec 6,2 % seulement, contre 31,9 % précédemment. — (A.F.P.)

Iran

« L'ANARCHIE EST LE PLUS GRAND DANGER QUI MENACE LE PAYS »

déclare l'imam Khomeiny

Téhéran (A.P., Reuters). — Trois hommes ont été fusillés, lundi 25 juin à l'aube à Mached pour « viol, sodomie et banditisme de grand chemin », rapporte ce mardi la presse de Téhéran. Le tribunal révolutionnaire islamique a condamné huit autres personnes, pour les mêmes motifs, à des peines allant de deux à dix ans de prison. Trois autres ont reçu cent à deux cents coups de fouet.

D'autre part, dans un discours prononcé samedi 23 juin à Qom et publié lundi dans la presse de Téhéran, l'imam Khomeiny a déclaré : « Nous affrontons notre plus grand défi dans le pays ; le défi encore plus difficile que le renversement du ancien régime, et ce danger est l'anarchie. Si nous ne sommes pas nous tenir, le monde extérieur deviendra un champ de bataille pour une horde de barbares livrés à elle-même. »

N'y a-t-il pas de limites à l'anarchie ? La victoire révolutionnaire ne signifie pas que ceux qui ont le pouvoir, ceux qui ont les armes, peuvent s'en prendre aux biens des gens et nuire à la réputation de gens innocents (...). Notre victoire viendra lorsque nous aurons réduit à zéro les forces musulmanes, en agissant en stricte conformité avec les principes de l'islam. »

AMÉRIQUES

Nicaragua

ABANDONNÉ PAR LA COMMUNAUTÉ LATINO-AMÉRICAINE

Le général Somoza s'accroche au pouvoir

Le général Somoza a confirmé, le 25 juin au cours d'un entretien retransmis par une chaîne de télévision américaine, qu'il n'avait pas l'intention de se retirer du pouvoir malgré la résolution adoptée samedi dernier par l'Organisation des États américains et réclamant son départ immédiat. « Je resterai à la tête de mon pays solide comme un roc », a-t-il dit.

Nouveaux revers pour le général Somoza : le Brésil a décidé, lundi, de suspendre ses relations diplomatiques avec le Nicaragua. De son côté, le général Omar Torrijos, homme fort de Panama, semble décidé à intensifier son aide aux sandinistes, et M. Curazo, président du Costa-Rica, a lancé un appel à tous les pays d'Amérique latine pour que le régime de Somoza soit totalement isolé.

Dans les milieux de l'O.E.A. à Washington, on estime en conséquence que les jours du général Somoza sont comptés. L'appel à la garde nationale, dit un diplomate, ne peut que prolonger l'agonie du régime et du peuple nicaraguayens. Les États-Unis ont entamé des pourparlers avec les autres membres de l'O.E.A. pour chercher les moyens d'un cessez-le-feu au Nicaragua afin de mettre en place un gouvernement provisoire. Washington continue de préconiser l'entrée d'éléments sandinistes dans cet éventuel gouvernement de coalition.

Abandonné par la communauté latino-américaine, le général Somoza s'accroche au pouvoir. La garde nationale a continué, lundi, de pionner systématiquement les quartiers contrôlés par les sandinistes, particulièrement au nord, le long de la route menant à l'aéroport international de Los Mercedes, et, à l'est, dans les faubourgs populaires où les destructions sont considérables. Un responsable de la Croix-Rouge a estimé lundi que les combats de Managua avaient déjà fait au moins dix mille morts. La capitale devient une immense camp de réfugiés, des milliers de paysans des environs venant à leur tour chercher des moyens de survie dans la ville.

Lundi, la garde nationale a envoyé une unité d'élite de cinq cents hommes pour rejeter la bande de sandinistes qui continue d'occuper une bande de terrain près de la frontière du Costa-Rica. L'objectif de cette colonne était d'occuper Rivas, à 30 kilomètres de la frontière, et d'installer le gouvernement provisoire proclamé à San-José de Costa-Rica. Ce gouvernement pourrait s'installer à Leon, seconde ville du Nicaragua aux mains des sandinistes depuis deux semaines. La garde nationale a dû abandonner les villes de Managua et de Diriamba, au sud-est de Managua. Un porte-parole de la garde a affirmé lundi que le premier objectif était de « nettoyer d'abord Managua » puis de reconquérir les villes perdues en province.

Scènes de la guerre civile à Managua

De notre envoyé spécial

Managua. — Felipe a des yeux bleus, des boucles noires et des joues rondes. Il a quatorze ans. Mais ses gestes sont encore ceux d'un enfant. Il a aussi parfois des sourires qui feraient « fondre » n'importe quel soldat ou militant politique. Il est « sorti » avec son frère Alfonso, seize ans, du quartier de Nicaragua à Managua où l'on se bat depuis quinze jours. Alfonso a été touché par une balle de mitraillette Gail, qui lui a perforé la cuisse et arraché un testicule. Bien soigné, sa convalescence suit son cours, mais ses yeux sont encore fiévreux. Habillé d'un pyjama jaune, Alfonso se tient cassé en deux, appuyé sur une canne. Il parle de « retourner au combat », avec un sérieux et une tristesse mêlés, comme ceux à qui on a fait payer d'avance un rêve qu'il s'échappe encore.

Felipe est étonnant de conscience politique. Son discours est aussi structuré que celui d'un vieux militant. Sa formation est visiblement marxiste — il appartient à la tendance dite « prolétarienne » du front sandiniste — elle le laisse libre de ses références obligées aux grands maîtres. Elle lui épargne le récit fastidieux des phrases magiques du marxisme académique. Il manie des concepts dont il connaît exactement la portée. Son but est de mobiliser les masses pour qu'elles participent à la révolution. Il sait pour cela quel peut être l'ennemi commun : la dictature ; quels doivent être les secteurs où le front doit travailler : approvisionnement, auto-défense, santé, propagande, pour que son action rencontre le meilleur écho.

Felipe possède à fond le schéma de l'organisation, développé par le Front dans les quartiers : la raison de chaque poste, de chaque tâche.

Proportionnellement à ses forces et à son âge, l'action d'un petit bonhomme comme lui a dû être dévastatrice pour le régime dans son quartier. Avec cela, il est chef d'une brigade de réserve de la milice. La milice est composée de combattants qui ont reçu une formation sur le terrain, avec l'insurrection, des stages de formation militaire de deux ou trois jours. Les brigades de réserve dans cette milice possèdent un armement « sérieux », mitrailleuses et fusils de guerre. Les membres des brigades, sans qualification, n'ont qu'un pistolet ou une autre arme légère pour combattre.

Au-delà de ces deux niveaux, il y a les véritables guerriers sandinistes qui, aujourd'hui, constituent presque une armée régulière.

Une dame aux fausses perles...

Alfonso est, lui, membre d'une brigade de simple et s'est fait passer comme un lapin, un jour que sans arme il est tombé nez à nez avec une patrouille de la garde. Felipe a gagné ses galons quand il n'avait que douze ans. A ce moment-là, il était armé de « bombes de contact », explosifs de fabrication artisanale que le choc fait détonner. Au cours d'une embuscade tendue à une patrouille de la garde, une de ces bombes a emporté un œil du « Macho Negro », officier de la garde nationale, célèbre pour sa cruauté.

Aujourd'hui une histoire sur le « Macho Negro » court dans Managua. Il aurait été capturé il y a quelques jours dans le quartier de Judas, traîné dans les rues, une chaîne autour du cou. Si l'histoire est vraie, car elle n'a pu être encore vérifiée, elle choque sûrement plus d'un militaire.

Dans l'enceuvre d'un hôtel plein de ministres et de la plupart des corps, à 50 mètres du « bunker » du président, trois personnes : une dame âgée, ornée de fausses perles tout absolument à partir de la pluie et du beau temps ; un journaliste peu intéressé ; un jeune homme impassible. Il a des traits indiens. Il est grand et bien décapité. Son tee-shirt est déchiré au col, ce qui ne se voit guère dans cet hôtel. Il a de larges mains dans une est reformée contre son menton. En descendant au septième étage, il fait un mouvement qui permet de voir le contenu de sa main repliée : une grenade avec sa goupille, qu'il aurait pu tirer d'un coup de dent. Vers quelle mission suicide allait-il ?

Les environs de Managua sont plus tranquilles et la plupart des journalistes y sont repliés. Un soir en allant emménager dans une maison amie. Un petit raddition de terre raviné par la pluie, sur lequel on roule à cinq à l'heure. A un tournant, une femme descend la colline en pleurant. Un homme y entraîne avec lui un cochon attaché par une partie de derrière. Peut-être une querelle de ménage. A la sortie du tournant, nez à nez avec quatre guérilleros armés, qui sortent en courant d'un commerce qu'ils viennent de dévaliser. Surprise mutuelle, mais leur autorité n'est pas discutable. En moins d'une minute, ils ont réquisitionné notre voiture et sont partis à fond de train, laissant le journaliste médusé, les mains vides de tout ce qu'il possédait. La voiture a été retrouvée le surlendemain en parfait état. Mais vide. Ainsi va la guerre à Managua.

ALAIN-MARIE CARRON.

LE FATH DÉMANTÈLE UN « RÉSEAU TERRORISTE IRAKIEN »

(De notre correspondant.)

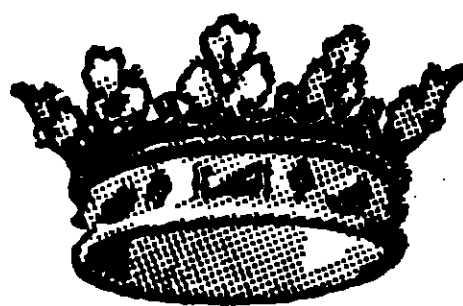
Beyrouth. — L'assassinat, le 20 juin dernier, de M. Adel Wasfi, rédacteur en chef de la revue Falastine al Saoura, militant d'origine irakienne (le Monde du 22 juin), semble devoir déboucher sur une nouvelle épreuve de force entre le Fath et le régime irakien. L'enquête menée par les services palestiniens a, en effet, permis l'arrestation d'un important « réseau terroriste opérant pour le compte de l'Irak ». Parmi les membres de ce réseau, figurent un responsable des services de sécurité du Front populaire pour la libération de la Palestine. Les pertes requises contre les accusés semblent devoir être très sévères et l'on s'attend à ce que Beyrouth la possibilité d'une nouvelle crise ouverte entre le Fath et l'Irak qui ferait suite à l'échec des négociations menées récemment à Bagdad par deux dirigeants du mouvement palestinien. Abou Iyad et Abou Batem. (Intérim.)

صكنا من الاصل

مكتبة من الأصل

... LE MONDE — 27 juin 1979 — Page 9

passsez vos vacances avec une altesse



LES CINQ GIROUETTES par Jean-Louis BORY

"Tout BORY est là, pour notre plaisir..."

(Pierre Ajame - LE NOUVEL OBSERVATEUR)

"Avec BORY, l'Histoire ... pas le temps de s'en lasser..."

(Mathieu Galey - L'EXPRESS)

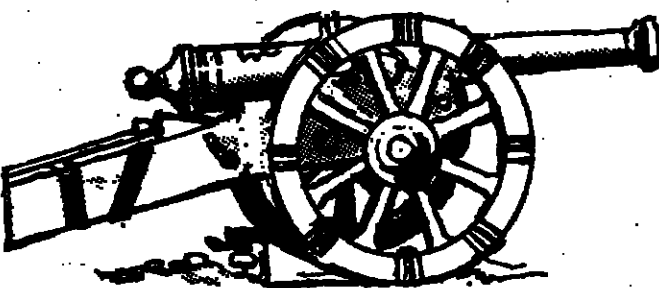
"Ce CAMBACERES ... du grand art..."

(Jean-Michel Royer - LE POINT)

Publié aux éditions RAMSAY.

avec un

soldat



HISTOIRE DU SOLDAT, DE LA VIOLENCE ET DES POUVOIRS

par Alexandre SANGUINETTI

"Alexandre SANGUINETTI éprouve pour la guerre une sorte de fascination

(Philippe de Saint-Robert - LE MONDE)

"Un remarquable ouvrage..." (Jean-François Kahn - LE MATIN)

"Ce livre considérable ... des rapports de l'Etat et de son outil le plus

noble : le soldat." (Georges Buis - LE POINT)

"La voix ... un rugissement superbe." (Jules Roy - LE FIGARO)

Publié aux éditions RAMSAY

avec un macho



LE FILS-MÈRE par Gail PARENT

"Don Juan veut un bébé. Attention, détrema rarissime : un livre drôle

(Noëlle Lorient - L'EXPRESS)

"... Le livre le plus drôle, le plus sournoisement percutant de cette saison.

Le plaisir, l'émerveillement commencent (...) dès les premières pages

de ce roman."

(Jacques Sternberg - LE MAGAZINE LITTÉRAIRE)

Publié aux éditions RAMSAY

avec un

intellectuel



LE POUVOIR INTELLECTUEL EN FRANCE par Régis DEBRAY

"Contre le dézervelage par les m'as-tu-vu, une stratégie de la désobéissance

s'esquisse. Le livre puissant et noble de Debray mérite d'en devenir

une pièce maîtresse. (Bertrand Poirot-Delpech - LE MONDE)

"... probablement ce qu'il y a aujourd'hui de plus intelligent sur la

question -, dépasse les sarcasmes classiques sur le "prêt-à-penser".

(Alain de Benoist - LE FIGARO MAGAZINE)

"Un drôle de pavé dans la mare aux idées. (Gros - LE PROVENÇAL)

Publié aux éditions RAMSAY

avec un

iguane



LE DÉSERT DE L'IGUANE par Alain DUBRIEU

"Un roman-document terrible, porté par la flamme de la révolte

et le mirage de l'écriture. ... un chef-d'œuvre."

(Jean Clémentin - LE CANARD ENCHAÎNÉ)

"Mega-Boudard, Audard puissance 10, émeute des mots..."

Un livre magnifique (Patrice Delbourg - LES NOUVELLES LITTÉRAIRES)

"L'iguane appartenant au peuple de la grande table..."

(Alain Dugrand - LIBÉRATION)

Publié aux éditions RAMSAY

(votre libraire vous les présentera)

Editions Ramsay

ATELIER SACHA KLEINBERG

EUROPE

Allemagne fédérale

Reconnaissant avoir écrit des articles antisémites à l'âge de dix-sept ans

M. Seifritz (social-démocrate) a démissionné du gouvernement régional de Brême

De notre correspondant

Bonn. — M. Hans Stefan Seifritz, ministre social-démocrate de la construction dans le gouvernement du Land de Brême, a donné sa démission lundi 25 juin après que le journal *Weser Report*, de tendance chrétienne-démocratique, ait révélé qu'il avait écrit à l'âge de dix-sept ans, sous le régime nazi, des articles antisémites. M. Seifritz, au cours d'une session extraordinaire de l'assemblée régionale, avait pourtant été assuré de la confiance de ses collègues ; mais il a estimé que son maintien en fonctions ne pourrait gêner le S.P.D. lors des élections locales, qui doivent avoir lieu à l'automne prochain.

Dans les articles incriminés, le jeune Hans Stefan Seifritz prônait l'extermination totale des juifs, présentés comme une « race maudite », et remerciait Hitler d'avoir introduit l'euthanasie pour préserver la pureté de la race germanique. Au cours de la conférence de presse, qu'il a réunie lundi pour rendre publique sa démission, M. Seifritz a déclaré qu'il regrettait « depuis toujours » ces écrits, qui datent de l'automne 1944. A son retour de captivité, après la guerre, il avait été déclaré non responsable de ces propos antisémites, en raison de l'âge qu'il avait au moment où il les avait publiés. En outre, avant de se présenter aux élections pour la première fois en 1961, il aurait soumis son dossier à une commission du parti

social-démocrate qui, « avec la participation de la communauté israélite de Brême », l'aurait jugé digne de poursuivre sa carrière politique. Le bourgmestre de la ville, M. Koschnick, qui est aussi vice-président du S.P.D., a vivement dénoncé la campagne menée contre son collègue. A son avis, les attaques dont M. Seifritz est l'objet reviennent à condamner « toute la génération de ceux qui avaient entre quinze et dix-huit ans durant la période du national-socialisme ». De son côté, le porte-parole du parti libéral de Brême a dénoncé ce qui lui apparaît comme un « coup bas » dans la campagne électorale. Pour les citoyens ouest-allemands, cette affaire soulève une fois de plus la question de savoir dans quelle mesure — et jusqu'à quel âge — il conviendrait d'oublier les « erreurs de jeunesse » de ceux qui ont participé, d'une manière ou d'une autre, aux entreprises nazies. Cette fois-ci, pourtant, il paraît clair aussi que l'affaire Seifritz fait partie d'un règlement de comptes entre adversaires politiques : les chrétiens-démocrates ont été mis dans le plus grand embarras lors que furent révélés les écrits antisémites de M. Seifritz, placé en tête de la liste des candidats européens de la C.D.U. en Basse-Saxe, et qui a dû démissionner.

JEAN WETZ.

Grande-Bretagne

MALGRÉ UNE TOTALE DIVERGENCE DE VUES

Les premiers contacts de Mme Thatcher avec les syndicats illustrent la volonté de dialogue des deux parties

De notre correspondant

Londres. — En dépit des gestes de courtoisie et de bonne volonté de part et d'autre, le gouvernement conservateur et le mouvement syndical restent sur leurs positions. La première rencontre officielle entre Mme Thatcher et les dirigeants de la confédération inter-syndicale du TUC a confirmé lundi 25 juin l'existence de divergences fondamentales sur la politique économique. Les dirigeants syndicaux ont réaffirmé leur opposition aux mesures budgétaires qui, à leur avis, auront pour effet d'augmenter l'inflation et le chômage. De son côté, Mme Thatcher a répété que le budget était le point de départ d'une politique à long terme, visant à relever le niveau de vie, de hauts salaires venant plus tard récompenser une plus grande productivité.

M. Murray, secrétaire général du TUC, a demandé au Premier ministre de reconsidérer certaines mesures, mais Mme Thatcher ne semble pas disposée à modifier sa stratégie économique. Elle a seulement souligné que le dialogue avec les syndicats ne portait pas sur les objectifs, mais sur les méthodes. Ces conversations ressemblent, pour l'instant, à un dialogue de sourds. Néanmoins, de part et d'autre on a évité de hausser le ton, et le climat des relations reste détendu. Ainsi, M. Prior, le ministre de l'emploi, a dit que l'entrevue avait été « amicale, raisonnable et responsable », tandis que M. Murray soulignait le désir du TUC de jouer un rôle constructif. Il a ajouté : « Notre but reste toujours de maintenir le dialogue avec le gouvernement ». En fait, le gouvernement et les syndicats, décidés à ce stade à éviter un affrontement, ont ajourné la discussion des problèmes difficiles comme celui des salaires, ainsi que la création d'un organisme réunissant les principaux partenaires sociaux, organe qui serait appelé à définir les grandes options de la politique économique. Fidèle à sa philosophie du néo-libéralisme, Mme Thatcher entend que l'organisme envisagé reste un simple forum, sans aucun pouvoir de décision. Il est évident que la direction du mouvement syndical, consciente du ressentiment créé dans l'opinion publique par la grève du début de l'année, manifeste beaucoup de prudence. D'autant plus que les réactions de la « base » sont encore difficiles à discerner, même si certains noyaux de mouvement revendicatifs sont en cours. — E. P.

TURQUIE : une démocratie chaotique

(Suite de la première page.)

L'arrestation, le 1^{er} mai à Istanbul, de plusieurs dizaines de dirigeants politiques et syndicaux qui avaient tenté de former un cortège est un symptôme préoccupant. Ces personnalités, pourtant, n'ont été condamnées qu'à des peines symboliques. La remise au pas des universités, naguère principal foyer d'agitation du pays, s'est opérée sans actes de brutalité. Mais, là encore, on n'a pas lésiné sur les moyens, comme en témoigne la

présence, dans le hall de celles que nous avons pu visiter, de dizaines de soldats armés jusqu'aux dents. Cette tactique, que l'on peut qualifier de « main de velours dans le gant de fer », ne paraît guère jusqu'à présent indisposer la population. La peur et l'irritation provoquées par le terrorisme étaient telles, il est vrai, que le terrain s'en trouvait déblayé pour l'intervention d'une institution qui, de surcroît, jouit traditionnellement d'un grand prestige dans le pays.

Pas de psychose religieuse

Démocrate sincère, le premier ministre, M. Bülent Ecevit, leader du parti républicain du peuple (R.P.P.), membre de l'Internationale socialiste, a longtemps réfléchi avant de faire proclamer l'état de siège sur une partie du territoire. « Trop longtemps », claquent ses adversaires conservateurs qui, nombre des morts à l'appui, démontrent que l'ordre public s'est constamment dégradé en 1978, durant les douze premiers mois de l'actuel gouvernement. « Les événements de Karaman-Maras avaient été précédés de toute une série d'incidents qui les rendaient prévisibles », ajoutent-ils. Etait-il si aisé, pourtant, d'imaginer que le renvoi de deux lycéens allait provoquer, d'abord, l'assassinat des enseignants responsables de la sanction, puis dégénérer en de sanglants affrontements ? Des dizaines d'élèves des musulmans chittes qui forment, dans la Turquie, une communauté minoritaire, mais importante — onk, en tout cas, été massacrés par des religieux fanatisés par des groupes d'extrême droite. Ce fut après ce « génocide », comme il qualifie cet épisode sinistre, que M. Ecevit évoqua la loi martiale.

Le chaos d'Iran vivait alors ses derniers jours au pouvoir. La perspective de sa chute et de l'arrivée au pouvoir de l'ayatollah Khomeiny fit-elle craindre aux autorités turques une propagation, sur leur territoire, de l'agitation religieuse ? Le pays, volé sous l'impulsion du clergé chitte, était alors le théâtre ? L'hypothèse est écartée par tous nos interlocuteurs. Les alevites turcs sont considérés par leurs compatriotes de bonne foi comme dénués de tout sectarisme religieux. Politiquement, ils passent pour plus progressistes que beaucoup de sunnites, et rien ne serait plus étranger à leurs mentalités que l'idée d'un « Etat islamique » pour eux bien moins rassurant que la République laïque forgée par Atatürk. Les troubles en Iran avaient, en revanche, révélé une ancrée terreur des Turcs : celle d'une agitation sur les marches orientales du pays. Tout laissait prévoir que la dissolution du pouvoir des Pahlavis allait réveiller des forces centrifuges chez ces peuples périphériques que les empires perses successifs ont subjugués sans jamais parvenir à les assimiler. Et parmi eux, les Kurdes. Or, des Kurdes, il y en a aussi en Turquie orientale — de 5 millions à 10 millions, croit-on, sur 45 millions de citoyens — et qui ont, à plusieurs reprises, donné du fil à retordre à Ankara (1).

Longtemps, l'hypothèse qu'un

rejeté par les gouvernements dans la capitale. Ultime réduit d'un empire ottoman dont la première guerre mondiale avait consommé la dislocation, la Turquie, telle que l'a forgée Mustafa Kemal dans les années 20 et 30, est « un pays où vivent des Turcs et où l'on parle la langue turque ». En conséquence, les Kurdes se sont trouvés réduits à l'état d'un non-être national et culturel, vaguement désignés comme des « Turcs montagnards ». Leur langue même, élément essentiel de leur originalité, n'a pas

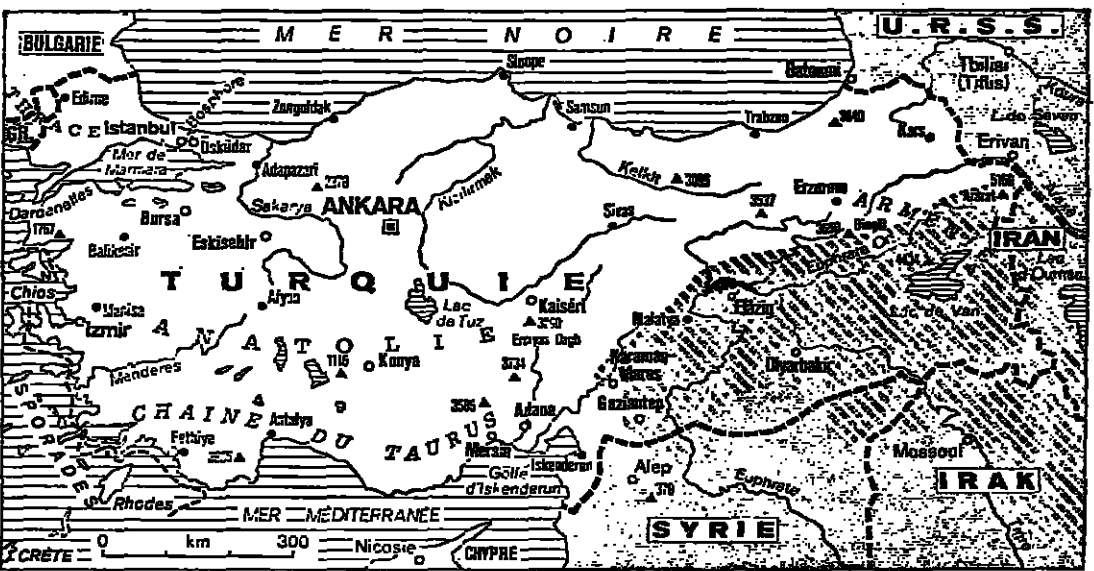
teinture, l'année dernière, et s'y sont même affrontés, sous le regard vigilant des militaires d'Ankara, qui sont cependant restés passifs. Survenant dans une région jamais totalement paisible, où les routes sont réputées peu sûres pour le voyageur la nuit venue, où le banditisme demeure une réalité endémique, ces événements ne pouvaient manquer d'inquiéter le pouvoir central.

A long terme, un danger existe : si les Kurdes iraniens obtiennent l'autonomie qu'ils négocient avec le gouvernement de M. Bazargan, la tentation sera grande, pour leurs homologues turcs, de ne pas demeurer en reste. Mais le danger paraît d'autant moins immédiat que les Kurdes de Turquie sont très divisés : il y aurait, assure-t-on officiellement, neuf groupes rivaux ; en outre, pour l'instant, aucun leader crédible n'aurait surgi. Ni l'Irakien Talabani ni l'Iranien Ghassemlou n'auraient grande influence sur les Kurdes de Turquie, notent les observateurs d'Ankara. Le paradoxe est que les mêmes observateurs admettent que les factions pro-soviétiques sont les plus influentes ; mais, en même temps, ils sont plus prompts

de vouloir fonder des troubles dans la région en vue d'« alléger la pression sur Israël ».

Certains cercles sont tentés de grossir un problème, réel, en vue de ressouder les énergies nationales dans une conjoncture politique, économique et diplomatique délicate pour le pays. « Il est, aujourd'hui, plus facile de mobiliser l'armée en faveur du gouvernement à propos des Kurdes que contre le danger communiste », nous déclare, un peu mélancolique, un universitaire que l'on avait cependant tenu à nous présenter comme le prototype du « Kurde bien intégré ».

Ainsi, arrivé persuadé que l'état d'exception devait tout au terrorisme, l'observateur étranger se trouve confronté à l'évidence d'une question kurde. Mais les deux problèmes ne seraient-ils pas liés ? Il est certain que des groupes d'extrême gauche ont, dans tout le pays, mis à profit la bannière kurde pour faire leur propagande. De là à affirmer comme le fait devant nous ce « loup gris » (2), que l'« idéologie d'extrême gauche est véhiculée principalement par les différences ethniques et religieuses » (envernement dit par la présence, en Tur-



Zones à forte population kurde

tel problème pût se poser à été droit de cité, même si l'on ne peut en empêcher l'usage domestique. Conscients qu'il existait bien une « question d'orient », comme on dit désormais, dans leur pays, les gouvernements d'Ankara la définissent simplement comme une « question d'orientation », plus précise, plus dynamique, et l'est, plus archaïque, plus pauvre, en raison de son relief montagneux et de son isolement. Mais on s'est toujours défendu, de bonne foi, de pratiquer quelque ségrégation que ce soit à l'égard des citoyens originaires de ces régions. On en veut pour preuve le nombre de... Kurdes parvenus aux plus hautes fonctions publiques.

Depuis quelques mois, pour un tabou a sauté : le vocable « kurde » a commencé à apparaître dans la presse. Les reportages, qui se sont multipliés sur la région orientale, en ont montré la spécificité. Un ministre d'origine kurde, M. Egel, a même déclaré, provoquant, il est vrai, un tollé qu'on pouvait parfois le kurde dans ses services.

Il n'est pas facile de savoir exactement dans le pays que se passe l'est. Les voyageurs rapportent que tout est calme en apparence — hormis quelques slogans séparatistes, vite effacés, sur les murs de certaines villes ; des jeunes gens ont organisé quelques défilés, fort peu suivis ; d'autres ont troublé le déroulement de cérémonies où était joué l'hymne national turc. Trois fois rien. Les événements d'Iran ont entraîné une considérable recrudescence du trafic des armes, d'une région où chaque famille a le fusil au râtelier ou le pistolet sous le matelas. « Simplement, le calibre a augmenté », croit savoir un observateur. La conviction répandue en Turquie est que des armes, en provenance de l'Europe de l'est, arrivent dans le pays par la très longue frontière syrienne — pourtant minée depuis des années — puis repartent à bon prix vers l'Iran. La plupart...

Des groupes de Kurdes, d'idéologies rivales, venus d'Irak et d'Iran, se sont infiltrés en territoire kurde dans ses services.

à voir la main des services spéciaux occidentaux que celle de Moscou dans toute cette affaire. Le premier ministre lui-même a accusé des forces « capitalistes »

La nébuleuse terroriste

Car il reste l'évidence, massive et nébuleuse, du terrorisme. Trois morts « politiques » par jour à l'heure actuelle, cela ne vaut guère plus un commentaire dans les salles de rédaction : c'est le pain quotidien ! Le surindemnité de notre arrivée, nous fîmes conviés à une étonnante cérémonie à la petite mosquée Hadji-Bayram, à Ankara : on y célébrait les funérailles d'un juge assassiné à Mersin, dans le Sud du pays. Selon M. Soeliman Demirel, leader de l'opposition conservatrice, il y a eu plus de 1500 assassinats ces derniers dix-huit mois. De fait, l'état de siège ne paraît pas avoir ralenti le rôle sanglant des extrémistes.

« Que l'on me donne un peu de temps », demande M. Ecevit. Le procès des émeutiers de Karaman-Maras, il est vrai, n'a commencé que le 4 juin. Le premier ministre, attaché beaucoup d'importance à la réorganisation de la police — « des policiers », nous disent certains interlocuteurs, sarcastiques : « Il y a celle de droite et celle de gauche ! Hyper-politisées, les forces de l'ordre sont aussi notablement dépassées par les événements. » Imaginer un commissaire, en général boche, qui, d'ordinaire, règle dans son bled des affaires de vol de poules et qui voit débarquer un groupe de gens, jeunes et bien entraînés, armés de kalachnikov, venus d'Istanbul ou d'Ankara, et qui disparaissent dans la nature, leur coup accompli... nous dit un confrère.

Aussi bien sait-on à peine qui sont les terroristes. Un journaliste du quotidien indépendant *Miliet*, Emin Colashan, a récemment mené dans les prisons une enquête auprès de plus de trois cents personnes, prévenues ou condamnées, pour fait de subversion. La moitié se réclamait du marxisme-léninisme et l'autre moitié du nationalisme. Ses conclusions sont intéressantes. La plupart sont des gens jeunes (de seize à vingt-quatre ans), en majorité des étudiants, nés de familles pauvres, dans des villages ou des petites villes de l'Anatolie, et tôt venus à Istanbul, Ankara ou Izmir, sur les pas de leurs parents en quête d'une vie meilleure. Contrairement à une image répandue à propos des pays occidentaux, les extrémistes turcs, de droite comme de

gauche, ne sont donc nullement, dans leur majorité, des « fils à papa ». Ce sont plutôt les enfants de ces Turcs que le bouleversement économique du dernier quart de siècle a tabassés comme dans la tempête et qui en ont conçu la haine socialiste occidentale, fournissant un modèle de développement inhumain contraire au génie national.

JEAN-PIERRE CLERC.

Prochain article : LE SPECTRE DE LA DETTE ET DES CAPITULATIONS

L'attentat contre le général Haig

LE COMMANDANT SUPRÊME DES FORCES ALLIÉES EN EUROPE AVAIT REÇU DES MENACES D'ORGANISATIONS TERRORISTES

Mons (A.F.P., A.P.). — Le général Haig, commandant suprême des forces alliées en Europe, a révisé lundi 25 juin, après l'attentat manqué dont il a fait l'objet (le Monde du 26 juin), qu'il avait reçu récemment des menaces précises d'organisations terroristes d'extrême droite, qu'il s'est refusé à nommer. Au cours d'une conférence de presse donnée au quartier général des forces de l'O.T.A.N. en Europe (SHAPE), le général a estimé que cet attentat ne pouvait être lié aux ambitions politiques que certains lui attribuent au sein du parti républicain, pour l'élection présidentielle américaine de 1980. Selon la police, l'attentat de lundi est l'œuvre de professionnels. Une charge de 50 à 150 kilos d'explosifs avait été placée sous un pont emprunté par le général pour se rendre de son domicile d'Obourg, près de Mons, au quartier général de Casteau. L'engin télécommandé a explosé immédiatement après le passage de la voiture du général Haig. Les autorités militaires ont annoncé un renforcement des mesures de sécurité autour de la caserne de Paich, dans la banlieue de Stuttgart, où le général Haig doit transmettre vendredi le commandement des forces alliées en Europe à son successeur, le général Bernard Rogers.

A TRAVERS LE MONDE

Bénin

• LE DIXIÈME SOMMET de l'Organisation commune africaine et malaisienne (OCAM) s'ouvrira mercredi 27 juin à Cotonou en présence de six chefs d'Etat. L'empereur Bokassa I^{er}, qui avait annoncé sa venue dans la capitale béninoise, a renoncé à participer à ce sommet. L'OCAM comprend neuf pays : Bénin, Centrafrique, Côte-d'Ivoire, Haute-Volta, Maurice, Niger, Rwanda, Sénégal et Togo. Le Burundi et les Seychelles assisteront à la réunion en tant qu'observateurs. — (A.F.P., Reuters.)

Portugal

• LE COMMANDANT JOSE SANCHES OSORIO, secrétaire général du petit parti démocrate-chrétien portugais (P.D.C.), a annoncé, lundi 25 juin, qu'il démissionnait du parti. Ministre de l'information dans le cabinet de l'actuel président Antonio de Spínola, en 1974, le commandant Osorio a déclaré que de nombreux membres du P.D.C. et lui-même avaient décidé d'adhérer au parti du Centre démocratique (C.D.S.). — (Reuters.)

Yougoslavie

• LE GÉNÉRAL RANES, chef de l'Etat yougoslave, est arrivé lundi 25 juin, en visite officielle en Yougoslavie. Ses entretiens avec le maréchal Tito doivent porter notamment sur le sommet des non-alignés qui se tiendra à La Havane en septembre prochain et auquel le Portugal assistera à titre d'observateur. — (Reuters.)

Zaïre

• LE PRÉSIDENT MOBUTU est arrivé lundi 25 juin, à Lubumbashi, capitale de la province du Shaba, d'où il gouvernera le pays pendant plusieurs semaines. Un pont aérien a été mis en place entre Kinshasa et Lubumbashi, ville distante de 2200 kilomètres, afin de transporter une partie des fonctionnaires civils et militaires. Cette initiative spectaculaire du chef de l'Etat vise apparemment à rassurer la population du Shaba, notamment la forte communauté européenne, au moment où la force d'intervention africaine s'apprête à quitter progressivement cette province. — (A.F.P.)

Zambie

• LES FORCES ARMÉES RHODÉSIENNES ont mené, ce mardi 26 juin, une attaque aérienne et terrestre contre le banlieue nord de Lusaka, capitale de la Zambie, a annoncé le haut commandement militaire à Salisbury. Le raid visait le quartier général des services de renseignement de l'armée révolutionnaire du peuple du Zimbabwe de M. Joshua Nkomo, a précisé le porte-parole. — (A.F.P.)

MERCREDI

MEIRO

hebdomadaire chez votre marchand de journaux

حکومت من الامم

namé. L'ordre de marche peut être donné. Il l'a été. Il sera suivi. François Mitterrand a fini des objectifs et énuméré les causes que le parti socialiste lutte contre, pour lesquelles le combat doit être intensifié et mené sans relâche. Car, dans le paysage politique français, le parti socialiste n'est l'union de la gauche offre toujours la seule raison d'espérer. Et le P.S. est, pour l'instant, seul à pouvoir faire passer la gauche au pouvoir. Tandis que l'état-major communiste continue de s'acharner à ruiner les chances. Le peuple de gauche rugira. »

● Les fédérations de Champagne-Comté, Lorraine, Alsace et Franche-Comté ont tenu leur congrès samedi 23 juin de créer au sein du parti un nouveau courant « pour une plus grande démocratie et une politique plus autonome ». Ce courant issu d'une opposition remet en cause à la fois la politique actuelle de la direction du mouvement et des alliances. « Ce courant se situe à gauche du parti socialiste. — (Corresp.)

les Écologistes précisent et formulent leurs propositions, leurs analyses, les thèmes propres à l'écologie actuelle.

Le 12 septembre, cette discussion, le Mouvement Écologique a réuni en une plaquette un ensemble de textes d'orientation « qui définissent, selon lui, l'acquis de la politique depuis cinq ans (1).

L'initiative du Mouvement Écologique va dans le même sens que celles qui ont été annoncées par l'Euro-Écologie, d'un côté, et le Mouvement Écologique, d'un autre. Les deux mouvements se sont également réunis pendant le week-end (*le Monde* du 28 juin). Au cours de cette réunion, Europe-Écologie a été constituée comme suit :

Mme Solange Fernex (Ecologie et Survie, Alsace), M.M. Didier Anger (Nécessaire-Écologie), Jean-Pierre (Combat pour la Terre, Paris), Gilbert Klein (Combat pour la vie, Basses-Seine), Philippe Martin (Parti Écologiste, Paris), Jean-Pierre Hérion (handicaps physiques), Luc Coppin (Nord-Écologie), René Commanche (Mouvement écologique Rhône-Alpes), Alexis Rodes (Vélines), et Michel Rodes

(1) Mouvement Écologique, 35, boulevard Arago, Paris-13^e, tél. 331-22-74.

intégrer par la commission
nationale des conflits après une
monestation.

CITROEN VISA

هكذا من الاجل

Le Monde

DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

Les vingt-cinq ans du CERN et le projet LEP

Vingt-deux kilomètres d'anneau pour étudier les collisions entre positrons et électrons

par MAURICE ARVONNY

L'idée d'une coopération européenne scientifique a été émise et inlassablement soutenue dès l'immédiat après-guerre par quelques grands physiciens, mais c'est seulement en 1954 que fut officiellement fondée l'Organisation européenne de recherche nucléaire, dont la création avait été préparée par un Conseil du même nom qui devait laisser à l'histoire le sigle CERN. Samedi 23 juin, plusieurs de ces pionniers étaient à Genève pour célébrer, avec les principaux responsables de la science européenne, le vingt-cinquième anniversaire du CERN.

Que le bilan du CERN soit positif n'est mis en doute par personne : l'ancien directeur général, M. Victor Weisskopf, a bien souligné que l'impact scientifique du CERN est européen mais aussi mondial. Cet impact scientifique réside dans toute une série de découvertes et d'expériences cruciales, après lesquelles notre connaissance du monde infra-atomique n'a plus grand-chose à voir avec les schémas de 1954. Des particules qu'on croyait

alors élémentaires sont maintenant considérées comme composites, et les concepts que manient actuellement les physiciens n'étaient pas même formulables à cette époque.

Le CERN a appris à toute une génération de physiciens à former des équipes multinationales, à venir à Genève affûter leurs idées au contact des meilleurs spécialistes, puis à retourner dans leurs pays diffuser leurs connaissances et cet esprit communautaire qui fut un facteur essentiel des succès scientifiques. M. Pierre Auber, conseiller fédéral, chef du département politique suisse, devait parler à ce propos d'une « république de savants dont eût été révé Aristote ». Et M. Pierre Algrain, secrétaire d'Etat chargé de la recherche au gouvernement français, se demandant pourquoi on cite toujours le CERN en exemple, relevait que ce dernier a su diffuser ses technologies et qu'il ne s'est jamais préoccupé

de savoir où habitaient les meilleures équipes ni quelle langue elles parlaient.

Un acquis qu'on n'entrevoit pas disparaître. Les physiciens se sont préoccupés de l'avenir et d'accorder sur le projet LEP, fort coûteux, mais idéal et nécessaire pour poursuivre la compréhension du monde, comme l'a dit le président du CERN, M. Jean Teillac. Ce dernier n'a pas caché que la concentration des moyens qui résulte de ce choix rend plus aigu le problème de l'équilibre avec les laboratoires nationaux. Ce problème avait été précédemment soulevé par M. Walker Haas, ministre de la recherche de la République fédérale d'Allemagne, qui rappela que « l'efficacité du CERN dépend de la bonne santé des institutions nationales ». Mais il semble que cet équilibre pourra être trouvé et que, bien après l'an 2000, des dizaines de physiciens et des myriades de particules franchiront, chaque jour, cette frontière franco-suisse que la science a si bien su effacer.

CES personnalités qui ont célébré samedi le vingt-cinquième anniversaire du CERN se verront peut-être proposer, dans une dizaine d'années — eux ou leurs successeurs — une promenade souterraine de 22 kilomètres de long. Ce serait pour inaugurer le *Large Electron Positron Storage Ring* (LEP) qui devrait être, en Europe, l'un des principaux de la physique des particules à la fin du vingtième et au début du vingt et unième siècle.

Tout cela est évidemment très conditionnel : il faudrait d'abord que la construction du LEP soit décidée et financée par les Etats européens. Il faudrait aussi que le site choisi soit le site actuel du CERN, ce qui n'est pas certain.

Actuellement, le LEP n'est qu'un projet élaboré depuis 1976 par une soixantaine de physiciens et d'ingénieurs et décrit dans un gros rapport préliminaire. Le Conseil du CERN a approuvé des études pour un montant de 5 millions de francs suisses, crédit qui pourrait être doublé l'an prochain pour qu'un projet détaillé soit présenté aux gouvernements à la fin de 1980 : ceux-ci prendront sans doute un bon temps de réflexion avant d'accepter éventuellement un projet évalué à 1 milliard de francs suisses — soit 2,6 milliards de francs français. La construction est possible en six ans, mais sera sans doute plus longue, car la direction du CERN tient à ce qu'elle se fasse à budget et personnel constants.

Le LEP est un anneau de collisions, c'est-à-dire essentiellement un long tube où l'on a fait un vide très poussé : des électrons y tournent indéfiniment, du moins le plus longtemps possible, tandis que des positrons tournent en sens inverse. Le positron est l'anti-particule de l'électron, il a la même masse et une charge électrique opposée ; il en résulte que tous les systèmes — aimants, cavités résonnantes — qui permettent de guider et d'accélérer un faisceau d'électrons, ont exactement le même effet sur un faisceau de positrons tournant à la même vitesse, mais en sens inverse. Les deux faisceaux seront séparés presque partout, mais se rencontreront en huit points ; autour de ces intersections, les physiciens disposeront les appareillages nécessaires pour détecter et mesurer les particules produites dans les chocs entre électrons et positrons.

L'énergie de chacun des électrons et positrons sera de 70 GeV (1) et, comme les chocs seront frontaux, toute l'énergie sera disponible pour se matérialiser en particules. A la limite, il est possible de créer des particules dont l'énergie de masse approcherait 140 GeV, mais diverses contraintes physiques, généralement la création stimulée de plusieurs particules, qui réduit l'énergie disponible pour chacun. Or les théories actuelles prévoient l'existence de particules fondamentales ayant des masses dans la zone 50-100 GeV et dont les propriétés précises devraient être l'objet principal des recherches futures en microphysique.

Il était initialement prévu de donner à chaque faisceau une énergie de 100 GeV, mais les premières études ont fait apparaître des difficultés techniques à peu près insurmontables actuellement. 70 GeV est un compromis entre les désirs des physiciens et des contraintes technologiques, par exemple les performances limites des aimants et des cavités résonnantes qu'on sait actuellement construire. Mais il est probable que, avant la fin du siècle, les progrès techniques dans l'utilisation des

matériaux supraconducteurs permettront de porter l'énergie du LEP de 70 à 100 GeV.

La difficulté majeure est que, lorsqu'un électron tourne, il perd de l'énergie en émettant un « rayonnement synchrotron » — aux énergies du LEP, il s'agit surtout de rayons X — et que la perte est d'autant plus grande que l'énergie est élevée et que la courbe est forte. Dans le cas de LEP, cela conduit à prévoir un anneau de 3,5 kilomètres de rayon, donc de 22 kilomètres de circonférence.

Les trois quarks du proton

L'appareil principal du CERN est actuellement un accélérateur de protons, le SPS (Super-Proton Synchrotron), qui communique à ces particules une énergie de 400 GeV (2) et occupe un tunnel circulaire long de 6,9 kilomètres creusé sous la frontière franco-suisse. Il a pris le relais d'autres accélérateurs de protons : il y eut le synchrotron de 26 GeV, puis le synchrotron de 28 GeV, puis les anneaux de stockage à protons (LSR), puis le SPS. Une installation est actuellement en cours de réalisation qui permettra d'injecter dans le SPS des antiprotons qui tourneront en sens inverse des protons ; l'observation des collisions protons-antiprotons ouvrira un nouveau champ d'étude.

En revanche, il n'y a jamais eu d'accélérateur d'électrons au CERN. Cela tient à la vocation de ce Centre international où les pays d'Europe conjuguaient leurs efforts pour atteindre les plus hautes énergies possibles. Or il est plus facile d'accélérer des protons que des électrons. Il y a, cependant, en Europe des accélérateurs nationaux d'électrons, et la République fédérale d'Allemagne vient de se doter, avec l'anneau de collisions à électrons et positrons PETRA, d'un service il y a quelques mois à Hambourg, de la plus puissante machine à électrons qui ait jamais été construite ; les faisceaux de PETRA ont des énergies de 15 GeV.

Pourquoi les physiciens du CERN, qui disposent de protons de 400 GeV, pensent-ils que la relève devra être prise par une

machine à électrons d'énergie inférieure ? Pourquoi proposent-ils le LEP, qui est un super PETRA ? C'est que le progrès de la physique a définitivement montré que le proton n'est pas une particule élémentaire, qu'il est composé de trois quarks, objets auxquels on peut attribuer un type de quark plus ou moins élémentaire que les quarks : le mot particule renvoie à une image de petite concentration d'énergie isolée dans l'espace. Or on ne sait pas isoler un quark, le séparer des autres quarks présents dans le proton ; et la conviction actuellement la plus répandue est que ce n'est pas par manque de moyens, mais que la physique profonde interdit la libération des quarks.

Une collision entre un proton et un antiproton est donc une réaction complexe où interviennent trois quarks et trois antiquarks. Cela implique énormément son interprétation ; d'autre part, l'énergie des quarks ne représente que le tiers de celle du proton qui les transporte.

Au stade actuel des connaissances, l'électron reste, en revanche, une particule élémentaire, et la description de ses interactions est relativement simple. Les physiciens pensent donc que la prochaine grande machine européenne, celle qui autorisera une nouvelle percée des connaissances, sera une machine à électrons, dotée d'un anneau de collision à électrons et positrons. D'où le projet LEP qui paraît au premier abord un peu exagéré par ses dimensions et son prix, mais qui est unanimement jugé comme la meilleure solution d'avenir.

Genève et Hambourg

Quand il fut question de construire le SPS, on proposa d'abord divers sites avant d'estimer que le plus économique était de le construire sur le même site franco-suisse que les autres machines du CERN. On profiterait ainsi des infrastructures existantes. Tirant la leçon

de l'histoire, l'équipe qui a conçu le projet LEP l'a fait en prévision d'une construction au voisinage immédiat du CERN — l'étude montre que même si l'on trouvait un site assez plat pour bâtir en surface un anneau ayant 22 kilomètres de circonférence, cela ne réduirait pas nettement les coûts. L'étude actuelle prévoit donc le LEP immédiatement au nord du SPS, sous le pays de Gex. Cette implantation permettra d'atteindre, sans trop profondément, le tunnel du LEP serait construit, comme celui du SPS, aux huit points d'intersection, des puits condui-

L'avion à pédales

Les muscles de Bryan Allen... et un brin de génie

par JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

12 juin 1979. Presque soixante-dix ans après la traversée de la Manche par Bielet, un homme, par la seule force de ses muscles, a rallié Folkestone (Grande-Bretagne) au cap Gris-Nez (France) aux commandes d'un avion à pédales de 25 kilos, le « Gosamer-Albatros ». Volant à 5 mètres au-dessus des vagues, son pilote, Bryan Allen, vingt-six ans, parcouru les 31 kilomètres qui séparent les deux côtes en 2 h 49 mn, à la vitesse de croisière phénoménale de 18 km/h.

Exploit physique donc, mais qui masque un peu les trésors d'ingéniosité technique que Paul MacCready, cinquante-trois ans, petit industriel californien, a dû mettre en œuvre pour réaliser son appareil et, finalement, vaincre. Une performance gratuite, pour l'amour de l'art, dont le coût — 250 000 dollars environ (1) — ne sera compensé ni par les 200 000 dollars du prix Kremer qui récompense la performance ni par quelque retombée technologique que ce soit.

Si Paul MacCready, ingénieur aéronautique et ancien champion de vol à voile, a réussi là où ses adversaires — parfois aidés par de puissants moyens — ont échoué, c'est sans doute parce qu'il a fait table rase de leurs idées. Comme eux, pourtant, il a travaillé sur la légèreté de l'appareil, l'optimisation de son aérodynamisme, la résistance de sa structure, sa maniabilité, et veillé à la condition physique de son pilote. Mais, sur tous ces points, sa démarche a été différente. Elle a conduit au succès de l'Albatros, qui ne s'explique pas sans référence au Gosamer Condor avec lequel Bryan Allen enleva brillamment, le 27 août 1977, les 50 000 livres sterling du premier prix Kremer récompensant le premier vol en huit accompli autour de deux pylônes distants de 800 mètres.

Dans ses choix, MacCready a tout d'abord tenu compte du facteur le plus important pour la mise au point de tels prototypes : la casse (2). Comment, en effet, multiplier facilement les essais de ces constructions fragiles aux ailes démesurées, près de 30 mètres, — que le moindre choc détruit irrémédiablement ? La petite équipe californienne (une quinzaine de per-

sonnes à ses débuts et près de trente aujourd'hui) a résolu le problème en choisissant délibérément une méthode de construction originale — ailes en plusieurs morceaux par exemple — permettant les réparations sur place et, dans les accidents les plus graves, la reconstruction des pièces brisées dans des délais relativement courts. Ce ne fut pas toujours le cas des appareils concurrents qui, après une mauvaise chute, étaient bien souvent irréparables.

Ensuite, les Américains ont sorti des sentiers battus en concevant un engin qui n'est pas sans rappeler les machines développées au début du siècle par les frères Wright : une espèce d'avion où l'ailé et le cockpit, comparés à nos conceptions classiques, sont à la place de la queue, celle-ci étant fixée au bout d'une perche de plusieurs mètres faisant office de fuselage, et installée à l'avant du véhicule. Même si elle date un peu, cette formule de l'empennage « canard », que l'on retrouve aujourd'hui sur certains avions de chasse (Super-Mirage 4000, Saab Viggen), qui semblent avoir des « moustaches » à l'avant du fuselage, a le mérite d'augmenter la portance de l'engin.

La difficulté du virage

Ce choix va se révéler déterminant dans la course au prix Kremer. Pour le gagner, les avions à pédales doivent être capables de décrire un huit. Or, si la trentaine d'appareils qui ont précédé le Condor — du Sumpac anglais (560 mètres) aux Puffin, en passant par l'Avietre française (1 000 mètres) — ont volé en ligne droite, tous, à l'exception peut-être du Stork japonais (2 000 mètres), ont manqué de l'ailé dans les dimensions sont considérables. Le Condor ne fait pas exception à la règle avec son envergure de 29 mètres, équivalente à celle du bi-réacteur moyen courrier DC-9. Lors de l'entrée en virage, ces appareils se penchent, et, compte tenu de leur faible vitesse, à peine 20 kilomètres-heure — la bout de l'ailé qui est à l'intérieur du virage se déplace nettement moins vite que le reste de l'avion. Il est comme « arrêlé » et perd de ce fait une partie de la portance que lui confèrerait sa vitesse, entraînant ainsi l'avion dans une chute sur le côté.

MacCready, comme les autres, a longtemps buté sur ce problème, mais il y a remédié en faisant appel à un concept utilisé sur les avions de la guerre de 14 : le « gauchissement ». A cette époque, les ailes des appareils n'étaient pas équipées de ces petits volets (ailerons) qui, en se levant ou en se baissant, permettent de faire basculer l'avion à gauche ou à droite. Pour parvenir au même résultat, on déformait l'ailé (gauchissement) au moyen d'un système mécanique, de manière que sa partie frontale plonge vers le sol et perde ainsi une partie de sa portance. Simultanément, l'autre partie, l'ailé externe ou l'extrémité, se soulevait, augmentant la sienne.

Sur son avion, MacCready a repris la technique à son compte en l'inversant. Au lieu de perdre de la portance, il en gagne et peut, de ce fait, virer à plat en jouant sur les commandes de son empennage « canard ». Tout le génie de l'affaire est là. Le reste, aérodynamique, profils soignés, construction, n'est que brique.

(1) La firme Dupont de Nemours, qui a fourni une partie des matériaux, a largement contribué au financement du projet.

(2) Paul MacCready a beaucoup expérimenté. « Si le vent ne souffle pas et si l'ailé ne casse pas... »

ABONNEMENTS DE VACANCES

Des dispositions ont été prises pour que nos lecteurs en villégiature en France ou à l'étranger puissent continuer à recevoir leur journal. Les abonnements de vacances sont donc acceptés à des conditions spéciales. Les tarifs sont indiqués ci-dessous.

FRANCE :	
Quatre jours (voies normales) :	31 F
Sept jours (voies normales) :	46 F
Un mois :	158 F
Un mois et demi :	237 F
Deux mois :	295 F
Deux mois et demi :	353 F
Trois mois :	411 F
FRANCE (voies normales) :	
Quatre jours (voies normales) :	31 F
Sept jours (voies normales) :	46 F
Un mois :	158 F
Un mois et demi :	237 F
Deux mois :	295 F
Deux mois et demi :	353 F
Trois mois :	411 F
EUROPE (voies normales) :	
Quatre jours (voies normales) :	31 F
Sept jours (voies normales) :	46 F
Un mois :	158 F
Un mois et demi :	237 F
Deux mois :	295 F
Deux mois et demi :	353 F
Trois mois :	411 F

GRACE A UN RÉSEAU DE SURVEILLANCE DE LA SOUFRIÈRE DE SAINT-VINCENT

Une crise volcanique sans désastre

Le 13 avril, la Soufrière de Saint-Vincent, une des Petites Antilles occidentales, est entrée en éruption d'une manière très brusque, dix heures seulement se sont écoulées entre les premières secousses anormales et la première manifestation éruptive violente. Cependant, il

n'y a pas eu de victime, contrairement aux premières informations qui avaient fait état de deux morts.

La Soufrière est sous la surveillance, depuis 1978, d'un réseau de trois stations sismiques relié par télégraphie au labo-

ratore de recherche sismique de Trinidad, et le plan d'évacuation mis sur pied en 1971, à l'occasion de la précédente période d'activité du volcan, a été appliqué en quelques heures. C'est, sans conteste, grâce à ce dispositif qu'aucune victime n'a été à déplorer.

par JOHN TOMBLIN (*)

L'ÉRUPTION qui a commencé le 13 avril 1979 à la Soufrière de Saint-Vincent et qui continue toujours à eu toutes les caractéristiques des grandes catastrophes des Petites Antilles, telles celles du 7 mai 1902, à la même Soufrière de Saint-Vincent (3 000 morts), et du 8 mai 1902 à la montagne Pelée de la Martinique (30 000 morts).

descendant du volcan. L'une de ces nuées a suivi un des vallons du flanc occidental sur 3 kilomètres jusqu'à la côte et a continué sa course sur la mer jusqu'à 8 kilomètres du rivage.

À l'éruption de 1971 de la Soufrière de Saint-Vincent, où une croissances d'un dôme, sans explosion, a duré six mois.

transformé en charbon. On peut penser que l'eau du lac de cratère (25 millions de mètres cubes environ) qui existait avant l'éruption a contribué de manière significative au caractère explosif de la première phase de l'éruption, le magma lui-même paraissant relativement pauvre en gaz. Après cette première phase, le magma est sorti doucement pour former le dôme sur le fond de l'ancien lac mis à sec et partiellement rempli de débris arrachés au cratère.

Trois stations sismiques

Du point de vue scientifique, cette éruption a présenté un intérêt particulier en raison de la présence de trois stations sismiques en opération près du volcan avant l'éruption. Il a donc été possible de suivre d'une manière détaillée l'activité sismique avant et pendant les différentes phases de l'éruption.

Cette surveillance et l'existence d'un plan ont permis une évacuation rapide et bien contrôlée des vingt-deux mille personnes habitant presque toute la moitié nord de l'île (soit un cinquième de la population totale de Saint-Vincent). Après les deux premières semaines d'activité fortement explosive, puis deux autres semaines d'activité magmatique mais paisible, les mesures d'évacuation obligatoire ont été levées pour nous, sauf pour les quatre mille habitants des flancs les plus exposés, essentiellement ceux situés sur le côté nord-est du volcan.

La mise en œuvre d'un système moderne d'instruments de surveillance scientifique, la coopération étroite entre les scientifiques et les autorités civiles, ainsi que la prise de conscience par le gouvernement et par la population de la nécessité de faire un choix entre le risque volcanique et les désavantages socio-économiques d'une évacuation, ont amené à prendre des décisions soigneusement calculées et généralement acceptables. Une crise a eu lieu : aucun désastre n'en est résulté.

(*) Chef de la Seismic Research Unit University of the West Indies, Saint-Augustine, Trinidad.

En toute logique

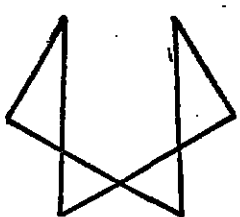
Trajets sur l'hexagone

Problème n° 150

Cette figure représente une des manières de joindre les six sommets d'un hexagone, par une suite continue de segments droits se reliant sur elle-même et ne passant qu'une fois par chaque sommet.

Quelles sont les autres manières de joindre les six sommets d'un hexagone ?

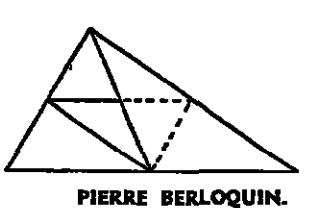
(Solution dans le prochain « Monde des sciences et des techniques ».)



Solution du problème n° 149

Les droites joignant les milieux des côtés d'un triangle forment une solution immédiate, si l'on se souvient qu'elles sont parallèles aux côtés correspondants.

L'auteur de cette dissection, M. Pierre Bonnet, généralise d'ailleurs la proposition : « Si deux triangles ont deux côtés isométriques, et les angles correspondants à ces côtés supplémentaires, alors il existe un découpage qui transforme l'un en l'autre. »



PIERRE BERLOQUIN.

(1) Une nuée ardente est un nuage extrêmement chaud (quelques centaines de degrés Celsius) de gaz et de débris qui, expulsés violemment, dévalent les pentes d'un volcan à très grande vitesse. C'est une nuée ardente dévalant de la montagne Pelée qui a détruit la ville de Saint-Pierre, 7 000 habitants (sauf un), (N.D.L.R.)

(2) Les laves des volcans associées aux arcs insulaires sont très visqueuses. Elles ne forment donc pas de coulées mais des dômes (ou des agglutins) qui s'élèvent peu à peu au-dessus de la cheminée. Les éruptions des volcans émettant ces laves visqueuses sont très souvent explosives (le Krakatau, en 1883, et la montagne Pelée, en 1902, par exemple) et donc potentiellement dangereuses. (N.D.L.R.)

MERCREDI



hebdomadaire chez votre marchand de journaux

“Le Monde” réédité en miniformat

L'année 1978 est parue



F.RLOBIES.

Éditeur, 8-10, Place de la Mairie, 89330 St-Julien-du-Saint.

DÉCOUVERTE DE L'UNIVERS

Un numéro spécial de la REVUE DU PALAIS DE LA DÉCOUVERTE. Le système du monde : de l'antiquité à Copernic, le système solaire, le soleil, les étoiles et la Galaxie, l'Univers. 206 pages, nombreux schémas et photos. Franco : 33 F. - Étranger : 34,5 F. Avenue F.-D.-Rocheville - 75006 PARIS

天 parlez donc JAPONAIS ! Cours de tous niveaux - Après-midi et soir Professeurs japonais - Audio-visuel - Formation profess. continue agréée - Début des cours octobre - Inscription immédiate COURS DE JAPONAIS DE TENRI enseignement privé 9, rue Victor-Considérant, Paris 14^e, T. 633.11.85

UNE BROCHURE DU Monde LES PREMIÈRES ÉLECTIONS EUROPÉENNES (120 pages)

- Comment ont évolué depuis vingt ans les institutions de la Communauté européenne ?
- Quel est le poids économique et politique de l'Europe dans le monde en plein bouleversement ?
- Quels sont les problèmes et les défis auxquels les gouvernements des neuf pays membres et le Parlement de Strasbourg se trouvent confrontés ?
- Quels sont les chances et les risques de l'élargissement de la C.E.E. ?

Ce dossier analyse aussi les conditions dans lesquelles s'est déroulée, dans les neuf pays, la campagne pour les élections européennes et en fournit les résultats détaillés par pays (pour la France, par département et par ville de plus de trente mille habitants) et présente chacun des quatre cent dix nouveaux députés européens.

En vente chez tous les marchands de journaux : 18 F.

Si vous ne pouvez vous procurer cette plaquette chez votre marchand de journaux, retournez ce bon de commande, accompagné de votre règlement, au « MONDE », Service de la vente au numéro, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 05.

Nombre d'exemplaires commandés : X 18 F = F (franco de port, dont ci-joint règlement par chèque : bancaire ou postal).

Nom, prénom

Adresse

POUR PRÉVENIR LA PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

Un cœur de réacteur en «caramel»

En juillet prochain seront discutés, par les experts internationaux, les huit rapports de la conférence sur l'évaluation du cycle du combustible nucléaire (International Nuclear Fuel Cycle Evaluation, I.N.F.C.E.), qui vise à définir les moyens pouvant contribuer à limiter la prolifération des armes nucléaires. Le marché de l'uranium hautement enrichi (plus de 90 %), susceptible d'être détourné à des fins autres que civiles, fera partie de leurs préoccupations. Un consensus international s'est, en effet, dégagé depuis quelques mois pour que soient recherchées des solutions moins proliférantes, et des études ont été lancées à cette fin dans le monde entier. La France, pour sa part, paraît plus avancée et a achevé la qualification d'un nouveau combustible «Caramel», répondant parfaitement aux soucis des experts de l'I.N.F.C.E. Ainsi, le réacteur Osiris, que les Français doivent fournir à l'Irak, à moins qu'il ne soit «caramélisé», pourrait bien être le dernier réacteur de recherche français vendu à l'étranger avec du combustible hautement enrichi.

DANS le courant de l'année dernière, les Américains ont proposé aux Français de participer à un programme international de recherche et de développement visant à la mise au point d'un combustible nucléaire peu proliférant (enrichi à moins de 20 %) destiné aux réacteurs de recherche qui sont généralement alimentés en uranium enrichi à 93 %. Ce programme de 10 millions de dollars devait s'étaler sur quatre ans et conduire, en 1982, à la mise sur le marché d'un combustible de bonne tenue, performant, et partiellement en régie avec les principes de la non-prolifération des armements nucléaires.

A leur étonnement — peut-être feint — les Américains furent alors invités par le commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) à s'associer au développement d'un produit déjà existant, «Caramel», combustible peu enrichi (moins de 8 %), «adaptable à différentes catégories de réacteurs à eau : centrales électriques, chaudières de navires marchands à propulsion nucléaire, centrales calo-gènes et surtout réacteurs de recherche».

Depuis plus de sept ans, les équipes de la division de métallurgie et d'études des combustibles nucléaires du C.E.A. travaillent, en effet, à la mise au point de la famille des combustibles Caramel, dont les réacteurs de recherche pouvaient constituer une des sources d'application. L'idée en était venue aux techniciens peu avant que ne se tienne, en France, en septembre 1976, la première réunion du conseil nucléaire de politique extérieure et que ne soit lancée, en octobre 1977 à Washington, la conférence de l'I.N.F.C.E., laquelle vise à définir les mesures contribuant à limiter la prolifération des armes nucléaires.

Cinq ans d'avance

Deux voies s'offrent alors aux techniciens pour parvenir au résultat : soit conserver la technologie des combustibles UAI en réduisant leur enrichissement, soit, au contraire, passer à celle de l'oxyde d'uranium enveloppé dans une gaine de zircaloy. Pour des raisons essentiellement techniques, on ne peut, dans la première solution, augmenter indéfiniment la teneur en poids de l'uranium contenu dans les plaques de combustibles. Ces limites conduisent à rechercher un enrichissement de 40 % à 45 % pour un réacteur de recherche de type Osiris, comme celui installé au centre d'études nucléaires de Saclay — valeur en-deçà de laquelle «les pénalisations économiques seraient fortement contraignantes», selon le C.E.A.

La seconde formule, celle du recours au combustible Caramel, conduit à utiliser de l'oxyde d'uranium dont le faible enrichissement — entre 3 et 8 % — est compensé par la densité trois fois plus élevée (10,2 grammes par centimètre cube contre 3 grammes par centimètre cube) du combustible. Mais, dans ces conditions, ce dernier présente-t-il les qualités requises ? La formule est bonne si l'on n'a croit le C.E.A., qui a testé dans différents assemblages de Caramel dans les réacteurs Isis, Cap, Silex et manifeste une certaine satisfaction devant les procédés de fabrication que ses équipes ont mis au point. «Nous avons sûrement cinq ans d'avance sur les Américains dans ce domaine», confie l'un de ses responsables.

Nos essais de qualification sont terminés, mais il nous faut maintenant passer à la qualification statistique. Ce devrait être chose faite dès le prochain mois de juillet avec le chargement d'un cœur Caramel dans le réacteur Osiris, modifié pour l'occasion moyennant 8 millions de francs de travaux.

La montée en puissance d'Osiris devrait commencer en septembre de l'an prochain : il devrait être possible de confirmer les qualités de Caramel, qui offre la particularité de fonctionner à température assez basse et d'être relativement peu contaminant. Chaque plaque de

combustible est constituée de quatre-vingts à cent petits cubes — d'où le nom de Caramel — de 17 mm de côté, distincts les uns des autres. Aussi la perte d'extrémité de l'un d'eux n'affecte-t-elle pas celle de l'ensemble et limite de ce fait la pollution radioactive du réacteur.

Au terme de cette nouvelle période d'essais, le C.E.A. pourra signer des contrats de fourniture de combustible à des tiers. La fabrication du combustible — à échelle industrielle — dans laquelle se fasse actuellement par étapes successives à Saclay, Bologne et Cadarache — ne devrait pas poser de problèmes puisque le C.E.A. a déjà réalisé quelque trois mille plaques.

L'heure est donc à la recherche de clients étrangers, soucieux soit de s'équiper d'un réacteur de recherche directement conçu pour recevoir Caramel, soit d'adapter, au prix de quelques travaux, leur matériel existant ou en construction. Ainsi, le réacteur Osiris que la France a vendu à l'Irak pourrait être transformé. Actuellement, les Japonais, les Allemands, les Australiens et les Indonésiens sont intéressés ; mais les négociations les plus avancées le sont avec les Communautés européennes, qui sont prêtes à modifier le réacteur à haut flux de Petten (Pays-Bas).

Si le marché se développait, l'hypothèse la plus probable conduirait à confier la responsabilité de la fabrication du combustible Caramel et de son retraitement (2) à la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), filiale du C.E.A. Encore faut-il convaincre la clientèle que, «si un cœur en Caramel coûte plus cher» — celui d'Osiris coûterait, aux conditions économiques de 1978, près de 50 000 francs, coût de l'uranium non compris — «il dure en revanche plus longtemps».

J.-F. A.

(1) Des programmes autres que Caramel ont été lancés sur ce thème voici un peu plus d'un an. (2) Il serait fait à La Hague ou à Marcoule. Une unité spéciale de déchargement serait installée. Mais, compte tenu des faibles quantités à retraiter, rien n'est prévu avant 1980.

سكنا من الاجل

Deux colloques

LES MÉFAITS DES DROGUES QUOTIDIENNES

● STOCKHOLM : le tabac et les marchands de mort

Patronnée par le gouvernement suédois et l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), la quatrième conférence mondiale sur l'usage du tabac et la santé a eu lieu du 18 au 21 juin à Stockholm. Les travaux auxquels participaient près de cinq cents délégués de soixante-dix pays ont porté sur trois thèmes principaux : la santé et la collectivité, l'action antitabac et la coopération internationale.

Les méfaits du tabac sont aujourd'hui bien connus. Globalement, les fumeurs ont environ 70 % plus de risques de mourir de maladie que les non-fumeurs. Chez les femmes, il est établi que l'usage du tabac pendant la grossesse peut affecter le fœtus. Les aspects purement médicaux du tabagisme avaient été largement discutés lors des trois premières conférences mondiales, notamment à New-York en 1975. Cette année, à Stockholm, l'accent a été mis sur le tabagisme dans le tiers-monde, qui prend des proportions inquiétantes en raison notamment de la grande publicité qui est faite dans ces pays pour le tabac. Plusieurs rapports, dont un de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), montrent que les sept sociétés multinationales qui contrôlent quelque 80 % du commerce des cigarettes dans le monde concentrent aujourd'hui leur activité et

leur marketing dans les pays en voie de développement où les gouvernements n'ont encore pris aucune mesure pour limiter l'usage du tabac. Dans la presse, à la radio et à la télévision, les encarts et spots publicitaires vantant telle ou telle marque de cigarettes abondent. Fumer est assimilé à la réussite sociale, au succès auprès des femmes, à la virilité. Les produits vendus dans ces pays contiennent très souvent des taux de nicotine et de goudron (jusqu'à 33 mg) très élevés, qui ne sont pas les plus acceptés aujourd'hui aux États-Unis ou en Europe. Évoquant ce problème, le secrétaire général de la Conférence, le docteur Lari Ramström, a déclaré : « Nous devons essayer de contraindre les méthodes de vente toujours plus sophistiquées employées par les multinationales du tabac dans le tiers-monde. La tuberculose, la malaria et d'autres maladies sont en voie de disparition. Le tabagisme et ses effets ne doivent pas prendre leur place. Les compagnies refusent d'admettre qu'elles sont les marchands de mort. »

Au Bangladesh, 71 % de la population fume. En Malaisie, un pays qui cultive le tabac, on a constaté que dans les zones les fumeurs étaient en majorité des filles. Cela a amené le secrétaire américain à la santé publique, M. Joseph A. Califano, à déclarer : « Nous ne devons pas relâcher notre effort, surtout auprès des jeunes, car nous pouvons être sûrs que l'industrie du

rect des multinationales est tel que plusieurs journalistes africains présents à Stockholm indiquaient qu'ils ne pourraient pas mentionner ces problèmes dans leurs articles. »

Les victimes du tiers-monde

Selon l'Organisation mondiale de la santé, la nouvelle stratégie des sept grands du tabac s'explique par le fait que le nombre des fumeurs a tendance à se stabiliser dans le monde industrialisé. Les campagnes antitabac menées aux États-Unis et en Europe commencent à donner des résultats. On ne peut pas dire que la consommation ait baissé, sauf dans certaines professions, comme la profession médicale où l'on dénombre 20 % de fumeurs en Angleterre en 1978 contre 43 % en 1963. Une chose paraît sûre : la consommation a cessé de progresser. Il est même devenu à la mode d'arrêter de fumer parmi les cadres en Europe. On remarque toutefois que les femmes ont plus de difficultés à renoncer que les hommes. Quatre pour cent seulement réussissent.

Aux États-Unis, l'année dernière, on a constaté que dans les lycées les fumeurs étaient en majorité des filles. Cela a amené le secrétaire américain à la santé publique, M. Joseph A. Califano, à déclarer : « Nous ne devons pas relâcher notre effort, surtout auprès des jeunes, car nous pouvons être sûrs que l'industrie du

tabac ne reculera devant aucun moyen pour contraindre l'action des autorités pour la santé. Cette industrie dispose de moyens économiques et publicitaires formidables. Il faut persuader les jeunes que la cigarette est le ticket pour le cancer. »

Au cours de la conférence de Stockholm, à laquelle plus de trente pays du tiers-monde étaient représentés, quatre recommandations ont été adoptées pour les quatre années à venir : 1) Stabiliser la consommation du tabac dans les pays où elle continue de progresser ; 2) Encourager l'interdiction de la publicité pour le tabac ; elle l'est déjà aujourd'hui dans treize pays, l'O.M.S. espère qu'une trentaine d'autres auront suivi cet exemple d'ici à 1983 ; 3) Amener les gouvernements à consacrer une part importante du produit sur les taxes et algues à l'information sur les méfaits du tabagisme ; 4) Accroître l'information intensive contre le tabagisme pendant les premières années d'école et sur les lieux de travail particulièrement exposés aux pollutions.

Selon l'Organisation mondiale de la santé, « il faut également changer les psychologies et amener l'homme à comprendre que, en réalité, ne pas fumer est le comportement social normal. » Le thème de la journée mondiale de l'O.M.S. en 1980 sera d'ailleurs : « Le tabac ou la santé, à vous de choisir. »

ALAIN DEBOVE

● TOURS : la préparation d'un plan décennal de lutte contre l'alcoolisme

Les Français sont toujours les « champions du monde » de l'alcoolisme. Chaque famille française consomme en moyenne 10 litres d'alcool par an, soit 10 % de son budget. Pourtant, dans notre pays la consommation d'alcool par adulte de plus de dix-huit ans a diminué de 20 % en vingt-cinq ans, alors qu'une tendance inverse se manifeste dans tous les autres pays du monde, notamment en Allemagne, où la consommation a augmenté de 40 % depuis 1970, et au Danemark, où un projet de loi prévoit la distribution de tickets de rationnement.

Les quatre cents participants du vingt-cinquième colloque international sur l'alcoolisme ont réfléchi à Tours, du 18 au 22 juin, sur ces constatations et sur les remèdes à apporter à l'alcoolisme, qui « demeure le plus important et le plus préoccupant des fléaux sociaux », a écrit M. Giscard d'Estaing dans un télégramme adressé aux congressistes. Le chef de l'État poursuivait : « Il n'est pas digne d'une nation évoluée de se voir envahir par le fléau de l'alcoolisme, d'autant plus grave qu'il entraîne de graves conséquences sociales. J'ai l'intention de demander à une haute personnalité du monde médical français de présider un groupe de travail qui sera chargé de préparer un programme décennal de lutte contre l'alcoolisme (1). »

Les thèmes abordés par le colloque avaient été vus non exclusivement médicaux par l'organisateur, le CIPAT (Conseil

international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies). Si les auditeurs ont suivi avec intérêt la présentation de la technique de dépistage de l'alcoolémie à partir d'un examen sanguin pratiqué par l'équipe d'urgence de l'hôpital de Tours, ils se sont penchés aussi sur divers problèmes : l'alcoolisme et le travail, l'alcool et la femme ou l'enfant, ainsi que sur les aspects économiques et publicitaires du fléau.

Dix travailleurs sur cent

Le docteur Niveau, médecin chef des Hôpitaux de Lorient, a décrit son expérience de traitement en milieu de travail qui concerne deux mille cinq cents ouvriers exposés, soit 10 % d'effectif des Hôpitaux de Lorient. Pour les malades les plus atteints, le docteur Niveau a créé au sein de la mine un « atelier médical » qui lui a permis de stabiliser 50 % d'entre eux en ajoutant à l'ergothérapie la psychothérapie et l'action auprès des familles, dont l'importance a été soulignée au cours de ce colloque.

La dernière journée a été consacrée aux répercussions sur l'enfant de l'alcoolisme de la mère. Le professeur Seixas (États-Unis) a parlé du « syndrome alcoolique fœtal » observé dans de nombreux cas que les enfants nés de mère alcoolique étaient plus petits que la norme à la naissance, présentaient des tiques plus grandes de mortalité périnatale et ac-

cusant une arriération mentale variable. Il a d'autre part affirmé : « Le fait pour une femme de boire de l'alcool deux fois par semaine durant une grossesse, quelle que soit la quantité, peut provoquer un avortement spontané. » Ces conclusions sont encore insuffisamment étayées.

mais le professeur Mancieux, directeur du Centre international pour l'enfant, a pu conclure : « Il existe un faisceau de symptômes et des données scientifiques certaines sur la toxicité de l'alcool pendant la grossesse. »

CHRISTIAN ROSSIGNOL

ENVIRONNEMENT ET SANTÉ

Les difficultés de la recherche

Un séminaire scientifique international, consacré à l'étude des relations entre la santé et l'environnement, s'est réuni du 19 au 21 juin, dans le cadre de la Mac Janet Foundation, à Tallotres, près d'Annecy, dans le nouveau Centre d'études européennes de l'université américaine. Tui lui a été légué par un couple américain.

La grande majorité des travaux recensés sur le thème « Santé et environnement » concernent actuellement le cancer, bien que cette dernière maladie ne soit pas apparue, aux yeux des participants comme un bon modèle d'étude à cause du nombre très important de facteurs en cause. Par exemple, on peut observer de grandes différences dans la répartition de nombreux cancers dans plusieurs pays du monde et même dans diverses régions d'un même pays ; et le principe de ces études consiste à tenter d'expliquer par des facteurs liés à l'alimentation, à la pollution de l'air et de l'eau, à la pollution des radiations les différences observées.

Or, ces études ne donnent que des renseignements décevants et ne permettent pas de mettre en évidence des causes susceptibles d'être modifiées par des législations ou par des incitations auprès des usagers ou des industriels. En fait, la plupart des facteurs liés à l'environnement paraissent tous avoir un rôle bien moindre que ceux qui ont déjà été identifiés comme cancérogènes classiques, comme l'alcool, le tabac, et certains agents chimiques ou physiques bien connus (amiante, benzène, chrome, nickel...).

Une illustration de ces difficultés a été apportée par la présentation de deux études traitant de l'influence de la radioactivité naturelle en Bretagne et en Irlande sur la fréquence des cancers. En l'état actuel, ces enquêtes n'ont pas permis de démontrer que cette irradiation de faible intensité, due à d'importants massifs granitiques,

avait la moindre incidence sur la fréquence d'apparition de tumeurs malignes.

Dans leurs conclusions, les rapporteurs ont insisté sur les nombreuses résistances qu'ils rencontrent au niveau tant des gouvernements, des industriels, que du public et même des syndicats dans l'étude de ces problèmes. Ils ont émis le vœu que les informations concernant le mode de vie et de travail puissent être recueillies dans de meilleures conditions et conservées un temps suffisant pour effectuer des études rétrospectives. Par exemple, ils ont souhaité à l'unanimité, que les registres de paie des employés — seuls documents pouvant permettre d'établir les antécédents de travail — soient conservés au moins vingt ans pour être éventuellement utilisés dans l'étude de maladie à très longs délais d'opération.

Dr J.-F. LACRONIQUE

MERCREDI
METRO
hebdomadaire
chez votre marchand
de journaux

le vrai X
crochet
UN X SUR
CHAQUE CROCHET.
réduisez vos limitations
à vos motifs,
porte 10, 15, 20 files.
5.000 points de vente, ou écrire
CROCHET X - Doc. LM
37, rue d'Enghien, 75010 Paris

UNE CAMPAGNE DE PRÉVENTION CONTRE LE TÉTANOS
200 morts par an en France

La généralisation de la vaccination contre le tétanos permettrait d'éviter, chaque année, la mort — absurde — de plus de deux cents personnes, des souffrances inutiles et de graves infirmités définitives.

Or, la France, où fut découverte la plus efficace et la plus bénigne des vaccinations, est à l'avant-dernier rang dans ce domaine de la prévention en Europe (devant le Portugal). Une prise de conscience individuelle est nécessaire, pour remédier à cette situation et chacun doit s'enquérir, à cette fin, de l'état de son immunité contre le tétanos, aidé en cela par son médecin traitant.

Le professeur Sourin, directeur général de la santé au ministère de la santé et de la famille, a annoncé à la veille des vacances le lancement d'une

campagne par le Comité français d'éducation pour la santé. Elle s'achèvera sur cinq ans et mettra en œuvre des moyens importants afin de toucher l'ensemble de la population adulte, chez laquelle les cas de tétanos sont les plus fréquents, pour qu'il passe de cette période environ trente millions de personnes aient pu être vaccinées.

D'autre part, un guide prophylactique sera diffusé à l'ensemble des médecins et des professions de santé dès l'automne 1979. Une affiche reprenant les principaux éléments de ce guide sera apposée dans tous les services d'urgence. Enfin une « carte de prévention du tétanos » sur laquelle seront indiquées les dates des injections de serum et de vaccin sera remise à chaque vacciné. Ce qui évitera les traitements répétés et inutiles.

MEDICINE Pharmacie
Septembre
● Recyclage scientifique
Octobre à Juin
● Préparation Plein-Temps
● Soutien au PCEM 1
IPEC Enseignement supérieur privé
46, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 633.81.23/329.03.71/033.45.87

Benson



Nouvelles machines à dessiner Benson. Les fauves sont lâchés.

Les deux nouvelles machines à dessiner automatiques Benson sont des bêtes de vitesse et des perfectionnistes du trait. La Benson 1342. Machine à rouleaux, 4 couleurs, format 93 cm utiles x 50 m. Vitesse 112 cm/s. Accélération 6 G. Record mondial battu.

La Benson 5342. Machine à tambour, 4 couleurs, format A0. Dessine en diverses épaisseurs sur tous supports standards du bureau d'études. Rend tous les services d'une table traçante, avec des performances intégrales. Vitesse 112 cm/s. Accélération 4 G. Encore un record mondial.

L'électronique pour les deux modèles, est elle-même très sophistiquée. En standard : interpolateur linéaire et circulaire, générateur de caractères majuscules et minuscules, et structure d'accueil pour de longues options.

Benson choisit la vitesse supérieure. 1, rue Jean Lemoine - Z.I. des Petites Haies 94015 Créteil - Tél. 689.10.90 - Téléc. 210845

Benson. Le dessin sur ordinateur.

Documentation sur demande.

Le Monde

Société

LA PEINE DE MORT EN DÉBAT

Abolition, suspension, substitution...

La séance de l'Assemblée nationale de ce mardi 26 juin après-midi est consacrée à ce que la conférence des présidents et le gouvernement ont convenus d'appeler « un débat de réflexion et d'orientation sur l'échelle des peines criminelles ».

Ce débat ne porte pas seulement sur l'abolition de la peine de mort ou la suspension provisoire de la législation,

Bercé des droits de l'homme et de la guillotine, la France est l'un des tout derniers pays abolitionnistes d'Europe, à l'exception de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires.

L'année prochaine doit se réunir le septième congrès des Nations unies pour la prévention du crime, qui doit se pencher sur l'abolition de la peine capitale. Il serait fâcheux, estiment certains parlementaires, que la France figurât à ce moment-là dans le camp adverse avec le Chili du général Pinochet, l'Iran de l'ayatollah Khomeiny et le Nicaragua du général Somoza.

On dit certains hommes politiques, dont, semble-t-il, le garde des sceaux, favorable à une suspension provisoire de la peine de mort — pendant cinq ans par exemple — pour juger des effets de cette suspension sur la criminalité et préparer l'opinion à une abolition définitive. C'est la solution retenue par le Royaume-Uni en 1965, sur laquelle la France s'aligne-

mais aussi sur la création éventuelle d'une peine de substitution.

En 1975, 73 % des Etats membres des Nations unies maintenaient la peine de mort, véritable enjeu de ce débat, sans compter les pays divisés, comme les Etats-Unis, sur l'abolition de cette peine. Contrairement à une opinion parfois répandue, la France n'est pas le dernier bastion des partisans de la peine capi-

tales. Sauf si l'on se réfère aux pays de tradition et de culture comparables. En Europe occidentale, seules les lois belge, grecque et irlandaise prévoient le maintien de la peine de mort pour les crimes de droit commun. Encore n'est-elle jamais appliquée en Belgique et en Grèce, et limitée aux seuls meurtres de policiers en Irlande.

L'automne dernier une loi fixant à dix-huit ans le temps pendant lequel certains condamnés à la réclusion criminelle à perpétuité ne peuvent bénéficier d'une libération conditionnelle. C'est dire qu'en cas d'abolition les députés n'auraient pas à chercher très loin une peine de remplacement.

De telles peines, dites « de sûreté », n'existent pas dans les autres pays abolitionnistes. La libération d'un condamné à perpétuité intervient en moyenne au bout de dix ans en Norvège, au Danemark et en Suède. C'est dire que, en se contentant d'abolir la peine de mort, la France ne rejoindrait pas pour autant le camp des libéraux.

Le Parlement français a adopté à

de Norbert Garreau, par les jurés du Tarn, au 14 juin.

Aux yeux des anti-abolitionnistes, le maintien de la peine de mort serait indispensable pour ce que le chef de l'Etat a appelé un jour les « violences inadmissibles » : les raptus d'enfants, les prises d'otages suivies de meurtre, l'acharnement contre des personnes âgées, etc.

La multiplication des prises d'otages n'a incité aucun Etat abolitionniste à revenir sur sa décision. ni empêché l'Espagne de les rejoindre il y a un an. Un seul pays d'Europe occidentale a été sensible à cette nouvelle forme de criminalité, la Belgique, qui a récemment ajouté les prises d'otages aux infractions de droit commun passibles d'une peine de mort... jamais appliquée.

Certains Etats abolitionnistes maintiennent l'exécution capitale pour les crimes de guerre et de trahison. En particulier la Belgique, la Norvège et les Pays-Bas.

Le Parlement français a adopté à

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Justice ou sécurité ?

L'organisation du débat sur l'échelle des peines criminelles, mardi 26 juin, à l'Assemblée nationale, a retenu l'attention des commentateurs. Pour M. Raymond Bourquin, sénateur (CNRP) de Paris, directeur de VALEURS ACTUELLES, ce débat se réduit à « une seule question : comment la société peut-elle protéger efficacement les innocents contre les criminels ? »

« L'argument majeur est celui-ci : n'apparaîtront jamais dans les statistiques les assassins qui n'ont pas eu lieu parce que les assassins potentiels ont fait leurs comptes, ont pesé, d'un côté, les avantages ou les plaisirs du crime qu'ils souhaitent commettre et, de l'autre, le danger de mort qu'ils couraient eux-mêmes. (...) »

« Une seule victime innocente aurait-elle été sauvée grâce à cela que la peine de mort se justifierait ? »

Pierre Fujo partage ce point de vue dans ASPECTS DE LA FRANCE. « Les fonctions primordiales de toute société, écrit-il, sont d'assurer aux citoyens la sécurité et la justice. Si elles ne sont plus remplies, la place est libre pour la loi de la jungle, pour l'anarchie. On a vu, ces dernières années, se développer le phénomène d'autodéfense. Il pourrait bien s'étendre encore si toute répression judiciaire devenait suspecte. (...) Le problème essentiel aujourd'hui en France n'est pas d'abolir la peine de mort, celle-ci devant en tout état de cause demeurer tempérée par l'usage du droit de grâce, mais de restaurer la confiance des citoyens dans la justice de leur pays. »

Camille-Marie Gallé affirme dans RIVAROL : « Ce que veulent nos humanistes — et ils s'en cachent à peine — c'est la suppression de toute peine. Quelle sera fraîche et joyeuse la France où, à peine jugés (on se demande bien pourquoi) il faudra encore attendre ce soir d'ailleurs, les assassins seront à nouveau libres d'assassiner, de violenter, de torturer ! On nous dit, il est vrai, que les peines resteront « exemplaires » pour les « auteurs de crimes odieux ». Mais comment distinguer le criminel « odieux » de l'honnête surineur, la victime « innocente » de celle (pottier, petit cadre, adulte dans la force de l'âge, etc.) qui n'a eu que ce qu'elle méritait ? »

« Se cramponner au droit de tuer »

L'EXPRESSION a organisé un débat entre Mme Michèle-Laure Rassat, professeur de droit pénal à l'université Paris-XII, et M. Georges Klejman, avocat au barreau de Paris. « Lorsque les abolitionnistes affirment que la peine de mort n'a pas d'effet dissuasif, ils n'en savent rien, déclare Mme Rassat. La masse des délinquants n'est pas homogène, ils ne réagissent pas aux mêmes incitations et aux mêmes freins. Si la peine de mort n'est certainement pas, d'une façon générale, dissuasive elle peut cependant l'être pour certains. »

Pour M. Klejman, « c'est aux partisans du maintien de la peine de mort de prouver sans cesse son utilité pour ne pas sembler se satisfaire d'une institution dont ils reconnaissent eux-mêmes qu'elle est un pis-aller ». Il ajoute : « Quand, dans un pays, est abolie la peine de mort, si toutes les précautions étant prises pour tenir compte des autres facteurs de croissance ou de baisse de la criminalité, on ne voit pas surgir des criminels qui étaient jusque-là censés être freinés, inhibés par la peine de mort, c'est bien que celle-ci n'a pas eu d'effet dissuasif. »

LE NOUVEAU OBSERVATEUR signale que « dans le petit livre Contre ou pour la peine de mort publié sous la direction chez Vrin, le professeur Jacques Léautaud, directeur de l'Institut de criminologie, montre clairement d'abord qu'il n'y a pas de rapport entre criminalité et peine de mort, ensuite que le problème de la peine de remplacement ne se pose plus depuis sept mois. »

Il ajoute : « Le 22 novembre 1978, en effet, le Parlement a créé un régime pénitentiaire de sûreté très rude, pouvant priver le condamné à perpétuité de toute possibilité de réduction de peine, de libération conditionnelle, de semi-liberté ou de permission de sortie pour une durée qui peut être fixée à dix-huit ans par la cour d'assises. »

Le fait que le gouvernement ait refusé le débat, à l'Assemblée nationale, porte des maintes sur la proposition de loi adoptée par la commission des lois, est analysé par Claude Gaudin dans TEMOIGNAGE CHRETIEN. « Il faut expliquer, écrit-il, l'acharnement des gouvernements à refuser, à repousser, à retarder l'abolition de la peine de mort. Ce serait pour eux, renoncer à

l'idolâtrie qu'ils exigent des citoyens. Ils se cramponnent à leur droit de tuer. L'ombre de la peine de mort s'étend sur la répression tout entière et lui donne toute sa force, cette répression qui sert à cacher tant de carences. Le bras séculier a le privilège de pouvoir frapper jusqu'à la mort inclusivement. Le pouvoir s'empare de la cour d'assises d'abord à l'encontre de Norbert Garreau, meurtrier récidiviste, que des « positions archaïques : la vengeance, ont pour cet, dent pour dent, sang pour sang ; l'élimination de l'incel, assortie cette fois sans doute du regret que cela n'ait pas été fait la première fois. »

« Faut-il vraiment s'étonner des atermoiements du gouvernement ? », demande Jean-Loup Reverier dans L'UNITE. Il poursuit : « Constatons de ce que la majorité des Français souhaite le maintien de la peine de mort. Valéry Giscard d'Estaing ne veut prendre aucun risque. Elu d'une courte tête à la présidence en 1974, il sait que chaque voix comptera en 1981. Quelques idées d'assassins menacent d'elles les pots lorsque sa réélection est placée dans l'autre plateau de la balance ? »

Si la peine de mort est abolie, cet automne, par l'adoption d'un projet de loi que le gouvernement déposerait après le débat de ce mardi, la question qui devra être en même temps résolue est celle de la « peine de remplacement ».

« Le système de la longue peine paraît assez satisfaisant, et c'est un argument en faveur des abolitionnistes, note Jean-Marie Fontaut dans LE POINT. Si l'on en croit une récente étude du ministère de la justice portant sur cent soixante-neuf prisonniers libérés entre 1968 et 1972, après plus de quinze ans de détention, dix-neuf sur cent ont été réincriminés, 11,2 % — sont retournés en prison. Aucun n'a tué. Mais, depuis, deux autres libérés se sont livrés à des actes très graves : Henri Requet, condamné à perpétuité pour meurtre, prisonnier modèle, a profité de sa liberté pour tuer sa propre femme et l'amant de celle-ci ; Norbert Garreau, qui avait déjà assassiné en 1952 une jeune fille pour la violer, a, après dix-neuf ans de prison, étranglé en 1978, dans les mêmes conditions, une jeune femme de vingt-huit ans. Il vient d'être condamné à mort le 14 juin par la cour d'assises du Tarn. »

« Les condamnés à la peine capitale — auteurs souvent de crimes odieux ou sanglants qui choquent l'opinion — ne sont généralement pas des malfaiteurs professionnels et sont souvent des détenus modèles. »

La législation dans les pays d'Europe occidentale...

	Législations	Usage	Exceptions
AUTRICHE	L'article 85 de la loi constitutionnelle du 1 ^{er} octobre 1920 supprime la peine de mort, en temps de paix. Elle est totalement abolie en 1968.		
BELGIQUE	La peine de mort est abolie pour certains crimes la peine de mort.	La grâce est systématique. La dernière exécution a eu lieu en 1967.	
CONFEDERATION HELVETIQUE	La peine de mort a été abolie en 1974 pour les crimes de droit commun commis en temps de paix.		En temps de guerre, certains crimes prévus par le code pénal militaire.
DANEMARK	Abolue en 1920, la peine de mort était rétablie après la seconde guerre mondiale mais pas appliquée et définitivement abolie le 1 ^{er} juin 1978.		
ESPAGNE	La peine de mort a été abolie en décembre 1978.		
FINLANDE	Abolue en 1949 pour les crimes commis en temps de paix, la peine de mort a été définitivement abolie en 1972.		
GRECE	La peine de mort est abolie pour certains crimes la peine de mort.	La peine de mort n'est plus appliquée.	
IRLANDE	Depuis 1964, la peine de mort n'est applicable qu'aux meurtres de policiers.		
ITALIE	La peine de mort a été abolie en 1944 pour les crimes commis en temps de paix, et définitivement abolie en 1948.		
LUXEMBOURG	La peine de mort qui était totalement tombée en désuétude a été abolie le 17 mai 1979.		
NORVEGE	La peine de mort est abolie depuis 1905.		Le crime de trahison est puni de la peine de mort, en temps de guerre (loi du 15 décembre 1950).
PAYS-BAS	Totalement abolie en 1970, la peine de mort a été rétablie en 1943 pour les crimes de guerre.		La peine de mort peut être prononcée par des tribunaux militaires ou des tribunaux spéciaux.
PORTUGAL	Abolue en temps de paix en 1967, la peine de mort a été définitivement abolie en avril 1977.		
REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE	L'article 102 de la loi fondamentale de la R.F.A. du 23 mai 1949 abolit la peine de mort. Le code pénal militaire du 30 mars 1957 ne prévoit pas non plus cette peine.		
ROYAUME-UNI	En 1965 le « Murder act » a aboli la peine de mort pour une période expérimentale de cinq ans. En 1969, l'abolition définitive a été votée en Grande-Bretagne. Le 14 mai 1973, la peine de mort a été supprimée en Ulster. Le 11 décembre 1975, la Chambre des communes a refusé de rétablir la peine capitale pour les terroristes. Un nouveau débat aura lieu prochainement sur ce sujet.		
SUEDE	Abolue en 1921 pour les crimes commis en temps de paix, la peine de mort a été définitivement abolie en 1972.		

...et dans le reste du monde

Le Canada a aboli la peine de mort en juillet 1976. Elle ne subsistait plus que pour les meurtres de policiers ou de gardiens de prison dans l'exercice de leurs fonctions.

Aux Etats-Unis, huit Etats ont aboli la peine de mort — Hawaii, Iowa, Maine, Michigan, Minnesota, Oregon, Virginie-Occidentale, Wisconsin — quatre l'ont conservé uniquement pour les meurtres commis par des détenus condamnés à perpétuité, ou dans quelques cas exceptionnels — Rhode-Island, Vermont, Dakota du Nord, New-York. Les autres Etats l'ont conservée. Depuis 1967, quatre exécutions ont eu lieu aux Etats-Unis, la dernière en mai 1979.

Quelques Etats — dont le Brésil et le Pérou — ont aboli la peine de mort après le Venezuela, premier pays à l'avoir supprimée officiellement en 1863. Cette peine subsiste néanmoins dans trois Etats mexicains sur trente-deux, au Chili, au Paraguay, en Bolivie, à Cuba, à Haïti, au Guatemala, au Honduras, au Nicaragua, au Salvador et en Argentine, où elle a été rétablie dans la réforme du code pénal du 15 juillet 1976. La peine capitale est également prévue par des lois spéciales dans certains pays abolitionnistes comme le Brésil et le Pérou.

La peine de mort abolie en 1917, rétablie, puis de nouveau abolie en 1920, a été remise en vigueur en 1932 « contre les terroristes contre-révolutionnaires ». Désormais, le code pénal prévoit que « la peine de mort est maintenue de façon exceptionnelle en attendant son abolition définitive ». Il semble que beaucoup de condamnations à mort soient prononcées chaque année et il est difficile de déterminer combien d'entre elles sont commuées en détention de quinze ans, la peine de détention la plus forte prévue par le code pénal.

La peine de mort est abolie en Israël — sauf en cas de génocide et sauf, depuis le 28 avril 1979, pour les actes terroristes les plus graves. En Nouvelle-Zélande, au Népal, dans deux Etats d'Australie sur huit, et en Inde — où deux mandats ont cependant été pendus en décembre 1975. En revanche, la peine capitale subsiste en Afrique, dans les pays Arabes, dans les pays d'Europe de l'Est, au Japon et en Chine. En Iran, depuis la révolution, trois cents personnes environ ont été exécutées. En République populaire de Chine, la peine de mort est appliquée mais on ne dispose d'aucune statistique à ce sujet.

Le Monde
Service des Abonnements
3, rue des Italiens
75421 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-2

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
128 F 235 F 343 F 440 F
TOUTS PAYS ETRANGERS
135 F 250 F 358 F 455 F
225 F 435 F 543 F 650 F

ETRANGER
(par mandats)
1. — BELGIQUE-LUXEMBOURG
155 F 290 F 425 F 560 F
2. — SUISSE-TUNISIE
225 F 385 F 565 F 750 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (trois virements) vou-
dront bien joindre ce chèque à
leur demande.

Changements d'adresse déli-
vables ou provisoires (de 2 à 4
semaines ou plus) nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande un mois au moins
avant leur départ.

Joindre la dernière
d'envoi à toute correspondance
Veuillez avoir l'obligeance de
réviser tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

SC.PO.
Préparation à distance
aux épreuves de
CULTURE GENERALE
d'oct. contre 8 F en timbres.

ACADEMIE
408, Bd des Sources
34270 St Clément-la-Rivière

صكنا من الاصل

BAT
A PRESSE HEBDOMADAIRE
de ou sécurité?

UNE PSYCHANALYSE DE LA RÉPRESSION

« LE DESIR DE PUNIR », de Thierry Levy

Désir de punir ? Plaisir de punir. « Le châtiment », écrit Thierry Levy, en exorde à son beau livre (1), est l'ambition insatiable du plaisir. Et c'est dans le corps que le châtiment trouve sa pleine jouissance. « La chair appelle par l'esprit à se détruire. » La mise à mort, la torture, la prison, ne sont ainsi que les variations du plaisir social, confiné ou exprimé par le pouvoir. Ainsi commence une psychanalyse de la répression.

Livre toulou, abstrait, qui plonge dans l'histoire, dissèque notre conscience collective, sans la moindre concession au lecteur pour lui plaire ou pour l'aider. Thèse, au vrai sens du terme, c'est-à-dire construction sur un parti pris : postulant que toute répression est arbitraire, et injuste, que l'acte de juger est de toutes les péripéties sociales la plus cruelle et la plus absurde, que le progrès en matière de justice « ne consiste pas à en faire toujours plus, mais toujours moins ». La mort de la prison, la disparition du juge, sont au bout du chemin dont Thierry Levy, après Michel Foucault, mais autrement que lui, défriche les voies.

La part la plus originale de ce livre est peut-être celle où Thierry Levy explique comment la théorie de la « responsabilité personnelle » (l'homme conscient et libre doit répondre de ses fautes) chassée du droit civil s'est réfugiée dans la répression pénale. La deuxième moitié du dix-neuvième siècle, la première moitié du vingtième siècle, ont été contrainctes d'évacuer l'idée bourgeoise que la réparation civile était liée à la faute : parce que le développement des accidents du travail et des accidents de la circulation ont mis en évidence que le besoin social était non la sanction mais la réparation : parce que la technique de l'assurance a permis à chacun de se décharger du prix de ses fautes civiles. Ainsi, tandis que le droit moderne de la réparation se séparait de son fondement « moral », la justice pénale se l'attribuait comme un trésor. Absurde division qui distingue justice pénale et justice civile — lesquelles remplissent la même tâche sociale, au service des mêmes intérêts : odieuse division, qui permet à la justice pénale, appuyée sur la médecine, de distinguer arbitrai-

rement les « responsables et les irresponsables » de « réprimer » au nom de la liberté : satisfaisant le désir de punir sous l'habillage vertueux d'une règle morale. Ce qui sert de transition à Thierry Levy pour examiner la répression contemporaine et y observer l'existence de ce qu'il appelle le « privilège pénal » : la répression, la prison, sont certainement les privilèges des déshérités de la société. Les chiffres sont implacables. Sur 12 723 hommes condamnés à la détention au 1^{er} janvier 1975, 6 252 étaient des condamnés pour vol. Si l'on ajoute aux vols les vols qualifiés (1 153 détenus), les meurtres (666 détenus), les vols sur mineurs (480 détenus), on atteint 75 % de la population pénitentiaire. L'évidence est que la prison est une répression réservée à certains délits, tandis que les délits exceptionnels pour les délits constituant la « délinquance astucieuse ou intellectuelle », ou encore pour les délits « bourgeois » (de l'homicide par imprudence, risque pris par le conducteur de toute voiture, à la fraude fiscale, erreur excusable de tout nant). Il faut préciser : la prison est réservée à certains délinquants.

Thierry Levy démontre, chiffres en main, que la classe ouvrière est surreprésentée en prison, tandis que la classe bourgeoise y est à peu près absente, quoique le coût social de la délinquance bourgeoise soit beaucoup plus important que celui de la délinquance ouvrière (le coût social de la délinquance économique est plus de dix fois supérieur au coût des atteintes contre les biens « constituées par le vol et les délits similaires). Ainsi la prison, loin de réparer les injustices sociales, a-t-elle pour vocation de les aggraver. Justice de classe ? Bien sûr. Le juge, si honnête qu'il soit, juge excusable les infractions qu'il pourrait commettre, et odieuses celles dont il est incapable : il pourrait se conduire en chauffard, il pourrait, à la rigueur, commettre une infraction économique : il ne pourrait attaquer une banque. Le juge condamne ce qui est différent.

Injuste, la prison est aussi nocive. Thierry Levy constate qu'elle ne produit que des effets mauvais : école de la révolte, du désespoir, et bien sûr de la récidive. Reste à annoncer — et préparer — la mort de la prison : déjà sa place s'est beaucoup réduite dans la panoplie des armes sociales. Son avenir est sa disparition. La thèse de Thierry Levy s'affirme ici, dans sa force, mais aussi dans sa fragilité.

Le pouvoir judiciaire, le pouvoir répressif, sont bien sûr aussi détestables que le pouvoir politique lui-même. Mais comment faire pour les abolir ? Thierry Levy ne le dit guère. Il observe en terminant que la question est préoccupante de savoir « si la mort de la prison n'est pas liée à l'apparition d'un réseau de contrôles sociaux qui ne laisseront plus une parcelle de notre vie personnelle à l'abri des investigations publiques ». Essentielle question. De la même manière que l'on prétend aujourd'hui remplacer la peine de mort par une peine perpétuelle — autre forme de destruction, plus sophistiquée, à certains égards plus cruelle — la mort de la prison pourrait bien se payer d'un réseau de contraintes invisibles d'une surveillance sans défaillance d'un anéantissement : si parfait de la liberté qu'il n'y aurait plus place pour la moindre délinquance. De ce progrès menteur, on aperçoit, ici ou là, les signes précurseurs.

On n'en finirait pas de discuter avec l'auteur, de le suivre, de s'opposer à lui. C'est un livre merveilleux d'intelligence et de courage intellectuel, une rare alliance de la réflexion et de la conviction. C'est un livre nécessaire. Pour les princes qui nous gouvernent et qui vivent, apparemment tranquilles, dans l'ordre répressif qui les défend. Pour les juges qui croient juger, et ne voient pas que leur « vertu » et leur « conscience » sont modelées, exploitées, pour servir le gouvernement d'une classe, sinon d'une caste. Pour chacun d'entre nous, indifférent à l'ignoble régime des prisons. En un temps où les intellectuels s'acharnent à s'accuser eux-mêmes de n'avoir pour guide que la vanité, la mode, ou l'argent, voici un livre qui réconforte. Autant d'une méditation, il est un acte politique au meilleur sens. Sont rayonnants tant d'audace, de force calme, d'amour pour une justice vraie.

JEAN-DENIS BREDIN.
* Fayard éd., 266 p., 39 F.

Les nationalistes corses devant la Cour de sûreté de l'Etat

L'examen des attentats commis et revendiqués par le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), contre le sous-station S.N.C.F. d'Asnières (le 16 juillet 1977) et la gare de Villepinte (dans la nuit du 25 au 26 décembre 1977) a clos, lundi 25 juin, le premier volet du procès des nationalistes corses qui comparait depuis le 14 juin devant la Cour de sûreté de l'Etat (1). Les témoins cités par

l'accusation défilent désormais devant la barre : à partir du mercredi 27 juin, la Cour devrait pouvoir entendre les nombreux témoins cités par la défense, dont le vice-amiral d'escadre Antoine Sanguinetti, le docteur Edmond Simeoni, président de l'Union du peuple corse (U.P.C.), et M. Leo Michelli, ancien résistant et membre du P.C.F.

LA RUPTURE

C'est un étrange procès que celui de ces vingt et un Corses jugés par la Cour de sûreté de l'Etat pour association de malfaiteurs et atteinte à l'intégrité du territoire national — c'est le loi commun minimum. Un étrange procès, d'abord parce que certains des accusés n'ont véritablement répondu d'aucun fait précis. Ainsi M. M. Alain Stuart, vingt-six ans, étudiant, Auguste Tirroni, trente et un ans, préparateur en pharmacie, et Jean-Jacques Mondoloni, quarante-quatre ans, professeur de philosophie, ne sont-ils l'objet que de la suspicion du ministère public qui les englobe, plus ou moins directement, dans la sphère du mouvement indépendantiste F.L.N.C.

C'est donc à juste titre que M. Claude Allaer, président de la Cour, a parlé de poursuites sur la base de « deux incriminations d'ordre général ». A juste titre, aussi, que M. Jean-Denis Bredin — seul avocat non corse parmi ses vingt confrères — a fait remarquer que « la participation intellectuelle n'est pas constitutive d'un chef d'accusation (...) à moins d'inventer le crime de relations intellectuelles ».

Mais le procès des « 21 » est aussi étrange — plus fondamentalement — par la rupture qu'il marque publiquement et de manière définitive, sans doute, avec la revendication régionaliste, née en Corse dans les années 60, puis avec celle d'autonomie. Les membres du F.L.N.C. qui comparaisent aujourd'hui devant la Cour, en la cassure est complète. Pour les nationalistes du F.L.N.C., l'Etat français — après avoir rabaisé la langue et la culture corses au rang de patois et de folklore — aurait en effet décidé sciemment, autrement dit programmé, la destruction du peuple corse. La réponse du F.L.N.C., on le sait, passe par le choix des armes.

A coup sûr, l'analyse du F.L.N.C. ne brille pas uniformément par sa subtilité et tient souvent du discours militant où les assertions valent preuves. Elle repose cependant sur des

données géographiques, historiques et économiques, qu'aucun Corse ne tient globalement pour nulles. Il reste que le F.L.N.C. s'est constitué un corps de doctrine pour le moins « tiers-mondisant ». « Indépendance », « colonialisme », « colons », sont les mots qui reviennent le plus fréquemment dans ses déclarations. La référence algérienne y est constante ; celle de l'Indochine aussi. Cela dit, la première est la plus vive, et le sigle F.L.N.C. le dit assez : « Vingt mille Français tués, deux cent mille blessés, un million d'Algériens morts, trente-sept mille héros livrés au massacre... Je n'ai pas envie de voir cela en Corse », a déclaré, lundi 25 juin, M. Mondoloni.

Le dialogue ne serait donc plus de mise. Ce serait, presque, la guerre. Les faits démontrent cependant le contraire, tant il est vrai que les mots et les choses ne correspondent pas toujours.

LAURENT GREILSAMER.

(1) Les actions de commando contre la base aérienne de Salsola et contre Fort-Lacroix seront l'objet d'une audience distincte immédiatement après ce procès.

● Appel à une manifestation à Bastia. — Plusieurs organisations politiques et syndicales ont appelé la population de Haute-Corse à manifester, le vendredi 29 juin à Bastia, « pour la défense des libertés ». Le parti socialiste, l'Union du peuple corse (autonomiste), la C.F.D.T., la C.G.T.-F.O., le C.D.J.A., la F.D.S.E.A. et d'autres organisations professionnelles entendent réclamer « la libération immédiate des emprisonnés politiques » et la dissolution de la Cour de sûreté de l'Etat. Dans le communiqué annonçant cette manifestation, ces organisations affirment qu'elles rejettent « le recours à la violence comme moyen d'action ».

L'ASSISTANCE AVIS: ELLE BAT SAINT CHRISTOPHE.



NOUS ESSAYONS TOUJOURS D'EN FAIRE PLUS. AVIS

JUSTICE

FAITS ET JUGEMENTS

Le parquet fait appel de l'ordonnance de mise en liberté d'un manifestant du 23 mars.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris doit examiner, le 29 juin, la demande de mise en liberté présentée par M. Jean-Pierre Mignard et Francis Teigen, en faveur de M. Georges Croissant vingt et un ans, étudiant en arts plastiques, un manifestant du 23 mars écroué à Fresnes depuis le 25 mars sous les inculpations de violence à agent avec préméditation et port d'arme. Le parquet a, en effet, fait appel à l'ordonnance de mise en liberté de M. Alain Vernier, juge d'instruction, rendue lundi 25 juin.

Le 3 avril, la vingt-troisième chambre correctionnelle de Paris siégeant en audience des flagrants délits s'était déclarée incompétente en déclarant que les faits qui étaient reprochés à Georges Croissant, avoir gravement blessé à la gorge la garde mobile Fournier avec une gouge de sculpteur qui avait été découverte montée à l'intérieur de sa poche — avaient un caractère criminel. Le parquet avait aussitôt décidé d'ouvrir une instruction qui fut confiée à M. Vernier (le Monde du 9 avril).

L'information aurait permis d'établir que cette gouge, dont M. Croissant se sert quotidiennement pour ses études, se trouvait démontée dans sa poche, que M. Fournier n'a nullement été atteint à la gorge, mais au menton, par des coups que lui assenait un manifestant armé d'une chaise, que le signalement de M. Croissant ne correspondait guère à celui de l'assailant de M. Fournier tel qu'un collègue de ce dernier l'a décrit. M. Croissant a, en effet, les cheveux bouclés coupés à hauteur des oreilles et portait un veston de ville marron; tandis que l'agresseur avait les cheveux tombant jusqu'aux épaules et une veste brune en toile. D'autre part, selon les experts, il n'y a aucune trace de sang sur la gouge.

Enfin, plusieurs témoins ont affirmé que M. Croissant, sympathisant communiste et non « autonome », ne s'est livré à aucune violence au cours de cette manifestation à laquelle ils ont participé avec lui.

Sept ans de prison pour un médecin trafiquant de haschisch.

Le tribunal de grande instance de Toulouse vient de condamner à sept ans de prison le Dr Richard Hurpy, médecin à Fleurance (Gers), âgé de trente-quatre ans, arrêté en juillet 1978 par la brigade des stupéfiants de la police judiciaire de Toulouse avec trois de ses complices (le Monde du 3 août 1978). Ce médecin généraliste était présenté au deuxième tour des élections municipales de mars 1977 sur une liste d'union de la gauche, battue par la liste de M. Maurice Mességué se réclamant de la majorité présidentielle. Le Dr Hurpy faisait de fréquents voyages outre-mer, en particulier en Afrique noire et au Maroc, à Casablanca. Avec la complicité d'un sous-brigadier de police, M. Mustapha Bakhti, récemment arrêté par la Sûreté marocaine, il avait réussi à faire passer en France, dans la carrosserie de sa voiture, une cinquantaine de kilos de haschisch. Cette drogue avait alimenté plusieurs réseaux de la région toulousaine grâce aux services de Christian Gallo (condamné à cinq ans de prison), François Lavanoux et Michel Maguin (dix mois de prison chacun dont six avec sursis). — (Corresp. rég.)

Des magistrats prennent la défense du directeur de la maison d'arrêt de Grenoble.

Trente-deux magistrats du tribunal de grande instance de Grenoble font part dans une lettre adressée au ministre de la justice, M. Alain Peyrefitte, de leur « vive émotion » à propos du fait que la sanction lors que le conseil de discipline n'a pu rendre compte des poursuites disciplinaires contre M. Jean-Pierre Jesson, directeur de la maison d'arrêt de Grenoble à Vercors (Isère) (le Monde des 14 et 20 juin) avant la conclusion de la procédure.

Les magistrats font observer que c'est le ministre de la justice qui, en l'espèce, décide de la sanction lors que le conseil de discipline n'a pu rendre compte des poursuites disciplinaires contre M. Jean-Pierre Jesson, directeur de la maison d'arrêt de Grenoble à Vercors (Isère) (le Monde des 14 et 20 juin) avant la conclusion de la procédure. Les magistrats font observer que c'est le ministre de la justice qui, en l'espèce, décide de la sanction lors que le conseil de discipline n'a pu rendre compte des poursuites disciplinaires contre M. Jean-Pierre Jesson, directeur de la maison d'arrêt de Grenoble à Vercors (Isère) (le Monde des 14 et 20 juin) avant la conclusion de la procédure.

PLASTIQUE CHEZ LES « AUTONOMES »

Les « autonomes » ont eu droit aux mêmes égards que les victimes ordinaires de plastiquages. M. Pierre Somville, préfet de police de Paris, s'est, en effet, rendu, dimanche 24 juin, au numéro 3 de la rue du Buisson-Saint-Louis, à Paris (10^e arrondissement). Comme les pompiers et les enquêteurs de la brigade criminelle, il a pu constater les dégâts causés par un engin explosif au local de la société de presse Alternative sociale : une cage d'escalier soutée, la cour intérieure de l'immeuble donnant sur un garage endommagé (nos dernières éditions). Près de quarante-huit heures après cet attentat ses auteurs ne l'ont toujours pas revendiqué. A moins qu'une inscription crayonnée sur un mur (« Franco-Italie, un seul combat contre les rouges. Noyaux armés révolutionnaires ») ne soit prise pour une signature. Alors, tout serait limpide. Le plastiquage serait l'œuvre d'un groupe ou d'un extrémisme d'extrême droite italien déjà connu dans la péninsule pour de nombreux attentats criminels (le Monde du 19 juin).

Pour autant, rien n'est sûr — et surtout pas l'origine italienne des plastiquages. Certains observateurs évoquent ainsi — mais sans aucune certitude — l'hypothèse d'un règlement de comptes — la nouvelle autonome n'étant pas épargnée par les querelles et les divisions. Depuis 1976, le local Alternative sociale sert de lieu de réunion à des militants de l'ultra-gauche. Louée à l'origine par les rédacteurs de la revue théorique Camarades, aujourd'hui disparue, cette grande salle est à présent utilisée par la coordination des comités parisiens autonomes. La 3 de la rue du Buisson-Saint-Louis est en fait, le rendez-vous de la branche dite « organisée » de l'autonomie. — L. G.

Après l'inculpation pour viol de deux policiers de Lyon (le Monde du 26 juin), le tribunal C.G.T. de la police déclare : « Un nouveau scandale vient d'éclater dans la région lyonnaise, jetant une fois de plus le discrédit sur l'ensemble des fonctionnaires de police. L'immense majorité des policiers honnêtes est indignée devant le crime commis par un groupe de gardiens de la paix en tenue, s'adonnant à des violences sexuelles pendant l'exercice de leur mission. La fédération de la police C.G.T. condamne sans réserve un tel acte et demande que les auteurs soient rapidement jugés. Dans une période où le ministre de l'Intérieur estime que la police a été diluée au lendemain des événements du 23 mars, plutôt que de s'acharner sur des militants syndicaux de la C.G.T., il devrait méditer sur les véritables responsables qui concourent à fêter le déshonneur sur notre fonction. »

Les magistrats précisent que si des surveillants de la prison de Vercors ont bien aidé M. Jesson à restaurer une maison dont il est propriétaire, « c'était en dehors du service et pendant les week-ends ». Ils indiquent que le directeur n'était pas poursuivi pour avoir laissé pénétrer l'importeur qui dans son établissement, mais pour avoir admis des membres d'une association habilitée (le GENEPI), si que les dossiers de certains d'entre eux étaient encore incomplets. Les magistrats notent aussi qu'aucune négligence dans la sécurité de la prison n'est reprochée à M. Jesson.

Certains magistrats de Grenoble s'étonnent, enfin, de l'insécurité de la prison de Vercors, depuis le 19 juin d'un directeur « itinérant » nommé pour quinze jours, alors qu'aucune mesure de suspension n'a été pour l'instant notifiée à l'actuel directeur. — (Corresp.)

Un bébé de cinq mois, le petit William Chapin, a été enlevé lundi 25 juin après-midi sur le parking d'un grand magasin, dans la périphérie de Cholet (Maine-et-Loire). Le bébé se trouvait dans la voiture de sa nourrice, qui avait laissé une vitre ouverte et s'était absentée quelques minutes. Une femme d'une trentaine d'années aurait alors ouvert la portière et enlevé l'enfant. D'après les enquêteurs, il s'agirait d'un enlèvement affectif, sans demande de rançon, car les parents du bébé sont de condition modeste.

ISTH
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines
Depuis 1953
DECS
trois certificats
• Révisions intensives
1^{er} au 31 Août.
AUTELUI 6, Av. Léon-Heuzeu
75016 Paris - Tél. 224.10.72
TOLBIAC 53, Av. d'Italie 75013 Paris
Tél. 585.95.35

VENDEZ
LIVRES
DISQUES
(33 tours parfait état)
Paiement comptant
en espèces ou C.B.
Si vous rachetez livres, papeterie
ou disques, paiement en bons avec
20 %
en +
SACELP
2, rue de l'Ecole-de-Médecine,
angle 26, BOULEVARD Saint-Michel,
M^o : ODÉON - R.E.R. : LUXEMBOURG.
329.21.41, poste 52.
Autorisation écrite des parents
pour les moins de 18 ans.

ISTH
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES
EXPERIENCE PEDAGOGIQUE CONFIRMÉE DEPUIS 1953
• Préparations par CORRESPONDANCE
aux examens d'entrée à :
SC PO
Renseignements ISTH 6, Av. Léon-Heuzeu Paris 16^e - Tél. 224.10.72

ÉDUCATION

QUINZE MOIS AU MINISTÈRE

M. Christian Beullac estime « avoir tenu le cap »

M. Christian Beullac, ministre de l'éducation, estime « avoir bien tenu le cap » qu'il s'était fixé en arrivant au ministère : pratiquer « une politique de vérité qui oblige à ne jamais se dissimuler les difficultés, à ne pas se payer de mots et à annoncer ce que nous sommes sûrs de pouvoir faire ». Ainsi a-t-il présenté, lundi 25 juin, le bilan de ses quinze mois d'action Rue de Grenelle, déclarant, d'autre part, qu'il faut développer chez les jeunes un certain nombre d'exigences et de valeurs : sens de l'effort, courage, volonté de se dépasser, émulation, respect de l'autre, solidarité, etc.

• L'APPLICATION DE LA REFORME HARY : M. Beullac a confirmé qu'il « a tenu le cap » malgré les inévitables difficultés tenant à la nature des choses ; elle sera appliquée, en septembre, par les professeurs enseignants dans le premier cycle (de la sixième à la troisième).

• L'ÉDUCATION CONCERTÉE, « qui implique une étroite coopération entre l'école et les entreprises », sera mise en œuvre à la prochaine rentrée pour les élèves des lycées d'enseignement professionnel (LEP). L'apprentissage sera « poursuivi et encouragé sous la tutelle du ministère de l'éducation ».

• LES RYTHMES SCOLAIRES : Le Conseil économique et social déposera un second rapport avant la fin de 1979. Les recteurs, qui, à partir de la rentrée 1980, devront décider du calendrier des vacances dans leur académie, ont procédé à « de très larges consultations ».

• LE « REDEPLOIEMENT » : le ministre préfère désormais l'expression « meilleur emploi des moyens ». Selon M. Beullac, « il n'est pas sérieux de laisser croire que nos ressources budgétaires peuvent continuer d'augmenter malgré la crise mondiale de l'énergie et la diminution des effectifs scolaires ».

À la rentrée de septembre, trois mille cent trente-cinq postes supplémentaires seront créés « surtout pour les lycées ». On attendait quelque huit mille élèves de seconde de plus qu'à la rentrée de 1978. Quant aux maîtres auxiliaires, vingt mille cinq cents ont été titularisés entre 1975 et 1979. Titulariser les trente-cinq mille qui subsistent « fermerait toute autre possibilité de recrutement par concours ». Le ministre a reconnu qu'aucune décision n'est prise pour l'instant.

Les élections à la commission administrative du SNES
LEGER RECUL DE LA TENDANCE MAJORITAIRE
Les adhérents du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) viennent d'élire la nouvelle commission administrative de leur syndicat. Depuis le 19 juin, d'un directeur « itinérant » nommé pour quinze jours, alors qu'aucune mesure de suspension n'a été pour l'instant notifiée à l'actuel directeur. — (Corresp.)

RELIGION

Une controverse sur le sacerdoce

Le Père Manaranche s'élève contre les positions du Père Duquoc

Dans la revue *Communio* (1) de juillet-août, le Père André Manaranche engage une controverse, à propos du sacerdoce, avec le Père Christian Duquoc. Répondant à l'article que ce dernier a publié dans *Études* (le Monde du 23 février 1979), le Père Manaranche estime que le Père Duquoc « discrédite l'enseignement du magistère sur le sacerdoce ». C'est pourquoi il relève le gant dans la revue *Communio* où, à défaut de son confrère théologien, se retrouveront tous ceux qui se voient la face devant les efforts tentés actuellement en Occident pour renouveler la conception traditionnelle du prêtre, ainsi que l'image que s'en font les laïcs allergiques à certaines évolutions.

Selon le Père Manaranche, il arrive au prêtre d'avoir « honte de lui-même », honte d'être envoyé comme Jésus a été envoyé, honte de célébrer l'Eucharistie ; il a peur de sa dignité ; il n'ose plus être père et faire son office de rassembleur, à la limite, il devient « un fonctionnaire paillard assermenté de son église et bémiséur docile de tous ses combats. »

« La suppression du célibat vient dans ce contexte donner le coup de grâce ; elle détruit toute idée de consécration, toute idée aussi de disponibilité. » On obtient

l'étude à l'intention des maîtres du second degré. Des laïcs, enseignants, « nous développons, de façon substantielle, les stages de formation continue » pour les professeurs enseignants dans le premier cycle (de la sixième à la troisième).

• L'ÉDUCATION CONCERTÉE, « qui implique une étroite coopération entre l'école et les entreprises », sera mise en œuvre à la prochaine rentrée pour les élèves des lycées d'enseignement professionnel (LEP). L'apprentissage sera « poursuivi et encouragé sous la tutelle du ministère de l'éducation ».

• LES RYTHMES SCOLAIRES : Le Conseil économique et social déposera un second rapport avant la fin de 1979. Les recteurs, qui, à partir de la rentrée 1980, devront décider du calendrier des vacances dans leur académie, ont procédé à « de très larges consultations ».

• LE « REDEPLOIEMENT » : le ministre préfère désormais l'expression « meilleur emploi des moyens ». Selon M. Beullac, « il n'est pas sérieux de laisser croire que nos ressources budgétaires peuvent continuer d'augmenter malgré la crise mondiale de l'énergie et la diminution des effectifs scolaires ».

À la rentrée de septembre, trois mille cent trente-cinq postes supplémentaires seront créés « surtout pour les lycées ». On attendait quelque huit mille élèves de seconde de plus qu'à la rentrée de 1978. Quant aux maîtres auxiliaires, vingt mille cinq cents ont été titularisés entre 1975 et 1979. Titulariser les trente-cinq mille qui subsistent « fermerait toute autre possibilité de recrutement par concours ». Le ministre a reconnu qu'aucune décision n'est prise pour l'instant.

Le baccalauréat dans la région parisienne

LA CORRECTION DES ÉPREUVES D'HISTOIRE : ZÉRO POUR QUI A CONFONDU NATIONS UNIES ET ÉTATS-UNIS

« Aucun candidat ne sera pénalisé pour avoir pris le premier sujet », a précisé M. Maurice Niveau, directeur de cabinet de M. Beullac, ministre de l'éducation, en réponse aux interrogations suscitées par le choix d'une des questions à la limite du programme (« L'organisation des Nations unies ») proposée en histoire au baccalauréat de l'académie de Paris-Créteil-Versailles (le Monde du 23 juin).

La commission d'harmonisation des corrections d'histoire et de géographie a adressé, le 25 juin, la note suivante aux correcteurs : « Considérant que le sujet d'histoire n° 1 est difficile à traiter, la commission propose de mettre en valeur les

Après la démission des représentants syndicaux aux commissions paritaires d'Aix-Marseille

LE RECTEUR DÉSIGNE DES REMPLAÇANTS PAR TIRAGE AU SORT

(De notre correspondant.)
Marseille. — Le SNES des Bouches-du-Rhône vient de rendre publique une lettre du recteur d'académie, M. Yves Durand, annonçant que de nouveaux représentants seraient désignés par tirage au sort pour siéger aux commissions administratives paritaires académiques. Le 14 juin, les représentants syndicaux appartenant au SNES (FEN) ou au SCEN-C.F.P.T. avaient démissionné pour protester contre la décision du recteur de sanctionner, par une baisse de leur note administrative, quelque deux cent trente professeurs agrégés, certifiés ou enseignants de LEP (ex-CET) à qui l'on reprochait d'avoir participé à une grève tournante au cours du mois de mars (le Monde du 20 juin). La lettre du recteur précise qu'à la suite de cette démission, il a été procédé devant lui à la désignation de nouveaux membres conformément aux dispositions du décret n° 59 307 du 14 février 1959.

Pour le syndicat, cette lettre qualifiée d'« abusive » est une atteinte au droit syndical. « M. le recteur pense-t-il que les professeurs qu'il a ainsi désignés vont accepter de venir siéger aux commissions paritaires d'avoir fait grève » et « pour cautionner un coup de force contre les droits syndicaux élémentaires ? », s'interroge le SNES, qui appelle tous les professeurs informés de leur désignation, à se mettre en rapport avec leur syndicat.

Quant au S.N.E.T.P.-C.G.T., qui représente les enseignants de LEP et dont les élus à la commission paritaire ont refusé de siéger, mais n'ont pas démissionné, il fait valoir que le préavis de grève ayant été régulièrement déposé pour la semaine du 29 au 31 mars, la sanction contre les grévistes est « illégale ».

JEAN CONTRUCCI.

LA CORRECTION DES ÉPREUVES D'HISTOIRE : ZÉRO POUR QUI A CONFONDU NATIONS UNIES ET ÉTATS-UNIS

« Aucun candidat ne sera pénalisé pour avoir pris le premier sujet », a précisé M. Maurice Niveau, directeur de cabinet de M. Beullac, ministre de l'éducation, en réponse aux interrogations suscitées par le choix d'une des questions à la limite du programme (« L'organisation des Nations unies ») proposée en histoire au baccalauréat de l'académie de Paris-Créteil-Versailles (le Monde du 23 juin).

La commission d'harmonisation des corrections d'histoire et de géographie a adressé, le 25 juin, la note suivante aux correcteurs : « Considérant que le sujet d'histoire n° 1 est difficile à traiter, la commission propose de mettre en valeur les

copies qui : 1) ont établi une relation pour avoir pris le premier sujet », a précisé M. Maurice Niveau, directeur de cabinet de M. Beullac, ministre de l'éducation, en réponse aux interrogations suscitées par le choix d'une des questions à la limite du programme (« L'organisation des Nations unies ») proposée en histoire au baccalauréat de l'académie de Paris-Créteil-Versailles (le Monde du 23 juin).

La commission d'harmonisation des corrections d'histoire et de géographie a adressé, le 25 juin, la note suivante aux correcteurs : « Considérant que le sujet d'histoire n° 1 est difficile à traiter, la commission propose de mettre en valeur les

ADMISSIONS AUX AGRÉGATIONS

• GÉNIE ÉLECTRIQUE. — Mmes et MM. Barais (10^e ex aequo), Baumgartner (10^e), Baudouin (10^e), Baudouin (10^e), Boquet (3^e), Champion (4^e), Cramail (1^{er}), Debrun (6^e ex aequo), Font (10^e), Font (10^e), Hennart (10^e), Itty (10^e ex aequo), Lestartin (22^e), Maudelerc (14^e), Paul Muller (11^e ex aequo), Nouillet (10^e), Panetto (11^e ex aequo), Daniel Plagne (6^e ex aequo), Peyronnet (11^e ex aequo), Simonneau (22^e), Yves Souquet (19^e ex aequo), Talasse (2^e), Vélis-Caspedas (2^e), Michel Verneil (10^e).

• GÉNIE CIVIL. — Mmes et MM. Bazarat (4^e), Danilchert (3^e), Decelle (3^e), Deguy (7^e), Flament (12^e), Laloux (10^e), Michel Lambert (11^e), Maurice Malin (6^e), Gérard Mandon (6^e), Ringot (1^{er}), Schaff (2^e), Veyssière (12^e), Waullewi (6^e).

(Publié)

RENTREE 1979-80

Les inscriptions sont reçues tous les jours de 9 h. à 19 h. (sauf samedi)

B.T.S.

- Comptabilité et gestion des entreprises (Bac B, C, D, G)
- Gestion et exploitation de centres informatiques (Bac B, C, D, G, H)
- Secrétaires de direction (sous bac)

SCOLE SUPÉRIEURE DE TECHNOLOGIE F.A.X. (Enseignement privé, fondé en 1950)

6, rue d'Amsterdam - PARIS (9^e)
Tél. 574-25-69 - 574-42-96



***IST**
INSTITUT SUPÉRIEUR
DE TOURISME
Préparation aux
carrières du Tourisme
et des Loisirs

- hôtesses animatrices
- guides interprètes
- accompagnateurs
- responsables de produits voyages
- responsables de congrès
- attachés de relations publiques
- responsables du marketing

Formation sanctionnée par
diplôme d'État : B.T.S. de Tourisme
• Niveau Bac ou classes terminales
• durée des études : 2 ans

Programme

- Enseignement vivant par études de cas réels avec la participation de professionnels de ces disciplines
- Jeux d'entreprises
- Travaux de groupe
- Enseignement des langues en laboratoire par magnétophone et vidéo-cassettes
- Enseignement en alternance : stages, études, stages, études, etc.
- Rapport de stage considéré comme une première expérience professionnelle

Je désire recevoir une
documentation gratuite sur
votre enseignement.
nom _____
prénom _____
âge _____
profession _____
tél. _____
adresse _____

***IST**
Enseignement Privé Supérieur
du Groupe IPSA
71, Fg St-Honoré - 75008 PARIS
266.66.82 - 266.40.70

La ré

Inst

la

حکومت اسلامی

DÉFENSE

La réorganisation des forces d'action extérieure

L'Élysée affirme que la France n'a pas l'intention d'intervenir dans quelque partie du monde que ce soit

A la suite de la publication dans « le Monde » du 26 juin d'un article sur la réorganisation en cours des forces françaises d'action extérieure, les milieux officiels à Paris indiquent, selon l'agence France-Presse, que « la réorganisation des forces armées françaises, commencée il y a trois ans, après l'approbation de la loi de programmation, ne signifie pas que la France ait l'intention d'intervenir dans quelque partie du monde que

ce soit ». Le porte-parole de l'Élysée a démenti qu'« aucun dispositif nouveau soit actuellement mis en place ni même étudié pour intervenir en quelque endroit que ce soit dans le monde ».

On ajoute que la politique française de défense n'est pas conjoncturelle ni liée à un contexte politique particulier. Ce n'est pas, indique-t-on, parce que les États-Unis ont organisé une force de cent dix

millie hommes susceptible, comme le disait le chef d'état-major de l'armée des États-Unis, le général Bernard Rogers, d'intervenir au Proche-Orient ou dans toute zone située en dehors de la zone d'influence de l'OTAN, que la France doit obligatoirement adopter la même politique.

Les milieux gouvernementaux, selon l'agence France-Presse, ont qualifié de « politique-fiction » toute interprétation tendant à faire croire le contraire.

Instabilité dans le tiers-monde et sécurité nationale

La mise au point de l'Elysée appelle deux séries d'observations. La première se rapporte à la conception même des menaces extérieures que se font les états-majors français. La seconde porte sur la réorganisation, en cours, des forces interarmées d'intervention.

1. — Les états-majors ont bien une conception générale des menaces extérieures qui fait apparaître l'importance, pour la France, de la sauvegarde de son approvisionnement en matières premières et en énergie.

Le 22 avril dernier, devant 4 000 officiers de réserve réunis à Paris, dressant la liste des quatre principales hypothèses — l'action à la frontière nord-nord-est, l'action aux autres frontières, l'action à l'intérieur du territoire, et l'action limitée hors du théâtre centre-Europe — auxquelles il faut faire face par des capacités appropriées, le général Gilbert Foray, sous-chef d'état-major de l'armée de terre, a décrit la carte des conflits en cours et énuméré ce qu'il a appelé « les nombreux faits qui sont des facteurs de déstabilisation, de crise et de guerre ».

« Je citerai pour m'en tenir à l'essentiel, a notamment expliqué le général Foray, la rivalité entre les deux superpuissances, l'entrée spectaculaire de la Chine sur la scène mondiale, les déséquilibres démographiques entre nations industrialisées et États du tiers-monde, la dépendance énergétique de l'Europe et les menaces qui pèsent, de ce fait, sur ses voies de communication ».

A l'Institut des hautes études de défense nationale, l'amiral Jean Lanuzet, chef d'état-major de la marine nationale, avait été plus explicite encore sur la nécessité « de pouvoir réagir avec des forces conventionnelles dont le volume doit nous permettre de contrer, seule, une menace sélective » concluant « pro-

gressivement à l'asphyxie économique du pays ».

Du reste, les états-majors, dans leur définition des menaces, peuvent se prévaloir du préambule de la loi de programmation militaire 1977-1982 qui demande aux armées françaises de faire face : 1) à la menace venant de l'Est et résultant d'un accroissement et d'une modernisation des forces des pays membres du pacte de Varsovie ; 2) à la menace liée à l'instabilité du tiers-monde dont la France est tributaire pour nombre de ses approvisionnements ; 3) à la menace résultant de la prise de contrôle, par une puissance hostile, de l'un des volants européens de la France ; 4) à la menace exercée sur la sécurité des pays avec lesquels la France est liée, et sur la sécurité du trafic maritime indispensable aux approvisionnements français.

« L'évolution du tiers-monde, est-il écrit dans ce texte à la rédaction duquel le président de la République a participé, intéresse à plus d'un titre la sécurité de la France. Devenu désormais l'une des toutes premières puissances commerciales du monde, notre pays est conduit à porter une attention particulière aux conditions de régularité et de prix de son approvisionnement extérieur, car elle commande dans une large mesure sa propre santé économique ».

2. — La réorganisation, en cours, des forces d'action extérieure, étudiée pour ce qui concerne la 11^e division parachutiste par la commission consultative permanente «Troupes aéroportées» à l'état-major de l'armée de terre, a bien pour but de créer des détachements plus aptes à participer à ce genre d'action hors du secteur centre-Europe.

Le conseil des ministres du 8 juin a créé, en le confiant au général Jacques Guichard, le commandement du groupement aéroporté de la

11^e division parachutiste, un nouvel état-major en cours d'implantation à Albi qui aura, en permanence, sous son autorité, pour les interventions extérieures, trois des régiments parachutistes constitués de professionnels : le 3^e régiment parachutiste d'infanterie de marine à Caracassonne, le 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine à Castres et le 2^e régiment étranger de parachutistes à Calvi.

Commentant les améliorations qui sont ou seront apportées aux capacités françaises d'actions extérieures et qui portent, en particulier, sur l'équipement, les moyens de transport et les transmissions des unités, le général Victor Loizillon, sous-chef «opérations» à l'état-major des armées, écrit notamment dans la revue militaire Forces armées françaises de mars 1979 : « Il ne s'agit pas de prélever sans discernement sur le potentiel normal des autres formations ni de spécialiser l'ensemble des forces dans ce type d'opérations. Il s'agit simplement de constituer, à l'avance, dans les trois armées, des cellules ou détachements élémentaires ayant les capacités et la disponibilité requises. Une action dans ce sens est en cours. Elle devrait permettre d'améliorer sensiblement nos possibilités ».

Ainsi, il existe bien une réorganisation, en cours, du dispositif français d'action extérieure constituée à la demande du gouvernement pour « la protection des ressortissants français, la défense des intérêts nationaux et le règlement des crises où la France pourrait se trouver impliquée, soit directement, soit en application d'accords passés avec des pays amis », selon les propos du sous-chef d'état-major des armées.

Le Monde du 26 juin ne disait pas autre chose après avoir rappelé la décision des États-Unis de modifier de pétrole : « Si nos pays étaient

coupés de leur approvisionnement leur propre dispositif militaire destiné au tiers-monde et après avoir noté que le chef de l'État français, dans son allocution télévisée du mardi 19 juin, avait notamment déclaré, en réponse à une question sur les risques d'une guerre par manque de pétrole, ils se trouveraient placés devant une situation qui affecterait presque leur existence vitale : ils seraient donc amenés à avoir des réactions proportionnées à ce danger ».

J. L.

« L'HUMANITÉ » : M. Giscard d'Estaing joue les troisièmes couteaux

Dans l'Humanité de ce mardi 26 juin, Robert Lambollet écrit sous le titre « Les commandements de Giscard » : « (...) Depuis plusieurs années, il était évident que M. Valéry Giscard d'Estaing jouait les troisièmes couteaux dans la conspiration contre le tiers-monde. Aujourd'hui que le commandement atlantique décline ses foudres pour protéger ses approvisionnements pétroliers, le gouvernement français affiche clairement ses positions et aligne ses unités ».

Ce rôle ambivalent dans l'intermédiation atlantique, l'Elysée l'a déjà assumé deux fois au Zaïre pour sauver Mobutu contre l'insurrection populaire du Shaba. Il l'a poursuivi au Bénin où ses mercenaires ont tenté de renverser le gouvernement légal.

S'il est évident que l'impérialisme à direction américaine est désormais lancé dans une épreuve de force contre les pays du tiers-monde producteurs de pétrole et qu'il entend résoudre celle-ci par la force, le gouvernement français est partie prenante dans ce complot où la paix mondiale peut sombrer (...).

CRÉÉ LE 1^{er} JUILLET PROCHAIN EN RÉGION PARISIENNE

Le 3^e corps d'armée aura un régiment nucléaire Pluton

Le 3^e corps d'armée, qui sera créé le 1^{er} juillet prochain, à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), sous les ordres du général de Barry, commandant la 1^{re} région militaire et gouverneur militaire de Paris, comprendra un régiment d'artillerie nucléaire de missiles Pluton, 2^e régiment d'artillerie, stationné normalement à Laon-Couvron (Aisne).

Sans avoir la même puissance ni la même organisation que les deux corps d'armée déjà existants — au total sept divisions blindées en République fédérale d'Allemagne et dans l'est de la France — et formant la 1^{re} armée à Strasbourg, le 3^e corps d'armée est un instrument de commandement et de la disposition du chef d'état-major des armées, pour agir, le cas échéant, dans une autre direction stratégique que l'engagement traditionnel aux frontières nord-nord-est, de façon autonome ou en liaison avec la 1^{re} armée ou avec les alliés.

La composition de ce 3^e corps d'armée variera selon les circonstances, dans la mesure où cet état-major permanent dès le temps de paix, pourra prendre à la demande, sous sa coupe, des unités cantonnées hors de la région parisienne.

Outre ses éléments, dit organiques, qui lui sont propres (1), le 3^e corps d'armée doit commander la 2^e division blindée qui vient d'être créée à Versailles (2), et il pourra prendre sous ses ordres l'une ou l'autre des divisions d'infanterie permixte la 9^e division à Amiens, la 12^e division à Rouen, la 9^e division de marine à Saint-Malo, la 14^e division à Lyon, la 15^e division à Limoges et la 27^e division alpine à Grenoble. Au total, ce 3^e corps d'armée devrait réunir 12 000 hommes, non compris son quartier général.

S'il n'est pas prévu de doter, prioritairement, cette grande unité de tous les derniers matériels modernes de l'armée de terre, en revanche le 3^e corps d'armée recevra le premier, à la fin de 1979, les blindés AMX-10RC, qui sont des engins de reconnaissance à roues équipés d'un canon de 90 mm et qui remplaceront les EBR anciens du 3^e régiment de hussards à Bourdon, chargé des opérations de renseignement.

Destiné à donner davantage de souplesse d'emploi aux quinze divisions d'active et d'appelés du contingent qui composent les forces terrestres françaises, le 3^e corps d'armée devra, dès la fin de cette année, organiser des exercices d'entraînement de son P.C. et de ses transmissions.

En 1979, des exercices réuni-

ront la 2^e division blindée et la 9^e division d'infanterie ainsi que la 13^e division d'infanterie. En 1980, ces trois mêmes divisions s'entraîneront avec la 9^e division d'infanterie de marine et la 15^e division d'infanterie. « Ces entraînements, explique le général de Barry, visent essentiellement à faire acquiescer par les organes de commandement, et les moyens de transmissions ou de soutien qui y sont adaptés, un support commun assurant d'emblée la meilleure efficacité, lors de l'entrée en campagne ».

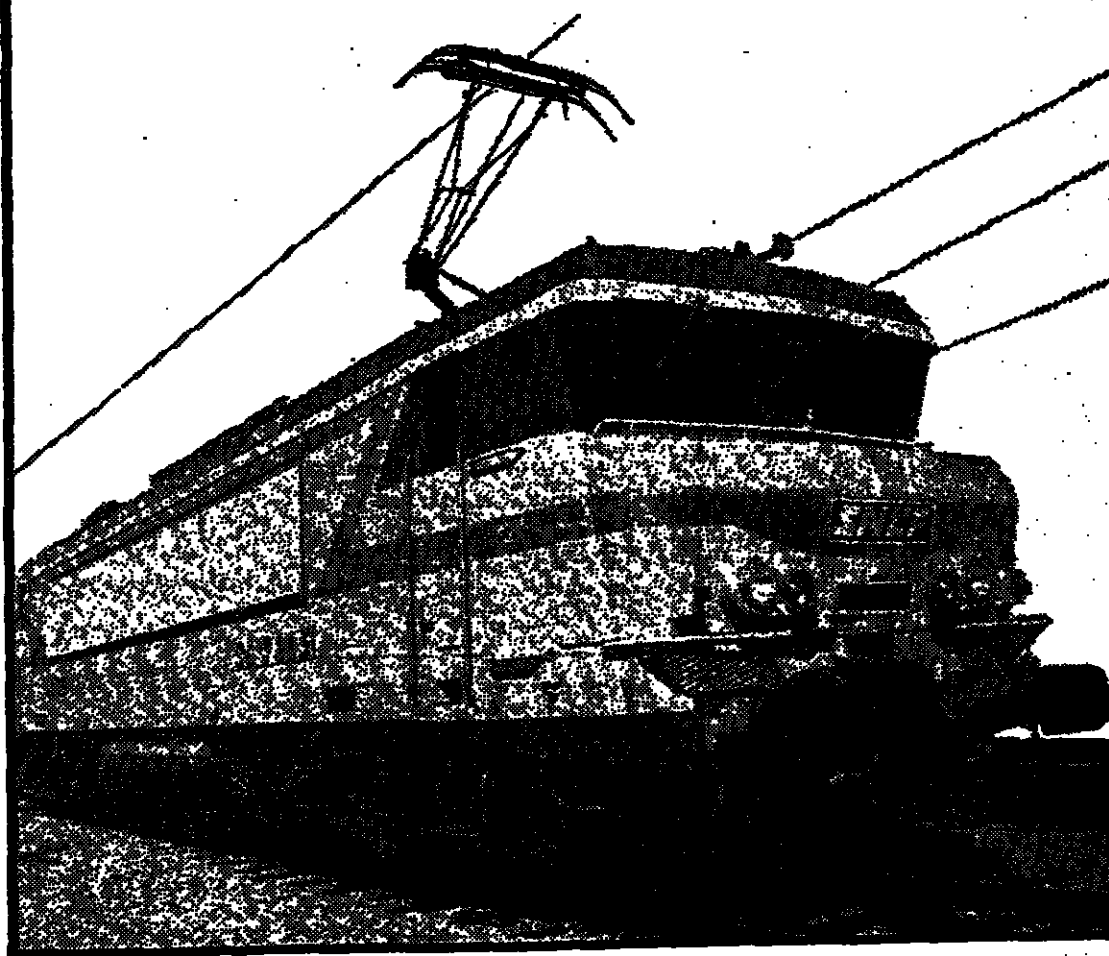
(1) Ces éléments organiques du corps d'armée sont des unités — transmissions, hélicoptères, gâtes, artillerie, matériel, escadrons, train, brigades logistiques, etc. — réparties principalement à Beauvais, Mantes-La-Jolie, Orléans, Vincennes, Compiègne, les Mureaux, Rouen, Castelnau, Melun, Douai, Fontainebleau ou Fontenay.

(2) La 2^e D.B. représente 400 blindés (dont 108 chars AMX-30, 88 chars AMX-13 et environ 200 véhicules mécanisés de transport de troupes AMX-10 ou AMX-15), des batteries de 155, des missiles antiaériens, des jeeps et des camions, soit 7 000 hommes environ.

Une équipe militaire de compétition parachutiste de la Chine populaire séjourne en France, jusqu'au dimanche 8 juillet, sur l'invitation de l'état-major de l'armée de terre. Ces parachutistes chinois participeront, notamment, aux championnats de France militaires de parachutisme, à Ambroise-en-Bugey (Ain). Ils doivent aussi visiter diverses installations militaires, en particulier des écoles à Fontainebleau, la division alpine de Grenoble et l'école des troupes aéroportées de Pau.

L'administration des gardes-côtes américaines vient de passer commande de quatre-vingt-dix hélicoptères bi-turbines Dauphin-2 à la firme Aérospatiale Hélicoptère Corp. de Grand-Prairie (Texas). Le montant de ce contrat passé à la filiale de la société française Aérospatiale s'élève à 215 millions de dollars environ. Selon le département des transports américains, le premier de ces appareils de sauvetage et de surveillance serait livré au début de 1982. Les garde-côtes devraient recevoir ces hélicoptères, équipés de turbines américaines fournies par la société Avco, au rythme d'un appareil par mois pendant les six premiers mois, puis de deux par mois ensuite.

Pour vos transports de marchandises la machine à économiser l'énergie existe... c'est le train.



Chefs d'entreprises,

Choisir le train pour le transport des marchandises, c'est économiser l'énergie. De plus, la S.N.C.F. offre une solution économique et toujours adaptée à vos transports de marchandises. En l'utilisant, vous ferez non seulement des économies d'énergie pour la Collectivité, mais aussi des économies pour votre Entreprise.

Contactez la Direction commerciale marchandises : 45, rue de Londres - 75008 PARIS - Tél. : (1) 285.90.47.

SNCF

UTILISEZ LE TRAIN

Entre la maison et le jardin

BELLES ET BONNES TERRASSES

La terrasse est une zone de transition entre la maison et le jardin. Exposée aux intempéries, elle sera revêtue d'un matériau qui ne craigne ni la pluie ni, éventuellement, le gel et qui puisse se nettoyer facilement. A la campagne ou au bord de la mer, les sols du séjour et de la terrasse qui le prolonge peuvent être réalisés dans un carrelage ou un dallage identique. Cette unité de matière et de couleur agrandit visuellement l'espace, surtout si la pièce s'ouvre par de larges baies vers l'extérieur.

Les carrelages sont couramment adoptés pour leur solidité et leur variété. Mais le sol d'une terrasse ne se recouvre pas comme celui d'une salle de bains : les formats doivent être

assez grands (pour équilibrer une surface souvent importante) et le matériau choisi sera d'aspect mat pour s'harmoniser avec la nature avoisinante : de ce fait, le grès émaillé sera écarté au profit du grès cérame vitrifié. Dans cette matière, Céramat préconise comme revêtement extérieur les carreaux de 20 x 30 cm « Roche » ou « Bastide », les premiers de tons clairs, les seconds de tonalité fauve (130,50 F le mètre carré). Un revêtement de marches s'associera à ces carrelages.

Parmi les fabrications des Grès de Saintonge, il existe des pavés de 30 cm de côté et des dalles de 50 x 30 cm, soit en grès naturel de ton havane nuancé (162 F et 242,50 F le mètre carré), soit en grès satiné de

couleur pain doré. Ces carrelages ont un bel aspect rustique.

Dans le magasin Surface, consacré aux carrelages, des carreaux en grès « chamotté » sont réalisés par des artisans. De forme carrée (25 ou 33 cm de côté) ou rectangulaire, leurs tons naturels vont du beige très pâle au brun (300 F environ le mètre carré). Des plaquettes rectangulaires, de 10 x 20 cm, en grès traité au corindon, se posent en alignement ou en chevrons ; la palette de leurs coloris est étendue. Pour une terrasse en pays ensoleillé, des carreaux de terre cuite de divers formats allient des tons de rose et de rouge clair, dénommés à la cuisine.

Installée dans le Marais, La Décorandrie est une autre boutique spécialisée. « Nous diffusons, dit la directrice, des carreaux façonnés dans de petits ateliers artisanaux. L'un d'entre eux exécute pour nous des carreaux en grès brut réfractaire qui conviennent aux terrasses et aux coins de barbecue. » De grands carreaux de terre cuite faits au cadre et sablés à la main ont un aspect très rustique. La structure très « aérée » de cette terre cuite beige lui confère une bonne résistance au froid. Ces carreaux, de 25, 30 ou 40 centimètres de côté, valent 176 F le mètre carré.

Les pierres naturelles constituent également de bons revêtements de terrasses mais aussi d'allées (classiques ou en « pas japonais » sur une pelouse), de murs ou d'escaliers. Les dalles extérieures se disposent soit en opus incertum (les pierres étant de formes différentes), soit en opus romain, d'un dessin régulier, à angles droits. Les joints entre les pierres peuvent être faits en maçonnerie ou en gazon.

La société H.M.T. propose des pierres de diverses natures et de différentes couleurs : du grès Rhume rose (55 F le mètre carré), de la pierre calcaire romaine ardoise presque blanche, du quartzite royal vert, de l'ardoise sermoise violet-bleu, 101 F le mètre carré. Pour une terrasse devant une maison au cachet ancien, les établissements Lepoutre ont créé un revêtement en porphyre et marbre. Il s'agit de dalles carrées, de 40 centimètres de côté, constituées de vingt-cinq pavés fixés par un ciment de béton. Ces dalles unies, noires ou blanches, ou à rayures contrastées, se posent sans ciment, sur une surface ensablée. En un mètre carré coûte 185 F ; rayé, 195 F. Attention ! un dallage de pierre étant beaucoup plus lourd qu'un carrelage, il faut s'informer du poids que peut supporter une terrasse avant de faire son choix.

JANY AUJAME.

* Surface, 18, rue de Saint-Simon, 75007 Paris ; la Décorandrie, 22, rue des Faux-Bourgeois, 75003 Paris ; H.M.T., 28, rue Louis-Dubouché, 92400 Courbevoie ; 357, rue d'Orléans, 9308 Montreuil ; 2108, rue de Chelles, D 9, 77490 Le Pin-Léopold ; 89, rue Ordener, 93008 Paris ; dépôtaires de Grès de Saintonge, 24, rue Victor-Ruge, 62710 Courrières.

Un plaisir de les porter

Légers sacs à dos

CONFORT et loisirs : après les survêtements de sport, l'anorak, les baskets, voici le bagage sac à dos. Il est étudié de façon à rendre principalement la marche plaisante. Son cadre en alu léger prend appui sur les reins et soulage les épaules, tandis que des points moulés évitent les ecchymoses et laissent passer l'air. Le compartimentage est bien conçu, rendant accessible, d'un geste, le sac de couchage ou le thermos.

Tous ces équipements se trouvent dans les magasins spécialisés, notamment à La Huitte, au Vieux Campeur et à la FNAC. Sémsonite, le spécialiste du bagage dur pour l'avion, est en train de jouer l'assommoir. La clientèle, en effet, semble rechercher des valises plus adaptées aux dimensions des costumes pliés qui pourront ainsi supporter de longs trajets sans être froissées. Nouveautés pour les vacances : des valises souples au cadre indéformable, à quatre roulettes. Les modèles rigides à deux roues incorporées existent en deux tailles, 68 et 75 cm, avec manche rétractable.

Chez Lancel, la tendance est aux valises en nylon et cuir, à minuscules rigides, ainsi qu'au simili-cuir. Deux modèles à roulettes viennent compléter la gamme « Air France » : 990 F en 75 cm, ou en tissu enduit à 550 F. Les sacs à bandoulières sont proposés à partir de 550 F en nylon et cuir ou tout cuir, autour de 1 300 F. Les « roule-valises » à manche escamotable s'adaptent à toutes les valises (130 F).

NATHALIE MONT-SERVAN.



(CROQUIS DE J. BAROQ)

LYON : dernière valise américaine de pilote à fermeture démontable, destinée aux dossiers encombrants et aux échantillons, avec une place confortable pour les vêtements et la trousse de toilette. Existe en deux dimensions, adhésives ou en cabine d'avion, et trois matières. A partir de 578 F en vinyl, jusqu'à 1 389 F le format de 52 centimètres de long, en cuir velouté mouton avec serrure à combinaison. Aux Trois Selliers, 68, boulevard Haussmann et à la Samaritaine du Palais des congrès, porte Maillot.

ENNY : sac d'été en toile couchoutonnée fine et mate, en tous vifs ou classiques. 330 F, aux Galeries Lafayette ; Les Serreries de France, 271, rue Saint-Henri ; Berciaux, La Madrilaine, 45, rue Sainte-Catherine. SAMSONITE : sac à dos transformable, à sangles molles et ajustables pour la moto ou la randonnée, en polyamide imperméable à plisures renforcées sur les parties en faux cuir. Il comprend une poche frontale et deux latérales. 299 F, dans les grands magasins.

Simple comme bonjour

Des jeux pour l'été

Au moment où les migrations approchent, les jeux se mettent, eux aussi, à l'heure d'été. L'époque des innombrables boîtes qu'on trouve dans les magasins de jouets, de plus en plus disponibles pour l'été, ne l'empêchent pas d'être un jeu très accessible (le but de chaque joueur est de former, avec ses pions, une ligne continue d'une extrémité à l'autre du damier, ce qui est plus compliqué à réussir qu'il n'y paraît).

Ceux qui sont habitués à un jeu et ne désirent en aucun cas en changer ont de plus en plus fréquemment la possibilité d'acquiescer à la « version voyage » : c'est aujourd'hui le cas pour le Monopoly, le Mastermind et Othello. Un nouveau jeu norvégien, Brain Trainer, est d'autre part importé en France depuis quelques semaines. Très compact (10 centimètres sur 15), il appartient à la famille du Mastermind, c'est-à-dire des jeux de logique, puisqu'il s'agit de découvrir en un minimum de coups un code inconnu ; mais c'est sans doute un de ceux qui réclament le plus d'attention pour l'assimilation des règles.

Les amateurs de jeux de damier devront, en ce qui les concerne, se procurer le guide qui vient d'être édité par l'association (sans but lucratif) Jaudi (2, square Jean-Falk, 75010), formée d'un groupe de « ludophiles » passionnés qui édite par ailleurs un bulletin original d'informations et de contact tous les trimestres. Leur ouvrage, qui détaille très clairement le fonctionnement de plus d'une cinquantaine de jeux de damier, a le mérite de retenir une typologie de critères très complets (durée des parties, objectif et originalité du jeu présenté, difficulté des règles...) et de démontrer qu'on peut se distraire à partir d'un matériel de jeu élémentaire qui revient à un prix imbattable.

d'Hox est de ceux-là et il devrait satisfaire un large public dans la mesure où ses affinités avec le go (on ne prend pas de pièces, on utilise l'espace disponible pour gêner l'adversaire) ne l'empêchent pas d'être un jeu très accessible (le but de chaque joueur est de former, avec ses pions, une ligne continue d'une extrémité à l'autre du damier, ce qui est plus compliqué à réussir qu'il n'y paraît).

Ceux qui sont habitués à un jeu et ne désirent en aucun cas en changer ont de plus en plus fréquemment la possibilité d'acquiescer à la « version voyage » : c'est aujourd'hui le cas pour le Monopoly, le Mastermind et Othello. Un nouveau jeu norvégien, Brain Trainer, est d'autre part importé en France depuis quelques semaines. Très compact (10 centimètres sur 15), il appartient à la famille du Mastermind, c'est-à-dire des jeux de logique, puisqu'il s'agit de découvrir en un minimum de coups un code inconnu ; mais c'est sans doute un de ceux qui réclament le plus d'attention pour l'assimilation des règles.

Les amateurs de jeux de damier devront, en ce qui les concerne, se procurer le guide qui vient d'être édité par l'association (sans but lucratif) Jaudi (2, square Jean-Falk, 75010), formée d'un groupe de « ludophiles » passionnés qui édite par ailleurs un bulletin original d'informations et de contact tous les trimestres. Leur ouvrage, qui détaille très clairement le fonctionnement de plus d'une cinquantaine de jeux de damier, a le mérite de retenir une typologie de critères très complets (durée des parties, objectif et originalité du jeu présenté, difficulté des règles...) et de démontrer qu'on peut se distraire à partir d'un matériel de jeu élémentaire qui revient à un prix imbattable.

ALEXANDRE WICKHAM.

TROUVAILLES

Style en cuisine

Un peu lasse de son métier d'attaché de presse, Marie-France Geis vient d'ouvrir une boutique pour le maison où elle cherche à réunir des objets de qualité et qu'on ne voit pas partout. En voici quelques exemples : des torchons pur fil, très gais, conçus par le styliste américain Ken Scott (15 F), une planche à saucisson (Tahoun), de forme incurvée, dotée d'une encoche permettant de mieux couper les tranches. Cette planche est vendue avec son couteau et tous deux peuvent s'accrocher (42 F). Enfin, pour des fiancés, un cadeau traditionnel, venu de Suède et destiné à la cuisine. Ce « bouquet » est composé d'un petit bolai pour fouetter les sauces, d'une poignée à rebrousse pour décorer un rectangle de beurre et de trois cuillères en bois. L'ensemble est utile et charmant (48 F).

* Chamard, 92, rue Saint-Lazare, 75008 Paris. Tél. : 281-37-53. Ouvert du mardi au samedi, de 10 heures à 19 heures, et le lundi à partir de 12 heures. Il s'agissait dans la boutique, qui est située dans une galerie, est assez difficile à trouver. L'entrée est juste avant le « Cinéma-Havre ».

H. B.

Mort aux insectes !

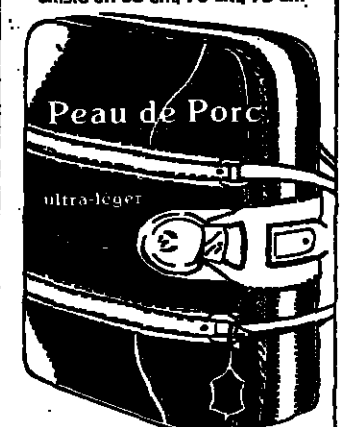
Les mouches, les moustiques, les araignées, les guêpes et les cafards ont horreur de la peinture Dolcid. Parce qu'elle les tue ! Cette peinture glycéro-mate contient un agent actif sous forme de cristaux microscopiques. Non toxique pour l'homme et les animaux domestiques, elle est montée pour tous les insectes qui se posent sur une surface qui en est revêtue. Elle reste efficace pendant trois ans ou plus. Cette peinture, qui n'existe pour l'instant qu'en blanc mat, peut s'appliquer au plafond aussi bien qu'au mur. Elle a un bon pouvoir couvrant : environ 25 mètres carrés avec un pot de 2,5 litres, qui vaut 95 F.

* « Dolcid anti-insectes », chez les droguistes et dans les magasins de bricolage.

LA BAGAGERIE

PROMOTION

LA VALISE 55 cm 395 F existe en 65 cm, 70 cm, 75 cm.



Paris : 13, rue Truchet ; 41, rue du Four ; 74, rue de Passy ; Tour Maine-Montparnasse ; Lyon : La Par-Dieu.

ARNYS

SOLDES

du 8 juin au 6 juillet

COSTUME NON DOUBLÉ 100 % coton, polyester et coton, laine, etc. à partir de 965 F soldé 700 F

COSTUME LÉGER 100 % laine, laine et mohair, gabardine à partir de 1 450 F soldé 1 100 F

VESTE, BLAZER 100 % soie, 100 % laine, 100 % coton à partir de 590 F soldé 750 F

PANTALON pur coton, velours léger, pure laine, fibranne à partir de 250 F soldé 180 F

CHEMISE col anglais, sans col, petit col à boutons 100 % coton, laine polyester et coton à partir de 185 F soldé 125 F, 245 F soldé 140 F

PULL D'ÉTÉ coton, laine, laine fraîche à partir de 270 F soldé 200 F

ARNYS

14 rue de Sèvres 75007 Paris 548.76.99

CHICHE
CHAUSSEES DÉGRIFÉES
DE LIXE
SOLDE
DU 23 JUIN AU 15 JUILLET 79

35 RUE DU CHATEAU-D'EAU, PARIS 18
54 RUE DE RICHELIEU, PARIS 1
38 RUE DE BERRI, PARIS 8
26 AVENUE MOZART, PARIS 16

CHICHE!
LA MARQUE DU DÉGRIFÉ

Shorts et Bermudas pour hommes
145 F 125 F

HONEST
37, rue Marbeuf, Paris 8 - Tél. 225.87.20

Ouvert tout l'été, dimanches et jours fériés...
NADINE PUISSESSEAU vous propose : du verre ancien, moderne et artisanal de 1 à 20 000 F, choisi pour vous dans tous les pays du monde (Nombreuses créations exclusives)

Nectures jeudi et vendredi jusqu'à 22 heures.
Parking Moubert

LAZY BOY
EXCELLENT FAUTEUIL DE TÉLÉVISION ET RELAXATION
Huit positions automatiques intermédiaires jusqu'à l'allongement sans effort, sans vous relever du fauteuil. Grand confort. Velours de Chine, dralon, cuir véritable, etc.

POULAD, fabricant, tél. 343-34-89
45, rue du Fr-Saint-Antoine (11^e)
tél. 607-63-51

12-16, r. Marx-Dormoy, Paris (18^e)
(Parking au 16)

l'éclat de verre
5, rue Frédéric-Sauton, 75005 Paris
Tél. : 329-93-51

ARNYS
14 rue de Sèvres 75007 Paris 548.76.99

SPECTACLES

théâtres

Les salles subventionnées et municipales

Comédie-Française, 20 h. 30 : Six personnages en quête d'auteur. Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Het Nationale Ballet (Hollande).

Les autres salles

Alceste, 20 h. 30 : Spectacle lyrique. Athénée, 20 h. 30 : Le Roi Lear. Cartoucherie de Vincennes, Théâtre du Soleil, 20 h. 30 : Méphisto. Espace de la Ville, 20 h. 30 : Spectacle de la Ville. C. M. 6 de la Ville, 20 h. 30 : Spectacle de la Ville. Danton, 21 h. : Remarque-moi. Fontaine, 21 h. : Je te le dis, Jeanne, c'est pas une vie. Galerie 55, 21 h. : La Disparition d'Onésime K. Galerie de la Ville, 21 h. : La Belle et la Bête. Gymnase, 21 h. : La Cantatrice chauve. Richelieu, 20 h. 30 : La Cantatrice chauve. Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : L'Épouse prudente. Lucerna, 18 h. 30 : Une heure avec Baudelaire. 20 h. 30 : Journal d'une infirmière. 21 h. 15 : Une heure avec R.M. Bille. 20 h. 30 : La Baignoire. 22 h. 15 : Les Étoiles rouges. Michel, 21 h. 15 : Deux sur canapé. Michodière, 21 h. : Une case de vide. Montparnasse, 21 h. : Le Philanthrope. Nouveautés, 21 h. : C'est à l'heure et que tu restes. Orsay, 20 h. 30 : Harold et Maude. Palais-Royal, 20 h. 45 : Je veux voir Mouscou. Poche - Montparnasse, 21 h. : Le Premier. Porte-Saint-Martin, 20 h. 30 : Les Deux Orphelins. Présent, 20 h. 30 : Sans issue. Saint-Georges, 20 h. : R. Magdane. 21 h. 30 : Les Nouveaux Garçons de la rue. Théâtre d'Edgar, 20 h. 45 : Les Belges. Théâtre-en-Rond, 21 h. : Sylvie Joly. Théâtre du Marais, 20 h. 30 : Ariéquin superstar. Théâtre Marie-Stuart, 20 h. 30 : Est-ce que tu m'aimes ? 22 h. 30 : La Forêt des Amies. Valérie, 20 h. 30 : La Cage aux folles.

IRCAM

mercredi 27 juin 20 h 30 en marge de paris-moscou musiques soviétiques actuelles Volkonsky - Steninsky Ledentsov - Peart Mansurian - Firsova

jeudi 28 juin 20 h 30 l'improvisation individuelle concert commenté avec Vinko Globokar et Steve Lacy

vendredi 29 juin 20 h 30 le chef-d'orchestre improvisateur EIC dir. Vinko Globokar Brown - Stockhausen Globokar

Grande Salle CENTRE POMPIDOU loc. 278.79.95 de 14 h à 19 h

CALENDRIER DES ORGANISATEURS DE CONCERTS

ERISE ST-SEVERIN TOUS les MARDIS à 21 heures Location : sans Epile et Bureau (Werner).

JULIET MUSICAL de ST-GERMAIN-DES-CHAMPS TOUS les MARDIS à 21 heures Location : sans Epile et Bureau (Werner).

SALE GAVAU Mercredi 27 juin à 21 heures (P. Dandelot).

PRINCIPALITE MUNACO PALAIS PRINCIER C. d'Amour

De 15 juillet au 12 août à 20 h 45

Renseignements : Opéra de Monte-Carlo Téléphone : (02) 50-65-81 (P. Dandelot).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (liques groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Mardi 26 juin

Les cafés-théâtres

An Ec Fin, 21 h. : La Prostitution chez la femme. 22 h. 15 : Marie Bize. Blanc-Manteau, 20 h. 30 : Tu viens, on s'en va. 21 h. : Au niveau du chou. 22 h. : Le Rondo. Café d'Edgar, 1. 20 h. 30 : Signé Francis Blanche. 22 h. : Deux Sultanes. 21 h. 22 h. 30 : Popsik. Café de la Gare, 22 h. 15 : Le Bastingage. Campagne-Première, 22 h. 30 : E. Gardin. Coupé-Chou, 20 h. 30 : Le Petit Prince. 22 h. : Le Tour du monde en quatre-vingt jours. Cour des Miracles, 20 h. : Les Après-Midi d'Emile. 21 h. 30 : D. Lavant. 22 h. 30 : Elle voit des nains partout. Dix-Heures, 20 h. 30 : Tchouk Tchouk Nougat. 22 h. : Paf toutjours. Panel, 21 h. : Le Président. La Mirandière, 18 h. 30 : A la rencontre de M. Prout. 20 h. 30 : Zéphyr et Agathon. 21 h. 45 : Un cœur sous une soutane. 22 h. 45 : L'Objet de mes hommages. Petit Casino, 20 h. 45 : Donby. 22 h. 15 : Ecimont et Dodane. Splendid, 20 h. 45 : Sunny's Bar. Les Quatre-Croix-Coups, 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

Les concerts

Lucerna, 18 h. : A. Ader (Schubert). 21 h. : Y. Mori, J. Kozner (Debussy, Mozart). Théâtre de la Ville, 20 h. 30 : Orchestre de la garde républicaine, lauréats du concours Long-Thibaud. Eglise Saint-Roch, 21 h. : Orchestre et Chœurs de la Fondation Gulbenkian de Lisbonne (Monteverdi). Sorbonne, grand amph., 21 h. : Chœur de l'Université Paris-Sorbonne, sol. O. Petti, U. Belmann (Strauss, Lohr, Schubert...). Eglise Saint-Séverin, 21 h. : G. Tournon, S. Boisson, Y. Caena, J.-P. Leroy, A. Isot (Péri, Albert, Chabrier...). Galerie Nane Stern, 18 h. 30 : E. Paul (Beethoven, Schubert, Debussy). Centre culturel suédois, 20 h. 30 : Dag Achatz (Beethoven, Schumann, Chopin...). Eglise allemande, 20 h. 30 : J. Gelfert (Bach, Mozart, Schell...). Chapiteau de l'avenue de Breteuil, 21 h. 30 : Quintette de France (Schubert, Peltigard, Fauré).

La danse

Tristan-Bernard, 20 h. 30 : Oh ! America. Centre Mandapa, 21 h. : Danse traditionnelle de l'Inde. Eglise américaine, 20 h. 30 : Compagnie X. Sports.

Jazz, pop, rock, folk

Caveau de la Huchette, 21 h. 30 : G. Laffite et D. Doris. Chapelle des Lombards, 20 h. 30 : J. Lécuyer, A.-M. Pils, A. Noudi. 22 h. 30 : C. Freeman. Petit-Journal, 21 h. 30 : C. Bolling. Campagne-Première, 20 h. : Sugar Blue. Mud Ball Street. Planébar, 17 h. 30 : R. Urtreger. 20 h. : P. Tunes. Puce-à-l'oreille, 20 h. 30 : M. Ponticelli. Riverbop, 22 h. 30 et 0 h. 30 : Trio A. Romano, J. Van 't Hof, M. Vitoux. Palace, 20 h. 30 : Kait bleu blanc rock (Cora, Eulécia Roméo, Taxi Olri, Stinky Toys).

Festival du Marais

Hôtel d'Anmont, 21 h. 30 : Frédéric Chopin. Marché Sainte-Catherine, 19 h. 30 : Brocéliande. 20 h. 30 : Gil Scal-sconi. Hôtel de Beauvais, 20 h. 30 : Christian Chancel, guitar. 22 h. : Les Deux plus gros yeux du vent. Esplanade, 20 h. 30 : L'Enfer à repasser ou des Grandes Sarruses. 22 h. 15 : Danse de mort.

Comédie Française

THÉÂTRE MARIGNY

Carré Marigny/Champs-Élysées du 25 juin au 8 juillet 13 représentations exceptionnelles de

LA PUCE A L'OREILLE

de Georges FEYDEAU

Mise en scène Jean-Laurent COCHET

Tous les soirs à 20 h. 30, sauf dimanches et lundi 2 juillet. Matinée dimanches à 15 heures. Location et renseignements : 256-04-41 Métro Franklin-D. Roosevelt et Champs-Élysées. Clémenceau. Autobus n° 42, 53, 73 et 80. Location ouverte exclusivement au THÉÂTRE MARIGNY pour l'ensemble des représentations.

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de dix ans

La Cinémathèque

Chaillet, 18 h. Vingt-cinq ans de cinéma italien : Théodore Impératrice de Byzance, de E. Freda. 18 h. Hommage à Mary Pickford : la Mégère apprivoisée, de D. Fairbanks. 20 h. C'est cet homme là : la Mort de l'utopie, de J. Amat. 22 h. C'est cet homme là : la Bataille de Mortara, de B. Müller et S. Langbar. Beauvoir, relâche.

Les exclusivités

AGATHA (A. v.o.) : Luxembourg. 6 (523-97-77). AMERICAN COLLEGE (A. v.o.) : Elysées-Palace. 6 (523-97-29). AMOUR DE FREDITION (Port. v.o.) : London République. 11 (523-97-77). A NOUS DEUX (F.) : Studio C. 14 (523-97-29). Marnage. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

AU BOUT DU BOUT DU RANG (F.) : U.G.C.-Odéon. 6 (523-97-29). Breteuil. 6 (523-97-29). Normandie. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

LES BELLES MANIÈRES (F.) : Marnage. 6 (523-97-29). CAUSE TOUJOURS TU MENTE (F.) : Breteuil. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

CE REPONSE NE PREND PAS DE MESSAGES (F.) : 14-Juillet-Palace. 6 (523-97-29). CINEMA PAS MORT, MISTER GORDON (A. v.o.) : Vidéostore. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

LE COUP DE SIROCCO (F.) : Richebourg. 6 (523-97-29). U.G.C.-Odéon. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

LA DROLESSE (F.) : Impérial. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

LA DROLESSE (F.) : Impérial. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

LA DROLESSE (F.) : Impérial. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

LA DROLESSE (F.) : Impérial. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

LA DROLESSE (F.) : Impérial. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

LA DROLESSE (F.) : Impérial. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

LA DROLESSE (F.) : Impérial. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

LA DROLESSE (F.) : Impérial. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

LA DROLESSE (F.) : Impérial. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

bronne, 18 (754-42-88). 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79). L'ÉQUIPE DE LA PASSION (All. v.o.) : Marnage. 6 (523-97-29). ET LA TENDRESSE... BORDEL. 1 (F.). U.G.C.-Odéon. 6 (523-97-29). Chap. 2 (523-97-29). France. 6 (770-33-88). Parapente. 12 (523-97-29). Calypso. 17 (754-10-88).

FELICITE (F.). Saint-André-des-Arts. 6 (523-97-29). Olympia. 18 (542-97-43). Marnage. 6 (523-97-29). FEMME ENTRE CHIEN ET LOUP (Belg. v.o.). Hautefeuille. 6 (523-97-29). Marnage. 6 (523-97-29). 22 h. 30 : Berlin. 6 (742-30-30).

FLA OU VOYOU (F.). Richebourg. 6 (523-97-29). Marnage. 6 (523-97-29). Paramount-Montparnasse. 14 (523-97-29). U.G.C.-Opéra. 6 (261-50-33).

GAMIN (Col. v.o.). Vendôme. 2 (542-97-29). Bonaparte. 6 (523-97-29). CES GARÇONS QUI VENAIENT DU BRESIL (A.). Richebourg. 6 (523-97-29). Marnage. 6 (523-97-29). Paramount-Montparnasse. 14 (523-97-29). U.G.C.-Opéra. 6 (261-50-33).

GOLDORAK (Jap. v.o.). Madeleine. 6 (523-97-29). H. 6. HAIR (A. v.o.). Hautefeuille. 6 (523-97-29). Marnage. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

HAMBURGER FILM SANDWICH (A. v.o.). U.G.C.-Odéon. 6 (523-97-29). Marnage. 6 (523-97-29). Les Quatre-Croix-Coups. 20 h. 30 : Les Cathédrales. 21 h. 30 : R. Mirmont. M. Dalba. 22 h. 30 : L'Eau en poudra.

LES ÉTOILES ALBINOÏDES (F.). L'ÉPIQUE DU TABLEAU VOLE (F.). La Seine. 6 (523-97-29). L'ÉPIQUE DU TABLEAU VOLE (F.). La Seine. 6 (523-97-29). L'ÉPIQUE DU TABLEAU VOLE (F.). La Seine. 6 (523-97-29).

INTERIEURS (A. v.o.). Studio Alpha. 6 (523-97-29). JE TE TIENS, TU ME TIENS PAR LA BARBICHETTE (F.). Elysées-Palace. 6 (523-97-29). LES MAÎTRES DU FORT (F.). Biarritz. 6 (523-97-29).

MELODY IN LOVE (A. v.o.). U.G.C.-Opéra. 6 (523-97-29). Paramount-Montparnasse. 14 (523-97-29). U.G.C.-Opéra. 6 (523-97-29). Paramount-Montparnasse. 14 (523-97-29).

MÈRE SEULE, L'ANNÉE PROCHAÎNE (A. v.o.). Paris. 6 (523-97-29). MEURTRE PAR DÉCRET (A. v.o.). Bou-Mich. 6 (523-97-29). Publika Champ. Elysées. 6 (720-16-23).

LES MOISSONS DU CIEL (A. v.o.). Haute-Feuille. 6 (523-97-29). Saint-Michel. 6 (523-97-29). Concord. 6 (523-97-29). v.f. : Montparnasse-63. 6 (544-14-27). Lumière. 6 (770-34-24).

MOLIERE (F.). Silhouette. 6 (222-87-23). MORT SUR LE NIL (A. v.o.). Paramount-Maxivau. 7 (742-53-50).

CONCERTS

Radio France

PRESTIGE DE LA MUSIQUE

MONTEVERDI LES VEPRES DE LA VIERGE J. Geminelli, B. Vieux, J. Elms, J.-C. Brites, M. Brocard, M. Piquet, O. Rostkowski et Chœur de la Fondation Gulbenkian

Dir. : Michel CORBOZ

SAISON LYRIQUE

Auber LE CHEVAL DE BRONZE L. Geminelli, B. Vieux, J. Elms, J.-C. Brites, M. Brocard, M. Piquet, O. Rostkowski et Chœur de la Fondation Gulbenkian

Dir. : J.-P. MARTY

Location : RADIO FRANCE, Salle et Agence

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur DANIEL BARENBOÏM

DERNIERS CONCERTS DE LA SAISON A PARIS PALAIS DES CONGRES

MERCREDI 27 JUIN 20H30 JEUDI 28 JUIN 20H30

DANIEL BARENBOÏM RADU LUPU

CONCERTO POUR PIANO N°1 BRAHMS

Location aux caisses de 11 h à 18 h ou par téléphone au 758.27.08

MARIVAUX - PARAMOUNT CITY TRIOMPHE - PARAMOUNT MAILLOT PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT MONTPARNASSE 14-JUILLET BASTILLE - 14-JUILLET BEAUGRENELLE

LA GRANDE BOUFFE

MARCELLO MICHEL PHILIPPE UGO HASTROIANI PICCOLI NOIRET TOGNAZZI MARCO FERRERI

MERCREDI

Collection Privée

UN FILM DE

WALERIAN BOROWCZYK JUST SHUJI BOROWCZYK JAECKIN TERAYAMA

producteur exécutif MICHEL de VIDAS directeur de production GISELE BRAINBERGER une coproduction Franco-Japonaise LES FILMS DU JEDI - FRENCH MOVIES (Paris) KCM company (Tokyo) U.S.C. distribution INTERDIT AUX MOINS DE 15 ANS

MERCREDI

GAUMONT AMBASSADE, v.o. - HOLLYWOOD BOULEVARDS, v.f. WEPLER, v.f. - MONTPARNASSE 83, v.f. - GAUMONT SUD, v.f. CAMBROHNE, v.f. - GAUMONT Evry - PATHÉ Champigny - BELLE EPINE PATHÉ Thiais - ALPHA Argenteuil - AVIATIC Le Bourget ULIS 2 Orsay - STUDIO Parly 2

DE RETOUR SUR LES ÉCRANS DANS LE CADRE DU FESTIVAL "LA GRANDE FÊTE DU CINÉMA"

Operation Dragon

"c'est James Bond à Hong Kong!"

ROBERT CHAZAL - France-Soir

INTERDIT AUX MOINS DE 15 ANS

BRUCE LEE/JOHN SAKO/ANNA CAPRI - OPERATION DRAGON avec BOB WALL/SHIR KEN et JIM KELLY

UN FILM DE L'ÉPIQUE DU TABLEAU VOLE

UN FILM DE L'ÉPIQUE DU TABLEAU VOLE

UN FILM DE L'ÉPIQUE DU TABLEAU VOLE

DERNIERES LUCERNAIRE FORUM

LA BAIGNOIRE de VICTOR HAIM m. en sc. Georges VITALY Loc. 544.51.34

«Un humour digne» (LE POINT) «Cette bagnoire devait piquer la curiosité des spectateurs ouverts et pas bégueules» (FIGARO) «Remarquablement mise en scène par Georges Vitaly» (CANARD ENCHAÎNÉ)

"la salle croule"

sylvie joly théâtre en rond 387 8814

MERCREDI

TOTO

GRAND FESTIVAL D'ÉTÉ 70 WALT DISNEY PRODUCTIONS

4 BASSETS POUR 1 DANOIS

Une famille qui a du talent

MISERE ET NOBLESSE

TECHNICOLOR

MERCREDI

TOTO

OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA
PROF. COMM. CAPITAUX

La ligne
51,00
12,00
35,00
35,00
95,00

La ligne T.S.
59,86
14,11
41,16
41,16
111,72

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCAISSÉES
OFFRES D'EMPLOI
DEMANDES D'EMPLOI
IMMOBILIER
AUTOMOBILES
AGENDA

La m/n. ed.
30,00
7,00
23,00
23,00
23,00

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

Schlumberger recherche de Jeunes Ingénieurs dynamiques et ambitieux pour une vie à l'étranger

Les ingénieurs Schlumberger réalisent des mesures géophysiques dans les sondages pétroliers. Ces mesures, indispensables dans la recherche du pétrole et du gaz, font appel à des techniques avancées. Vous êtes : jeune ingénieur diplômé d'une grande école (Centrale, Arts & Métiers, Supélec.) Dégagez des obligations militaires. Agé de moins de 28 ans. Vous avez de bonnes notions d'Anglais. Nous vous proposons de participer activement à la détermination, à l'évaluation et à la production des réservoirs naturels d'hydrocarbures. Pendant les 8 premiers mois vous recevrez, dans nos centres d'entraînement puis sur le terrain, une formation théorique et pratique intensive. Après cette formation initiale vous vous verrez confier une unité.

laboratoire Schlumberger ainsi qu'une équipe. Nous vous intégrerons dans un plan de développement sur 2 ans qui débouchera sur des postes offrant de larges initiatives et des responsabilités importantes. Vous serez appelé à exercer votre activité de l'antique norvégien aux jungles de Bornéo, des déserts arabes à la Mer du Nord. Nous préférons, au départ, des candidats célibataires. Après les 15 premiers mois, la Société offre aux ingénieurs mariés toutes les conditions nécessaires à une vie de famille. Nous recherchons de jeunes ingénieurs ayant une forte personnalité, le goût d'une vie active et des contacts humains. Ils viendront s'insérer dans une société pour qui les mots promotion interne, responsabilité, équipe, efficacité ont un sens et où la rémunération et les avantages sont importants. Salaire de début entre 7.500 et 13.000 FF par mois, suivant affectation géographique. Adresser demande de candidature, C.V. et photo à ST Schlumberger, Département Recrutement, 42, rue St-Dominique, 75007 Paris.

Schlumberger

La Banque Européenne d'Investissement

institution de droit public autonome au sein de la Communauté Economique Européenne, prévoit l'engagement d'un

Traducteur qualifié

remplissant les conditions suivantes:

- Langue maternelle française
- Formation de niveau universitaire (diplôme de traducteur)
- Très bonne connaissance de l'anglais et de l'allemand; la connaissance d'autres langues communautaires serait souhaitable
- Solides connaissances économiques et financières
- Pratique de la traduction pendant plusieurs années
- Nationalité d'un des pays membres de la CEE
- Age de 25 à 35 ans.

Ce poste pourrait également convenir à un jeune économiste, cadre bancaire etc. ayant d'excellentes connaissances linguistiques. Le traitement initial se situera, en fonction de la qualification, entre FF 10.000 et FF 11.145 (net) par mois, il sera complété, le cas échéant, par des allocations familiales. La Banque offre par ailleurs d'importants avantages sociaux (régime de pension et caisse de maladie autonomes, allocations scolaires, etc.) Les intéressés sont priés d'écrire, en joignant à leur lettre un curriculum vitae détaillé et une photographie, à la Banque Européenne d'Investissement Service du Personnel Boite Postale 2005 Luxembourg (Grand-Duché)

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.



DOW CHEMICAL EUROPE IS LOOKING FOR A MANAGEMENT TRAINEE

THE COMPANY

Dow France is a subsidiary of Dow Chemical Europe. Our French Headquarter is in Nice and we have sales offices in Lyon and Paris; production plants near Paris and Druseinheim and a research station in Nîmes.

THE JOB

The opening exists in our French Personnel Department. We are a small team looking after 400 people working in France. The position is ideal for a young career-minded person willing to learn the "people business" from scratch. Initially you would be trained on the job in how to recruit and select personnel. Step-by-step you would become involved in salary surveys, job evaluation, salary administration in general, performance appraisal, personnel transfer, and the formulation and implementation of personnel policies.

THE FUTURE

As you grow into and with the job you gain first-hand knowledge of the requirements, forces and dynamics that make the organisation of a large industrial company function. Based on your level of experience and the performance achieved a transfer abroad or a move into another business activity would become highly probable.

YOU

The candidate should have a good technical or commercial education, be determined to learn quickly, have a flair to work with people and a good ability to organize; ideally between 26 and 28 years old; 2 to 3 years experience in industry or trade would be a big help but is not absolutely necessary. Complete fluency in written and verbal French and English is a must.

We offer you an interesting, demanding and difficult job in a truly international environment.

INTERESTED IN TAKING ON THE CHALLENGE ?



Then please call us for an application form.

DOW CHEMICAL EUROPE S.A.
Mr. Chris. KARG
Laland 1, Doornsteens 3
CH-8810 Horng/Switzerland
Tél. 01/728.21.11

Un des plus grands constructeurs d'ordinateurs mondiaux recherche pour un centre équipé d'une très grosse configuration au BENELUX des :

ingénieurs informaticiens

Salaire annuel 130-180.000 F

pour prendre la responsabilité d'équipes ou de projets dans les domaines suivants :

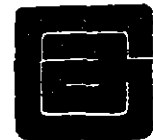
- Télétraitement et bases de données,
- Réseaux,
- Méthodologie et standards,
- Applications statistiques,
- Méthode de programmation.

Les personnes recherchées, ont de préférence une formation supérieure, une bonne connaissance de l'anglais et une expérience d'au moins trois ans dans un des domaines précités.

Une expérience acquise chez un constructeur ou dans une SSSI serait appréciée. Des indemnités de déménagement sont prévues.

Adresser C.V., détaillé + photo + salaire actuel en rappelant la référence BK 96 à

CARRIÈRES SERVICES 19 rue de la Paix 75002 Paris



« ALGEO »

Importante Société Algérienne de Géophysique recrute d'urgence pour l'ALGERIE

— DEUX (2) SENIORS GÉOPHYSICIENS (traitement des données sismiques)

- Diplôme : Ingénieur Géophysicien.
- Expérience : 10 ans dont 4 sur le traitement des données sismiques sur ordinateur.
- Lieu de travail : Siège.

— DEUX (2) SENIORS INTERPRÉTATEURS

- Diplôme : Ingénieur Géophysicien.
- Expérience : 10 ans en Géophysique ou Ingénieur en recherche pétrolière par méthodes sismiques, connaissances des méthodes terrain.
- Lieu de travail : Siège et Sud.

— DEUX (2) SENIORS GÉOPHYSICIENS

- Diplôme : Ingénieur Géophysicien.
- Expérience : 10 ans en Géophysique ou Ingénieur en recherche pétrolière par méthodes sismiques, connaissances des méthodes terrain.
- Lieu de travail : Siège et Sud.

— UN (1) TECHNICIEN SUPÉRIEUR

- Diplôme : spécialisé en mécanique hydraulique.
- Expérience : cinq (5) ans minimum.
- Lieu de travail : chantiers sahariens.

Adresser curriculum vitae à ALGEO, rue Finalet, EL BIAZ - ALGER (Algérie).

Nous recherchons le

Directeur Technique d'une usine de traitement de canne à sucre

située en AFRIQUE FRANCOPHONE. Expérience minimum 5 ans

Formation Ecole des Industries Agricoles et Alimentaires ou Arts et Métiers ou équivalent. Base France : 150.000+.

Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions sous no 16778 à CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

POUR AFRIQUE NOIRE

2 INGÉNIEURS

DIRECTION DES MINES

HAUT SALAIRE

AVANTAGES SOCIAUX

TN, pour rendez-vous

20-21-22, porte 210.

Allemand. Couple de 30 à 40 ans, aime enfants et animaux pour ménage de 4 pers. Connaitre de langue désirée, mais pas obligatoirement. Sal. et modal. de trav. après convention. Pour dame indépendante, situat. de durée. Ecr. no 8142, « le Monde », P.O. 1, r. Hallier, 7527 Paris Ced. 19

OUTRE-MER MUTATIONS Voir rubrique EMPLOIS Informations Diverses

AFRIQUE DE L'OUEST IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche pour son usine de transformation d'oléagineux (800 personnes)

DIRECTEUR D'USINE

Ce poste conviendrait à candidat âgé de 35 ans minimum, de formation INGÉNIEUR (A.M. ou équivalent), ayant une solide expérience dans poste similaire, si possible OUTRE-MER.

- Il sera entièrement responsable de la gestion de l'Usine et aura autorité sur tous les Services.
- Contrat expatrié.
- Poste disponible immédiatement ou entrée en fonction à négocier.

Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée d'un C.V. détaillé, indiquant derniers mouvements perçus, adressée à : B.E.O. (REF: 7505), 3 rue de Téhéran, 75005 PARIS.

DISCRETION ABSOLUE ASSURÉE

Contrôleur de gestion

ABIDJAN

275.000 F

Un Groupe industriel, en pleine expansion, recherche le Contrôleur de Gestion de ses Sociétés Ivoiriennes (20 milliards de CFA). Il devra élaborer et contrôler les budgets, analyser les écarts, se montrer rigoureux pour les délais de sortie des états financiers, diriger un service de 20 personnes.

Agé de 32 ans minimum, de formation comptable supérieure (DECS) complétée si possible par un diplôme de grande école, le titulaire aura acquis une expérience similaire dans une Société appliquant des méthodes anglo-saxonnes de gestion. Une promotion peut être envisagée pour un candidat de valeur. Logement assuré.

Ecrire avec C.V., photo et présent. sous réf. 2535 M à Ph. VINCHON 65, Avenue Kléber 75116 PARIS. MEREDESINIE

CORT



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

VILLE UNIVERSITAIRE DU SUD-EST
recherche
dans le cadre de son développement

un financier confirmé

- pour mise en place de moyen de financement nécessaire à son expansion
- gestion pool bancaire et trésorerie.

Expérience :
minimum 5 ans
connaissances en finances internationales.

un informaticien de gestion

- pour participer à la définition et à la mise en place des moyens et des méthodes d'information de gestion financière et comptable.

Expérience :
minimum 5 ans
connaissances du matériel HP appréciées.
Ecrire avec CV détaillé, photo et prétentions à No 18.738 CONTEXTE PUBLICITE 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra

Poursuivant notre plan de développement, nous offrons des possibilités de carrière exceptionnelles à des Ingénieurs ou Techniciens ayant plusieurs années d'expérience en qualité de

SUPPORTS TECHNIQUES
HARDWARE ou SYSTEME

sur gros ordinateurs et périphériques

Après une formation aux U.S.A., et quelques mois de pratique sur nos matériels de haut de gamme, les candidats de valeur rejoindront le

GROUPE SUPPORT EUROPE

à VALBONNE près de NICE

Nous avons aussi des postes de Supports Techniques à pourvoir pour les candidats souhaitant travailler en REGION PARISIENNE.

Dans les deux cas une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous référence M 75 à la Direction du Personnel de DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

18, rue Soanen Silic 225
94528 Rungis Cedex

Important Groupe textile international région NORD en expansion, nombreuses usines et filiales à l'étranger recherche pour renforcer sa structure.

INGENIEUR GRANDE ECOLE

A.M. - H.E.L. - Ecole Textile ou équiv. minimum 30 ans pour le poste

Adjoint à Direction Technique

(1300 personnes).

Dans un premier temps, il sera chargé de missions ponctuelles et variées d'étude et d'organisation (implantations, modifications de procédé, contrôle des coûts, études de rentabilité...); il pourra être ensuite affecté à un poste de responsabilité en France ou à l'étranger, tenant compte de ses aptitudes.

Adresser sans délai C.V., photo et prétentions sous réf. 2536 en précisant éventuellement les Sociétés auxquelles le C.V. ne doit pas être transmis à :

65, Avenue Kléber 75116 PARIS MEMBEDESINTEC

traducteur technique

L'Etablissement Industriel de Belfort (2000 personnes) de Cii HONEYWELL BULL recherche un

traducteur technique

pour l'intégrer dans son service Documentation Technique Produits.

En relation étroite avec les Ingénieurs et Techniciens, il sera chargé de la traduction de français en anglais des manuels techniques nécessaires à la maintenance en clientèle des périphériques d'ordinateurs et des terminaux étudiés et fabriqués par l'Unité de Belfort.

Pour réussir dans cette fonction, le candidat, en plus d'une pratique courante de l'anglais, doit avoir acquis une formation technique. Une expérience en électronique ou informatique serait très appréciée.

Horaires personnalisés.
Cadre de vie et de travail agréables.
Logement assuré à Belfort.

Adresser C.V. et prétentions à :
Cii HONEYWELL BULL
Service Recrutement
6, avenue des Usines,
90001 - BELFORT
Tél. (84) 22.82.00.

Cii Honeywell Bull

ingénieur électricien

CREUSOT-LOIRE recherche un Ingénieur Electricien pour prendre en charge le service Entretien Electrique d'une usine sidérurgique implantée aux Dunes près de Dunkerque. Ses principales responsabilités seront au départ d'organiser les travaux de maintenance des installations existantes ainsi que l'étude des futurs équipements. Il devra être capable à terme de prendre en charge la gestion complète du service Entretien Electrique (130 personnes environ) de l'usine.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur E.S.E., H.E.L., I.E.G., ou A.M., par exemple, ayant de bonnes connaissances techniques en courants HT, MT, BT, machines tournantes, asservissements électroniques, et au moins 5 années d'expérience similaire dans l'industrie. Adresser les candidatures avec indication du salaire actuel ou souhaité, à CREUSOT-LOIRE, Usine des Dunes, Service des Affaires Sociales, B.P. 41, 59240 DUNKERQUE.

CREUSOT-LOIRE

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue

LE GROUPE LAFARGE

Plus de 20.000 personnes, nombreuses implantations industrielles en France et à l'étranger, poursuit son expansion et propose des opportunités de carrière à des

Ingénieurs diplômés X - Centrale - Mines - débutants

Destinés à l'encadrement de haut niveau des cimenteries, ils recevront d'abord une formation de longue durée avant d'être affectés à des postes d'exploitation (production, entretien ou procédés). Hommes de relations humaines et bons techniciens, ils doivent manifester de réelles aptitudes aux contacts sociaux et le goût des postes opérationnels.

Lieu de travail : usines de province. Tous ces postes permettent un développement de carrière dans des domaines variés, impliquant mobilité de fonctions et disponibilité géographique. Connaissance opérationnelle de l'anglais (et/ou de l'allemand, espagnol) nécessaire.

Ecrire sous référence JT 450 AM.

Direction de production

Filiale d'un grand Groupe français, nous sommes une industrie à marché continu, nos résultats performants bénéficient d'une très bonne avance technologique.

Notre usine : grande ville du Sud-Est, 750 personnes, 500 MF, recherche le Chef de ses Services Techniques (méthodes, production, entretien, travaux neufs). Il sera le bras droit du Directeur de cette unité récente et automatisée et deviendra à moyen terme directeur d'unité ou de Services Techniques à l'échelon français ou international comme son prédécesseur.

X, Mines, Centrale, vous avez une expérience industrielle de 6-7 ans dans une unité opérationnelle de production et vous cherchez un groupe qui vous permette d'aller plus loin dans votre devenir. Vous possédez les compétences techniques et de gestion liées à ce niveau de responsabilités et une langue étrangère. Nous porterons une attention particulière aux personnalités capables de maîtriser les problèmes humains et sociaux.

Adresser lettre man., C.V. et photo sous réf. 8906 à
LEPA-RECRUTEMENT
94, rue St-Lazare - 75009 Paris

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE DE TRAVAUX ROUTIERS NORD

Directeur de Travaux

35 ans minimum.

Directement rattaché au Directeur d'Exploitation pour Diriger l'organisation et l'exécution des chantiers.

En assurer le contrôle financier et la rentabilité.

Expériences réussies de plusieurs années dans la conduite d'importants chantiers routiers ou autoroutiers à justifier.

Diplôme Centrale, Ponts et Chaussées, E.S.T.P. ou équivalent exigé.

Bonne connaissance de l'anglais.

Rigueur - sens du commandement - grande disponibilité.

Poste évolutif (déplacements possibles à l'étranger).

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, salaire actuel, téléphone privé, sous référence P 9020 à :

MRI conseil

Danièle Chapuis
13, rue Madeleine Michélin
92522 Neuilly
Discretion assurée.

ROCKWELL VALVES S.A.

ROBINETTERIE INDUSTRIELLE

haute température - haute pression
recherche dans le cadre de son développement

un chef de département logistique industrielle

Région Rhône-Alpes Sud-Ouest de Lyon

Dépendant directement du Directeur Général, le Chef de département logistique industrielle assurera :
- le Service Approvisionnements,
- le Service Entretien,
- le Service Gestion-Commandes,
- le Service Après-Vente.

Il devra travailler couramment en langue anglaise, lue, écrite, parlée.

Pour informations complémentaires, appeler SVP 11.11 INFORMATION CARRIERE aux heures de bureau.

Référence : 893 qui mettra les candidats en relation avec la société qui recrute.

On peut aussi adresser son dossier à : SVP RESSOURCES HUMAINES, 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

Le GROUPE DOCKS DE FRANCE

recherche

pour sa SOCIÉTÉ MÈRE

(C.A. 1,5 Milliard - 2.600 personnes)

dont le siège est à
TOURS

CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ

- Age minimum 30 ans.
- Permis de conduire supérieur (D.B.C.S. complet).
- Connaissance de la gestion comptable dans le cadre d'un système informatique.
- Qualité d'animation et de commandement (service de 35 personnes).
- Expérience professionnelle similaire.

ADRESSER LETTRE MANUSCRITE, C.V., photo et prétentions au SERVICE DU PERSONNEL, DOCKS DE FRANCE - Avenue Charles-Bédaut, 37018 TOURS - Discretion assurée.

POSTES A POURVOIR IMMEDIATEMENT - REGION NANTAISE

Référence 1.875

INGÉNIEURS DÉBUTANTS

(Pos. 1) en informatique

Éventuellement de formation générale avec notions d'informatique pour leur confier un poste dans le cadre de projets de création de logiciels, téléphoniques (software).

Référence 1.876

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Pour étude, développement et mise au point de processus d'essais intégrés de systèmes de communication téléphonique temporels de premier plan.

Ces postes peuvent convenir à des ingénieurs et techniciens expérimentés ou à des ingénieurs débutants. Ils sont en particulier adaptés à la localisation d'avaries et/ou à des ingénieurs débutants grande école attirés par les techniques numériques sur les plans matériel et logiciel.

Référence 1.887

TECHNICIENS DÉBUTANTS

Logiciel Téléphonie (niveau IV/3)

Libérés O.M. - Titulaires D.U.T. Informatique - Automatismes

Adresser curriculum vitae détaillé (avec N° Tél. souhaité) à :
SERNENC ANPE NANTES Cedex 44041 - Tél. : (40) 47-81-98

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE recherche
Pharmacien (jeune)

RESPONSABLE LABORATOIRE DE CONTROLE

Filiale d'un important groupe international, l'entreprise est située à 100 km de Paris, dans un cadre agréable.

Le candidat choisi aura pour responsabilité principale de garantir la qualité des médicaments fabriqués sur place et de mettre au point des méthodes d'analyse nouvelles.

- Il participera à l'élaboration et au maintien des nouveaux systèmes d'assurance de qualité dans l'entreprise.

- Il devra conjuguer le souci de la qualité avec celui d'une gestion économique, c'est dans cet esprit qu'il aura :

- à encadrer et motiver une équipe de laborantins et chimistes expérimentés
- à gérer les moyens matériels du service
- à organiser le fonctionnement du service et son intégration dans l'entreprise.

- Il participera à l'élaboration des dossiers de visa.

Ce poste peut convenir à une personne ayant acquis une solide expérience, ou à prendre des responsabilités importantes et capable de combiner dynamisme et rigueur avec le sens du travail en équipe.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 3119 à P.LICHAU SA - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra



THOMS

B.R.I.

recherche

SERVICE

UN ING

ELECTR

Les candidats doivent avoir au moins 30 ans et être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de niveau supérieur.

Les candidats doivent être Français ou résider en France.

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON-CSF

BREST

recherche pour son
SERVICE QUALITÉ

**UN INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN**

seront confiées les activités « contrôle entrées » et « qualification des composants ».

Les postulants auront acquis si possible une expérience de 2 à 3 ans dans un service analogue, où ils auront été chargés plus particulièrement des tests de composants et de l'exploitation statistique des résultats de ces tests.

Parallèlement, le candidat devra prendre progressivement en main l'étude de nouveaux équipements de tests.

Malin le goût des contacts humains pourrait faciliter les aspects de cette fonction tournée vers les fournisseurs.

Adresser C.V., photo et prétentions à THOMSON-CSF, Service du Personnel, Route du Conquet - 29200 BREST.

HOM

Importante Société Française
d'habillement masculin

**CHEF
DES VENTES
France**

Basé à Marseille - déplacements fréquents.

Il animera l'équipe de vente sur le territoire national et lui apportera son soutien.

Il assurera le contrôle de l'administration des ventes.

Et il saura, par ses observations et ses réflexions, être un aide constructif auprès de la D.S.

30 ans min. - diplômé ESC ou équivalent.

Pour informations complémentaires immédiates et rendez-vous éventuel, appeler : "INFORMATION CARRIÈRE SVP" à Marseille (91) 54.92.55, ou à Paris, SVP 11-11, aux heures de bureau.

Information Carrière
SVP Marseille
(91) 54.92.55

On peut aussi adresser son dossier à SVP Ressources Humaines, 40, rue Grignan 13001.

Proximité AVIGNON
Complexe industriel

dépendant d'un Groupe puissant, leader mondial dans sa branche, industrie de pointe recherche

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

Grande École: A.M., E.S.E. ou équiv.

Ayant de préférence 2 ou 3 années d'expérience production ou entretien.

Poste très formateur et évolutif à court terme pour candidat de valeur au sein d'une équipe de Direction très jeune. Large délégation de responsabilités.

Groupe dynamique et en expansion continue sur un marché très porteur.

Ecr. avec C.V., photo et prêt, à réf. 2538 M à 65, av. Kléber 75116 PARIS

CORT

DIRECTEUR TECHNIQUE

REGION OUEST - 130.000 F.

L'Entreprise - 700 personnes - C.A. 130.000.000 F. produit en grandes séries des articles d'équipement ménager connus.

A la Direction Technique incombe la responsabilité d'entretenir, d'améliorer et d'adapter l'ensemble de l'outil industriel (installations, outillages, bâtiments...). Les Services concernés regroupent 90 personnes. Elle aura également en charge la direction d'un atelier de tôlerie chaudronnerie travaillant en sous-traitance comprenant 35 personnes. Le poste sera confié à un ingénieur diplômé A.M., I.C.A.M., I.D.N. de plus de 35 ans et ayant une très bonne expérience de l'animation de services d'outillage, d'entretien mécanique et d'organisation de production en séries.

Envoyer CV détaillé, prétentions et photo à André POLJANT - FRANCE CADRES - 22, rue St. Augustin 75002 Paris sous réf. 972 M.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDE
et de DÉVELOPPEMENT**

recherche

INGÉNIEUR

Position III A ou III B
(Réf. 192)

Formation : Arts et Métiers ou équivalent, ayant très bonne expérience dans le domaine des fabrications de type aéronautique de petite série et ayant pratiqué les différents secteurs de production : méthodes, ordonnancement, ateliers, gestion des coûts et moyens, pour un poste responsable du bureau des études production et chargé en particulier de la réduction des coûts de production.

Adresser C.V. et prétentions en précisant référence du poste à :
HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, sous N° 77.036 M.

SUD-OUEST

IMPT ETABLISSEMENT SECTEUR TERTIAIRE

recherche

ORGANISATEUR

pour être RESPONSABLE DE SON SERVICE ORGANISATION ET MÉTHODES.

- Il étudiera les circuits, procédures, imprimés, et y apportera les modifications nécessaires.
- Aide d'analyses fonctionnelles, il participera à la mise en œuvre du télétravail.
- En liaison avec une société engineering, il assurera l'implantation administrative d'un nouveau siège.
- Connaissances en informatique appréciées.

Même en vacances, envoyer C.V., photo, prétentions et salaire sous la réf. 18.825 à CONTEXTE, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

Réponse et sélection assurées :
Première sélection JUILLET/AOÛT

**RIVOIRE ET CARRET
A MARSEILLE**

recherche

**LE RESPONSABLE
DE LA COMPTABILITÉ ANALYTIQUE
ET DU CONTRÔLE BUDGÉTAIRE**

Formation comptable supérieure exigée
Expérience industrielle appréciée

Ecrire en envoyant première lettre manuscrite, C.V. complet, photo et prétentions à RIVOIRE ET CARRET, Direction des Ressources Humaines, B.P. 518 - 13219 MARSEILLE CEDEX 01.

CENTRE D'ÉTUDES JURIDIQUES LYON

recherche POUR SON SERVICE CONSULTATIONS

FISCALISTE

Expérience d'ancien Inspecteur des Impôts ou Collaborateur Fiscaliste apprécié.

Envoyer C.V. et prétentions à

CRIDON

59 bis, rue de Créqui, 69006 Lyon.

Importante Société métallurgique
4.000 personnes - 7.000.000 de K.F. de C.A.
Siège Social proche banlieue Ouest de LYON

recherche

réalisateur

pour conduire des
projets informatiques

DOMAINES D'ACTIVITÉS :

- comptabilité - achats
- inventaires avec applications en temps réel
- système IBM 370/138 sous DOS/VS + CICS.

Envoyer C.V. et prétentions à
No 17.150 CONTEXTE Publicité
20, Avenue Opéra 75004 Paris
Cedex 01, qui transmettra.

**FINANCIER CREDIT
ALSACE**

Un établissement financier, dont la vocation est le financement des entreprises de la région, recherche un responsable financier de haut niveau, connaissant bien les mécanismes du CREDIT et l'activité des entreprises.

Le poste convient à un cadre de formation supérieure (IEP, HEC, ESSEC...) - âge minimum 30 ans - joignant à une culture étendue, une bonne capacité de contact et une expérience pratique.

Envoyer C.V. sous réf. 9301 M à :
22 rue St. Augustin 75002 Paris.

USINE de KM LILLE recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

Synthèse Organique, pour labo Développement.
Expérience industrielle ou universitaire. Possibilité logement.

Décl. assurée. Env. C.V., prêt, se le n° 68.744 M à :
BLEU, 17, rue Lobel - 94300 VINCENNES.

**Un directeur export
grande consommation**

Pour développer nos exportations dans les pays européens sauf l'Allemagne où nous avons implanté une filiale, notre société, leader dans sa branche et fabricant de produits alimentaires réputés, crée le poste de directeur à l'exportation.

Nous sommes intéressés par votre candidature si vous êtes un homme enthousiaste, compétent en marketing et spécialisé dans la vente à l'exportation de produits de grande consommation. Vous pourrez faire chez nous une carrière car nous nous développons très vite. Et très fort. Et la vie dans une grande ville de province du Sud-Ouest vous plaira ainsi qu'aux vôtres.

Les conseils du cabinet de recrutement SIRCA étudieront votre candidature avec soin. Ecrivez leur rapidement sous référence 791 257 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

THOMSON-CSF

recherche à
BREST

**Plusieurs INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS**

Diplômés de GRANDES ÉCOLES
telles que SUP. AÉRO - TELECOM - SUP. ELEC
ou CENTRALE PARIS

Les candidats qui pourront être débranchés ou avoir quelques années d'expérience, seront appelés à participer à des travaux d'études et de développement dans les domaines suivants :

- traitement de l'information ;
- radar.

Adresser curriculum vitae, photo et prêt à :
THOMSON-CSF, Service du Personnel,
Route du Conquet - 29200 BREST.

**VALORISEZ VOTRE FORMATION DANS UNE
FONCTION COMMERCIALE ÉVOLUTIVE**

Notre rôle : aider, conseiller, trouver des solutions adaptées aux financements des équipements familiaux. Et, également, proposer des formules originales d'épargne.

Le poste : après avoir été progressivement formé, l'attaché commercial que nous recrutons se verra confier, en agence, une fonction variée recouvrant la vente, la gestion et l'après-vente.

Il (ou elle) doit avoir un bon niveau de formation (de préférence en économie), éventuellement une première expérience et surtout manifester de solides qualités de contact et de travail.

Des postes sont à pourvoir à BORDEAUX, ORLÉANS, ANGERS, NANTES et LILLE. Les possibilités de promotion sont réelles.

Cetlem

Ecrire avec C.V. et photo, sous réf. 343 à COMPAGNIE BANCAIRE Service Orientation Recrutement 5, avenue Kléber - 75116 Paris.

NOUS SOMMES UNE ENTREPRISE INDUSTRIELLE
FABRIQUE D'UN GROUPE AMÉRICAIN
REALISANT UN CHIFFRE D'AFFAIRES
DE 550.000.000 DE FRANCS DONT 75 %
A L'EXPORTATION

Nous recherchons pour notre siège social
IMPLANTÉ DANS LES VOSGES

**UN JEUNE
CADRE FINANCIER**

Directement rattaché au Directeur de la comptabilité, il assurera les responsabilités suivantes :

- gestion de la trésorerie à court terme,
- gestion des positions de change,
- analyses financières liées aux décisions d'investissement,
- bilan et Cash Flow prévisionnels,
- amélioration des systèmes comptables et financiers.

Vous devez pouvoir justifier d'un niveau d'études supérieures (Bacheliers Supérieurs de Commerce, option Finance, Comptabilité, D.E.C.S., etc.), et d'une expérience préalable d'un mois à un an dans les services financiers d'une entreprise anglo-saxonne en France.

Vous êtes dynamique et ambitieux, fortement motivé par une carrière financière et désirez évoluer dans le futur vers de plus larges responsabilités.

Vous avez une bonne connaissance de la langue anglaise écrite et parlée.

Alors envoyez-nous votre C.V., photo et prétentions sous référence 6.596 à : P. LICHOU S.A., B.P. 220, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

514 d'Expertise Comptable
Région Champagne-Ardenne

recherche

COLLABORATEUR

Possibilité association et promotion.
Ecr. n° 9132, « le Monde » Pub.,
5, r. Nationale, 75007 Paris Ced. 09

**LE CENTRE HOSPITALIER
GENERAL DE ROANNE**
28, rue de Charlier
42030 ROANNE CEDEX
R.P. 511
Téléph. : 02-76-11
Postes : 414/417
Recrutement d'urgence des
faibles fonctions d'internes

**SOCIÉTÉ DE FORMATION CONSEIL
LYON**

cherche

COLLABORATEUR

Ouvrir aux relations humaines,
de préférence avec expérience
industrielle pour animation de
stage et élaboration de
programme.

Ecr. n° 7 01477 M, Régie-Paris
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Société expertise comptable

recherche

COLLABORATEUR

pour Clouet et Associés.
- Expér. cabinet comptable.
- Adress. C.V. et prétentions à
SCECA, 28, rue La Botte,
75008 PARIS.

514 Mégaparc Matériel
de Construction (Rég. 54)

recherche

CHEF DE DÉPOT

Gestion, entretien, animation,
expérience, sér. référ. exigées.
1 TECHICO-COMMERCE
représentant comm. 15 matricules.
Ecr. 6201 Euroaud 84 Carpiennes

**CHEF D'UNITÉ
DE PRODUCTION**

CONFÉCTION

La Société (750 personnes, 83 M. de C.A. HT) fabrique et commercialise des vêtements sportswear hommes et enfants, des vêtements de chasse et de sports d'hiver.

Elle désire confier une de ses unités (150 pers.) à un ingénieur de plus de 30 ans possédant 5 ans d'expérience industrielle dans la confection de vêtements à manches. Cette unité devra devenir l'unité pilote où seront expérimentées les nouvelles procédures de fabrication ou de gestion de production.

L'ingénieur recruté sera appelé à prendre dans quelques années la direction technique de la Société.

Lieu de travail : NIORT.

Ne pas envoyer de C.V.

22 rue St. Augustin 75002 Paris
vous adressera notre information
et dossier de candidature sur de-
mande. Référence 907 M.

LES ARCS

Station de montagne des Alpes développant son
informatique en télé-traitement sur CII-CBB - 62

recherche

ANALYSTE - PROGRAMMEUR

- niveau I.U.T., GAP COBOL ;
- si possible connaissances de T.P.S. - 62.

Env. C.V. et prêt. à 816 Les Montagnes de l'Arc,
à l'attention de M. AUBIER,
84, boulevard du Montparnasse, 75014 PARIS.

**LEADER SUR LE MARCHÉ NATIONAL
DE LA TÉLÉPHONIE PRIVÉE**

**FILIALE D'UN DES PLUS PUISSANTS
GROUPE FRANÇAIS**

Nous construisons des matériels téléphoniques entièrement électroniques, pilotés par microprocesseurs, qui, conçus autour d'une technologie de pointe, évoluent très rapidement vers des systèmes télématiques.

Bonhautes renforcer notre équipe technique, nous recherchons

2 INGÉNIEURS INFORMATIQUES

confirmés

leur expérience professionnelle leur permettra de prendre en charge d'importants projets.

3 INGÉNIEURS D'ÉTUDE LOGICIEL

ils apporteront 2 à 3 ans d'expérience professionnelle.

5 INGÉNIEURS

débuts

Les candidats auront une formation universitaire ou d'école d'ingénieurs spécialisée en systèmes informatiques.

Les projets en cours de développement se rapportent à des systèmes électroniques de pointe, à base de microprocesseurs, nécessitant, de la part des candidats, une forte volonté de progression technique.

Ces postes sont à pourvoir à STRASBOURG.

Env. C.V. et prêt. sous la réf. 14.689 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}, qui transmettra.

**INGÉNIEUR
GRANDE ÉCOLE**

Adjoint à Direction
Technique

CORT

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDE
et de DÉVELOPPEMENT**

recherche

INGÉNIEUR

Position III A ou III B
(Réf. 192)

Formation : Arts et Métiers ou équivalent, ayant très bonne expérience dans le domaine des fabrications de type aéronautique de petite série et ayant pratiqué les différents secteurs de production : méthodes, ordonnancement, ateliers, gestion des coûts et moyens, pour un poste responsable du bureau des études production et chargé en particulier de la réduction des coûts de production.

Adresser C.V. et prétentions en précisant référence du poste à :
HAVAS CONTACT - 156, bd Haussmann - 75008 PARIS, sous N° 77.036 M.

THOMSON-CSF

recherche à
BREST

**Plusieurs INGÉNIEURS
ÉLECTRONICIENS**

Diplômés de GRANDES ÉCOLES
telles que SUP. AÉRO - TELECOM - SUP. ELEC
ou CENTRALE PARIS

Les candidats qui pourront être débranchés ou avoir quelques années d'expérience, seront appelés à participer à des travaux d'études et de développement dans les domaines suivants :

- traitement de l'information ;
- radar.

Adresser curriculum vitae, photo et prêt à :
THOMSON-CSF, Service du Personnel,
Route du Conquet - 29200 BREST.

INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE

recherche

pour importante usine
de l'Est (47) proche
grande ville universitaire

**JEUNE CADRE
DE GESTION**

DECS ou ESC (gestion finances comptabilité).

Courte expér. compt. analytique ou débutant + stages.

Mission : Responsabilités évolutives dans un service de comptabilité analytique (10 personnes), moyens informatiques.

Poste d'avenir stable.

Adresser C.V. détaillé à
S.E.I.E.C.
Conseil en recrutement,
67009 STRASBOURG CEDEX
sous référence 87.

WESTINGHOUSE

recherche pour son
usine de

MANS

**INGÉNIEUR
ÉLECTRONICIEN**

Homme de bureau d'études et de labo, possédant l'expérience de la communication et des courants forts, il aura pour mission principale la conception et la mise au point d'ensembles tels que convertisseurs statiques et de sous-ensembles tels que régulateurs pour fusée de course.

Les candidats intéressés adresseront une lettre manuscrite avec C.V. et photo au Service du Personnel CDSW - WESTINGHOUSE B.P. 107 - 72003 LE MANS Cedex.

offres d'emploi

L'INFORMATIQUE
D'UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ
D'ASSURANCES
recherche pour travailler sur
IBM 3032-OS/VS

analyste organique
analyste fonctionnel
analyste système

BAC et DUT Informatique,
3 à 4 ans d'expérience en informatique de
gestion,
connaissance du matériel IBM.

• MIAG ou Ecole d'ingénieurs spécialisée en
systèmes informatiques...
Formation complémentaire assurée si néces-
saire.
• ou expérience informatique de plusieurs
années.
Spécialisation système de base OS/VS sou-
haitée.

Adresser dossier complet de candidature, avec
rémunération actuelle à Régie Presse, sous
n° 812265, 85 bis, rue Réaumur 75002 Paris,
qui transmettra.

BUREAU D'ÉTUDES
Place de la République - PARIS
recherche

RÉDACTEUR
ÉLECTRONIEN expérimenté
Niveau minimum B.T.S. ou INGÉNIEUR
Connaissances analogiques et numériques souhaitées.

Adresser C.V. sous le n° 16.777 à CONTEXTE Publicité,
20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui tr.



emplois régionaux

sodecco
ingénieurs
chargés de missions

La Société de Développement Régional
du Centre et du Centre Ouest, chargée
d'apporter aux Entreprises de sa région
les divers moyens :
Financements, Conseils, Etudes diverses,
nécessaires à leur expansion, propose des
postes d'Ingénieurs chargés de missions,
pour ses Délégations Régionales
d'ORLÈANS et de CLERMONT-FERRAND
Diplômés d'Enseignement Supérieur (de
préférence technique) avec un complé-
ment en gestion, les candidats retenus,
âgés de 30 ans environ, auront exercé des
responsabilités de gestion et posséderont
si possible une expérience de diagnostic
d'entreprises.

Envoyer C.V., photo et prétentions
sous référence 2034 M à :
SODECCO
12 rue Lafayette 75009 Paris.

Société de construction
électronique
140 km Ouest de Paris
recherche pour
Ets 300 personnes environ

CHIEF
DU PERSONNEL

— Généraliste de la fonction.
— 40 ans minimum.
— Exp. gestion Personnel
dans contexte de production.
— Connaissance C.C. de la
métallurgie.

Discrétion assurée.
Ecr. avec C.V., photo et prêt.
à n° 62.275 M. Bleu,
17, r. Lebel, 75-Vincennes.

IMPT. CABINET JURIDIQUE
et FISCAL PARISIEN rech.
pour PARIS et pour sa
Succursale du SUD-OUEST

COLLABORATEURS
Ayant plusieurs années expér.
Dynamiques, capables de déve-
lopper la clientèle existante.
Ecrire à 26.451 sur enveloppe
avec C.V. et prétentions à
JRP, 29, r. de l'Arcade, Paris-8,
qui transmettra.

50 installations électriques
industrielles de l'Est recherche

INGÉNIEURS
ÉLECTRICIENS

ESE, ENSI ou similaire.
Anglais courant indispensable.
2 ans d'expér. min. en chiffrage
étude et réalisation.

Mission : concevoir, vendre
et réaliser des installations
très diverses.
Clients : industries et
collectivités France et étranger.

Postes d'avenir, large
autonomie.

Adresser C.V. détaillé sous réf.
IE au Service du Personnel,
CIEI, S.P. 301,
68001 MULHOUSE CÉDEX.

Industrie Mécanique, Biers
d'équipements lourds. Forte
activité exportatrice
400 personnes à Strasbourg
recherche

DIRECTEUR
TECHNIQUE-CCIAL

Ingénieur Mécanicien ou
similaire.
Anglais + allemand efficaces.
5 à 10 ans d'expér. de la
vente et de l'exportation de
biens d'équipements.

Mission :
Supervision d'un groupe
important de cadres technico-
commerciaux, animant un
réseau international d'agents
France et exportation.
Interventions personnelles
dans les négociations impor-
tantes, déplacements 50 %.
Liaison avec SE pour amélio-
ration et développements produits.
Poste d'avenir bien rémunéré.

Adresser C.V. détaillé à
S.E.L.E.T.E.C.,
Conseil en Recrutement,
67009 STRASBOURG CÉDEX
sous référence 864.

ASSOCIATION METZ
CHERCHE
POUR SEPTEMBRE 1979
UNE RESPONSABLE
pour centre d'hébergement
fémmin.

(Femmes seules avec enfants).
Condition : Etre âgée de 30 a. env.
Justifier d'une expérience dans
le travail social.

Etre capable de dynamiser
un projet pédagogique.
Etre titulaire d'un des
diplômes suivants :
CESF - ES - CAPASE

Adresser candidat, et C.V. à
A.I.E.M., 24, rue des Dées,
57000 METZ.

Société Implantée Linguadoc
recherche
OPÉRATEUR
PUPITREUR
Sur IBM 3032, sans D.O.S./V.S.
POUR V.S. Agence par la
disponibilité. Adresser C.V. détaillé
et prétentions à HAVAS
136, av. Ch.-de-Gaulle,
92221 Neuilly-sur-Seine 92 n° 83021

Les contrats d'ingénierie qui nous sont confiés en France et à l'étranger atteignent de très
grandes dimensions.
Leur gestion nécessite la conception d'applications adaptées aux problèmes propres à l'ingé-
nierie, et doit couvrir des domaines très diversifiés (Approvisionnement, matériel, documents,
assurance qualité...)
Nous recrutons, pour concevoir et conduire des projets d'applications, notamment de gestion
d'achats et de matériel, deux

CHEFS
DE PROJETS GESTION
(CONCEPTION)

Formés à la conduite de projets d'application, ils ont surtout une expérience de 2 à 3 années
en conception. Une connaissance de la méthode L.C.S. serait un atout.
Leurs fonctions les amèneront à participer au développement des activités du Département
Informatique de Gestion (effectifs, moyens matériels, applications dans d'autres domaines).
Nos dimensions (4000 personnes, 15 milliards de C.A. annuel), l'expansion soutenue de nos
activités dans le monde, et notre politique de formation concourent à créer de bonnes condi-
tions d'élargissement de responsabilités.
Candidatures et C.V. sont à adresser, sous la réf. 77012 M/LSJ à HAVAS CONTACT-156, boulevard
Haussmann - 75008 PARIS.

PHILIPS
recherche pour son
DÉPARTEMENT D'EXPERTISE
COMPTABLE INTERNE

UN AUDITEUR

Le candidat doit :
— posséder une expérience en Audit/ Révision,
— être capable d'aborder les différents aspects
de la gestion des entreprises pour pouvoir
s'orienter vers une fonction de conseil auprès
des unités auditées,
— s'adapter facilement au travail en équipe,
— être disponible pour des déplacements en
Province.

Lieu de travail principal :
BANLIEUE OUEST DE PARIS.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à :
Cie Fae PHILIPS D.E.C.I., 9 Cité Paradis
75481 PARIS CEDEX 10.

Etablissement Financier
de Dimension Internationale
recherche un

chef de projet

chargé à la tête d'une équipe de trois
analystes

• d'évaluer, de concevoir, de planifier
et de mettre en place les nouveaux
systèmes de gestion automatisés.
• de gérer de manière autonome ses
activités et les moyens mis à sa
disposition, selon les prévisions de
coûts et de délais qu'il aura fixés.

Le candidat recherché, diplômé d'une
Grande Ecole devra avoir au minimum
trois ans d'expérience de conduite de
projets informatiques, dans le domaine
de la comptabilité et de la gestion
administrative.

Adresser un C.V. détaillé, une photo
récente et le niveau du salaire actuel,
sous référence : LX 96, à :

CARRIÈRES SERVICES 19 rue de la Paix
Conseil en recrutement 75002 Paris

Groupe de Sociétés propriétaires
d'un important patrimoine immobilier
industriel et commercial
recrute un

CADRE TECHNICIEN
DU BATIMENT

pour renforcer l'équipe chargée du contrôle
et de la maintenance de ses immeubles.

Le candidat âgé au minimum de 30 ans de-
vra posséder une formation supérieure du
Bâtiment ainsi qu'une expérience profession-
nelle acquise successivement en entreprise
et dans un poste comparable.

Ce poste comporte des déplacements en
Province.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt.
n° 77.138, PUBLICITE ROGER BLEY
101, rue Réaumur, 75002 PARIS.

Important Groupe de Distribution
recherche

CHEF DU DÉPARTEMENT
ORGANISATION

— Diplômé grande école scientifique ou commer-
ciale ou formation équivalente ;
— 32 ans minimum ;
— possédant connaissance et pratique approfondie
des méthodes d'organisation industrielle ou
logistique ;
— expérimenté en informatique de gestion ;
— des références dans la distribution ainsi que
dans un cabinet de consultants seront très
appréciées.

Adresser C.V. man., photo et prêt. sous le n° 16.794 à :
CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}).

Dans une importante Société
de productions biologiques
de la région parisienne
le Chef du Service des sérums
recherche son Adjoint.

DOCTEUR VÉTÉRINAIRE
il doit impérativement posséder un solide
complément de formation en
immunologie.

Quelques années d'expérience, si possible en
clinique, lui auront permis d'appliquer ses
connaissances dans les domaines de la surveil-
lance sanitaire des animaux, de l'organisation du
travail et de la gestion. L'expérience du comman-
dement sera un atout apprécié.

Son dynamisme trouvera un large terrain d'épa-
nouissement dans une Société jeune et en
expansion, dans des activités variées et dans la
collaboration régulière avec une équipe scienti-
fique pluridisciplinaire et de haut niveau.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions
sous référence 6278, à
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

BANQUE VERSAILLES
recherche

● **ANALYSTES PROGRAMMEURS**
Formation DUT + 4 ans d'expérience en
ingénieur débutant, réalisation de projets
d'envergure.

● **PROGRAMMEURS**
Formation DUT ou équivalent matériel IBM
3032-3M sous DOS/VS langage COBOL PL/I-
CICS.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions à
BPROP Département du Personnel,
2, esplanade du Grand-Siècle,
78000 VERSAILLES.

IMPORTANTE ENTREPRISE
ELECTRONIQUE
recherche pour mise en service et
maintenance MATERIEL NUMERIQUE

INGENIEUR

DEBUTANT ou QUELQUES ANNES
D'EXPERIENCE

Niveau I.S.E.P. - I.N.S.A. ou équivalent.
Déplacements fréquents France et Etran-
ger.
ANGLAIS parlé.

Envoyer C.V. sous référence 2276 à :
ORF organisation et publicité
2 RUE MARINO 75002 PARIS/CLUTANSTRUM

Importante imprimerie située en banlieue
de Paris spécialisée dans la fabrication de jour-
naux pour l'information (C.A. 50 M.F.) recherche

POUR FAIRE FACE A SON EXPANSION

Attachés Commerciaux
HOMMES ou FEMMES
POUR SECTEURS PARIS ET BANLIEUE

De formation commerciale supérieure, les candi-
dats seront débrouillards ou auront une première
expérience de la vente et devront disposer d'une
voiture. La formation technique et commerciale
sera assurée par l'entreprise.

La rémunération de départ fixe + commission
(statut V.R.P.) ne sera pas inférieure à 4.000 F
mensuel + frais. Un niveau de rémunération élevé
est à la portée des candidats dynamiques.

Envoyer curr. vitae, photo et lettre manuscrite à :
SOGESDIC, B.P. 39, 91121 PALAISEAU.

LAFARGE
recherche pour sa Direction Financière
à Paris

un assistant au
service juridique
et financier

Il sera chargé d'étudier, de mettre au point et de
suivre les opérations relatives à la vie juridique et financière
des sociétés, et plus spécialement de la tenue à jour de
l'exploitation de l'information juridique pour l'assistance
aux sociétés du groupe.

Le candidat, titulaire d'un D.E.S. de Droit, devra posséder
une expérience de 3 à 5 ans en droit des Affaires ainsi que des
connaissances de base en analyse comptable, fiscale et
financière.

Anglais indispensable, une seconde langue serait un plus.

Adresser dossier de candidature complet, sous le n° 16.794 à :
SVP RESSOURCES HUMAINES
65 avenue de Wagram 75017 Paris
CHERCHEUR RECRUTEMENT DES COMPTES ET RECRUTEMENT

SOCIÉTÉ TRAVAUX PUBLICS
Filiale d'un Grand Groupe
recherche

Pour son activité de Services :

JEUNES INGÉNIEURS
DEBUTANTS
OU 2 ANS D'EXPERIENCE

Formation ENSI + ADMINISTRATION
ET GESTION, ou ARTS et METIERS.

Pour prendre à terme responsabilité en province.

Adresser C.V., photo et prétentions à n° 16.435,
CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra,
75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

senna selection
page 38

مكتبة الامم المتحدة

SG2

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION

filiale de la société générale

Le groupe SG2

l'un des plus importants d'Europe, recherche pour son développement en France et à l'étranger : Europe, Afrique, Moyen-Orient, Amérique Latine, Etats-Unis.

ingénieurs grandes écoles

Sup. Aéro - Centrale - Sup. Elec. - Télécom. - Ponts et Chaussées
Mines - ENSI (Grenoble, Toulouse,...)

5 A 10 ANS D'EXPÉRIENCE
POUR DIRECTION DE GRANDS PROJETS

Postes pouvant déboucher sur des responsabilités importantes
d'ingénieur en chef ou de direction de Filiale

Référence : Ph. T.

ingénieurs grandes écoles

Sup. Aéro - Centrale - Sup. Elec. - Télécom. - Ponts et Chaussées
Mines - ENSI (Grenoble, Toulouse,...)

DÉBUTANTS OU QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE

pour participation à la réalisation de grands
systèmes informatiques

Référence : J.-P. B.

ingénieurs systèmes d'étude

Expérimentés matériel CII-HB
ou IBM

pour réalisation logiciels spécifiques
pour participation à la réalisation de grands projets de réseau

Référence : A. C.

analystes programmeurs

DÉBUTANT
OU QUELQUES ANNÉES D'EXPÉRIENCE

DUT ou Jacquard

Référence M.-L. A.

Prière d'adresser C.V., prétentions et date de
disponibilité en précisant la référence du poste à :

SG2

12, AVENUE VION WHITCOMB
75016 PARIS

CA 3,8 milliards, 40% hors de France, effectif 18.000,
implantations : 100 agences en France et plus de 25 à l'étranger.

INGENIEURS TRAVAUX débutants

X, Ponts, Centrale, Mines, ETP, AM...

Après une formation au niveau du chantier, nous leur offrons des
responsabilités d'ingénieur travaux devant évoluer à moyen terme vers
la responsabilité d'agence, c'est à dire vers un métier d'entrepreneur.

Il est donc indispensable que les candidats aient le goût des contacts
humains, des qualités d'homme d'action et de futur manager, ainsi
qu'une bonne motivation pour les problèmes commerciaux et de
gestion. Ils n'excluront pas la possibilité d'évoluer au plan interna-
tional.

Adressez lettre, CV, photo et prétentions sous référence IT3 - Société
Routière COLAS - 39, rue du Colisée 75008 - PARIS.

COLAS

BENCKISER

(Calson, Calsonita, etc...)
recherche son

CHEF DE VENTE

Il sera responsable de l'obtention des objectifs en
clientèle de distribution. Plus particulièrement, il
négociera avec les centrales nationales et régio-
nales. Il animera une force de vente d'une qua-
ritaine de personnes. Le candidat devra avoir une
expérience de plusieurs années dans la distribution
des produits de grande consommation.
Age minimum 30 ans.

Salaire : 130.000 F +

Recevoir avec C.V. + photo : M. ZELFNER - ICARE
209 boulevard Saint-Denis - 92400 COURBEVOIE.

LA SNCF offre 60 EMPLOIS DE CHEF de DISTRICT STAGIAIRE

et 50 EMPLOIS DE

CHEF de CIRCONSCRIPTION STAGIAIRE

Possibilité de postuler pour les deux emplois
Recrutement par concours les 5 et 6 septembre

Ouverts aux jeunes gens :

- Français ou naturalisés Français,
- Nés entre le 1er.4.1950 et le 1er.4.1962,
- Titulaires d'un baccalauréat C, D, E, F1 à
F4, F5, F10 ou d'un B.T.S. des groupes III
et IV.

Rémunération brute annuelle : 52.000 F.
environ.

Carrière intéressante, emploi stable.

Avantages sociaux.

Ecrire à Direction Régionale S.N.C.F. (Division
du Personnel) (adresse à demander à toute
gare).

Closure des inscriptions
le 31 Juillet.



Société spécialisée dans la RENOVATION
de CARBANS et AMORTISSEURS (SS) rec.

CHEF DE FABRICATION

- Formation technique de préférence mécanique
exige.

- 10 ans d'expérience professionnelle.

Le candidat doit être un organisateur et un
meneur d'hommes. La connaissance de l'anglais
est souhaitée. Le fait d'habiter à proximité du
lieu de travail serait un atout supplémentaire.

Envoyer C.V. + lettre manuscrite + photo
+ numéro de téléphone à M. BÉNAÏM,
SOCIÉTÉ IPRES, 24-26, rue de la République,
75008 PARIS (réf. 78.333).

telesystemes

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE SERVICES EN TELEINFORMATIQUE
renforce les équipes Système de 5 Centres Informatiques situés en
REGION PARISIENNE, à LILLE, à NANCY et recherche :

1 RESPONSABLE DE GROUPE SYSTEME

(réf. LI-1)

3 INGENIEURS SYSTEME

confirmés

(réf. RP-2)

5 INGENIEURS

débutants

(grandes écoles, ENSI, EPS, Maîtrise)

(réf. ING-3)

Matériels : CII HONEYWELL, BULL IRIS 80 et 66,
CONTROL DATA Cyber

Disponibilités : Septembre, Octobre.

Envoyer lettre de candidature, CV et prétentions à

Mme GERARDUZZI - TELESYSTEMES

32, rue des Orlans - Z.I. des Marais 78310 COIGNIERES

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL EXPORT SECTEUR MECANIQUE

PARIS

FILIALE (8000 PERSONNES) D'UN GROUPE MULTINATIONAL
nous cherchons à développer notre pénétration sur le
MARCHE ALLEMAND

L'HOMME QUE NOUS RECHERCHONS :
- Diplômé école Ingénieurs (ETCA, ENSI, VIOLET...) possédant
- de bonnes connaissances techniques (mécanique),
- Age : débutant ou quelques années d'expérience
- Langues : allemand et anglais indispensables.
- Esprit critique.

LE POSTE :
- En liaison avec notre filiale en Allemagne, il aura pour mission :

- d'analyser le marché allemand et de définir des priorités d'actions
- de mettre en œuvre ces priorités d'actions (coordination entre les
clients, l'engineering et les services financiers) pour aboutir à l'éta-
blissement du contrat.
- de faire vivre le contrat avec les différents services concernés (confor-
mité des programmes de fabrication, respect des délais de livraisons,
niveau de qualité, suivi des prix).

Adressez lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à No 17146

CONTESSÉ PUBLICITE

20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 q.r.

un assistant
service juridique
et financier



THOMSON-CSF

GROUPE INFORMATIQUE
(1,8 Milliards de CA - 7000 personnes)

La gestion vous passionne. Le développement de l'informatique vous attire.

Vous avez de l'imagination, le goût de l'initiative, le sens du dialogue,
et aussi de la rigueur.

Notre groupe vous offre une opportunité. Collaborateur direct du
Directeur Financier et du contrôle de gestion du Groupe Informatique,
vous analyserez les informations de nos unités, établirez synthèses
et diagnostics, et proposerez des solutions nouvelles en matière
de gestion.

Une double formation est souhaitée : Ingénieur Grande Ecole avec
formation complémentaire en gestion (MBA, INSEAD...).

Adressez votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à :
Madame JAULIN - 15, rue de la Baume - 75008 PARIS.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

La réalisation de contrats à l'étranger de cette très importante Société d'Ingénierie amène son département Etudes à prendre en charge aussi bien les problèmes d'installation générale que ceux de génie civil. C'est pourquoi nous désirons renforcer la Division Installation Générale par une équipe responsable des études dans ces deux domaines. Nous recrutons à cette fin deux

INGENIEURS GRANDES ECOLES

études ventilation, câblages, tuyauteries

Ce cadre a une solide expérience des études et réalisations en ventilation industrielle, tuyauterie, installation électrique générale acquise de préférence dans une entreprise d'ingénierie de grande dimension. Outre les études qui lui seront confiées dans ces trois domaines il assurera le suivi des réalisations auprès des fournisseurs.

études génie civil

Cet ingénieur a acquis une expérience de cinq années au moins d'études et de chantiers dans une grande entreprise de génie civil ou d'ingénierie de grands projets (béton armé; précontraint). Une connaissance de l'analyse sismique et des gros ponts roulants est souhaitable. En relation avec les chantiers, il assure la liaison entre les études d'installation et les études d'exécution du génie civil réalisées par d'importants sous-traitants.

Ces fonctions impliquent des relations aussi bien à l'intérieur du département Etudes qu'avec les chantiers, les fournisseurs et les sous-traitants. Les lettres de candidature, accompagnées d'un C.V. détaillé, sont à adresser sous la réf. 77007 M/NUD à HAVAS CONTACT - 156, boulevard Haussmann - 75008 Paris, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

Ingénieur électrotechnicien

spécialisé transformateurs de distribution

La MAEC à Cahors est en rapide expansion et diversifie ses productions. Elle recherche actuellement pour une filiale dans une ville du Sud-Est un ingénieur électrotechnicien spécialisé dans la fabrication des transformateurs de distribution. Il sera responsable des fabrications et pourra évoluer à court terme vers la Direction de l'usine. Quelques années d'expérience de commandement sont nécessaires, la connaissance de l'anglais serait très appréciée. Belle carrière possible dans un groupe solide et dynamique. Rémunération motivante.

Sélé
CEGOS

Adresser lettre man. et C.V. dét. sous réf. 11564/M à D. de LARIVIERE - Sélé-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92152 SURESNES. Discretion garantie.

MEMBRE DE SYNTec

Chef du département «systèmes d'information»

Groupe industriel de biens d'équipement, fortement décentralisé — leader dans sa spécialité — 2 000 personnes — recherche, pour son siège à PARIS, le Chef de son Département «Systèmes d'information». Directement rattaché au Secrétaire Général, il devra, dans le cadre du Schéma Directeur arrêté par la Direction Générale, diriger la construction et la mise en place d'un système d'information répartie dans 15 établissements.

Il aura une formation ingénieur Grandes Ecoles et une expérience confirmée (au moins 5 ans) de l'organisation, de l'entreprise et de la conduite de développements informatiques.

Ce sera un manager ayant une forte personnalité, le sens des relations humaines et un bon esprit de synthèse. Salaire intéressant, fonction de la qualité du candidat. Evolution possible, au sein du Groupe, vers des responsabilités élargies.

Sélé
CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 73497/M à Mme CLERE, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES.

MEMBRE DE SYNTec

Un gestionnaire très au fait des problèmes juridiques

pour secondier le P.D.G. d'une importante société immobilière.

Ce poste convient à une personnalité dynamique ayant les qualités d'un entrepreneur - de formation Sciences Politiques et/ou licence en droit - 32 ans minimum - ayant des connaissances théoriques et une bonne pratique du droit et de la fiscalité des Sociétés, du droit immobilier, acquises de préférence dans un service immobilier (banque, assurances...) chez un promoteur, un notaire...

Ses missions :

- prendre en charge l'ensemble du contentieux de la Société, superviser la rédaction des contrats pour en supporter toutes les implications notamment sur le plan juridique.
- prendre une part active aux négociations importantes en liaison avec le P.D.G.
- prendre en charge la gestion complète de certains contrats.

Lieu de travail : PARIS.

Sélé
CEGOS

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée, sous référence 73496/M à Mme CLERE, 33, quai Gallieni - 92152 SURESNES

MEMBRE DE SYNTec

LA BANQUE DE NEUFLIZE, SCHLUMBERGER, MALLET
Membre du Groupe Allgemeine Bank Nederland

CADRE CLASSE VII OU VIII

Pour créer et diriger une nouvelle section

FINANCEMENT - COMMERCE EXTERIEUR
au sein de son DÉPARTEMENT INTERNATIONAL

Il lui sera également confié la responsabilité d'un SECTEUR GÉOGRAPHIQUE important

PROFIL :

- Sans commercial développé.
- Expérience acquise dans l'étude et le montage de Crédit Acheurs et dans le Financement du Commerce Extérieur.
- Bonne connaissance des techniques bancaires en général.
- Formation supérieure.
- Anglais courant et, si possible, connaissance d'une autre langue étrangère.
- Age minimum : 30 ans.

Adresser candidature détaillée à : Banque NSM, Direction du Personnel, 3, avenue Hoche. — 75008 PARIS. — DISCRETION ASSURÉE.

LE CREDIT
CHIMIQUE
BANQUE PRIVEE
PARIS 8^e

recherche dans le cadre de son plan informatique à moyen terme, un

organisateur

Sa mission au sein d'une équipe jeune :

- concevoir et mettre en place sur le plan fonctionnel des systèmes de gestion en liaison étroite avec les services utilisateurs et le service informatique.
- définir les procédures administratives et en assurer la mise en place et le suivi.

Son profil bancaire :

- expérience de 3 à 5 ans dans un service d'organisation, d'inspection ou d'études.
- connaissance des opérations bancaires absolument indispensables.
- connaissances en informatique appréciées.
- maturité dans les contacts.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 101 à Madame DEGROTE.

CREDIT CHIMIQUE
20, rue Treillard - 75008 Paris

BANQUE D'AFFAIRES
DE PREMIER ORDRE

recherche

DIRECTEUR DE HAUT NIVEAU

pour participer en responsabilité à sa Direction Bancaire.

- Connaissant les montages spéciaux, particulièrement en matière financière internationale ;
- Familiarisé des contacts avec les grands secteurs industriels français et étrangers ;
- pratiquant couramment des langues étrangères (anglais minimum) ;
- Possédant une expérience financière et bancaire acquise en pays étrangers ;
- Age minimum 35 ans.

Ce Directeur devra s'intégrer aisément dans l'équipe de Direction.

Prise adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à n° 5055 PUBLICITEES REUNIES, 112, bd Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

DELEGUE EXPORTATION

Société industrielle et commerciale française, spécialisée dans le domaine Aéronautique souhaite compléter son équipe en y intégrant un jeune cadre commercial.

- Diplômé de préférence.
- Ouvert aux problèmes techniques.
- Pouvant justifier de quelques années d'expérience de la vente, de préférence dans le domaine concerné.
- Parlant couramment l'Anglais et si possible une autre langue.
- Très disponible (60% du temps en déplacement).

Les candidatures sont à adresser avec lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4305 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75082 Paris Cedex 02.

— VOUS AVEZ TERMINE VOS ETUDES CIALES.
— VOUS ETES DECADE DES OBLIGATIONS MILITAIRES

— VOUS DESIREZ REJOINDRE UNE EQUIPE COMMERCIALE DYNAMIQUE dans une Société en pleine EXTENSION

Si une expérience de vente préalable ne vous rebuté pas, écrivez-nous en joignant un curriculum vitae si court soit-il.

Un BON ANGLAIS est souhaitable

S.A. EYQUEM

BOUGIES D'ALLUMAGE

1, rue Lavolant - 92002 NANTERRE CEDEX.

Tél. 725-90-50

SOCIETE DISTRIBUTION LUNETTERIE

Homme jeune, 28 ans minimum
SUP. de CO. L.U.T. COMMERCIALISATION
accrocheur et dynamique pour

ANIMATION ÉQUIPE DE VENTE

Evolution vers Direction Commerciale possible.

Lieu de travail Paris Centre
Envoyer C.V. et prétentions sous n° 014202 M à REGIS-PRESSE, 25 bis rue Béaumur, 75002 Paris.

diplomés grandes écoles

La Compagnie Internationale pour l'Informatique CII HONEYWELL BULL continue à élargir son implantation sur ses marchés publics et privés de Paris et de Province, et recherche des

ingénieurs commerciaux

- prospection des marchés, vente des produits et des services de la Compagnie. RÉE 30 M

ingénieurs technico-commerciaux

- soutien technique de l'action commerciale, mise en œuvre, suivi ou réalisation de systèmes informatiques. RÉE 31 M

- Vous êtes récemment diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce.
- Vous voulez débiter votre carrière professionnelle chez le premier constructeur européen d'ordinateurs.
- Vous pourriez y exercer votre sens des affaires après avoir suivi une formation (date d'entrée: fin Septembre).

Envoyer C.V. et prétentions sous RÉE correspondante à CII HONEYWELL BULL Direction France Poste Courrier 1 F 103, 61-63, rue d'Avron 75980 PARIS CEDEX 20.



CII Honeywell Bull

HAVAS CONTACT



SOCIETE D'ETUDE ET DE DEVELOPPEMENT DE MATERIELS DE HAUTE TECHNICITE

recherche pour renforcer son équipe de RESPONSABLES TECHNIQUES

UN INGENIEUR de HAUT NIVEAU

pour gérer un grand projet associant les connaissances d'opto électronique et de mécanique.

Le candidat retenu sera du niveau Chef de Service d'Etudes ayant une formation de Grande Ecole (X - ECP - télécomm.) et des compétences étendues de l'analyse des systèmes.

Adresser C.V. et photo au Service du Personnel 1, avenue Descartes 94450 LIMEIL BREVANNES.

FILIALE FRANCAISE
GROUPE LEADER MONDIAL PRODUITS RÉFRACTAIRES
CHERCHE POUR DEVELOPPER VENTES

SALES MANAGER

DE PRODUITS ISOLATION HAUTE TEMPÉRATURE

CAPABLE :

- de s'intégrer à force de vente existante ;
- de prospecter une nouvelle clientèle ;
- de vendre auprès clientèle de spécialistes ;
- de créer et d'animer un réseau de distributeurs et d'installateurs sur l'ensemble de la France ;
- de répondre du chiffre d'affaires et du profit de la gamme de produits.

Age 30 ans minimum.

Expérience dans produits et fonction similaires.

INGÉNIEUR GDE ÉCOLE - H.E.C., SUP. de CO., E.S.S.E.C. (OUVERTS AUX PROBLÈMES TECHNIQUES).

Anglais opérationnel.

Salaire lié à l'expérience - Intéressement aux résultats - Voiture société.

Poste basé dans région parisienne.
Envoyer curriculum vitae détaillé, lettre manuscrite, niveau actuel de rémunération, photo (obligatoire) à M. BAILLEUL, 25, rue Mirobeau, 94300 VINCENNES, réponse assurée.

3 Psy. (au sens large)

Harmoniser les attentes des hommes avec les besoins de l'entreprise, telle est votre tâche quotidienne. Votre sens psychologique conforté par votre formation supérieure (scientifique et / ou sciences humaines) ainsi que votre expérience vous permettent d'agir avec finesse et justesse.

Puissant et dynamique groupe français, implanté mondialement, nous recherchons aujourd'hui trois RESPONSABLES, destinés à rencontrer de façon permanente des cadres moyens et supérieurs. L'un des trois voyageurs, car il recherchera les hommes destinés à conduire des activités internationales. Cela suppose une expérience de 3/5 ans dans un poste analogue. L'anglais est indispensable.

Le second est admet plus jeune, il est peut être même débutant, et il s'agit - au niveau France - de concrétiser les besoins de nos divisions aux attentes des membres de l'entreprise, tenant compte de leurs capacités. Et de leur potentiel.

Notre troisième consultant s'immensera davantage à la préparation - avec le service formation - des stages relatifs aux problèmes de personnel (commandement, relations humaines etc...)

Expérience 3 / 5 ans.
Vous êtes maintenant sûrement attirés par l'un de ces postes. Les consultants de EKA vous en parleront si vous leur adressez votre candidature (CV, lettre manuscrite, photo et rémunération actuelle) sous référence 155.



158, avenue de Suffren 75015 Paris.

مكتبة الزميل

offres d'emploi

Importante Entreprise de
TRAVAUX PUBLICS
de dimension internationale recherche pour
sa nouvelle Direction Financière un

Cadre Financier

à qui elle confiera entre autres la gestion de sa
trésorerie France et l'étranger, la mise en place des
financements de l'entreprise, les prévisions finan-
cières à court et moyen terme.

Le candidat choisi sera de formation supérieure
et disposera, de préférence, d'une expérience
minimum de 5 ans dans une fonction équivalente.

Ce poste comporte des possibilités intéressantes
d'évolution de carrière.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions en
précisant sur l'enveloppe la référence 1 444 à



(Réponses et discrétion assurées)

Important Groupe métallurgique Européen
recherche le

DIRECTEUR 150.000 +

de sa filiale française (30 MF) spécialisée dans
la distribution de biens d'équipements secteurs:
automobile - pétrolier - nucléaire etc.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation
supérieure technique et commerciale, maîtrisant
parfaitement la langue allemande et rompu aux
techniques de gestion d'une PME.

Ecrire avec C.V. détaillé à Solange MONTEIL

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 Paris.
Tous les dossiers seront traités
confidentiellement.

RESPONSABLE INFORMATIQUE

Laboratoire pharmaceutique en pleine expansion,
C.A. 65 millions, filiale d'un puissant groupe
international, recherche son RESPONSABLE DE
L'INFORMATIQUE.

Batichée à la direction générale, la fonction
consiste à : assurer le bon fonctionnement et la
maintenance des programmes existants ; suggérer
toutes améliorations ; analyser les besoins des uti-
lisateur ; concevoir et proposer de nouvelles appli-
cations en étroite collaboration avec les différents
directeurs ; assurer la formation du personnel
impliqué.

Disposant actuellement d'un IBM 34, il assure le
développement des systèmes dans le cadre de
l'évolution des activités.

Ce poste conviendrait à un candidat motivé,
substantiel et dynamique, âgé de 30 ans maxi-
mum, de formation supérieure, ayant acquis au
minimum 3 ans d'expérience de l'informatique en
entreprise, compétent sur le plan technique et
ouvert aux problèmes de gestion.

Ce poste doit évoluer vers la fonction de Direc-
teur de l'informatique.

Les personnes intéressées
envoient lettre manuscrite,
C.V., photo (retournée) et
rémunération souhaitée
sous réf. 70-15 M à CLSP
3 av. Percier, 75008 Paris.



MATRA

recherche

INGENIEUR ELECTROMECHANICIEN

— Il est responsable des essais de qualification d'équi-
pements électromécaniques.

— Il participe à l'élaboration des spécifications de
produits, définit les procédures et les moyens d'essais
et suit la réalisation des essais en s'appuyant sur une
équipe de 6 techniciens.

— Ce poste concerne un ingénieur de formation à
dominante électromécanique (CESTI - IDN - ECP -
ENICA...), ayant également des connaissances en
électronique.

— Il aura acquis par une expérience industrielle de
l'ordre de 2 ans le sens de l'organisation et une
bonne capacité d'encadrement et de travail en
équipe.

Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo
en indiquant la référence NK 475
au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres

MATRA B.P. N° 1 - 78140 VELIZY

LABORATOIRE CENTRAL
DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

recherche

INGÉNIEURS DÉBUTANTS ou CONFIRMÉS

ENST - SUPÉLEC pour étude et réalisation nou-
veaux systèmes : Transmission - réception - émi-
ssion - guidage - simulation - codage - traitement
du signal.

Nationalité française exigée.

Envoyer avec C.V. et prétentions à L.C.T.,
Boîte Postale 60 - 91 VELIZY-VILLACOUBLAY.

offres d'emploi

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur filiale

référence R6 517 CM

UN PUISSANT GROUPE FRANÇAIS recherche le Directeur d'une de ses
filiales de distribution. Il s'agit de la Direction d'une société de 200 personnes
environ qui nécessite une expérience du commercial, de l'encadrement du per-
sonnel et de la gestion.
Le titulaire du poste, 32 ans minimum, devra disposer d'une formation grande
école et d'une solide expérience acquise au niveau d'un centre de profit à vocation
commerciale.

Rémunération : 180.000 F Poste : grande ville Rhône-Alpes.

Responsable vente export haut niveau

référence MB 513 AM



AIR LIQUIDE recherche pour sa division engineering un
Responsable de Ventes Haut Niveau. Il sera chargé de promouvoir en Amérique
du Sud la vente de grands ensembles de génie chimique et de négocier les
contrats correspondants.
Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou
de commerce, ayant 5 à 10 ans d'expérience de ventes de biens d'équipement
(de préférence dans le domaine du génie chimique). Situation très active et inté-
ressante pour candidat dynamique, ayant des qualités marquées de vendeur et
négociateur.
Connaissance de l'anglais nécessaire et de l'espagnol très souhaitable.
Base : banlieue Est Paris.

Jeune directeur études informatiques ECP - AM - Télécom

référence OD 515 AM

SOCIÉTÉ DE SERVICE EN FORTE EXPANSION filiale d'un important
groupe français offre un poste de Directeur des Etudes Informatiques. Ce
Jeune Cadre Supérieur rattaché au Directeur Général et membre du comité de
Direction aura la responsabilité directe de la direction, l'animation de son équipe,
de la gestion de son budget... Relations fréquentes avec les constructeurs.
Il devra disposer d'une formation supérieure (ECP - AM - Télécommunications...) ou
équivalente et justifier d'une expérience études informatiques de 3 à 5 ans
acquise en relation avec un matériel de haut de gamme, réseau télé-traitement
et mini-ordinateurs.
Poste d'avenir pour candidat ayant un potentiel élevé.
Rémunération attractive fonction de la personnalité.
Poste : Paris-Sud.

Ingénieur grande école Mines - ECP - Arts et métiers

référence NC 514 AM



CEMENTS LAFARGE FRANCE propose une
carrière à Ingénieur Grande Ecole, Mines - ECP - Arts et Métiers, formation
complémentaire en électricité, ayant 2 à 3 années d'expérience en exploitation
dans l'industrie lourde, sa première affectation est prévue dans le service entretien
d'une usine importante et automatisée.
Il devra accéder rapidement à des postes de responsabilité en usine. Sa carrière
pourra se développer dans l'ensemble du Groupe LAFARGE, tant en France
qu'à l'étranger.

BANQUE PRIVÉE

8^e arrondissement, recherche

PROGRAMMEURS COBOL

Confirmés (2 ans d'expérience souhai-
tés). Débutants acceptés.

Formation I.U.T. ou équivalente.
Dégoûtés obligations militaires.
Libres rapidement.

Adresser candidatures détaillées n° 17.080
CONTESSE Publiété, 20, avenue de l'Opéra,
75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

En raison de l'accroissement
de ses capacités

Le Centre de Développement d'une importante
Société de produits biologiques, recherche

UN INGÉNIEUR chef du service fermentation

formation niveau 3^e cycle de type INRA (Grignon),
ENSAIA (Nancy), ENSIAA (Douai), ou similaire. Expe-
rience dans le domaine des techniques de fermentation
indispensable.
Il est responsable de la conception et de la mise en
œuvre des programmes. Il assure le contrôle des pro-
duits obtenus après recherche et mises au point de
méthodes nouvelles d'analyses.

Des qualités d'animateur sont nécessaires pour diriger
une équipe de cadres et de techniciens.
Des compétences de gestionnaire sont également re-
quises afin d'évaluer l'incidence économique des pro-
grammes et des moyens d'action.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions
sous référence 6204
EMPLOIS ET ENTREPRISES
18, rue Volney 75002 PARIS

DIRECTEUR D'EXPLOITATION BANQUE DE DEPOTS PRIVEE Paris 8^e



Notre banque de taille PME fait partie d'un important groupe financier.
Dirigée par des hommes jeunes, combattifs et performants, elle accroît de façon conti-
nue sa clientèle d'entreprises et implante régulièrement de nouvelles agences.
Cette expansion nous conduit à solliciter notre Directeur Général en confiant à un
cadre le développement, le contrôle et l'animation des 10 agences existantes, la
création de nouvelles unités ainsi que la mise en place de leur encadrement.
Afin de bien vous intégrer dans notre équipe, il faut une expérience réussie d'ouverture
d'agences que votre sens commercial et votre dynamisme auront fait progresser à une
taille importante. Vous devez être mobile car vos fonctions vous conduiront fréquem-
ment en province.
La rémunération sera à la hauteur de vos compétences et de vos résultats. Voulez-
vous nous adresser votre C.V. détaillé, une photo récente, votre rémunération actuelle
sous la référence M - 801.
Chaque candidature sera étudiée de façon tout à fait confidentielle.

TIORACE conseil

97, rue de Richelieu - 75002 Paris

offres d'emploi



UN PUISSANT GROUPE FRANÇAIS recherche le Directeur d'une de ses
filiales de distribution. Il s'agit de la Direction d'une société de 200 personnes
environ qui nécessite une expérience du commercial, de l'encadrement du per-
sonnel et de la gestion.
Le titulaire du poste, 32 ans minimum, devra disposer d'une formation grande
école et d'une solide expérience acquise au niveau d'un centre de profit à vocation
commerciale.

Rémunération : 180.000 F Poste : grande ville Rhône-Alpes.



AIR LIQUIDE recherche pour sa division engineering un
Responsable de Ventes Haut Niveau. Il sera chargé de promouvoir en Amérique
du Sud la vente de grands ensembles de génie chimique et de négocier les
contrats correspondants.
Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ou
de commerce, ayant 5 à 10 ans d'expérience de ventes de biens d'équipement
(de préférence dans le domaine du génie chimique). Situation très active et inté-
ressante pour candidat dynamique, ayant des qualités marquées de vendeur et
négociateur.
Connaissance de l'anglais nécessaire et de l'espagnol très souhaitable.
Base : banlieue Est Paris.

SOCIÉTÉ DE SERVICE EN FORTE EXPANSION filiale d'un important
groupe français offre un poste de Directeur des Etudes Informatiques. Ce
Jeune Cadre Supérieur rattaché au Directeur Général et membre du comité de
Direction aura la responsabilité directe de la direction, l'animation de son équipe,
de la gestion de son budget... Relations fréquentes avec les constructeurs.
Il devra disposer d'une formation supérieure (ECP - AM - Télécommunications...) ou
équivalente et justifier d'une expérience études informatiques de 3 à 5 ans
acquise en relation avec un matériel de haut de gamme, réseau télé-traitement
et mini-ordinateurs.
Poste d'avenir pour candidat ayant un potentiel élevé.
Rémunération attractive fonction de la personnalité.
Poste : Paris-Sud.

CEMENTS LAFARGE FRANCE propose une
carrière à Ingénieur Grande Ecole, Mines - ECP - Arts et Métiers, formation
complémentaire en électricité, ayant 2 à 3 années d'expérience en exploitation
dans l'industrie lourde, sa première affectation est prévue dans le service entretien
d'une usine importante et automatisée.
Il devra accéder rapidement à des postes de responsabilité en usine. Sa carrière
pourra se développer dans l'ensemble du Groupe LAFARGE, tant en France
qu'à l'étranger.

Ingénieur en chef

(département DEVELOPPEMENT)

L'un des principaux organismes de forma-
tion et de conseil (100 personnes - 20
centres) recherche un ingénieur diplômé
dont les tâches seront les suivantes :

• Analyse des produits-formations exis-
tants : "Organisation de la production"
et "Conditions de travail".

• Conception, en liaison avec les anima-
teurs des stages, de nouveaux produits,
• Mise en place pratique de ceux-ci.

Les produits étant liés au secteur indus-
triel, il est souhaitable que le candidat,
âgé de 35 ans environ, ait une expérience
industrielle de la fabrication dans les
secteurs mécanique, électro-mécanique
ou électronique.

De forte personnalité et possédant de
réelles qualités d'animation de groupe,
le titulaire du poste pourra évoluer dans
l'entreprise.

Adresser C.V., photo et salaire actuel
sous la réf. 69.05/ID/250 à Adequation,
54, avenue de Versailles, 75016 Paris.



BANQUE PRIVÉE PARIS (8^e)

recherche

UNE PSYCHOLOGUE EXPERIMENTEE

40 ans minimum
Chargée du recrutement

Adresser candid. détaillée, photo et prêt à n° 16.475
CONTESSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75004 PARIS
Cedex 01, qui transmettra.

offres d'emploi

CABINET INTERNATIONAL
recherche

FISCALISTE CONSEIL

Nous offrons la possibilité de développer vos car-
rières au sein d'une équipe dynamique offrant des
services de haute qualité.

Il faut : • avoir un diplôme d'une grande école et
une qualification ultérieure en droit • maîtriser
l'anglais • avoir acquis une expérience en fiscalité
française et internationale de 5 ans minimum au
sein d'une grande société française ou internatio-
nale, ou dans un cabinet juridique ou d'avocats de
haute renommée.

Les aptitudes pour analyser et motiver nos clients
spécialistes en matière fiscale, la qualité de
jugement, le sens des relations avec les clients et
la volonté de participer au développement de
l'activité sont des critères impératifs pour réussir.

Les candidatures des personnes en compte seront
prises en considération.

Les personnes intéressées
envoient lettre manuscrite,
C.V., photo (retournée) et
rémunération souhaitée
sous réf. 10.140 M à CLSP
3 av. Percier, 75008 Paris.



chef du personnel

La filiale française d'un groupe multinational
recherche un homme capable de prendre en
charge l'ensemble de la fonction Personnel et
des services généraux, 13 personnes en tout.

Sous la responsabilité du Directeur Admini-
stratif et Financier, il bénéficiera d'une large
autonomie dans le conseil aux différentes
directions, dans le choix et la gestion dynami-
que des hommes au sein d'une société où le
potentiel humain a une grande importance.

Il aura au moins 5 ans d'expérience de la
fonction Personnel, et il parlera à possible
anglais. Le poste est à pourvoir en banlieue
ouest.

Adresser C.V. + prétentions + photo à
Media System, 104 rue Réaumur 75002
Paris, sous référence 4232.

IMPORTANT GROUPE
DE BATIMENT TRAVAUX PUBLICS

recherche

Pour agence SUD RÉGION PARISIENNE

CADRE COMPTABLE et ADMINISTRATIF

Cet agent, du niveau minimum BTS, sera res-
ponsable du service comptabilité générale et ana-
lytique, ainsi que de la gestion du personnel
chiffriers.

Il est nécessaire d'avoir une expérience de 3 ans
minimum dans une fonction similaire au sein
d'une entreprise de bâtiment ou de T.P.

Pour son siège BANLIEUE SUD

COMPTABLE 2^e ECHELON

Le candidat devra avoir une formation du niveau
BT - Une expérience de bâtiment ou de T.P. est
souhaitable.

Envoyer avec C.V. et prétentions, n° 16.837,
CONTESSE Publiété, 20, av. Opéra, Paris-1^{er}, q. 1^{er}.

IMPORTANT ORGANISME BANCAIRE

recherche

FISCALISTE

(DECS, ENI, DES Fiscalité)

doté, de préférence, d'une première
expérience professionnelle

Le candidat sera amené à renforcer la
petite équipe chargée de traiter l'ensemble
des questions fiscales propres à la Société.

Envoyer avec curriculum vitae et prétentions
sous référence 69108 M à BLEU Publiété
17, rue du Dr Lebel - 94300 VINCENNES

T. R. T.

rech. pour ses LABORATOIRES D'ETUDES

INGÉNIEURS

ELECTRONICIENS

Formation GRANDES ÉCOLES
Débutants

Intéressés par des études avancées dans les do-
maines :

- Radar.
- Radio communication.
- Traitement du signal.
- Hyperfréquences.
- Énergie.
- Convertisseurs pour matériel de télécom-
munication.

Adresser C.V., prétentions et photo à T.R.T.,
5, av. Beaumais, 92330 LE PLESSIS-ROBINSON.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

OCDE ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Appel de candidatures pour les trois postes suivants

1. CHEF de la DIVISION des RESSOURCES et de l'ENERGIE (Grade A5 de l'OCDE) Réf. Env. 1.

- Orientar par ses conseils, mettre au point et diriger l'exécution du programme de travail de la Division qui englobe les aspects environnementaux de la production, de l'exploitation et de l'utilisation de l'énergie, la gestion qualitative de l'air, la gestion des déchets et le recyclage des ressources.
- Diriger des équipes d'experts, conduire des délibérations au sein de groupes d'experts et de Comités inter-gouvernementaux et mener des négociations.

2. CHEF de la DIVISION de l'ENVIRONNEMENT URBAIN (Grade A5 de l'OCDE) Réf. Env. 2.

- Orientar par ses conseils, mettre au point et diriger l'exécution du programme de travail de la Division qui englobe les problèmes d'urbanisation dans les pays de l'OCDE, les problèmes urbains liés au changement et au développement économiques ainsi qu'au rôle des gouvernements dans le domaine de l'urbanisation et du développement urbain.
- Diriger des équipes d'experts, conduire des délibérations au sein de groupes d'experts et de Comités inter-gouvernementaux et mener des négociations.

3. Administrateur Principal (Grade A4 de l'OCDE) à la DIVISION des PRODUITS CHIMIQUES Réf. Env. 3.

- Évaluer les aspects économiques, financiers et commerciaux des politiques gouvernementales dans le domaine des produits chimiques.
- Assurer une étroite liaison entre divers groupes inter-gouvernementaux compétents en matière d'essais de produits chimiques, de bonnes pratiques de laboratoire et de la protection du caractère confidentiel des données.

Qualifications :

- Diplôme(s) universitaire(s) en sciences économiques, en sciences ou en génie civil, de préférence en sciences économiques pour les postes 1 et 2.
- Plusieurs années d'expérience professionnelle de haut niveau dans le domaine correspondant aux attributions dévolues.
- Excellente connaissance d'une des langues officielles de l'Organisation au moins (français ou anglais) ; assez bonne connaissance de l'autre.

Conditions :

- Lieu de travail : Paris avec déplacements éventuels.
- Durée initiale de l'engagement : 3 ans pour les postes 1 et 2 et jusqu'à 31 décembre 1981 pour le poste 3.
- Traitement de base initial : 170 000 (grade A5) et 148 000 (grade A4) francs français par an, approximativement. En outre, le cas échéant, indemnités familiales, indemnités d'expatriation et d'installation, remboursement des frais de voyage et de déménagement et autres avantages. Exonération fiscale sur les émoluments ou équivalent par perception.

Les candidatures (ressortissants des pays membres de l'OCDE) sont à envoyer avant le 20 juillet 1979 à :

Division du Personnel OCDE

2, rue André Pascal, 75775 PARIS cedex 16.

Les candidats devront joindre un curriculum vitae détaillé, rédigé en français ou en anglais et préciser le poste sollicité.

directeur général exportation de produits laitiers.

Un groupe d'industriels laitiers (privés et coopératives) cherche, pour sa société d'exportation, un directeur général. Il prend en main la gestion et l'administration d'un bureau, à effectif limité, à Paris mais aussi et surtout la prospection, l'ouverture de nouveaux marchés avec l'étranger (produits en vrac : lait en poudre, lactosérum, caséine, beurre, etc.). Il connaît bien le négoce international des produits laitiers et les mécanismes économiques communautaires. Un bon anglais est indispensable. Notre consultant, G. BARDOU, vous remercie de lui écrire (réf. 3595 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Poursuivant la progression de sa présence en Afrique UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ spécialisée dans la vente de produits industriels crée le poste de

RESPONSABLE AFRIQUE

(C.A. 50 millions F.F.)

Cet Ingénieur commercial, d'au moins 32 ans, aura une large délégation du Directeur Export dans la détermination de ses objectifs de vente, l'élaboration de la politique commerciale en fonction des pays et des produits, afin de maintenir et d'accroître sa rentabilité. Pour atteindre ses objectifs il sera assisté de plusieurs délégués commerciaux confirmés et d'une infrastructure administrative.

Une expérience de la vente de produits à caractéristiques techniques appliquées à l'exportation est nécessaire. Une parfaite maîtrise de l'anglais est également exigée ainsi qu'une grande disponibilité pour des voyages fréquents de moyenne durée au départ de Paris.

Envoyer curriculum vitae manuscrit, photo et prétentions sous le n° 16.836 à : CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Cabinet spécialisé en Gestion des Ressources Humaines, filiale d'un Groupe International important de consulting, recherche plusieurs

Consultants

Parlant si possible anglais, dans les domaines suivants :

1. Développement des Hommes

De formation supérieure, âgé de 30 ans minimum, le candidat devra avoir une expérience de la gestion et/ou de la formation des cadres.

Intégrant les dimensions psychosociales du management, il lui sera demandé de mener, seul ou en équipe, différentes actions auprès de sociétés importantes ou moyennes. Familier de l'animation de groupes, il s'appuiera sur des techniques existantes et à développer favorisant le changement dans l'entreprise. (Réf. M01)

2. Organisation Générale

- Consultant débutant, âgé de 25 ans minimum. (Réf. M02)

- Consultant confirmé, âgé de 30 ans minimum, disposant de compétences complémentaires, acquises au sein d'un groupe industriel ou d'un cabinet de consultants. (Réf. M03)

De formation supérieure, chacun devra mener, seul ou en équipe, des interventions d'organisation générale touchant à la stratégie d'entreprise. Ils s'occuperont de techniques existantes et à développer privilégiant le rôle de l'homme dans l'entreprise.

Pour les différents postes à pourvoir, la rémunération sera examinée avec chaque candidat en fonction de son expérience. Un intérêt marqué aux résultats individuels et collectifs est prévu.

Votre dossier devra être adressé sous références correspondantes à :

MEDIA SA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
Cui transmettra

(Réponse et discrétion assurées)

ORGANISME FINANCIER DE PREMIER ORDRE

recherche

SPECIALISTE

en

matière de diagnostic industriel

Capable d'analyser et d'apprécier la situation financière d'entreprises et de secteurs industriels ayant :

- Une connaissance des études de marchés, de la fiscalité et du régime juridique des entreprises ;
- Une expérience d'ingénieur et une formation commerciale et d'affaires indispensables ;
- Une bonne connaissance des langues étrangères (au moins l'anglais) ;
- Age minimum 35 ans.

Prévoir adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à n° 5.056
PUBLICITEES RESERVEES, 112, bd Voltaire,
75011 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE recherche pour sa DIRECTION JURIDIQUE UN

RÉDACTEUR-CADRE

pour prise en charge des dossiers de recouvrement et de procédures diverses.

- Formation : maîtrise (ou licence ancien régime) de Droit Privé.
- Connaissance du Droit Bancaire et du Droit des Affaires appréciée.
- Expérience de quelques années dans un poste similaire indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions à
Havas CONTACT,
150, boulevard Haussmann - 75008 PARIS,
sous référence 32554.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FABRIQUANT ET DISTRIBUANT DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

proposant un poste de

RESPONSABLE DE LA DISTRIBUTION PARIS

- Vous serez responsable du stockage, de la distribution des produits, de l'administration de l'agence et de l'entretien d'une centaine de personnes.
- Diplôme de l'Enseignement Supérieur, vous avez déjà réussi dans la gestion et le commandement du personnel d'un établissement similaire ; vous avez travaillé avec l'aide de l'informatique.
- Une expérience de la vente serait un atout supplémentaire.

Les candidats intéressés devront envoyer C.V., photo, prêt, et n° de téléphone à n° T 14.142 M.
REGISTRE-PRESSE, 88 bis, rue Réaumur, Paris-2°.

CHEF DU SERVICE COMPTABILITÉ CLIENTS

95 000 Frs

Nous sommes un important groupe organisé en centres de profits régionaux, et nous traitons un important volume d'affaires.

Il s'agit donc d'assurer le recouvrement des factures pour le compte de plusieurs de nos agences.

Dans le cadre de cette mission et plus particulièrement en cas de litiges, vous serez en contact avec les commerciaux ainsi qu'avec les clients et vous devrez faire preuve de beaucoup de diplomatie mais aussi de fermeté.

A ce poste, il nous paraît souhaitable de posséder le D.E.C.S., complété éventuellement par une formation commerciale.

Toutefois, nous nous attachons plus particulièrement à votre expérience de 3 à 5 ans dans des fonctions similaires au sein d'une importante société.

La pratique de l'anglais sera un plus.

Votre réussite dans ce poste et votre capacité d'adaptation devraient par la suite vous permettre d'évoluer.

Merci d'envoyer votre C.V. sous référence 4162 à Bruno DEMOINET :

INTERNATIONAL
BUSINESS DRIVE
28, av. de Messine
75008 PARIS

à qui nous avons confié cette recherche.

CSC/CE

BANQUE INTERNATIONALE QUARTIER OPERA

recherche

AIDE-COMPTABLE

environ 23 ans.

Libéré Service National.

Niveau C.A.P. Comptable ou C.A.P. Banque, 2 ans d'expérience dans un service comptable de la profession bancaire. Écrire avec C.V. et prétentions, sous réf. 76037 M., à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

IMPORTANTE BANQUE D'AFFAIRES

recherche pour son

département de Gestion de Fortune

ANALYSTE FINANCIER

EXPÉRIMENTÉ

Écrire avec C.V. sous n° 17.508 à CONTESSÉ Pub., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

CONTROLLER

PARIS NORD

150.000 - 200.000 F.

Notre Société recherche pour son Département Pièces de Rechange, un Contrôleur Financier qui rendra compte au Directeur Financier.

D'âge indifférent, le candidat aura une formation HEC, ESSEC (option finance), ou Diplômé de l'Université Gestion et Comptabilité ou autodidacte pouvant justifier d'une grande expérience dans cette fonction ; il connaîtra la comptabilité générale française et anglo-saxonne, la comptabilité analytique et le contrôle budgétaire. Il supervisera un service de 15 personnes dont l'effectif doit atteindre rapidement 30 personnes. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Si ces perspectives de carrière vous intéressent, envoyez votre dossier complet de candidature à No 16880, CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01 qui transmettra en vous garantissant la discrétion la plus absolue.

LE DIRECTEUR DE L'INFORMATION MÉDICALE D'UN LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE, proche banlieue de PARIS, cherche un

médecin

pour l'assister dans la formation médicale du réseau et les expérimentations promotionnelles. D'autres fonctions peuvent lui être confiées à moyen terme.

C'est un médecin de 35 ans minimum, ayant le goût de la promotion médicale et capable de coordonner ses actions avec la direction du marketing. Sa carrière et sa rémunération peuvent évoluer rapidement dans un groupe de dimension moyenne en pleine expansion. Veuillez adresser, s'il vous plaît, votre curriculum vitae avec une lettre manuscrite à notre conseil, sous la réf. 122 LM.

jacques tixier s.a.

7 rue de logelbach 75017 paris

MEDTRONIC, l'un des leaders mondiaux dans le domaine de la stimulation cardiaque (pacemakers) recherche un

MANAGER AUDIT OPERATIONNEL

Basé à Paris.

Il s'agit d'une situation clé dans notre groupe, sous l'autorité directe du PDG Europe-Afrique-Moyen-Orient.

Ce manager sera responsable du développement des plans annuels d'audit, en accord avec les orientations définies par le Comité Exécutif et le département « Corporate Audits ».

Le candidat effectuera des audits financiers et opérationnels, analysera les systèmes de contrôle interne et l'application des procédures. Les candidats à ce poste devront avoir une grande expérience des audits financiers et opérationnels dans un environnement international.

Nationalité : Pays de la C.E.E.

Anglais courant indispensable. Une autre langue européenne serait un atout.

Ce poste implique des déplacements très fréquents.

Des possibilités d'évolution de carrière existent pour les candidats de valeur qui auront réussi dans leur fonction.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence M-100/6 à

MEDTRONIC
Département des Ressources Humaines
120, avenue Charles de Gaulle
92200 NEUILLY

Medtronic

Ingénieur

CALCULS DE STRUCTURES

Dans le cadre du développement de notre Département Informatique et Analyses de Structures au sein de la Direction Technique, nous sommes amenés à vous proposer un poste d'ingénieur.

Ingénieur diplômé en Génie Civil (ECP-ENPC-EP-ETP) vous avez acquis par plusieurs années d'expérience la maîtrise de l'Informatique Scientifique ou de l'Analyse des Structures. Vous êtes intéressé par le développement d'algorithmes d'analyse numérique.

Vous participerez à la maintenance et au développement d'une bibliothèque de programmes de calculs de structures par la méthode des éléments finis.

Vous travaillerez sur un DEC 10/90 en mode interactif.

Votre poste sera basé à SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature (sous référence 79-10) à

P. CANDES-SOCOTEC-Service Emploi & Formation -

3, Avenue du Centre
78182 SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES CEDEX

Le Groupe SOCOTEC (2000 personnes en France et dans le monde) s'est acquis, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans le milieu de l'Édition et de l'Industrie.

ingénieur, fluides et énergie

NOUS SOMMES L'UNE DES PREMIÈRES SOCIÉTÉS D'INGÉNIEURIE avec des activités très diversifiées en France et à l'étranger, notamment dans les installations industrielles.

Nous recherchons, dans le cadre de la promotion de produits nouveaux, développés à partir des techniques des fluides et de l'énergie, un Ingénieur A.M., T.P., E.C.P., E.N.S.A.I.S. ou équivalent.

Il a au moins 5 ans d'expérience, dans une société d'ingénierie ou dans une entreprise détenant des process industriels (agro-alimentaire, pétrochimie, chimie ou autres...). C'est bien sûr un excellent technicien, mais surtout un homme de développement et un animateur.

Il est capable de travailler en anglais.

Veuillez adresser, s'il vous plaît, votre curriculum vitae avec une lettre manuscrite à notre conseil sous la référence 118/2 LM.

jacques tixier s.a.

7 rue de logelbach 75017 paris

Responsable
Circuits à l'

CEC

EQUIPEMENT DE
Chef de V
Franc

DEPARTEMENT RE

medecin, r

medecin, r

medecin, r

JEUNI

Un directe

Les ventes, c'est notre pain qu

Sirca

11, avenue Deicas

AUD

ego

صكزا من الامل

offres d'emploi

Responsable de notre Département Circuits à la demande 160.000 F/an

Entreprise française très performante, mondialement connue dans le domaine des techniques de pointe, nous développons une activité «CUSTOM DESIGN» en circuits intégrés.

Nous recherchons un ingénieur (H. ou F.) de plus de 30 ans, disposant d'une bonne expérience en conception (simulation MOS soustraites). S'il dispose de bonnes capacités d'organisation, il sera celui qui mettra en place et animera notre équipe de conception. Ce sera la première étape de son évolution dans notre groupe.

Le poste est à pourvoir en proche Banlieue Parisienne.

Envoyez votre CV sous référence 689 M aux consultants de GFC chargés des premiers contacts.

Détachement immédiat et réponse assurée.

GFC SPECIALISTES EN RECHERCHE DE CADRES RESPONSABLES
110 rue de Sèvres 75015 Paris

EQUIPEMENT DE BUREAU
La filiale française d'un important groupe européen recherche son

Chef de Ventes France

DEPARTEMENT REVENDEURS
Responsable devant la direction générale des objectifs de son département, il en assurera également l'administration.

Il animera une équipe d'inspecteurs commerciaux.

32 ans minimum, le candidat aura une expérience d'encadrement ou de vente à un réseau de concessionnaires dans les matériels de reprographie.

Le poste est à pourvoir au plus tard le 1/9/1979

Envoyer C.V. 1 photo s/réf. C 12 à P. LICHAU S.A. - BP 220, 75063 Paris cedex 02 qui transmettra.

HENKEL FRANCE S.A. 1 Milliard de C.A. leader sur le marché des produits d'hygiène pour l'industrie laitière

recherche

UN INGENIEUR
(agro - ENSI. Nancy - ENSIAA. Douai.) pour lui confier, un rôle de conseiller technique et d'expert auprès de la force de vente et des milieux professionnels concernés.

C'est un diplômé d'une école d'agriculture, option lait ou équivalente (28 ans minimum) mobile et ayant une expérience en technologie.

Résidence région parisienne.

Connaissance de l'Allemand appréciée.

Voiture société fournie.

Ecrire avec curriculum vitae détaillé en précisant le salaire actuel DRH

HENKEL FRANCE, 12, avenue Raspail, 94250, GENTILLY.

SCOR

Première société française de réassurance, nous sommes en recherche d'affaires avec des sociétés d'assurances dans plus de 120 pays. Depuis notre création en 1970, nous avons multiplié notre C.A. par 4 (près de 3 milliards de francs) et nous sommes au 4ème rang mondial.

Notre Direction Financière souhaite s'adjointre un spécialiste de la

fiscalité des entreprises

Par l'étude des lois de finances et du code des impôts, il détermine l'interprétation permettant l'application des textes à notre domaine d'activité. Il aura également à se familiariser avec les régimes fiscaux des filiales et bureaux à l'étranger et à proposer les solutions fiscalement les plus favorables en cas de nouvelles implantations.

Homme (ou femme) d'étude et de réflexion, ayant une formation supérieure Droit, Economie ou Sciences Po, il se sera spécialisé en fiscalité. Une expérience d'un service fiscal ou juridique d'entreprise, ou celle d'un cabinet spécialisé serait très appréciée.

L'anglais est également indispensable.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sous la référence B 3748 à Monsieur Collet, 1, rue de Berri 75008 Paris.

bernard julhiet psycom

médecin, recherche clinique

Dans le cadre d'une «joint venture» entre un **LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE FRANÇAIS** et un groupe étranger, nous cherchons, pour PARIS, un médecin, responsable de la recherche clinique pour UNE GAMME DE PRODUITS CARDIO-VASCULAIRES.

C'est un homme ou une femme ayant déjà trois ans d'expérience dans le développement de ces produits ou un cardiologue souhaitant s'orienter vers une carrière dans l'industrie pharmaceutique.

Veuillez adresser, s'il vous plaît, votre curriculum vitae avec une lettre manuscrite à notre conseil, sous la réf. 123 LM.

jacques tixier s.a.
7 rue de logelbach 75017 paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION
pour son Siège Social à VINCENTNES :

UN CHEF COMPTABLE
CONFIRME

Capable de diriger une équipe de 10 personnes.

Expér. informatique exigée. Niveau minimum DES. Comptabilité.

Env. C.V. manuscrit + prêt, sous réf. 3.125 à Publ. LICHAU S.A., B.P. 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

C.I.R.C.E.
Centre de Calcul du C.N.R.S. (22/30/10/8 - IBM, MVS, TSO)

3 INGENIEURS

1 INGENIEUR SYSTEME pour maintenance logicielle, exploitation IBM-MVS, adaptation, étude.

1 INGENIEUR SYSTEME pour démarrage de logiciels de vers SNA, étude tests et migration du réseau actuel vers SNA.

1 INGENIEUR de format. math. et stat. avec spécial. en activités d'assistance technique et formation des utilisateurs.

Diplômé min. 5 ans exp. en équiv. conatels, anglais, français.

Départ. O.M. Nat. Française.

Adr. C.V. + prêt, au Secrétaire du C.I.R.C.E., Bât. 506 - 91405 ORSAY Cedex.

EMPLOIS A SAISIR EN INFORMATIQUE

Devenez

PROGRAMMEUR-ANALYSTE

Stages de 14 semaines y compris pendant vacances

PRETS ETUDIANTS
remboursables en 24 mois
IBM 20 et C/IBM SYST. 4

Niveau minimum requis : BAC

355-95-96
CEPIA Formation privée
64, rue Amiel (119)
Ecole Technique Supérieure Paris Est ch. pour septembre 1979

H. 00
pour assurer accueil, renseignements, transmission, contacts internes et externes, relations publiques, relations presse, relations clients.

CREATIONS DAUPHINE 41, av. de la République, 75008 Paris, 41, av. de la République, 75008 Paris, 41, av. de la République, 75008 Paris.

Sté de SERVICES TECHNIQUE-COMMERCE
INTRODUIT milieu informat. clientèle P.A.L.E. PARIS-BANL.

BACA (207) - 365-76-65

J. & E. SOZIO S.A.
Matériaux aromatiques (groupe PROTÉG)

rech. pour son laboratoire de GRASSE

PARFUMEUR CONFIRME

Ecrire (discrétion assurée) à :
M. Henri SOZIO
à E. SOZIO S.A.
rue St-Jovite, 93021 GRASSE
ou
M. Robert Moore
4, rue Barbès
75005 Levallois-Perret.

BANQUE STRANGERE
QUARTIER OPERA
recherche

ATTACHE CCIAL
pour développer un portefeuille clientèle P.A.L.E. PARIS-BANL.

Env. C.V. + prêt, au T. 14.97 M 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE EN EXPANSION
cré département EXPORT

AGT TECHNICO-COMMERCE
pour développer un portefeuille clientèle P.A.L.E. PARIS-BANL.

Directeur Export. Trilingue anglais-allemand-consulats dactylo. Envoyez C.V. photo et références. Ecole Publique, 23, 19 Polignonne, 75010 Paris.

JEUNE INGENIEUR PARIS

La Société est une ingénierie réputée dans le domaine des installations techniques informatiques (conception, aménagements complets de locaux à usage informatique y compris climatisation, sécurité, alimentation électrique, etc.).

Son expansion l'amène à rechercher un ingénieur débutant ou ayant un à deux ans de pratique, attiré par un poste complet : études, chantiers, gestion d'affaires.

Le poste peut convenir à un ingénieur électricien ou électronique ayant de l'intérêt pour une vie active et pour les problèmes informatiques.

Si vous voulez en savoir davantage sur la Société et le poste AVANT MEME D'ETRE CANDIDAT demandez une documentation sous référence 1877 M à F. DOZOL - DELTA CONSEIL 27, rue Dombasle 75015 PARIS - Tél. 250.84.30

Un directeur fort en ventes

Les ventes, c'est notre pain quotidien. Notre force commerciale, c'est la richesse vive de notre firme. Et nous savons que c'est à la motivation et au travail de nos cinquante vendeurs que nous devons de voir progresser, point par point, Nielsen après Nielsen, nos parts de marché.

Pour orchestrer notre implantation avec vigueur et clairvoyance, il nous faut un homme fort.

Fort de son expérience... au sein de la grande consommation alimentaire, où il a exercé avec succès des responsabilités au plan national.

Fort de ses capacités... d'animateur, d'organisateur, de gestionnaire. Il a été formé à bonne, sinon grande école, et il est doté d'un certain charisme personnel qui l'aidera à réussir sa intégration.

Il trouvera un environnement particulièrement stimulant. Un important groupe anglo-saxon du secteur chocolaterie-confiserie, des produits de qualité à forte notoriété, un soutien marketing puissant et efficace.

Les consultants du cabinet SIRCA nous présenteront sa candidature. Leur écrire sous référence 795 251 M.

Sirca
11, avenue Delcassé - 75008 PARIS.

AUDITEUR EUROPE

Un grand groupe d'assurance française de dimension internationale crée un poste d'auditeur de ses filiales à l'étranger (Europe + Afrique du Nord).

Il sera chargé auprès de ces établissements de missions de contrôle sur l'application des procédures et la fiabilité des données comptables.

En outre, il met en forme les états de contrôle budgétaire, les centralise et les analyse.

Nous souhaitons rencontrer un jeune Auditeur qui ait une première expérience de 1 à 3 ans dans un Cabinet ou dans une entreprise et souhaite avoir une expérience plus large à l'échelle internationale.

Il possède 2 langues étrangères.

Des informations complémentaires seront adressées sur simple demande en écrivant sous référence M 1219 AL à

egor 5, rue Meyerbeer, 75009 PARIS

Société d'ingénierie générale
bâtiment et infrastructure ayant
siège à Montreuil recherche

Ayant connaissances en chauffage, plomberie, électricité, écriture à O.P.P. (no 229), 2, rue de Saxe, PARIS-9.

Importante société spécialisée dans la conception et la réalisation de projets de service technique.

JEUNE DEBUTANT
DUT Gestion, maîtrise gestion, env. C.V. et prêt, au T. 3.572

PUBLICITES REUNIES
112, bd Voltaire, 75011 PARIS.

SOCIÉTÉ DE PRODUCTION DE CHALEUR - Région parisienne recherche

CHEF DE SERVICE
ADMINISTRATIF, chargé des questions de personnel, d'approvisionnement et des relations juridiques. Connaissances comptables appréciables. Ce poste conviendrait à un cadre diplômé de 35 ans environ. Salaire brut annuel 110.000/130.000 F. selon expérience. SITUATION STAB.

Convention des candidats retenus sur place : SEPT. 1979. Date d'embauchement : JANV. 1980. Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à O.S. Publicité, 29, rue Marbeuf, Paris-8, qui tr.

Sté PARIS NORD rech.

A.T.P.
OU INGENIEURS ELECTRONIQUES

Connaissances logiques et microprocesseurs. Envoyez C.V. et prétentions à 24.000 sur enveloppe à 29, r. de Valenciennes, Paris-9, qui transmettra.

BANQUE INTERNATIONALE
PLACE DE PARIS recherche

COLLABORATEURS (TRICES)
REDACTEURS
POUR ETUDE DES CREDITS CLIENTELE COMMERCIALE BONNE CONNAISS. JURIDIC.

MONTEUR DE CREDITS ACHETEURS
NIV. BREVET PROPOSE. MIN. 3 à 5 ans EXP. BANCAIRE

SYSTEM 2000
Vous êtes ingénieur et avez une pratique de système 2000.

Vous souhaitez valoriser votre acquis en participant à la conception et à la mise en place d'une très importante base de données.

Nous voudrions vous rencontrer.

Ecrire sous réf. 548 à P. LICHAU S.A. - B.P. 220 75063 Paris ced. 02 qui transmettra.

Lieu de trav. RUNGIS 2. S.I.L.I.C. Sal. annuel départ 65.000 F. 5 x 8. LIBRE DE SUITE.

DES AUTEURS
pr rédaction d'articles techniques, dans les domaines des microprocesseurs, micro-ordinateurs et de l'informatique.

Pr tous renseignements, veuillez appeler le 26-46-97.

ORGANISME D'INNOVATIONS D'ENSEIGNEMENT ET D'ASSISTANCE TECHNIQUE
recherche pour service Essais sans destructifs

UN INGENIEUR
ayant expérience de plusieurs années dans l'application des contrôles aux constructions soudées.

Le candidat doit être de niveau III

ds les systèmes de certification ASNT ou CORREND.

DAPHNE SAMSON
Candidat au recrutement, 22, rue de Valenciennes, 75005 Paris, 22, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

IMPORTANTE ENTREP. DE TOURISME
recherche

ANALYSTE-PROGRAMMEUR
pour reprendre les chaînes de traitement de gestion interne.

expérience min. de 2 ans sur des applications de gestion. Connaissance du Cobol et du matériel IBM.

Env. C.V. Serv. du Personnel, 50, rue FABERT, 75001 PARIS.

ATTACHES CCIAUX

• 24 ans minimum.
• Expér. bancaire d'un mois.
• 3 années.
• Gout et aptitudes pour la démarche.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo, prêt, et références à SWEERTS, 1388, B.P. 269 75424 PARIS, Cedex 09.

Société NORBERT BEYRAUD FRANCE
Etudes économiques, financières, Gènie Industriel spécialisée dans assistance technique aux pays en voie de développement.

64, rue Pierre-Chiron, Paris-8 recherche

INGENIEUR GRANDE ÉCOLE
Ayant sérieuse formation économique et informatique, pouvant envisager séjours à l'étranger. Ecrire lettre manuscrite avec C.V. et photo.

SOCIÉTÉ SPÉCIALISTE DE LA PROTECTION JURIDIQUE DES INNOVATIONS
bien établie recherche

INGENIEUR GRANDE ÉCOLE
ayant formation en

ELECTRONIQUE

si possible avec expérience industrielle.

N'est pas un candidat brillant de l'école de la faire une grande carrière.

Adresser C.V. avec photo et prêt, à NOVAPAT, 107, boulevard Pereire, 75017 Paris qui transmettra.

Société de courtage
ville de Fougères recherche UN

JEUNE COLLABORATEUR
ANALYSTE. Bon contact oral. Anglais et allemand exigés. Discret. ass. Adr. C.V., photo, prêt, à 91471 M. Rosta-Presse, 85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris

Pour ses SERVICES ADMINISTRATIFS, Entreprise TRAVAIL TEMPORAIRE EMPLOI PERMANENT

COMPTABLE CONFIRME
(Fiscal et Social)
Comptabilité à décaque

Adresser C.V. manuscrit, photo, prêt, et références, sous réf. 1461, L.T.P., 31, boulevard de Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS CEDEX 02

A.T. 3 - A.T.P.
ELECTRONICIEN
pour étude et développement de systèmes à MICROPROCESSEURS

Expér. industrielle min. 3 ans. Envoyez C.V. à ELECTRONIQUE C.K.D. B.P. 437 95005 Cergy-Pontoise Cedex

ERIN
Société en expansion recherche pour développement de logiciel de base Application TR (contrôle process). Matériel type MITRA - SOLAR - SEL

• DES INGENIEURS
2 à 3 ans d'expérience ou débutants avec stages

• DES ANALYSTES PROGRAMMEURS
DUT + quelques années d'expérience

Ecrire avec C.V. et réf. 2.576 à AXIAL PUB. 97, St-Honoré, Paris 07, qui transmettra, ou tel. pr R-VS au 068-24-75.

SOCIÉTÉ COMMERCIALE
recherche

COMPTABLE

EXPER. dans COMPT. P.M.E.

Ce poste convient à candidat de 30 à 40 ans min.

Lieu de trav. RUNGIS 2. S.I.L.I.C. Sal. annuel départ 65.000 F. 5 x 8. LIBRE DE SUITE.

RADIO MOBILE 686-28-27
LE DIRECTEUR GENERAL d'une importante société de transports maritimes située près de l'Opéra recherche

SA COLLABORATRICE

Cette-ci, secrétaire sténodactylo expérimentée, organisée et méthodique, parlant anglais, aura une excellente présentation et sera très à l'aise dans ses contacts de haut niveau.

Il sera répondu à toutes les candidatures adressant un dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions), sous réf. 2605 M à

DAPHNE SAMSON
Candidat au recrutement, 22, rue de Valenciennes, 75005 Paris, 22, rue de Valenciennes, 75005 Paris.

représent. offre

Société internationale bricoleurs articles fumiers rech. pour secteur Paris-Banlieue

REPRESENTANT EXCLUSIF
Réf. connus, clientèle spécialisée et tabac. Remunérat. fixe+commis+fruits de route. Envoyez C.V. et photo n° 5.073 PUBLICITES REUNIES 112, bd Voltaire, 75011 Paris.

secrétaires secrétaires secrétaires

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
recherche pour son

PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

UNE SECRETAIRE COLLABORATRICE
DE TRES HAUT NIVEAU

Une expérience d'au moins 10 ans dans un poste équivalent est indispensable.

Connaissance parfaite de l'anglais parlé et écrit, ainsi que sténo française/anglaise et bonnes notions d'allemand désirables.

Ce poste est difficile à tenir et nécessite une entière disponibilité.

Il demande un sens des relations humaines approfondi pour faire face à de très nombreux contacts sur le plan intérieur aussi bien qu'extérieur.

Position cadre - 13ème mois entrée en fonction : Septembre

Il est inutile d'envoyer des candidatures ne répondant pas intégralement aux exigences du poste demandé.

Envoyer C.V., prêt, et photo à no 16752 CONTEXTE Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui trans.

Groupe de Presse
recherche pour son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF & FINANCIER

une excellente secrétaire

possédant des qualités d'organisation et de rigueur intellectuelle.

Elle sera intégrée dans une équipe jeune et dynamique.

Les dossiers (C.V. + photo + prétentions) sous réf. 2702 M à publier sur l'annuaire - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

SOCIÉTÉ 204
FILIALE IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recherche pour son

DEPARTEMENT EXPORT

SECRETAIRE

LANGUE MATERNELLE ALLEMANDE

Sténo française souhaitée.

Se présenter le mercredi 27 juin de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h ou envoyer C.V., photo et prétentions à SURMELEC 74, rue du Surmelin 75020 PARIS

CENTRE PARIS SOCIÉTÉ COMMERCIALE
recherche

excellente secrétaire bilingue italien

En liaison constante avec la Direction, elle devra montrer vivacité et initiative dans des tâches diversifiées. Elle sera plus particulièrement chargée de la gestion des importations.

POSITION CADRE.

Adresser C.V. et prêt, s/réf. 19M117 Centre de Psychologie Appliquée 69, rue de Monceau 75008 PARIS.

ORGANISME PARIS-14
recherche pour son service de documentation

SECRETAIRE-AIDE-DOCUMENTALISTE

- bonne formation générale (BAC G1 apprécié).
- expérience professionnelle souhaitée.

Adr. C.V. et prêt, s/réf. 1.887 à SWEERT, B.P. 269, 75424 Paris Cedex 09.

Cabinet de conseil technique et juridique recherche :
JEUNE SECRETAIRE STENOGRAPHIQUE
ayant une connaissance de l'anglais et de l'allemand. Ecr. n° 1748, 11 Montreuil-Pub. 5, r. Italiens, 75002 Paris Ced. 02

Hôtel Plaza Athènes rech.
SECRETAIRE-RECEPTIONNISTE
avec réf. (français-anglais)
Tél. 39-45-23 Bureau du Personnel pour rendez-vous

Le Monde

régions

LES SUITES DU RAPPORT MAYOUX

Les banquiers doivent se rapprocher de la province

nous déclare M. André Chadeau

Il y a un an exactement, M. Jacques Mayoux, inspecteur des finances, ancien directeur général du Crédit agricole, était chargé par le gouvernement d'animer un groupe de travail sur la décentralisation du système bancaire. M. Mayoux a, depuis, été nommé président du groupe sidérurgique Sactior, ce qui lui a permis de toucher de très près les questions de conversion géographique et industrielle.

M. Mayoux a remis son rapport au premier

ministre il y a deux mois. Ses propositions sur le « décloisonnement » des réseaux financiers, sur la concurrence bancaire et sur l'amélioration des relations entre les banques et les entreprises ont été ressenties comme une véritable « bombe ».

M. André Chadeau, délégué à l'aménagement du territoire, nous dit ce qu'il pense de ces propositions.

« Un prochain conseil des ministres devrait examiner les conclusions du rapport de M. Mayoux sur le développement des initiatives financières locales et régionales. Quel est le rôle de la DATAR dans la pensée et la rédaction de ce rapport ?

— Vous savez que, depuis de nombreuses années, la délégation à l'aménagement du territoire a pris des initiatives pour favoriser la décentralisation bancaire et financière. Au-delà d'opérations classiques de transferts en province d'établissements parisiens, il est très vite apparu qu'il était nécessaire d'aider au développement des initiatives lancées par les régions elles-mêmes. C'est ainsi que diverses opérations expérimentales ont été décidées. Je pense en particulier à l'opération Lyon-place bancaire ou à la création de la Société pour le financement du Massif-Central (Sofimac).

« Très rapidement, l'intérêt suscité par ces expériences a rendu nécessaire une réflexion d'ensemble sur la question. C'est pourquoi le comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) du 13 février 1978 avait décidé la création d'un groupe de travail « ad hoc » présidé par M. Mayoux et dont le secrétariat était assuré par la DATAR.

Le rapport Mayoux répond-il à votre attente ?

— Ce rapport ne peut que répondre à mon attente puisqu'il a été établi en étroite liaison avec la DATAR. L'un des rapporteurs n'est autre que M. Pierre-Louis Remy, chargé de mission, responsable des activités financières et bancaires à la délégation. De nombreux membres du groupe de travail sont des personnalités dont l'expérience en matière de décentralisation financière est reconnue.

D'autre part, lorsqu'on

examine la liste des personnalités entendues par le groupe, on est frappé de voir l'importance de celles dont l'activité s'exerce principalement en province. Je rappelle d'ailleurs que les rapporteurs se sont eux-mêmes déplacés à Lyon, Nantes, Troyes et Strasbourg, pour entendre sur place des personnalités locales.

— En quoi le rapport Mayoux concerne-t-il directement la politique d'aménagement du territoire ?

— Un rapport sur le développement des initiatives financières locales et régionales concerne bien entendu, dans sa totalité, la politique d'aménagement du territoire. Donner des moyens nouveaux aux petites et moyennes entreprises, par exemple, ne peut que favoriser le développement des régions françaises. Améliorer les rapports entre les entreprises et les organismes qui en assurent le financement est indispensable au développement de la province, car c'est là que les entreprises se sentent les plus démunies vis-à-vis de leurs banquiers.

— Y a-t-il des mesures plus importantes que d'autres pour l'aménagement du territoire dans le rapport Mayoux ?

— Je tiens à mettre l'accent sur trois ensembles de propositions qui me paraissent importants : « Tout d'abord, celui concernant le développement des initiatives régionales en matière de fonds propres ; le renforcement de leurs fonds propres est une

condition nécessaire pour « dynamiser » les petites et moyennes entreprises et, par voie de conséquence, développer l'emploi et la capacité de décision de la France provinciale.

« Aider les S.D.R. à prendre des participations en créant, par exemple, une procédure de garantie partielle des risques pris ou développés par les S.D.R. afin de leur permettre de participer aux opérations de développement régional. Les dotations d'un statut particulier, sont des propositions du rapport Mayoux qui sont utiles dans ce domaine d'action.

« En second lieu, la décentralisation des banques nationales serait d'un intérêt évident pour l'aménagement du territoire. Le dynamisme économique des régions implique que soient présents, localement, des gens compétents et responsables. Or 55 % des cadres supérieurs des banques nationales sont encore à Paris. Le mouvement de déconcentration qui a été amorcé dans le passé doit être poursuivi.

« Enfin, l'insistance sur la nécessaire décentralisation des procédures concernant le financement du commerce extérieur. Le développement économique français passe par l'exportation. Comment imaginer que des régions puissent se développer sans que leurs entreprises se lancent dans la bataille de l'exportation ? Ceci implique qu'elles trouvent sur place tous les conseils en matière de financement, de assurance, de douane ou d'études de marchés qui sont indispensables en pareil cas. Aujourd'hui encore, sur 111 milliards de crédits à l'exportation, 94 milliards bénéficient à des entreprises de la région Ile-de-France. Ces chiffres vous montrent l'ampleur de l'effort qui reste à accomplir. »

Propos recueillis par FRANÇOIS GROSCHARD.

Nord-Pas-de-Calais

Une étude de la chambre de commerce

ROUBAIX-TOURCOING : LE POINT NOIR

(De notre correspondant.) Lille. — Le service d'études de la chambre de commerce et d'industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing a publié le numéro 1 de ses Cahiers d'études (1) sous le titre : « Objectif emploi ». Ce premier numéro étudie la projection 1985 de l'évolution de la population et de l'emploi dans l'agglomération de Lille. Une analyse très fouillée par secteurs géographiques et par branches dont les résultats inquiètent les responsables : si la zone INSEE de Lille offrira plus d'emplois en 1985 qu'en 1975, il n'en sera pas de même pour Roubaix-Tourcoing, le secteur nord de la métropole risquant de perdre quelque dix mille emplois.

Dans le second numéro, sous le titre « Taxes, agis et privilèges », seront rassemblés notamment les résultats des simulations effectuées par la chambre de commerce et d'industrie de Lille-Roubaix-Tourcoing, de la taxe professionnelle dans l'Assemblée nationale.

Par cette nouvelle publication de haut niveau dans le contenu et la présentation, la chambre de commerce entend diffuser de façon plus large et plus cohérente ses enquêtes et travaux de recherche. Elle entend aussi mieux affirmer sa personnalité sur le plan national où l'on a toujours trop tendance à privilégier les études parisiennes. — G. S.

* Les Cahiers d'études, chambre de commerce de Lille-Roubaix-Tourcoing, Palais de la Bourse, 59000 Lille.

Provence-Alpes-Côte-d'Azur

ON L'APPELAIT LE « DOIGT DE DIEU »

Le cyprès de Provence se meurt de maladie

De notre correspondant

Marseille. — Il fait partie intégrante de l'espace méditerranéen. Il est à l'homme du Sud ce que le sapin est à l'homme du Nord. Il figure, sentinelle hiératique, dans les fresques des peintres primitifs ou, flamme noire et convulsée, dans les toiles de Vincent Van Gogh. En Provence, on l'appelle le « doigt de Dieu ». Planté au cœur du paysage provençal, le cyprès joue les premiers rôles avec l'olivier et le pin.

Faudra-t-il bientôt parler de tout cela au passé ? Le cyprès provençal, ce patrimoine deux fois culturel (au sens agricole et au sens esthétique), est menacé de mort. Une double attaque d'une particulière virulence le décline et les spécialistes n'hésitent pas à parler d'une hécatombe comparable à celle qui frappe l'Italie où plus de deux millions de sujets ont péri.

En Provence, l'épidémie gagne chaque année en virulence et en étendue. On ne peut s'empêcher de rapprocher la date où elle fit son apparition avec la période de grand froid qui marqua l'hiver 1968. C'est à cette époque qu'ont été observés les premiers signes de dépérissement. Le responsable en était un champignon microscopique, le *Coryneum carinale*, qui provoque une maladie dont le symptôme le plus apparent est le dessèchement du feuillage, accompagné de chancres superficiels pouvant atteindre jusqu'à 25 centimètres d'où s'écoule la résine. Les branches se décol-

orent lentement avant de roussir ; les petites aiguilles deviennent dures et piquantes. Si l'attaque a lieu près du collet, l'arbre meurt à plus ou moins brève échéance.

« Actuellement il n'existe pas de moyen de lutte vraiment efficace contre le *Coryneum carinale* », explique M. Pierre Emmonot, ingénieur au service régional de la protection des végétaux (1). Le service de protection met à la disposition des professionnels et des particuliers des fichiers et des bulletins d'avis concernant les conseils de prévention, les modes et les listes des produits de traitement. Mais, jusqu'à l'an dernier, on conseillait surtout à ceux qui déplorait des pertes de se tourner vers des espèces plus résistantes que le cyprès de Provence « classique » (*Cupressus sempervirens*).

Pas de vrai remède

Depuis les printemps 1978, les cyprès, quelles que soient leurs variétés, sont l'objet d'une nouvelle menace venant, cette fois-ci, d'un insecte : le « puceron bronzé », qui constitue un fléau que les spécialistes voient s'étendre avec inquiétude. Ils l'appellent *Cymara cypripis*. L'insecte colonise le

cyprès en envahissant le tronc et les branches, les rameaux et les brindilles, mais il reste assez peu visible, car il n'apparaît pratiquement pas sur le feuillage. Les premières attaques ont été signalées aux autorités par les services de la protection des végétaux sur le cyprès bleu de l'Arizona, puis sur le cyprès vert de Provence. Elles ont redoublé lors du dernier printemps. Comme pour le champion, l'arbre qui subit est envahi par les insectes, voit son feuillage se dessécher en partie ou en totalité. A ce stade, il est déjà trop tard pour intervenir.

« Cette situation est toute nouvelle, ajoute M. Pierre Emmonot. Elle n'avait jamais été observée auparavant en Provence. Pourtant ce puceron est connu depuis longtemps. Mais quelles sont les raisons qui ont favorisé son pullulement ? Pourquoi est-il devenu tout d'un coup aussi nocif ? Nous ne le savons pas encore et nous en sommes réduits aux suppositions. »

Peut-être la prolifération est-elle favorisée par des conditions climatiques, à moins que, au contraire, l'arbre soit défavorisé par un environnement qui ne lui réussit plus. Les spécialistes du service régional, comme ceux de la direction de l'écologie et des espaces verts de la ville de Marseille, sont assaillis de coups de téléphone d'agriculteurs ou de particuliers qui leur réclament des conseils sur les moyens de combattre la maladie.

La meilleure défense est encore la prévention grâce à des apports d'engrais à base de nitrate de potasse à dose faible (25 grammes au mètre carré) avant l'arrosage, en répétant l'opération deux ou trois fois, de quinze jours en quinze jours.

« Ce qui est certain, c'est que les spécialistes de la protection des végétaux prennent cette affaire très au sérieux et la qualifient de très préoccupante. On ne sait pas si le cyprès de Provence survivra à une pareille hécatombe. Les plus pessimistes estiment que si rien n'est tenté à grande échelle, il aura pratiquement disparu d'ici deux à trois ans.

JEAN CONTRUCCI

Franche-Comté

UNE STATUE POUR LE SAPEUR

A Camember Lure reconnaissante...

De notre correspondant

Vesoul. — Une statue du sapeur Camember à la place d'une ancienne vasculonne tombée aux oubliettes... L'initiative témoigne que l'esprit du dessinateur Christophe souffle toujours sur sa bonne ville de Lure, mais aussi sur nombre de nos contemporains : des souscriptions ont afflué du monde entier vers l'unique sous-préfecture de Haute-Saône.

Après Tintin à Wolvevaal en Belgique, Maigret à Delfzijl aux Pays-Bas, Pinocchio à Colloredo aux Etats-Unis, Robinson Crusée et Vendredi à Hull en Angleterre et Peter Pan à Londres et à Bruxelles, voici donc Camember coulé dans le bronze à Lure. Cette reconnaissance, Camember la doit aux siens.

François - Baptiste - Ephraïm Camember naquit en effet à Gleux-les-Lure (Saône Supérieure), le 22 février 1944, des œuvres de Georges Colomb, qui s'appelaient les calenbours qu'il s'en choisit un comme pseudonyme : Christophe. Il fut le père du sapeur Camember, de la famille Fanouillard, du savant Cosinus, des malices de Plick et Plock, qui virent le jour à partir de 1989 dans le *Faît* français illustré, journal des écoliers et des écolières. La voie française de la bande dessinée était née.

En fait, Christophe a sacré ses héros : Artemise et Camégondo, c'étaient les filles du sous-préfet de Lure, Destremau ; le docteur Breuvege, c'était le docteur Boisson, Guy Mauve, le pharmacien du coin, et le colonel Coardeau, le propre père de Colomb.

Lure avait perdu de vue Camember et son père... Il a fait une dévotion de la R.N. 19 et l'attraction des grandes surfaces de Vesoul, de Belfort et de Montbéliard pour que l'Union

commercial, industrielle et artisanale locale cherche — et retrouve — une image de marque. Nos joyeux Lurons n'avaient guère le choix. En tout cas ils l'ont fait. Et en grande pompe. Préfet, sous-préfet, parlementaires se sont déplacés pour l'inauguration, où la pittoresque le disputait au solennel.

Pleine de verve comme son grand-père, Mme Colomb-Gillouin réva tout haut que la façon de Camember soit universelle autour de quelques « vérités » : « La notoriété d'un homme est inversement proportionnelle à la véracité des témoignages le concernant. » « La gravité est un mystère du corps inventé pour cacher les défauts de l'esprit... »

En cette circonstance, qui pouvait en Franche-Comté mieux que le président Edgar Faure rivaliser d'esprit avec Christophe ? « Parient au nom de l'Académie française, qui ne l'a pas nommé, préfacant des livres qu'il n'a pas lus (la Georges Colomb, enfant de Lure, de Paul-René Machin, aux « Lettres du Monde ») et inaugurant des statues qu'il n'a pas vues (le bronze haut de 2 mètres de François Faure-Couty, jeune sculpteur luron) », le président du conseil régional voit en définitive dans le sapeur Camember « le véritable tempérament français, sincère, spirituel, indépendant. » Et dans la servante de maison Mém'zelle Victoire « la victoire sur les méchants, les raseurs, les passimistes, les fanatiques ».

Cela dit, note le nouvel académicien, « le siège de la bande dessinée sous le Coupole est encore à pourvoir. » Pour Georges Colomb, disparu en 1945, il est trop tard. Qu'importe : le sapeur Camember est, lui, doublement immortel. Dans les livres et, subéquemment à la chose, dans le bronze.

ANDRÉ MOISSE.

autrement

Ces vieux pays, encore, sentent, seuls

Bretagnes, les chevaux d'espoir...

Une « région » aujourd'hui : ce qui meurt : ce qui s'invente localement.

Le social, l'économique, le culturel. Par les Bretons eux-mêmes.

Le premier document d'ensemble sur la Bretagne. Indispensable.

Autrement - N° 19 - Juin 1979 - 35 F

En librairie ou par abonnement (135 F/an)

c/o Le Seuil - 27, rue Jacob - 75006 PARIS

Du mardi 26 au samedi 30 juin.

SOLDIES

Vêtements et accessoires pour hommes

MADÉLIOS

PLACE DE LA MADELINE - PARIS

pour ceux qui savent choisir

Herly

prêt à porter pour les grands (1 m 85 à 2 m 15) et les costauds. Chemises et chaussures : jusqu'à 50

79 avenue des Ternes - Paris 17° - 574.35.13

86 avenue Ledru-Rollin - Paris 12° - 628.18.24

MERCREDI

MELO

hebdomadaire chez votre marchand de journaux

La Pompadour

SOLDE

SA COLLECTION

robes, tailleurs, manteaux, robes longues, tuniques, blazers, Impers etc

GRANDES TAILLES

de 42 fait au 50

32 bis, Bd HAUSMANN

10^e arrondissement

Bulletin Trimestriel sur la Culture

LE JAPON

N° 2 : DEBUT JUILLET

N° 1 encore disponible

Abonnement 1 an : 26 F - 2 ans : 50 F

Associations culturelles

France-Japonisme de TSMU

3, rue Victor-Considérant - 75014 Paris

Tél. : 833.11.85

ENVIRONNEMENT

Les organisateurs du Jour du Soleil veulent susciter des réalisations concrètes pour développer les énergies nouvelles

Plus d'un demi-million de Français ont participé aux manifestations et aux fêtes qui ont marqué en France — le 23 juin et les jours précédents — le Jour du Soleil. Les organisateurs de l'opération, notamment les dirigeants de l'association Espace pour demain, Louis Bériot, journaliste à Antenne 2, et Pierre Le Bailly, secrétaire général de l'association, ont tout lieu d'être satisfaits.

Son initiative, inspirée du Sun Day américain, a éveillé un intérêt qui a dépassé leurs espérances. Trois cent cinquante municipalités ont organisé des fêtes sur le thème du soleil. « Nous avons eu de la chance, confesse Louis Bériot. Le soleil, qui bouillait depuis des mois, s'est enfin montré juste cette semaine-là. »

Il avoue aussi que le démarrage de l'opération a été laborieux. « Vous avez travaillé un an à préparer cette journée. A l'origine, personne n'y croyait. Puis, petit à petit, tout le monde, ou presque, a pris le train en marche. »

La réussite majeure, c'est d'avoir réussi une opération « communautaire » allant des administrations, les associations, les collectivités locales, les industriels et les scientifiques. Ainsi la campagne, qui a coûté 1,2 million (l'opération chassa au gaspi en octobre 1978), a été financée à parts égales par les firmes privées (au premier rang desquelles le Crédit agricole P.D.F.), et par les ministères (dont 60 % par celui de l'environnement et du cadre de vie). Pour une fois, dans ce genre d'entreprise, il n'y a pas de déficit à combler.

La plupart des grandes fédérations de défense de l'environnement et des mouvements écologistes ont participé, mais la surprise est venue des scientifiques. Les chercheurs, qui d'ordinaire restent réservés à l'égard des entreprises de vulgarisation, ont ouvert partout leurs laboratoires et les ont fait visiter. « Le soleil, dit Louis Bériot, est une innovation technique qui est devenue une innovation sociale, une science qui débouche sur des applications populaires et apparemment exemptes de retombées désagréables. »

Une déception relative : le manque de « punch » des industries privées et des milieux économiques, qui, à l'exception des jeunes chambres économiques, paraissent douter encore de la réalité du « marché solaire ». En revanche, les organisateurs de la journée ont été étonnés de la place accordée par la presse aux diverses manifestations. « C'est vrai que Louis Bériot a largement payé de sa personne en engageant Antenne 2 qui patronnait l'opération. Une cinquantaine d'émissions, totalisant près de trente heures d'émissions, ont été consacrées aux énergies « alternatives » en un mois.

« L'opération information du public a parfaitement fonctionné, dit Louis Bériot. Nous avons fait monter la pression. Serait-elle assez forte pour engager l'Etat à faire davantage ? Les ambitions de la France restent modestes : les énergies nouvelles couvriront 5 % de nos besoins en l'an 2000, alors que les Américains visent 20 %. Nous mesurerons notre

réussite lorsque sera voté le budget solaire de l'an prochain. »

Le Jour du Soleil a, en tout cas, confirmé la position de la France comme brillant second — après les Etats-Unis — dans le développement des énergies alternatives. Ses initiateurs n'ont pas l'intention d'en rester là. Ils viennent de lancer la Fondation pour la promotion des énergies solaires (1). Son objectif : « Il faut à présent, dit Louis Bériot, déboucher rapidement sur des réalisations concrètes, sinon les Français vont se décourager. » La Fondation se donne plusieurs missions. D'abord assurer les su-
 (1) Fondation pour la promotion des énergies solaires, 7, rue du Laos, 75015 Paris.

MARC AMBROISE-RENDU.

Les élus du Nord créent une mission d'information sur la centrale de Gravelines

De notre correspondant

Lille. — A quelques mois de la mise en marche de la centrale nucléaire de Gravelines, le conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, réuni à Lille le 23 juin, a décidé, à l'unanimité, la création d'une mission régionale d'information.

Cette mission, formée de dix élus (cinq socialistes, trois communistes et deux de la majorité), « indépendante dans sa démarche et dans son rôle de toutes les tendances officielles et des pouvoirs exploitants », revendique le droit d'enquêter puis d'informer le public. Au cours du débat nul n'a remis en question la nécessité des centrales nucléaires. Le conseil unanime a réclamé un plan global de l'énergie supposant notamment la relance de l'activité charbonnière. Cela devrait entraîner l'arrêt de la fermeture des puits de la région et l'accélération des recherches en vue de la gazéification du charbon, ce qui limiterait le recours au nucléaire.

M. Maurice Paraf, préfet de région, a été interpellé par M. Albert Denvers, député socialiste et maire de Gravelines, qui a participé à une mission d'enquête aux Etats-Unis après l'accident d'Harrisburg en mars dernier. « L'enseignement majeur que j'ai tiré de cette mission à Harrisburg, a-t-il dit, c'est que la question prioritaire est celle de l'information. La sécurité n'existe pas, si la peur s'installe dans les esprits. L'absence d'information tout autant qu'une information fautive sont propices à toutes les angoisses et à tous les refus. »

Que savons-nous des mesures de sécurité prises pour Gravelines ? a demandé M. Denvers.

Qu'est-il intervenu de complémentaire et de nouveau pour cette centrale depuis l'affaire d'Harrisburg ? Le gouvernement a-t-il tiré quelques leçons de cet accident ? M. Denvers a évoqué entre autres la triple nécessité de disposer autour d'une centrale d'un corps médical formé à la radiologie, d'une liaison téléphonique directe entre la centrale et les centres d'intervention et d'action, d'un plan d'évacuation des grands irradiés, etc.

Dans sa réponse, M. Paraf a apporté pour la première fois au conseil régional de nombreux éléments très concrets dont beaucoup auraient sans doute pu être communiqués plus tôt si le centralisme et le secret ne régnaient en la matière.

Le chargement en combustible du premier réacteur de Gravelines aura lieu au début de l'automne, le couplage au réseau interviendra ensuite, et la mise en service industriel se fera en février 1980. Les essais sont en cours pour le deuxième réacteur. Ils seront engagés en octobre pour le troisième, le quatrième est en cours de montage.

L'hypothèse extrême d'accident pouvant survenir, a indiqué M. Paraf, ne concerne que la possibilité d'un rejet de radioactivité, sous forme de nuages ou d'émission, à la suite de la rupture d'une canalisation du circuit primaire du réacteur, par exemple.

Un plan d'urgence interne, plus récent, a été établi par E.D.F. pour Gravelines comme pour toutes les autres centrales. Il concerne tous les incidents à l'intérieur de la centrale, qu'ils aient des effets radiologiques ou non.

Un plan particulier d'intervention, établi par la sécurité civile, est en cours de mise au point.

« Ce dernier plan, a affirmé le préfet, sera rendu public, ce qui permettra de substituer à la psychologie du nucléaire une prise de conscience des conditions de sécurité. »

GEORGES SUEUR.

CIRCULATION

AU COURS DES CINQ PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE

Forte augmentation des victimes de la route

En mai 1979, le nombre des accidents de la route survenus sur l'ensemble du territoire a augmenté de 5,4 % par rapport à mai 1978 ; celui des tués s'est accru de 8,3 % et celui des blessés de 5,1 %, indique un communiqué du ministère de l'Intérieur.

Vingt-deux mille sept cent quatre-vingt-sept accidents de la circulation, qui ont fait 1 000 tués et 31 182 blessés, ont été officiellement constatés par les services de police et de gendarmerie, au lieu de 21 615 accidents, 938 tués et 29 667 blessés, en mai 1978.

Au cours des cinq premiers mois de l'année 1979 on note donc une nette augmentation des accidents, des tués et des blessés, souligne le communiqué. Du 1^{er} janvier au 31 mai 1979 il y avait eu 96 079 accidents, qui avaient fait 4 507 tués et 131 214 blessés.

Cette importante augmentation des accidents, des tués et des blessés, ajoute le ministère, serait due au non-respect par les auto-

mobiles des limitations de vitesse, tant en rase campagne qu'en agglomération.

Après donc une diminution du nombre des tués de la route, qui était passé de près de 17 000 en 1972 à 12 000 en 1978, on assiste en 1979 à une recrudescence des accidents. Mais on a peine à croire que le non-respect des vitesses soit seul en cause puisque plusieurs reprises des baisses ou des augmentations du nombre des victimes ont été enregistrées sans qu'aucune explication ne vint le motiver.

M. Francis Rongier, secrétaire général du mouvement Auto-Défense, affirme pour sa part que l'efficacité de certaines mesures prises en faveur de la sécurité routière n'a pas été prouvée. A propos de l'alcoolémie par exemple, M. Rongier indique : « Sur 325 449 automobilistes contrôlés, 733 seulement dépassaient le taux de 0,8 gramme d'alcoolémie. »

« On avait ainsi pu constater une diminution de 35 % du nombre des tués sur la route, mais ce n'est pas le cas », affirme M. Rongier.

UN LIVRE DE CHRISTIAN GERONDEAU

« La Mort inutile »

Un avion s'écrase, un train déraile, un camion est exploité, devant un terrain de camping, il y a plusieurs dizaines de morts et de blessés. Ce sont des catastrophes qui mobilisent l'attention de l'opinion et des journalistes. On en parlera plusieurs jours. Chaque fin de semaine, les services de police dénombrent sur la route plusieurs dizaines de victimes. Mais les morts, les blessés, les blessés légers. Cela fait deux lignes d'une dépêche d'agence.

Deux exemples dans l'actualité la plus chaude. Le samedi 26 mai un DC-10 s'est écrasé à Chicago et l'on s'interroge, à juste titre, sur les causes de la disparition des 270 personnes qui l'occupaient. Le même jour, les services officiels annoncent que, au cours du dernier mois d'avril, on a recensé, en France, 20 395 accidents de la circulation au cours desquels 978 personnes ont trouvé la mort, 28 680 ont été blessées. Qui s'en souviendra ou s'en inquiètera ?

Morts sans importance, ou presque, infamement moins « scandaleux », en tout cas, que les autres. C'est sur une telle réflexion que s'ouvre le livre de Christian Gerondeau, la Mort inutile. Ancien polytechnicien, ingénieur des ponts et chaussées, ancien conseiller de Jacques Chaban-Delmas lorsque celui-ci était premier ministre, Christian Gerondeau a été, en juin 1972, nommé délégué à la sécurité routière. C'est lui qui, à ce titre, a été chargé de la sécurité routière, de la série de mesures visant à combattre ce qui est enfin apparu comme une véritable maladie sociale caribéenne au début de ce siècle.

On s'interrogeait, au début de ce siècle, des hésitations « significatives » qui ont précédé dans les milieux gouvernementaux la décision de brutalement quelque peu la sacro-sainte liberté des

automobilistes pour imposer la limitation de vitesse, le port de la ceinture de sécurité, le contrôle de l'alcoolémie. Le résultat est clair : la route a tué 17 000 personnes en 1972 à 13 500 en 1974 ; 12 000 en 1978 et cela bien que le trafic n'ait, durant ces années, jamais cessé de s'accroître. M. Gerondeau porte ces chiffres au crédit de son action mais n'omet pas dans un chapitre, grave, d'étudier les raisons autres que réglementaires qui expliquent la diminution des accidents ou de leur gravité. Il analyse les progrès dans la conception technique des véhicules ou dans la formation des conducteurs, amélioration du tracé de la chaussée, accélération de l'intervention des secours.

Voilà les leçons du passé qui pourraient se résumer dans cet adage : il y a toujours plusieurs causes à un accident ; c'est sur toutes ces causes qu'il faut agir. L'auteur ? M. Gerondeau ne fait pas les perspectives. Il faudra sans doute améliorer la sécurité, accroître la sévérité, user d'une certaine répression. Il se propose, par exemple, pour une nouvelle réduction des limitations de vitesse et des taux de l'alcoolémie (de 0,8 à 0,5 gramme par litre ?), selon lui, les Français sont prêts à accepter de telles mesures ; si on les leur explique, s'ils participent à leur élaboration. La sécurité routière reste, dans la responsabilité du gouvernement mais elle implique, elle doit aussi intéresser le Parlement, les administrations, les dirigeants de l'industrie automobile, des grandes associations nationales, les juges, les éducateurs. Il y a là un « devoir de société » qui devrait être aussi évident que l'utilité des morts qu'il permettrait d'épargner.

« La Mort inutile », préface de Jacques Chaban-Delmas. Pion, 250 pages, 40 francs.

TRANSPORTS

Dans le Limousin LA LIGNE DE CHEMIN DE FER LA PLUS DÉFICITAIRE DE FRANCE SERA-T-ELLE FERMÉE ?

De notre correspondant

Limoges. — Le conseil régional du Limousin, réuni le lundi 25 juin, a examiné la situation de la ligne Felletin-Ussel, que la S.N.C.F. a souhaité fermer au trafic des voyageurs, les deux aller et retour quotidiens seraient remplacés, dès le 1^{er} octobre, par un service de cars (le Monde du 23 février).

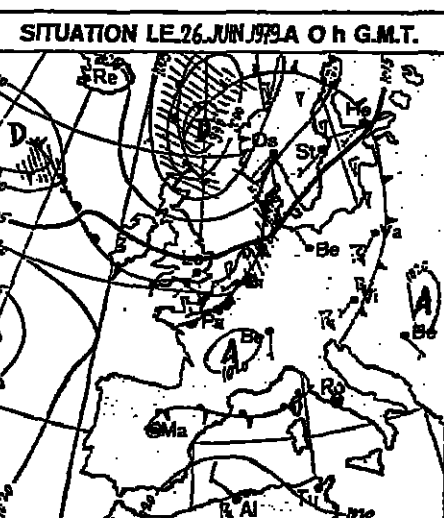
Les élus régionaux se sont finalement mis d'accord pour s'opposer à la suppression du train. Le vote suivant a été adopté à l'unanimité : « Le conseil régional du Limousin demande à la S.N.C.F. de reconsidérer la décision de mise sur route du service voyageurs Felletin (Creuse) Ussel (Corrèze) ». Il souhaite que la négociation soit reprise sur la desserte ferroviaire du secteur

compris dans le périmètre Auzances (Creuse) - Eygurande (Corrèze) - Ussel (Corrèze) - Aubusson (Creuse). Il souhaite également la poursuite de l'étude du schéma régional des transports des personnes en Limousin. »

La ligne Felletin-Ussel est la ligne la plus déficitaire de France : l'an dernier, les dépenses y ont été, trente-six fois supérieures aux recettes. Dans le cadre du schéma régional des transports, l'Etat était prêt à verser à l'établissement public régional le montant des économies réalisées par le remplacement de l'autorail par l'autocar, soit quelque 3 millions de francs. Cette somme aurait été consacrée à l'amélioration des réseaux routiers et ferrés.

AUJOURD'HUI

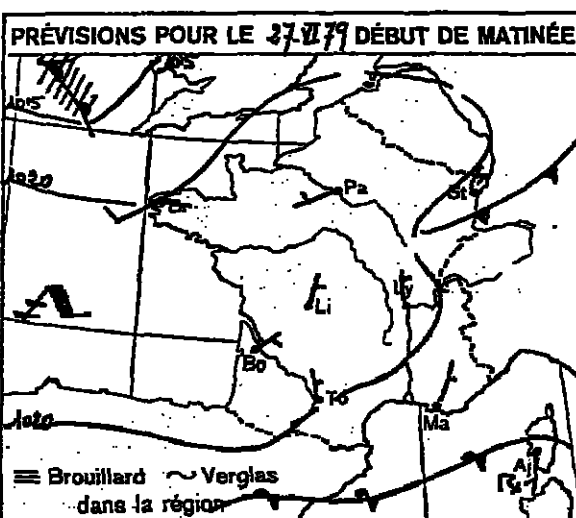
MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le mardi 26 juin à 6 heures et le mercredi 27 juin à 6 heures :

Des masses d'air humide continueront à évoluer lentement en France dans une zone de vents faibles. Mercredi 27 juin, le ciel sera très nuageux le matin au nord de la Loire et dans le Nord-Est, mais de belles éclaircies se développeront l'après-midi.

Sur le reste de la France, il fera généralement beau et chaud, mais les nuages deviendront nombreux sur les régions méditerranéennes, où ils donneront quelques orages.



Le mardi 26 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1 017,5 millibars, soit 763,5 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 25 juin, le second, le minimum de la nuit du 25 au 26) : Alais, 26 et 14 degrés ; Biarritz, 21 et 14 ; Bordeaux, 24 et 12 ; Brest, 17 et 12 ; Caen, 18 et 13 ; Clermont, 16 et 12 ; Clermont-Ferrand, 24 et 10 ; Dijon, 24 et 14 ; Grenoble, 28 et 15 ; Lille, 18 et 12 ; Lyon, 24 et 12 ; Marseille, 28 et 18 ; Nancy, 22 et 11 ; Nantes, 20 et 12 ;

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du mardi 26 juin 1979 :

UN DÉCRET :

● Relatif à l'affichage obligatoire des contenus du nom des entreprises travaillant.

DES ARRÊTES :

● Relatifs aux prêts aidés par l'Etat pour l'agrandissement de logements existants ou l'aménagement de locaux non destinés à l'habitation ;

● Relatifs à la commission de l'information du ministère de la justice ;

● Portant désignation des membres de la commission nationale chargée de donner un avis sur les candidatures aux postes de médecin, de chirurgien, de spécialiste, de biologiste ou d'odontologiste du cadre hospitalier.

Logement

● Une école d'ingénieurs (Paris-9) cherche des chambres et des studios pour ses étudiants ;

● Une école d'ingénieurs (Paris-9) cherche des chambres et des studios pour ses étudiants ;

● Une école d'ingénieurs (Paris-9) cherche des chambres et des studios pour ses étudiants ;

● Une école d'ingénieurs (Paris-9) cherche des chambres et des studios pour ses étudiants ;

● Une école d'ingénieurs (Paris-9) cherche des chambres et des studios pour ses étudiants ;

● Une école d'ingénieurs (Paris-9) cherche des chambres et des studios pour ses étudiants ;

● Une école d'ingénieurs (Paris-9) cherche des chambres et des studios pour ses étudiants ;

● Une école d'ingénieurs (Paris-9) cherche des chambres et des studios pour ses étudiants ;

● Une école d'ingénieurs (Paris-9) cherche des chambres et des studios pour ses étudiants ;

● Une école d'ingénieurs (Paris-9) cherche des chambres et des studios pour ses étudiants ;

● Une école d'ingénieurs (Paris-9) cherche des chambres et des studios pour ses étudiants ;

● Une école d'ingénieurs (Paris-9) cherche des chambres et des studios pour ses étudiants ;

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2420

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

I. Caractère de celui qui ne cesse pas de regarder.

II. Œuvre de maître. — III. On finit souvent par avoir sa patte sur la figure ; D'un auxiliaire. — IV. N'est pas vulgaire quand il vient à la charge à la balaine dans le monde entier. La résolution demande au président Carter de proposer un moratoire illimité de la chasse à la baleine, lors de la prochaine session de la Commission baleinière internationale qui s'ouvrira en juillet à Londres. Actuellement, trois mille baleines sont tuées chaque saison, essentiellement par les pêcheurs japonais et soviétiques. — (A.F.P.)

VERTICALEMENT

I. Où l'on trouve beaucoup de mouches. — II. Surveillant les jeux ; Nom qu'on peut donner à une grande sortie. — III. Sort par les grandes chaleurs ; Peut désigner ce qui est intime. — IV. Mis à la hauteur (épelle) ; Nom qu'on donne quelquefois à ce qui est consommé. — V. Les dragons, par exemple ; Adverbe latin. — VI. Nom de fonction ; Elément toujours apprécié dans un bouquet. — VII. Rémède à la Roanone ; Nom qu'on peut donner à quelqu'un. — VIII. Forne charge électrique ; Evoque un joli bouton ; Nom pour saint Philippe. — IX. Comme un écu ; Fournit un fil apprécié.

Solution du problème n° 2419

Horizontalement

I. Sucriers. — II. Arrondies. — III. Uganda. — IV. Censément. — V. In. — VI. Censément. — VII. Rendement. — VIII. Est. — S.A.R.L. — IX. Ru. — Gris. — X. Percées. — XI. Nie ; Assez.

Verticalement

I. Saucières. — II. Urgentes. — III. 3. — IV. Entrée. — V. Ronsard. — VI. 5. Indemnes. — VII. Edam ; Images. — VIII. Ententes. — IX. 6. Sein ; Enlaid. — X. Sols.

GUY BROUTY.

Le Monde
CONSTRUCTION
dans la région

FAIRES
le paquebot
ar une compo

De natu

La Société générale des es

M. Jean Che

le la filiale française

M. Jean Che

le la filiale française

M. Jean Che

le la filiale française

هكذا من الاصل

Le Monde

économie

CONSTRUCTION

Dans la région parisienne la situation du logement est voisine de la pénurie

Selon les agents immobiliers, en matière de logement, à Paris, « nous ne sommes pas dans une économie de marché », mais dans une situation qui avoisine la pénurie tant en ce qui concerne les achats de logements que leur location ; pour M. Michel Fagot, responsable de la Fédération nationale des agents immobiliers (F.N.A.I.M.), « la situation est voisine de la pénurie, le point du premier semestre, « le point de non-retour est déjà largement dépassé ». A Paris, tandis qu'en province l'enquête menée dans trente-neuf villes montre un marché immobilier « beaucoup plus équilibré » et « beaucoup moins soumis à des mouvements cycliques exagérés ».

On observe à Paris un renversement de la tendance observée depuis un quart de siècle : le prix des appartements anciens commence à servir de référence pour l'établissement du prix des logements neufs, alors que jusqu'ici l'inverse se pratiquait couramment, les appartements anciens cotant, dans un quartier donné, 15 %, 20 %, 30 % de moins que les appartements neufs comparables en surface et en confort. Il y a plusieurs raisons à cela. Le stock des appartements à vendre continue à diminuer : de vingt mille appartements en décembre 1978, il n'est plus, en juin 1979, que de huit mille. Même en tenant compte des appartements considérés comme « hors marché » (parce que leurs propriétaires se refusent à les mettre en vente), le stock correspond à huit mois de vente à Paris intra muros et à onze mois pour la banlieue. Cet amenuisement n'est en rien compensé par les mises en chantier (qui n'atteindraient pas le million d'appartements depuis le début de l'année). La situation de tension du marché devrait « faire

renaître l'esprit de promotion », mais les nouvelles opérations de construction (dont le résultat n'apparaîtra qu'au second semestre) ne compensent pas le déficit du marché avant deux ans (et demi) « atteindront des prix qui dépassent l'imaginaire de l'acquéreur potentiel d'aujourd'hui ».

Pourtant les prix, qui ont augmenté de 8 % en six mois, ont déjà atteint des niveaux impressionnants, sans pour autant décourager les acheteurs. Ceux-ci, par crainte de l'inflation, cherchent à nouveau refuge dans la pierre. Les investisseurs (qui achètent pour louer et non pour habiter) ont fait leur réapparition à Paris : responsables de 9 % des transactions en 1978, ils en assurent aujourd'hui plus de 20 %. Le prix moyen du mètre carré à Paris est pourtant impressionnant. Il atteint 8 700 francs dans les immeubles neufs, contre 7 800 francs un an plus tôt (+ 11,5 %). Et les transactions se pratiquent de 5 000 francs à 12 000 francs le mètre carré. Les loyers sont également très élevés : tel un studio de 30 mètres carrés, doté d'un garage, au Pont-de-Stevens, à Boulogne, coûte 1 320 francs par

mois, charges comprises : un deux pièces de 47 mètres carrés, à Belleville, vaut 1 450 francs par mois.

Pour les bureaux, la situation est tout aussi tendue, surtout pour les surfaces importantes (10 000 à 30 000 mètres carrés) : à la Défense, pour ce type de locaux, les affaires se traitent deux ans à l'avance...

La province, au contraire, se montre plus sage. Les professionnels observent « une certaine stabilité et même un léger ralentissement dans certains secteurs », avec une augmentation des prix d'environ 8 %, comme à Paris. Léger à Tours, Nice, la Rochelle, Rennes, Perpignan, le ralentissement des transactions est plus important à Angers, Rouen, Bordeaux, tandis que le marché reste stable à Marseille, Brest, Dijon. Le stock des appartements neufs diminue, puisque dans 80 % des trente-neuf villes de l'enquête on observe peu de mises en chantier d'immeubles collectifs.

Retour au centre ville

Les besoins en logement sont jugés « importants » par les professionnels dans 40 % des régions, « moyens » dans 42 % des régions et « satisfaites » dans seulement 18 % des régions.

L'enquête menée par la F.N.A.I.M. fait apparaître une tendance au retour dans les centres villes des candidats au logement. Cette tendance est observée dans 82 % des cas en province et dans 70 % des cas dans la région parisienne et en Ile-de-France. Les motivations des ménages sont homogènes dans l'ensemble de l'Hexagone : les difficultés croissantes et le coût élevé des transports, la fatigue qu'ils occasionnent, le crainte du rationnement des carburants, la recherche d'un environnement plus humain, plus pratique pour la femme et les enfants sont les raisons les plus souvent évoquées. Si dans la région parisienne (jusqu'à 50 kilomètres de Paris) le marché de la maison individuelle reste très actif, en province la moitié des professionnels constatent une tendance à la revente des maisons individuelles, et ce, quel que soit le montant des crédits (la moitié revendra ces maisons).

Pour M. Fagot, la situation excessive et aberrante du marché parisien est due essentiellement à la « loi Galley » qui, en instituant le plafond légal de densité, a abouti à des résultats contraires à ses objectifs : loin d'approvisionner le marché en terrains et de stabiliser les prix, elle a fait « disparaître les terrains dont le prix a fortement augmenté ».

Quelles que soient les raisons de la situation de pénurie qui se fait jour dans la capitale et à ses abords, il faut bien constater que venir y vivre devient le privilège d'une frange de plus en plus limitée de familles aux revenus élevés (secteur du logement social mis à part).

JOSEÉ DOYÈRE.

ÉTRANGER

Bilan de l'O.C.D.E. pour 1978 : l'aide publique au développement reste faible dans la plupart des pays industriels

Stagnation de l'aide publique au développement versée par les pays de l'O.C.D.E. en 1978, qui a représenté 0,32 % de leur produit national brut contre 0,31 % en 1977 et 0,33 % en 1976 : tel est le bilan que vient d'établir le comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation du commerce et du développement. Cette aide a atteint, l'an dernier, 18,3 milliards de dollars, en augmentation de 24 % en valeur et de 7 % en volume par rapport à 1978, mais plafonnant en pourcentage de la « richesse » des nations nantes. Elle est actuellement, selon le président du CAD, M. John Lewis, « au creux de la vague ».

Le Danemark et la Norvège ont, souligne le CAD, enregistré des accroissements particulièrement remarquables de leurs apports. Copenhague a notamment atteint, pour la première fois, l'objectif de 0,7 % fixé par les Nations unies et devance la France pour la quatrième place du classement des pays donateurs. Cependant, les trois principaux donateurs, l'Allemagne fédérale, les États-Unis et le Japon, ont augmenté leur aide au développement alors que la France a fait état d'une nouvelle diminution de son pourcentage d'effort.

Compte tenu des versements — aux conditions du marché — des secteurs public et privé ainsi que des dons privés, l'apport total des dix-sept pays du CAD a représenté 56,6 milliards de dollars en 1978, ayant légèrement diminué de volume par rapport à 1977 et représentant 1 % du P.N.B. contre 1,05 %.

En revanche, pour le secteur privé (32,8 milliards), les investissements directs ont augmenté, s'établissant à 9,5 milliards de dollars ; les investissements de portefeuille et les crédits à l'exportation ont, quant à eux, enregistré les montants records respectifs de 13,3 milliards de dollars et 10 milliards de dollars. Enfin, les dons

privés se sont chiffrés à 1,5 milliard de dollars. Par ailleurs, les prêts bancaires internationaux, fournis par l'intermédiaire de centres financiers « offshore » situés dans les pays en développement eux-mêmes et au Luxembourg, ont représenté environ 13 milliards de dollars. Les ressources en provenance de l'OPPE ont diminué, en raison du recul des versements à l'Egypte, revenant à 6,6 milliards de dollars. Les seuls fonds fournis à des conditions libérales se sont élevés à environ 4,8 milliards, soit 1,5 % du P.N.B. des pays pétroliers, contre 2 % en 1977. Les principaux donateurs sont restés l'Arabie Saoudite, le Koweït et les Émirats arabes unis.

Enfin, l'aide accordée par les pays à économie planifiée est demeurée très faible, 0,8 milliard de dollars, soit 0,04 % du P.N.B. de ces pays.

An total, les flux financiers en direction du tiers-monde — y compris l'OPPE — ont, l'an dernier, représenté quelque 77 milliards de dollars (58,6 + 13 + 6,6

+ 0,8) contre 65 milliards en 1977 et 30 milliards en 1976. Toutefois, au prix de 1978, le montant n'a d'une année à l'autre, guère varié (sur cette même base, il représentait 37 milliards pour 1970 et 23 milliards pour 1960). Le déficit des paiements courants des pays en développement non producteurs de pétrole avait, en 1978, atteint 52 milliards de dollars environ, un certain nombre de ces pays ont pu, indique le P.N.B., accroître leurs réserves. Toutefois, celles-ci ne représentaient encore, pour la plupart d'entre eux, « un nombre de mois d'importations plus faible qu'au début des années 70 ».

En outre, la structure de l'enveloppe globale s'est fortement modifiée au cours des deux dernières décennies. Les prêts des banques privées sont passés d'un « montant négligeable » dans les années 60 à 31 % — soit 24 milliards de dollars — du total en 1978, l'aide publique au développement n'intervenant plus que pour 30 % (60 % en 1960). De leur côté, les crédits privés à l'exportation ont fortement augmenté.

LA FRANCE, DOUBLÉE PAR LE DANEMARK DESCEND AU CINQUIÈME RANG

	EN POURCENTAGE DU P.N.B.			EN MILLIARDS DE DOLLARS
	1978	1977	1976	
Norvège	0,90	0,83	0,82	355
Suède	0,86	0,80	0,78	783
Pays-Bas	0,82	0,85	0,81	1 972
Danemark	0,75	0,69	0,58	386
France	0,57	0,60	0,66	2 680
Belgique	0,52	0,48	0,48	513
Canada	0,52	0,50	0,42	1 053
Australie	0,45	0,45	0,59	491
Royaume-Uni	0,40	0,37	0,36	1 226
Nouvelle-Zélande	0,24	0,20	0,23	55
Allemagne	0,31	0,27	0,32	1 984
Autriche	0,27	0,24	0,27	156
États-Unis	0,23	0,22	0,21	4 887
Japon	0,21	0,21	0,23	2 215
Suisse	0,20	0,19	0,15	176
Finlande	0,18	0,17	0,07	59
Italie	0,10	0,10	0,16	240
Ensemble CAD	0,32	0,31	0,37	28 308

AFFAIRES

Le paquebot « France » est acheté par une compagnie norvégienne

De notre correspondant

Oslo. — Le contrat d'achat du paquebot France sera signé ce mardi 26 juin, à Paris, entre des représentants de la compagnie maritime norvégienne Klostera Rederi A.S. et le groupe TAG — dont le président est l'homme d'affaires saoudien, M. Akram Ojeh — pour la somme de 18 millions de dollars, soit environ 77 millions de francs.

Le navire — qui serait débauché et deviendrait le 53 Norvège — pourrait être mis en service dans les Caraïbes et exploité par la compagnie de croisière Norwegian Caribbean Lines. La date de janvier 1980 est avancée pour sa remise en service. Les armateurs pensent que l'achat de France sera un investissement rentable, grâce aux modifications qu'ils vont apporter. La machinerie sera modifiée pour consommer moins de carburant : normalement 30 000 de ses 180 000 CV suffiront pour le faire naviguer à un rythme de croisière. L'équipement sera moins luxueux et le personnel moins nombreux. On ne sait pas encore à quel chantier naval seront confiées les transformations qui sont envisagées sur le bateau.

C'est à la fin de 1974, rappelons-le, que l'exploitation de ce navire, mis en service au début de 1975 sur la ligne Paris-New York, avait été arrêtée. En octobre 1977 la Compagnie générale maritime cédait le paquebot — pour 30 millions de francs, dit-on — à une société norvégienne, qui avait coté 348,5 millions de francs quinze ans auparavant — à M. Akram Ojeh.

STEINER MOE.

M. Jean Chenevier, président de la filiale française de B.P. prend sa retraite

M. Jean Chenevier, président-directeur général de la Société française des pétroles B.P. filiale du géant britannique British Petroleum, est touché par la limite d'âge et sera remplacé au 30 juin prochain par M. Hubert Jacqz.

En 1971, sa fille Elisabeth, l'un de ses seuls enfants, avait été enlevée et libérée contre une rançon de 500 000 F.

lions de francs (contre 157 millions de francs en 1977) provenant, à hauteur de 288 millions de francs, de la baisse de valeur des stocks en 1978. M. Chenevier a indiqué que les perspectives de rentabilité en 1979 étaient plus favorables qu'en 1978. (Né le 20 avril 1918 à Clermont-Ferrand, fils d'un directeur de l'enseignement secondaire, polytechnicien, ingénieur au corps des Mines, M. Jean Chenevier est entré en 1949 à la filiale française de British Petroleum, pour en devenir président-directeur général en 1968. Il assume, par ailleurs, de nombreuses fonctions : président du Centre d'études et de recherches des chefs d'entreprises (CERCE), de l'École supérieure des sciences économiques et sociales (ESSSEC) et du Groupe d'enseignement et de recherches pour le management (GERM). Administrateur de la Fondation nationale pour l'enseignement de la gestion des entreprises, vice-président du Comité national de l'organisation française (CNOP), il est président et animateur de l'Institut de l'entreprise. En 1971, sa fille Elisabeth, l'un de ses seuls enfants, avait été enlevée et libérée contre une rançon de 500 000 F.)

OR AU POIDS

Susan de Berg vend à Paris au prix exceptionnel de 99 F le gramme d'or 18 carats des chaînes, sautoirs et bracelets. Une idée en or pour offrir ou investir.

Susan de Berg
Joillier
66, Champs-Élysées
Galerie Point Show
Tél. 723.50.07

Orly-Ouest

vous prenez souvent l'avion

CE PARKING ABONNÉS

vous nous l'avez demandé... il vous est réservé.

Sans attendre ni chercher, stationnez désormais dans une enceinte surveillée.

- un parc de stationnement situé niveau départ côté hall 2 d'Orly Ouest.
- un accès réservé aux seuls porteurs d'une carte d'abonnement (établie au nom d'une personne physique ou d'une société).
- un système d'entrée et de sortie automatiques, sans perception d'argent.
- un coût d'abonnement (3,6 ou 12 mois) facile à amortir pour les entreprises dont les dirigeants et les cadres voyagent fréquemment.

UN NOUVEAU SERVICE D'AÉROPORT DE PARIS

Renseignements et demandes d'abonnement au : 687.12.34 (poste 26.56) de 8h30 à 17h

sema selection

area manager

France/Etranger

TECHNICON, leader mondial de l'automatisation analytique, crée un nouveau poste d'Area Manager afin de faire face à ses exportations (expansion 40 % par an). Le titulaire aura pour mission d'accroître l'implantation de la société dans des pays d'Afrique et du Proche-Orient en développement. Bénéficiant d'un support technique important, aidé d'un assistant, il devra élaborer des objectifs de vente, établir des plans d'action et les chiffrer, suivre la réalisation des opérations. Le candidat souhaité, âgé de 30 ans minimum, est diplômé d'enseignement supérieur (connaissances en biologie ou chimie appréciées). Parle couramment anglais, il a acquis une expérience réussie de vente de produits d'équipements dans le secteur médical, ou au Proche-Orient dans d'autres secteurs. Basé à Paris, en déplacement le tiers de son temps, il est aussi très disponible. La rémunération est motivante. *Ecrire à C. Beauvillain, à Lille.* (Réf. 50658M)

Ingénieur commercial mini-informatique 160.000 F

L'un des premiers constructeurs mondiaux d'ordinateurs recherche un ingénieur commercial pour développer ses activités dans le domaine des applications informatiques de gestion. Ce poste s'adresse à un ingénieur grandes écoles, ayant une première formation d'analyste, une forte motivation de vendeur et une expérience prouvée de quelques années dans la vente de systèmes temps réel appliqués à la gestion. Le candidat souhaité, de 30 ans environ, doit être capable d'évoluer avec une autonomie importante dans son secteur commercial, et posséder un potentiel suffisant pour animer à terme une petite équipe. Une période de formation est prévue. Une bonne connaissance de la langue anglaise sera exigée pour suivre ces stages. Au salaire qui sera en rapport avec l'expérience du candidat s'ajoutent un intéressement très motivant. *Ecrire à M. Vidalin, à Montreuil.* (Réf. 10214M)

concepteur systèmes de formation audiovisuels 150.000 F

Une société de service rattachée à un groupe international important, ayant son expansion vers la mise en place de systèmes de formation audiovisuels élaborés, recherche un spécialiste de la conception de programmes pédagogiques pour adultes, en situation de travail, ayant de plus une expérience dans la communication audiovisuelle. Sa mission consistera à développer des systèmes faisant appel à des concepts méthodologiques originaux et aux multiples ressources de l'image diapo ou vidéo. Ce poste conviendrait à un diplômé d'une Grande École ou de l'Université, ayant l'expérience de l'animation des groupes et de la rédaction de programmes structurés pour auditoire en milieu industriel. *Ecrire à S. Masson, à Montreuil.* (Réf. 10217M)

encadrement distribution France

Un groupe leader de la distribution de produits alimentaires en France (expansion 35 %) recherche des cadres (chef de département, superviseur, directeur) en vue de structurer son réseau de supermarchés. Les surfaces répondent à un souci de prestation commerciale dynamique et de qualité. Agés de 28 à 38 ans, les candidats souhaités, de formation supérieure commerciale ou économique, ont une expérience de responsable acquise dans une structure de distribution de produits de grande consommation type alimentaire. Sans commercial, relations humaines, responsabilités, pédagogie, animation, gestion et organisation, et enfin disponibilité, sont les qualités indispensables. Leurs capacités leur permettront une évolution au sein d'un groupe au management décentralisé. Les rémunérations offertes correspondent aux responsabilités confiées. *Ecrire à C. Beauvillain, à Lille.* (Réf. 50644M)

ingénieur d'études techniques 140.000 F

Fille d'un groupe important, cette société du secteur de l'équipement sanitaire recherche un ingénieur chargé de missions techniques auprès de la Direction Générale. Il aura à conduire auprès des différents établissements des missions ponctuelles d'analyse, de conception de programmes d'action, d'assistance à leur mise en œuvre et de contrôle de leur suivi avec pour objectifs l'optimisation des moyens de production et la recherche de la plus grande compétitivité. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ayant l'expérience de la production dans une industrie de main-d'œuvre et le goût de se confronter à des problèmes nouveaux et divers. Basé à Paris, ce poste fonctionnel doit conduire, ultérieurement, sous deux à trois ans, à des responsabilités opérationnelles en France, Angleterre ou Allemagne. Langue allemande ou anglaise souhaitée. *Ecrire à M. Laperche, à Lyon.* (Réf. 21833M)

directeur de production 120.000 F

Cette jeune entreprise française s'est octroyée, grâce à un sérieux effort de créativité, une place de choix dans le secteur de la literie d'ameublement. Sur un effectif global de 160, 110 personnes sont employées, dans une usine bien équipée, à la fabrication de matelas, sommiers et produits divers. Le Directeur de Production qu'elle recherche aura la responsabilité de la fabrication, de l'entretien et des travaux neufs et de la sécurité. Il rendra compte au P.D.G. et sera membre du Comité de Direction. Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ayant une expérience de direction d'atelier et de réalisation d'équipements et d'automatismes. Il doit être capable de soutenir un effort d'organisation et de recherche de productivité. L'usine est située dans la région du Poitou, à 40 km d'une grande ville. *Ecrire à M. Laperche, à Lyon.* (Réf. 21821M)

spécialiste études économiques 120.000 F

Une société de conseil aux entreprises dans les domaines du marketing, de la stratégie de développement et de la prospective économique, recherche un spécialiste pour créer un département d'études de conjoncture à court et moyen terme. Sa mission consistera à développer cette activité auprès d'une clientèle existante et suivant des axes de prospection déjà bien définis, avec des produits à forte valeur ajoutée. Le poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement supérieur, de 30 ans minimum, ayant de solides connaissances en marketing, sondages d'opinion, économétrie et statistiques et possédant une grande capacité commerciale. Le candidat souhaité aura déjà une expérience professionnelle dans les études prévisionnelles de vente ou de parts de marchés. *Ecrire à M. Vidalin, à Montreuil.* (Réf. 10220M)

chef du service administratif et du personnel Sud-Ouest

Une société papetière recherche pour son usine du Sud-Ouest (220 personnes) le Chef du Service Administratif et du Personnel. Sur le plan administratif, il devra suivre la réception du bois et en tenir la comptabilité, assurer la gestion des commandes, établir les bordereaux d'exportation de papier et contrôler la facturation. Sur le plan du personnel, il devra assurer la gestion et prendre en charge la paye et le fichier du personnel, les relations avec l'administration, les contacts avec les représentants du personnel et le recrutement. Ce poste s'adresse à un homme de 35 à 45 ans, ayant une expérience similaire de plusieurs années dans une usine de moyenne importance, une formation supérieure en matière de droit du travail et des notions de comptabilité et d'informatique appliquée. *Ecrire à P. Audry, à Toulouse.* (Réf. 3600M)

ingénieurs débutants - informatique Paris

Un important groupe international constructeur d'ordinateurs, recherche de jeunes ingénieurs analystes et systèmes pour développer des logiciels de base sur petites et moyennes machines. Ces postes sont à pourvoir immédiatement dans différents départements d'études du groupe où s'effectuera directement la formation des candidats. Ils s'adressent à des jeunes ingénieurs diplômés Grandes Écoles, ayant acquis pendant leurs études une première expérience informatique ou ayant déjà travaillé une ou deux années dans l'informatique. Les possibilités de formation permanente et de carrière à l'intérieur de ce groupe en plein développement devraient intéresser des candidats de tout premier plan. *Ecrire à M. Vidalin, à Montreuil.* (Réf. 10220M)

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, aux Consultants de Sema-Selection :

32126 MONTROUGE - Centre Metra, 16-18, rue Barbès Tél. (01) 657 13 00
59000 LILLE - Forum, 43, rue Gustave-Deleury Tél. (20) 06 35 32
69006 LYON - 29, cours Vitton Tél. (78) 89 25 52
13006 MARSEILLE - 8, place Félix-Baret Tél. (91) 54 32 49
31000 TOULOUSE - 64 bis, rue d'Alsace Tél. (61) 22 05 60



sema

Conseil, Études, Ingénierie
INFORMATIQUE, MARKETING
ORGANISATION, FORMATION

SOCIAL

LES PROJETS DE LOI SUR LES IMMIGRÉS ET LES MANIFESTATIONS

MANIFESTATION A PARIS

Une « marche silencieuse » a rassemblé de mille à deux mille personnes à Paris, le lundi 25 juin, à l'appel du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.) et de trente-cinq autres organisations de défense des immigrés. Quelques-uns du P.S., du P.C.F. et du P.S.U., ainsi que deux délégations de la C.G.T. et de la C.F.D.T. participaient au cortège, qui a débuté de 18 h 30 à 19 heures entre la station de métro Port-Royal et le carrefour du Luxembourg. A l'issue de la manifestation, les organisateurs ont lancé un appel commun dénonçant des projets qui « érigent la discrimination raciale au niveau d'une institution d'Etat ».

LA C.G.T., LA C.F.D.T. ET LA

FEN : action commune le 28 juin.

Lors d'une conférence de presse tenue le lundi 25 juin, les trois organisations syndicales C.G.T., C.F.D.T. et FEN se sont à nouveau élevées contre les projets de loi du gouvernement sur l'immigration et ont annoncé une journée d'action commune pour le 28 juin, à l'occasion du débat à l'Assemblée.

Parlant au nom des trois organisations, M. Jastor-Orgel, secrétaire national de la C.F.D.T., a rappelé le caractère décisif de la semaine à venir et a souligné « l'accord profond qui lie les trois organisations dans la polémique des lois pour la défense des droits des travailleurs immigrés ». Il s'est félicité de l'ampleur des réactions, notamment « dans les milieux nouvellement sensibilisés » et a rappelé que le débat avait été porté à un niveau international par la déclaration adoptée par les syndicats de divers pays dans le cadre de la seizième conférence internationale du travail à Genève (le Monde du 23 juin).

NOMBREUSES RÉACTIONS ET PROTESTATIONS

Les projets de loi du gouvernement concernant l'immigration entraînent de nouvelles protestations. Le samedi 23 juin à Lyon, deux cents personnes ont manifesté à l'appel du Comité pour la journée antiraciste. Des débats, forums, expositions, projections de films ont été organisés dans divers endroits de la ville. La journée s'est clôturée par un spectacle à la mairie du 6^e arrondissement.

Dans un communiqué, plusieurs personnalités parmi lesquelles MM. Pierre Bernard, Jacques Berque, Pierre Emmanuel, François Jacob, Yves Montand, André Poullet-Vinay, Mmes Simone Signoret et Germaine Tillion, ont demandé aux parlementaires d'examiner ensemble les deux projets de loi relatifs à la réduction de l'immigration à la lumière des intérêts permanents de la France et de les rendre conformes aux exigences de la démocratie.

A Paris, la manifestation organisée samedi 23 juin par la C.F.D.T., notamment par la Fédération des migrants, en faveur des immigrés « menacés par les lois Barre-Bonnet et Boulin-Stoléru », s'est déroulée sans incidents. Un cortège de plusieurs milliers de personnes a parcoulu le boulevard de la Chapelle et le boulevard de la Villette, et l'on y remarquait, outre de nombreux travailleurs migrants, des membres du Comité de coordination des foyers en lutte.

Grâce du personnel des autoroutes du Sud. — L'Union des syndicats C.G.T. appelle l'ensemble du personnel employé aux autoroutes du sud de la France « à une grève reconductible durant quatre jours, à partir du vendredi 29 juin à 5 heures du matin ».

MONNAIE

REMONTÉE DU DOLLAR

Le cours du dollar s'est quelque peu raffermi mardi 26 juin sur les marchés des changes, après sa forte baisse de la veille. A Paris, il valait 4,28 F environ contre 4,255 F ; à Francfort, il remontait de 1,375 DM à 1,345 DM ; à Zurich, de 1,650 FS à 1,65 FS. Plus que les interventions des banques centrales, ce sont les rachats des vendeurs qui ont soutenu la monnaie américaine : nul ne sait encore ce qui sortira de la réunion de l'Organisation des États de l'Amérique, les opérateurs prennent leurs sûretés.

Très logiquement le cours de l'once d'or, qui avait battu ses records lundi à 264,50 dollars, s'est replié aux environs de 262 à 263 dollars.

M. Stoléru : un statut définitif et clair

qui ne sera pas modifié dans les années à venir

A la veille de la discussion devant le Sénat de la loi Bonnet sur les nouvelles conditions d'entrée et de séjour des étrangers, déjà votée en première lecture par l'Assemblée nationale, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail, a profité d'un débat organisé dans une salle du palais du Luxembourg le lundi 25 juin, dans le cadre du VII^e Forum des libertés, pour exprimer son point de vue. Selon lui, le projet de loi qui porte son nom — et qui n'accorde plus de carte de résident privilégiée qu'après vingt ans de séjour en France — et le projet de loi Bonnet — qui modifie l'ordonnance du 2 novembre 1945 et instaure un titre unique de travail et de séjour — établiront « un statut définitif et clair qui ne sera pas modifié dans les années à venir ». Ces textes, a déclaré M. Stoléru, constituent le troisième volet d'une politique instaurée par le verrouillage des frontières en 1975 et par les encouragements aux départs spontanés depuis 1971, qui ont entraîné le départ de France de 55 000 immigrés par an. La loi

Stoléru, dont le projet sera présenté le 28 juin à l'Assemblée nationale, n'entraînera pas le départ de France de plus de 25 000 à 30 000 travailleurs étrangers chaque année, a assuré le secrétaire d'Etat, qui affirme que le nombre de 200 000 départs par an avancé par certains est un « chiffre inventé ».

Les participants au colloque, présidé en l'absence du sénateur Callavet, par M. Jean Pierre-Bloch, président de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (L.I.C.R.A.), ont regretté que les deux textes n'aient pas été discutés en même temps par les parlementaires, car ils constituent les deux faces d'une même politique.

[Dans son « point de vue », intitulé « Entre le bon et l'extrême », publié dans « le Monde » du 12 juin, M. Stoléru avait écrit que « les quatre millions d'étrangers qui vivent en France, au lieu de voir leur nombre augmenter comme de paisibles brebis, vont le voir diminuer de 3 % ou 5 % par an ». De ces pourcentages se déduit aisément le chiffre contesté.]

Plusieurs foyers de résidents étrangers sont évacués en province

Tandis que la situation restait stationnaire à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), où les forces de police intensifiaient l'accès du foyer de la Sonacotra, d'autres foyers étaient évacués en province. En Moselle, cent treize résidents ont dû quitter les lieux, la police obéissant à la demande de la Sonacotra. Dans le Haut-Rhin, trente-neuf personnes ont été chassées des foyers Sonacotra de Colmar et d'Ingersheim. Chacune de ces interventions faisait suite à des décisions de justice, les tribunaux ayant été saisis de plaintes pour non-paiement de loyers. Dans le cas de Garges-lès-Gonesse, où les immigrés campent toujours aux abords du foyer, les forces de l'ordre ont agi en vertu de l'ordonnance d'expulsion prononcée le 4 avril dernier par le tribunal des référés de Pontoise (le Monde daté des 24-25 juin).

Les résidents du foyer de Garges-lès-Gonesse passeront mercredi 27 juin devant la cour d'appel de Versailles. Leurs défenseurs ont en effet obtenu l'application d'une procédure d'urgence qui leur permettra de demander leur réintégration dans le foyer évacué le 22 juin.

« Cette lutte, nous entendons la prendre en charge nous-mêmes »

Rabibé, le dos un peu voûté, le visage barré d'une moustache drue, le cou entouré d'une écharpe qui évoque le turban des fedayin, Mustapha, l'un des dirigeants du comité de coordination des foyers Sonacotra, explique la position de son organisation : « Nous sommes conscients que nous menons une lutte isolée, avec des objectifs spécifiques. Cette lutte, nous entendons la prendre en charge nous-mêmes, sans qu'aucun parti politique français ni aucune organisation autre que la nôtre puisse intervenir. Depuis quatre ans nous n'avons cessé de proclamer que nous étions le seul interlocuteur de la Sonacotra, le seul mouvement représentatif des résidents. La presse française n'a répercuté que très rarement notre doctrine. Il faut savoir, pourtant, que le cœur d'appel nous a donné raison puisqu'un jugement nous a reconnu le statut de locataires et non de résidents. La justice française elle-même, malgré ses contradictions, nous conforte dans le combat que nous menons pour des loyers moins élevés et pour un meilleur niveau de vie. »

D'autre part, poursuit Mustapha, lorsqu'on évoque le déficit de la Sonacotra et son coût d'exploitation (1 600 000 francs en 1978 pour le seul foyer de Garges-lès-Gonesse), on oublie de dire que le coût réel de bien longtemps avant la grève des loyers. D'ailleurs ce déficit n'est-il pas largement compensé par le fonds d'action sociale qui finance la Sonacotra, et qui est alimenté par les propres cotisations de sécurité sociale des migrants ? Forts de notre bon droit, nous avons décidé de poursuivre la lutte. Ce qui se passe à présent à Garges-lès-Gonesse n'est que l'illustration de la duplicité du gouvernement Barre :

M. Stoléru déclare d'une part qu'il ne tolérera aucun acte de racisme ; mais, d'autre part, il nous propose de rentrer chez nous, et M. Bonnet nous envoie les C.R.S. »

Mustapha ajoute : « Oh, bien sûr, nous payons aujourd'hui le prix de notre neutralité politique dans cette grève que nous avons menée un peu à l'écart de la gauche française et des syndicats. Pourtant, la population commence à comprendre que notre combat c'est celui de tous les mal logés. »

Les habitants de Garges-lès-Gonesse viennent apporter du pain, des fruits, des boissons. Au pied de la grande tour de onze étages qui domine le terrain vague, une nouvelle vie s'organise, comme au temps de l'abbé Pierre, sous les tentes des sans-logis. Le P.S. et même le P.C. le Secours populaire et les municipalités de gauche de la région semblent avoir fait table rase des dissensions qui les opposent parfois à ce comité de coordination remuant, doctrinaire, intransigent, qui récemment encore dénonçait le bureau-ratisme des partis et des syndicats et refusait leur aide. A cette poignée d'immigrés qui résistent face aux C.R.S., ils ont offert une aide discrète.

Quelque chose est en train de changer, à la faveur de ce qui pourrait n'être que le dernier épisode d'une lutte d'arrière-garde. « Mais nous continuons le combat », affirme Mustapha. « Les immigrés s'installent, et s'il le faut, pour l'éternité... ou moins jusqu'à notre réintégration dans les foyers. On ne les délogera que par la force, parce qu'ils savent qu'ils ont raison et parce que leur lutte préfigure celle de tous les sans-logis d'aujourd'hui, de tous les travailleurs victimes de l'injustice. »

JEAN BENOIT.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	TROIS MOIS
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
\$ N.-U. ...	4,2715 4,2750	- 85 - 60	- 140 - 110	- 285 - 215
£ ...	3,6465 3,6530	- 75 - 40	- 150 - 120	- 325 - 250
Yen (100) ...	1,9875 1,9915	+ 35 + 30	+ 110 + 145	+ 315 + 370
DM ...	2,3150 2,3220	+ 50 + 35	+ 115 + 135	+ 395 + 460
FFr ...	2,1050 2,1120	0 + 35	0 + 40	0 + 40
Esc. (100) ...	14,4450 14,4530	- 375 - 210	- 515 - 330	- 940 - 660
£ (100) ...	2,5915 2,5970	+ 170 + 210	+ 345 + 375	+ 1015 + 1085
Esc. (100) ...	5,1250 5,1285	- 250 - 205	- 490 - 450	- 1185 - 990
Esc. ...	9,2250 9,2385	- 475 - 405	- 845 - 705	- 1585 - 1440

TAUX DES EURO-MONNAIES

	5 1/4	5 3/8	5 1/2	5 11/16	5 7/8	5 15/16	6 1/8
\$ N.-U. ...	10 5/16	10 15/16	10 3/8	11	10 7/8	11 1/16	11 1/16
£ ...	5 1/2	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/8	5 1/4	5 1/4
FFr ...	9 1/4	9 3/4	9 1/2	9 1/2	9 1/4	9 1/4	9 1/4
Esc. (100) ...	15 3/4	15 1/4	15 1/8	15 1/8	15 1/4	15 1/4	15 1/4
Esc. ...	14	14	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4	14 1/4
Esc. ...	8	8	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4	8 1/4

Les données sont données en pourcentage des devises de base. Les données sont données en pourcentage des devises de base. Les données sont données en pourcentage des devises de base.

LA C...
Nous n'acceptons
soit un dé
affirm...

101^e Exposition
Ces éléments
utilisent

- 1^{er} groupe : CHIE...
2^e M. DE...
Sir Yankee of sp...
- 3^e groupe :
2^e M. SAN...
Doping Dikolpa...
- 4^e groupe :
1^{re} Mme S...
Orphée de Kerih...
- 2^e M. BO...
Ouf de la belle riv...
- 7^e groupe :
CHASSE CON...
1^{re} M. ME...
Lille de Saint-Mich...
- 2^e M. SI...
Lison du Salon IG...
- 8^e groupe : CHIE...
BRITANNI...
1^{re} Mme D...
Corsebright Com...

صكنا من الاموال

SOCIAL

AGRICULTURE

LA CRISE DE L'IMPRIMERIE

Nous n'accepterons pas que la région parisienne soit un désert économique et industriel

affirme le Syndicat du Livre C.G.T.

Une délégation de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. sera reçue, le jeudi matin 28 juin, au ministère de l'Industrie, où elle exposera les graves préoccupations que lui inspire la situation actuelle de l'emploi dans l'imprimerie.

Au cours d'une conférence de presse organisée le 25 juin par le comité inter-syndical du Livre parisien, M. Roger Bureau, secrétaire général, a fait état d'un mémoire remis récemment au préfet de région, qui mentionne la disparition de cinquante entreprises d'imprimerie, entraînant pour Paris et la petite couronne quelque huit mille suppressions d'emplois auxquelles s'ajoutent les deux mille deux cents licenciements provoqués par les restructurations ou les délocalisations.

Le dirigeant du Syndicat du Livre a fait valoir, une fois de plus, l'important préjudice causé par les nombreux travaux d'imprimerie exécutés à l'étranger (dont le rapatriement partiel procurerait, selon lui, quinze mille emplois nouveaux). M. Bureau a cité plusieurs exemples : « *Alors que les livres de transport en Allemagne sont imprimés chez Barch et aux Etats-Unis. Alors que les affiches S.N.C.F. étaient en partie confectionnées chez Draeger, les voyageurs peuvent aujourd'hui mesurer la beauté des sites français sur des affiches imprimées en Allemagne. Des formulaires pour l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.) ont été imprimés en Suède. Les livres scolaires sont en grande partie imprimés à l'étranger (pour 1978, des livres de 6^e et de 7^e).* »

Affirmant que « le comité inter-syndical n'est pas, en principe, pour le protectionnisme », M. Bureau se refuse à admettre, comme le disait le V^e Plan, que « la France n'a pas vocation graphique » et réclame des mesures en usage hors de nos frontières.

« A l'heure où les clubs de livres tendent à se multiplier, les éditeurs qui investissent ou contiennent leurs travaux à l'étranger en tirent un profit important au regard des différences entre le régime intérieur et le régime postal international, ce qui correspond exactement au prix du brochage... Nous savons que des imprimeurs espagnols font des offres de prix inférieures jusqu'à 30 % aux prix facturés par les imprimeurs français (...). Défendre le marché français de l'imprimerie (le plus vulnérable en Europe) par la création d'une taxe à l'importation des imprimés français traités hors de France, analogue à celles en vigueur dans les pays voisins, est nécessaire. »

Les responsables du comité inter-syndical du Livre parisien ont alors annoncé qu'avec le soutien de

l'Union régionale C.G.T. de l'Industrie une vaste campagne d'actions multiformes allait être engagée pour informer la population parisienne. « Nous n'accepterons pas que la région parisienne soit un désert économique et industriel », a conclu M. Bureau.

Toujours la Néogravure...

En réponse aux questions posées par les journalistes a été évoqué le cas de l'imprimerie Victor-Michel, où les deux cent quatre-vingt ouvriers sont licenciés depuis le 1^{er} décembre 1978, non sans avoir, pendant deux mois, continué à « sortir » les titres (dont la Vie catholique). Mais c'est sans doute l'avenir du groupe S.D.F.-Néogravure — où sont imprimés Télé-7 jours, Elle, Cosmopolitan, etc. — qui demeure assez préoccupant.

La nomination récente d'un administrateur provisoire de la Société de développement financier — société holding de la Néogravure — apparaît en effet comme un rebondissement dans le dossier n° 1 de l'imprimerie lourde (le Monde des 17-18 juin).

Les représentants de deux des trois actionnaires de la S.D.F., qui sont Hechette (50 % du capital), Béghin-Say et la Société générale commerciale et financière (groupe Paribas) ayant présenté leur démission de leur fonction d'administrateur, c'est M^{me} Pesson qui va assurer la gestion de la société pendant un temps limité (de l'ordre de six mois). Cette procédure juridique est mise en place habituellement en cas de désaccord entre les différents actionnaires. Les deux démissionnaires sont les représentants de Béghin-Say et du groupe Paribas.

M^{me} Pesson aura pour tâche, indiquait le communiqué, de poursuivre « les pourparlers actuellement en cours avec les pouvoirs publics et les actionnaires, en vue d'assurer le financement du plan de modernisation des unités de production nécessaires à l'amélioration des conditions d'exploitation ». Certains euphémismes pour dire que les partenaires de la S.D.F., las de boucher les déficits d'exploitation du groupe Néogravure, alimenteraient voir les pouvoirs publics prendre le relais (sous forme de capitaux frais), pour parachever le plan de redressement amorcé en 1978 et qui a déjà abouti au départ de près de 1 000 salariés. Le déficit du groupe — qui se chiffrait à 50 millions de francs en 1978 et à 45 millions en 1977 — pourrait être réduit de moitié cette année.

Le groupe, auquel les actionnaires avaient consenti en mars 1978, sur la suggestion de M. Edme Jeanson, un soutien financier de 48 millions de francs, souhaite lancer un nou-

veau programme d'investissement d'environ 200 millions de francs, effort financier que certains actionnaires ne veulent, pour l'instant, pas assurer. On précise toutefois que le problème n'est actuellement que d'ordre financier et que les filiales industrielles du groupe continuent à travailler normalement.

Les conclusions auxquelles arrivera M^{me} Pesson à la rentrée seront probablement déterminantes puisque cet administrateur provisoire a déjà accompli, l'an dernier, la même opération à l'imprimerie Georges Lang, autre « grand » de l'imprimerie lourde.

On saura alors si, comme le prévoient certains observateurs, le gouvernement débloquera les fonds nécessaires à la relance de la Néogravure, amputée du laboratoire de la rue Blomet, de l'imprimerie de Lille et de celle de Mulhouse. L'essentiel du complexe technique serait alors entièrement concentré à Corbeil ou même transféré à Lieusaint et regroupé avec l'imprimerie Victor-Michel, selon le projet poursuivi par les pouvoirs publics depuis près de cinq ans.

CLAUDE DURIÉUX.

● *Reprise du travail dans plusieurs usines.* — Après la reprise du travail à l'usine du Creusot de Framatome, les ouvriers de l'usine de Chalon-sur-Saône ont à leur tour mis fin à leur mouvement de grève, qui avait débuté le 5 juin. Le personnel a obtenu le troisième mois intégral, une augmentation de 4 % des primes d'atelier et une réduction du temps de travail sans diminution de salaire.

Le travail a aussi repris dans les différentes usines de la région lyonnaise, où le personnel était en grève depuis le 21 mai.

● *Grève à la Manufacture d'armes de Saint-Etienne.* — A l'appel de la C.G.T., une partie du personnel de la Manufacture d'armes de Saint-Etienne (Loire) a observé une journée de grève, le lundi 25 juin. Le mouvement devait continuer ce mardi 26 juin, cette fois à l'initiative des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C.

● *Prétraitement aux chantiers navals de Dunkerque.* — La direction des Chantiers de France-Dunkerque vient d'exposer au comité d'entreprise le régime de prétraitement pour réduire les effectifs de trois mille sept cent cinquante actuellement à trois mille trois cents à la fin de l'année prochaine. Les salariés de cinquante-sept ans révolus sont mis en prétraitement avec la garantie de 80 % du salaire net jusqu'à l'âge de soixante-cinq ans révolus. Cette mesure concerne deux cent cinquante-six personnes dont seize cadres. Il s'y ajoutera les départs naturels. — (Corresp.)

LA GRÈVE DES DOCKERS A ÉTÉ TRÈS LARGEMENT SUIVIE

La grève nationale de vingt-quatre heures à laquelle a appelé le 25 juin la C.G.T., a été très largement suivie dans les différents ports français, aussi bien à Marseille, Le Havre, Dieppe, Rouen, Dunkerque, Bordeaux que La Rochelle.

Une rencontre avait eu lieu en fin de semaine entre l'organisation patronale, l'U.N.M., et la fédération nationale C.G.T. des ports et docks, qui avait abouti à l'attribution d'une augmentation de 5,75 % du salaire de base et de 3 % de la prime de rendement, avec effet rétroactif au 1^{er} mai. Les syndicalistes ont reproché aux « patrons » marseillais d'avoir quitté la table des négociations « alors les revendications des dockers — à l'origine des conflits qui se succèdent dans les ports depuis décembre 1978, — notamment le paiement des jours fériés, la cinquième semaine de congés et la majoration de l'indemnité de garantie par « jour d'emploi » restent en suspens.

La croissance agro-industrielle thème du premier colloque organisé en commun par le C.N.P.F. et la F.N.S.E.A.

Le C.N.P.F. et la F.N.S.E.A. organisent conjointement un colloque consacré à la croissance agro-industrielle, le 28 juin, à l'hôtel Méridien à Paris. Doivent prendre la parole à cette occasion : M. Alain Chevalier, vice-président du C.N.P.F. ; le professeur François ; M. Pierre Panconnet et Philippe Neesen, vice-présidents de la F.N.S.E.A. ; Jacques Poly, directeur général de l'Institut national de la recherche agronomique ; Francis Lepère, président de l'Association nationale des industries agro-alimentaires, et Francis Gauthier, vice-président de S.N.N.-Gervais-Danone. Les conclusions de la réunion seront tirées par M. Ceyrac et Guillaume, respectivement président du C.N.P.F. et président de la F.N.S.E.A. Enfoncer le clou : tel est l'objectif des deux organismes dont c'est la première manifestation commune. Régulièrement,

avec ou sans secrétaire d'Etat, relayé ou non par un délégué aux industries agricoles et alimentaires, la France se rappelle que cette branche pourrait être un facteur d'équilibre de la balance commerciale et reconnaître que son outil agro-industriel n'est pas à la hauteur de la capacité à produire de son agriculture. Mais cette journée se propose d'aller plus loin. L'agro-alimentaire est l'un des trois secteurs prioritaires que le C.N.P.F. a choisis, avec l'énergie et l'habitat, comme facteurs d'équilibre de notre économie.

D'où la création en octobre dernier d'une commission de politique intersectorielle agro-alimentaire qu'anime M. Claude-Noël Martin. Les promoteurs de cette rencontre voudraient en effet montrer les effets que peuvent avoir l'agriculture et les industries agro-alimentaires (I.A.A.) sur la croissance des autres secteurs.

Pour la F.N.S.E.A., il s'agit de prendre pied dans la compétition technologique qui apporte aux produits agricoles leur valeur ajoutée, de protéger les emplois qui existent et, si possible, de les développer à petite dose (1). Cette journée pourrait, dit-on enfin, déboucher sur des propositions d'action parmi lesquelles le développement de l'économie contractuelle. Producteurs et transformateurs établissent des accords-cadres par branches, au sein desquels pourraient être conclus des accords par entreprises, portant notamment sur la notion de partage de la valeur ajoutée.

(1) Selon le service des études économiques du C.N.P.F., le secteur agro-industriel emploie en France 5,3 millions de personnes. Ce chiffre inclut les emplois induits par les consommations intermédiaires en agriculture, les investissements dans l'industrie, le commerce alimentaire et la réexportation.

Au conseil économique et social

LES IMPORTATIONS DE PRODUITS ALIMENTAIRES DEVRAIENT ÊTRE DIMINUÉES

Le Conseil économique et social examine ce mardi 26 juin un rapport de M. Jean-Paul Benoit consacré à « la place du secteur agro-alimentaire dans la balance commerciale française et ses possibilités de développement ». Selon ce projet, il est possible de parvenir à un solde durablement positif des échanges agro-alimentaires. Cet objectif peut être atteint par la suppression des montants compensatoires monétaires négatifs, résultant d'une élévation des prix agricoles et pas celle des M.C.M. positifs, « plus délicats à obtenir ».

Le projet d'avis souligne la nécessité d'une politique de présence plus soutenue sur les marchés tiers, qui devrait s'appuyer sur des contrats à moyen terme avec les pays en développement ou à commerce d'Etat. Le renforcement du solde excédentaire passe aussi par le développement des productions déficitaires, notamment dans le secteur porcin, et par la réduction de consommation des produits non substituables : « A un plan d'économie d'énergie, ne faut-il songer à adjoindre un plan d'économie de consommations alimentaires : moins de fruits ou légumes exotiques, moins de café, moins de viande de cheval, etc. ? »

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Direction Générale des Infrastructures

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre d'un prêt consenti par la Banque Internationale pour la Reconstruction, un appel d'offres international est lancé en vue de l'acquisition des matériels ci-après :

— Installation mobile concasseur 50 m ³ /h (50 t/h)	14 unités
— Dumpers de carrière 3/4 m ³ à ras	24 »
— Pelle hydraulique sur pneus 90/120 CV	12 »
— Chargeur sur chenilles 1,5 à 2 m ³ à ras	12 »
— Chargeur sur pneus 90/120 CV, godet 1,5 m ³ à ras	14 »
— Compresseur avec marteau brise béton	14 »
— Compresseur avec marteau perforateur	14 »
— Semi-remorque benne 15/17 m ³ à ras	14 »
— Semi-remorque porte-engins demi-surbalancés 40/50 t ...	12 »
— Stockeuses ravitailleuses de liant 65.000 l sur semi-remorque	12 »
— Ravitailleuse de liant 20/22.000 l sur semi-remorque ...	14 »
— Compacteur à pneus 18/22 tonnes lesté	12 »
— Rouleau tandem 1 hille vibrante 8/12 tonnes	12 »
— Rouleau tandem statique 8/12 tonnes	24 »
— Balaieuse tractée à trois roues	10 »
— Equipement épandeur 8/10.000 litres sur camion	10 »
— Rouleau vibrante conduite manuelle 500/800 kg	80 »
— Rouleau vibrant tandem 800/900 kg conducteur porté	20 »
— Epandeur de liant tractée 800/1.000 litres	50 »
— Dame sauteuse	80 »
— Appareils gravillonneurs suspendus	120 »
— Camion-benne entrepreneur 8/12 tonnes charge utile	120 »
— Camion-benne entrepreneur 4/6 tonnes charge utile ...	10 »
— Camionnettes	30 »
— Fourgonnets	90 »
— Tracteurs routiers 4x4 hors code	12 »
— Camionnette	2 »
— Autocar 45 places	2 »

Les candidats intéressés peuvent retirer les dossiers depuis le 18 (seize) juin 1979 à l'adresse suivante :

Ministère des Travaux Publics
Direction Générale des Infrastructures
Sous-Direction des Matériels - Bureau n° 125.
125, rue Didouche-Mourad, ALGER - Tél. : 32 713 MITRAP-ALGER.

La date limite de dépôt des plis est fixée au 15 (quinze) août 1979 à l'adresse ci-dessus.

Les matériels devront avoir pour origine les pays membres de la B.I.R.D. et la Suisse.

101^e Exposition Canine Internationale de Paris

Ces éleveurs de champions utilisent PAL.

1^{er} groupe : CHIENS DE BERGER

2^e M. DENIS :
Sir Yankee of spepton (Collie)

3^e groupe : TERRIERS

2^e M. SANCHES :
Doping Dikelpaga (Welsh Terrier)

4^e groupe : TECKELS

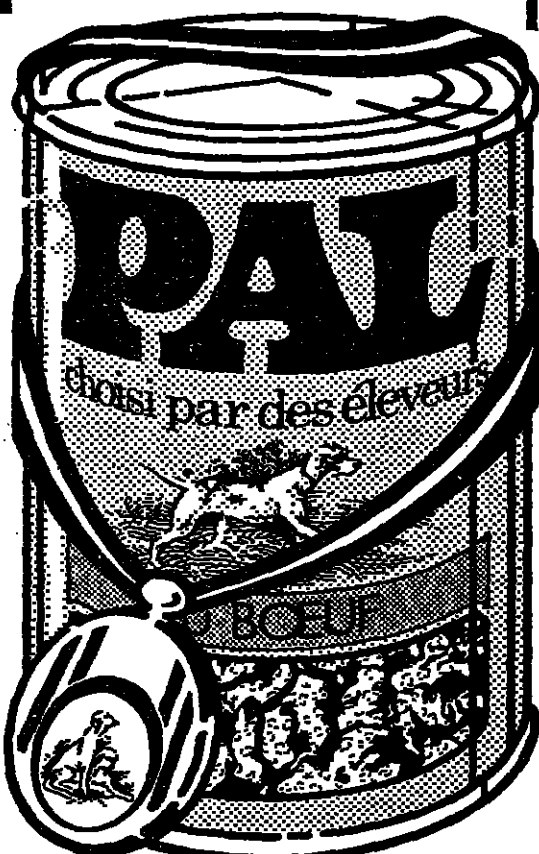
1^{re} Mme SALLIOU :
Orphée de Kerihoh (Teckel poil ras)
2^e M. BONNET :
Olaf de la belle rivière (Teckel poil dur)

7^e groupe : CHIENS DE CHASSE CONTINENTAUX

1^{re} M. MESELIN :
Lidille de Saint-Michel du Bosc (Epagneul breton)
2^e M. SIMON :
Lison du Sufon (Griffon poil dur)

8^e groupe : CHIENS DE CHASSE BRITANNIQUES

1^{re} Mme DE PAOLI :
Cascabel bright Comet (Retriever Labrador)



LES HÔTESSES

Votre meilleure image de marque!

6, rue de Chevreuse Paris 6^e
tél. : 327.87.26

Accueil, tourisme, interprétariat, congrès, séminaires, salons, conférences, cocktails...

CEM — COMPAGNIE ÉLECTRO-MÉCANIQUE

L'assemblée générale des actionnaires de CEM-Compagnie Electro-Mécanique s'est tenue au siège social le 22 juin 1979. Elle a approuvé les comptes de l'exercice 1978 qui se sont traduits par une perte de 41.083.232 F. Sur proposition du conseil d'administration, elle a dé-

cidé d'absorber cette perte par utilisation du report à nouveau antérieur de 2.871.520 F et prélevement de 38.211.712 F sur les réserves facultatives, et de verser des réserves facultatives à la réserve de plus-value à long terme une somme de 1.982.989 F correspondant au mon-

tant net d'impôt des plus-values réalisées au cours de l'exercice. L'impôt correspondant sera compensé avec des avoirs fiscaux.

Mesdames, Messieurs,

Le rapport qui vient de vous être présenté sur les comptes de l'exercice 1978 vous a indiqué les raisons principales de la perte importante qu'a subie notre société :

— Stagnation en France et à l'étranger des commandes de biens d'équipement ;

— Importation de moteurs originaux des pays de l'est à des prix de dumping ;

— Terminalisation coûteuse de certains chantiers de gros matériels à l'exportation ;

— Restructuration de la CEM à la suite du départ imputé de notre établissement Le Bourget et de ses fabrications de très gros matériel tournant, tant électrique que mécanique.

En ce milieu de l'année 1978, où en sommes-nous dans ces différents domaines ?

— En ce qui concerne la conjoncture des biens d'équipement, elle demeure maussade, et notre effort se porte particulièrement sur l'exportation qui, malgré un climat de concurrence très vive, devrait cependant nous apporter quelques satisfactions, grâce notamment à l'appui du réseau international de Brown Boveri.

— Pour les moteurs de l'Est, la plainte en dumping, déposée par les constructeurs de l'ensemble des pays de la Communauté, suit son cours, et nous pouvons espérer que des mesures concrètes seront décidées pour que ces importations n'affectent à l'avenir dans des conditions normales de concurrence.

Quant à certains chantiers étrangers provenant de notre ancienne Division « Production d'Énergie » — Le Bourget, — ils sont en voie de finition, et leurs effets négatifs sur les résultats ne devraient plus se faire sentir sur les exercices suivants.

Mais c'est surtout dans notre restructuration interne que nous devons trouver l'amélioration durable de nos résultats.

Et je souhaierais vous donner quelques exemples de travaux en cours et de leurs conséquences :

Dans le domaine des activités d'entreprise, notre nouvel établissement « Entreprises et Travaux » a vu son effectif pratiquement doubler de 1977 à 1978. De nombreuses affaires sont suivies tant en France qu'à l'étranger, et les commandes commencent à s'en-

croître.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

COGEDIM

S.A. au capital de 90 000 000 de francs.
Siège social : 12, rue Boquerie,
75006 Paris. R.C.S. Paris 3 532 015 010.

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 20 juin 1979.

L'exercice 1978, quinzième exercice social, a été marqué par l'augmentation du capital de 60 à 90 MF.

Le chiffre d'affaires (placement immobilier) a de nouveau progressé : il a atteint 630 MF contre 520 MF en 1977. A ce chiffre, il convient d'ajouter en prestation de services pour une autre société du groupe, le résultat consolidé de COGEDIM.

L'assemblée a décidé la distribution d'un dividende de 6 F par action ancienne, avoir fiscal compris.

Lors de son allocution, le président, M. René Durand, a rappelé que depuis sa création la société avait été marquée par la réalisation d'un douze mille logements et 300 000 mètres carrés de bureaux, locaux industriels et commerciaux.

Il a déclaré que du fait de l'assainissement du marché, l'avenir pouvait être envisagé avec un optimisme réfléchi.

SLIVARENTE

SOCIÉTÉ LYONNAISE D'INVESTISSEMENT EN VALEURS
A FORTE RENTABILITÉ

EXERCICE 1978-1979

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 22 juin 1979 sous la présidence de M. Roche et a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 mars 1979.

Au cours de cette période, la valeur liquidative de l'action est passée de 146,56 F à 164,79 F, entraînant une progression de 12,56 %. En tenant compte du coupon net de 10,69 F, mis en paiement le 21 juin 1978, la plus-value ressort à 19,65 %.

Au 31 mars 1979, l'actif net s'élevait à 2 896 571 491,48 francs contre 2 022 422 048,43 francs un an auparavant et se répartissait ainsi :

— Obligations françaises, 75,90 % ;
— Actions françaises, 7,90 % ;
— Obligations étrangères, 1,55 % ;
— Actions étrangères, 5,70 % ;
— Liquidités, 7,55 %.

L'assemblée a décidé d'attribuer à partir du 23 juin 1979 à chaque action composant le capital un dividende net de 10,69 F et d'un impôt déjà payé au Trésor (impôt d'impôt) de 1,15 F.

Ce dividende sera matérialisé par le paiement de deux coupons :

— coupon n° 24 de 7,32 F net représentant le produit des obligations françaises non inscrites dont 0,22 F correspondant au revenu de l'emprunt d'Etat 8,50 % 1977.

— coupon n° 25 de 2,97 F net affecté aux autres revenus encaissés par la société, dont 0,63 F représentant le produit des actions françaises.

Pour les personnes ayant leur domicile fiscal en France, ces coupons courrent droit à des crédits d'impôt de 0,53 F (coupon n° 24) et 0,50 F (coupon n° 25) dont 0,17 F correspondant à l'impôt fiscal afférent aux revenus d'actions françaises.

Comme les années précédentes, le montant de ces coupons peut être réinvesti en actions de la Société pendant une durée de trois mois, à partir de la date de mise en distribution en franchise totale de droits d'entrée.

Dans son allocution, le président a notamment rappelé que depuis le début du nouvel exercice l'augmentation de la valeur liquidative s'est poursuivie, atteignant 168,78 F, soit une progression de 15,82 % par rapport aux revenus acquis atteignant 2,65 F par action contre 2,29 F.

Le rapport qui vient de vous être présenté sur les comptes de l'exercice 1978 vous a indiqué les raisons principales de la perte importante qu'a subie notre société :

— Stagnation en France et à l'étranger des commandes de biens d'équipement ;

— Importation de moteurs originaux des pays de l'est à des prix de dumping ;

— Terminalisation coûteuse de certains chantiers de gros matériels à l'exportation ;

— Restructuration de la CEM à la suite du départ imputé de notre établissement Le Bourget et de ses fabrications de très gros matériel tournant, tant électrique que mécanique.

En ce milieu de l'année 1978, où en sommes-nous dans ces différents domaines ?

— En ce qui concerne la conjoncture des biens d'équipement, elle demeure maussade, et notre effort se porte particulièrement sur l'exportation qui, malgré un climat de concurrence très vive, devrait cependant nous apporter quelques satisfactions, grâce notamment à l'appui du réseau international de Brown Boveri.

— Pour les moteurs de l'Est, la plainte en dumping, déposée par les constructeurs de l'ensemble des pays de la Communauté, suit son cours, et nous pouvons espérer que des mesures concrètes seront décidées pour que ces importations n'affectent à l'avenir dans des conditions normales de concurrence.

Quant à certains chantiers étrangers provenant de notre ancienne Division « Production d'Énergie » — Le Bourget, — ils sont en voie de finition, et leurs effets négatifs sur les résultats ne devraient plus se faire sentir sur les exercices suivants.

Mais c'est surtout dans notre restructuration interne que nous devons trouver l'amélioration durable de nos résultats.

Et je souhaierais vous donner quelques exemples de travaux en cours et de leurs conséquences :

Dans le domaine des activités d'entreprise, notre nouvel établissement « Entreprises et Travaux » a vu son effectif pratiquement doubler de 1977 à 1978. De nombreuses affaires sont suivies tant en France qu'à l'étranger, et les commandes commencent à s'en-

croître.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons, nous réussissons à traverser ces années de crise, nous pourrions, en pleine période de croissance, nous retrouver dans une situation normale de développement.

Mais surtout une réorganisation des ateliers de production de nos matériels traditionnels, et enfin à l'appoint de nouvelles activités dans le domaine de l'entreprise, les bases d'un développement continu et rentable.

De plus, comme nous l'avons indiqué dans notre rapport, des études continuent à être effectuées dans les usines de Nancy et de Valenciennes pour leur productivité et, par voie de conséquence, leurs résultats.

De plus, quelques exemples montrent que la restructuration de la CEM s'effectue dans la voie que nous nous étions tracée. Les années 1978 et 1979 sont des années de transition pendant lesquelles nous avons à couvrir des dépenses d'études et d'amélioration sans en retirer encore les effets bénéfiques.

L'année 1978 rassemble donc une année déficitaire, mais nous pensons, dès 1980, commencer à recueillir les fruits de nos efforts. Si, comme nous l'espérons

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2-3. REFUGIES D'INDOCHINE**
 « Une approche hypocrite », par Wilfried Burckelt ;
 « L'abandon de la dette », par Pierre Maréchal ;
 « Une déception insupportable », par Trinh Van Thao ;
 « Un regard juif sur Poulou-Bidong », par Jean-Pierre Afoli.
- 4-6. DIPLOMATIE**
 — La crise de l'énergie et les conférences internationales.
 — « La Japon dans l'attente du sommet » (II), par Paul Fabre.
- 6. AFRIQUE**
7. DROITS DE L'HOMME
8. PROCHE-ORIENT
 — Les Palestiniens de Gaza sont hostiles au projet d'autonomie.
- 9. AMERIQUES**
10. NICARAGUA : le général Somoza s'accroche au pouvoir.
- 10. EUROPE**
11-12. POLITIQUE
 — Les travaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.

LE MONDE DES SCIENCES
 PAGES 13 ET 14
 — Les vingt-cinq ans du CERN et le projet LEP.
 — L'aviation à pédales.
 — L'éruption de la Soufrière de Saint-Vincent.
 — Un cœur de réacteur en « cornet ».

- 15. ACTUALITE MEDICALE**
18-19. SOCIÉTÉ
LA PÉNE DE MORT EN DEBAT : la législation dans les pays d'Europe occidentale et dans le reste du monde.
- 18. EDUCATION**
 — Quinze mois au ministère : M. Christian Bessac estime « avoir tenu le coup ».
- 19. DEFENSE**
 — La réorganisation des forces d'action extérieure : l'Élysée affirme que la France n'a pas l'intention d'intervenir dans quelque partie du monde que ce soit.
- 20. SPORTS**
TENNIS : le Tournoi de Wimbledon.
- 21. MODES DU TEMPS**
22-24. CULTURE
 — MUSIQUE : Carmen à Lyon.
 — PHOTO : les faux autoportraits de Jérôme Ducrot.
- 25. REGIONS**
 — Les suites du rapport Mayoux : les banquiers doivent se rapprocher de la province, nous déclare M. André Châtelet.
 — PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR : le crypte de Provence se meurt de maladie.
- 30. EQUIPEMENT**
 — ENVIRONNEMENT : les organisateurs du Jour du Soleil veulent susciter des réalisations concrètes pour développer les énergies nouvelles.
- 37-39. ÉCONOMIE**
 — TIERS-MONDE : selon l'O.C.D.E., l'aide publique au développement reste faible dans la plupart des pays industrialisés.
 — SOCIAL : les projets de loi sur les immigrés et les mofifications de la loi sur le statut de l'étranger.
 — AFFAIRES : le paquebot France est acheté par une compagnie norvégienne.

LIRE ÉGALEMENT
 RADIO-TELEVISION (24)
 Antennes classées (24 à 34) :
 Carpent (30) ; aujourd'hui (36) ;
 « Journal officiel » (36) ; Météorologie (36) ; Mots croisés (36) ;
 Boucra (31).

● **Nouvel écho à Bruxelles.**
 Le conseil des ministres des Neuf consacré à la pêche, qui s'est tenu le 26 juin à Luxembourg sous la présidence du ministre français des transports, M. Joël Le Theule, s'est terminé sans que la Grande-Bretagne ait levé ses réserves en matière de politique de la pêche. Le conseil a prorogé pour quatre mois jusqu'au 31 octobre 1979 le régime intermédiaire de la pêche mis en place en février dernier et qui vient à expiration le 30 juin 1979.

A B C D E F G

« LA FRANCE DÉVELOPPER SA COOPÉRATION DANS LES DEUX PROCHAINES ANNÉES », déclare M. Giscard d'Estaing aux ambassadeurs africains.

M. Giscard d'Estaing a assuré lundi 26 juin, aux ambassadeurs africains en poste à Paris, que l'effort de coopération consenti par la France au profit de l'Afrique pour 1980, serait pour 1981. S'adressant aux ambassadeurs des pays de l'O.C.A., il a déclaré : « Nous avons décidé d'accroître en 1980 les moyens de notre politique de coopération. Notre effort se poursuivra en 1981. Personnellement, mon action auprès de nos partenaires du monde développé dont la contribution à votre développement demeure cruellement insuffisante ne se relâchera pas. »

Le droit de grève à la radio-télévision L'ASSEMBLÉE NATIONALE RENONCE À DÉFINIR LE « SERVICE MINIMAL »

L'Assemblée nationale a adopté mardi 26 juin, par 377 voix contre 200, sur 478 votants, la proposition de loi, modifiée par le Sénat, relative au droit de grève au sein du service public de la radio-télévision française. Elle a notamment décidé que l'interdiction des « préavis glissants » (dépot quotidien de préavis de grève) ne s'appliquera qu'aux préavis déposés par une même organisation syndicale. Elle a supprimé une disposition prévoyant que les membres du personnel devaient faire connaître aux directions des sociétés leur intention de faire grève ou de ne pas faire grève, « en notifiant les personnes, à l'exception du rapporteur, M. Perrut (U.D.F.), à faire état de leur intention véritable ». Elle a supprimé également, dans les sociétés nationales de programme, la procédure du vote préalable de la grève qui est la plus d'utilité des lors que le président de la société n'est plus élu par le résultat de la consultation.

A également été supprimée toute définition du service minimal, une telle définition étant incompatible avec l'affirmation de la responsabilité du président de chaque société en ce qui concerne la conduite à tenir et le service à assurer au cours d'un conflit social.

Ce texte devra être soumis à une commission mixte paritaire (senateurs et députés) qui devra élaborer un texte de compromis.

MATELAS SOMMIERS ENSEMBLES
TRÉCA EPEDA SIMMONS
 LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE
 EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU
 37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
 PARIS XI^e - Métro Parmentier
 Tél. 357.46.35

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT avec la garantie d'un maître tailleur
COSTUMES MESURE
 à partir de 898 F dans un choix de 3.000 draperies Fabrication traditionnelle
TAILLEURS DAME SUR MESURE
 Prêt-à-porter Homme Boutique Femme
LEGRAND Tailleur
 27, rue de 4-Septembre, PARIS (Opéra)
 Tél. 742-70-61

Forte hausse des prix en mai : 1,1 %

Le coût de la vie augmente depuis trois mois au rythme de 12,5 % l'an

Les prix de détail ont augmenté de 1,1 % en mai, l'indice calculé par l'INSEE étant passé de 215,1 en avril à 217,4 (base 100 en 1970). Cette nouvelle et forte hausse, survenant après les mauvais indices précédents (-0,8 % en mars, -1,1 % en avril), porte à 15,5 % le rythme annuel de l'inflation calculé sur les trois derniers mois. En un an (mai 1978 comparé à mai 1979) la hausse des prix de détail est de 15,5 %, elle atteint 4,8 % depuis le début de l'année, c'est-à-dire en cinq mois.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,3 % en un mois (comme en avril) et de 3,5 % en un an (par rapport à mai 1978). Les prix de la viande (+1,1 % en un mois), des laits et fromages (+1,7 %), des légumes et des fruits (+1 %) portent la plus grosse part de responsabilité des augmentations intervenues sur le poste alimentaire.

Les prix des produits manufacturés ont augmenté de 1,3 % en un mois et de 10,5 % en un an. Le poste « combustibles-énergie » (+3,4 % en un mois, +15,3 % en un an) est évidemment le principal responsable, l'essence (ordinaire et super) ayant été relevée au début de ce mois (+11 centimes), de même que le fuel domestique (+5 centimes) et les tarifs d'E.D.F.

Les prix des services ont augmenté de 0,7 % en un mois et de 10,5 % en un an. Les postes « services liés à l'utilisation de véhicules privés » (+1,5 % en un mois et 12,9 % en un an) et « hôtels-café-restaurants-cantines » (+1,2 % et 12,9 %) sont ceux qui ont le plus augmenté. A noter que les prix des cafés-restaurants-cantines augmentent depuis trois mois au rythme annuel de 18,4 %.

Le ministère de l'économie a publié le communiqué suivant : « Au total, l'effet sur l'indice d'ensemble du relèvement des prix de l'énergie lié à la situation énergétique est de 1,6 % et de 0,3 %. En l'absence de ces relèvements, la hausse du SMIC du 1^{er} juillet aurait entraîné une augmentation des prix constatée en mai à pour effet de déclencher le 1^{er} juillet un relèvement du SMIC, qui ne peut être inférieur à 3,03 % (écart entre les indices de prix de mars et de mai). De 11,6 % l'heure au 1^{er} avril, le salaire minimum interprofessionnel de croissance passerait ainsi à 11,95 F, soit, en salaire mensuel, de 2.018,40 F à 2.079,30 F. Ces calculs sont faits sans tenir compte des augmentations supplémentaires que le gouvernement pourrait décider au titre du pouvoir d'achat. »

HAUSSE DU SMIC D'AU MOINS 3 % LE 1^{er} JUILLET
 L'augmentation des prix constatée en mai a pour effet de déclencher le 1^{er} juillet un relèvement du SMIC, qui ne peut être inférieur à 3,03 % (écart entre les indices de prix de mars et de mai). De 11,6 % l'heure au 1^{er} avril, le salaire minimum interprofessionnel de croissance passerait ainsi à 11,95 F, soit, en salaire mensuel, de 2.018,40 F à 2.079,30 F. Ces calculs sont faits sans tenir compte des augmentations supplémentaires que le gouvernement pourrait décider au titre du pouvoir d'achat.

Le numéro du « Monde »
 daté 26 juin 1979 a été tiré à 587 535 exemplaires.

CC.A.A. EXTRAIT TARIF
 Champagne MASSE 39,50
 Brûlé (Vie par 6) 37,00
 Ch. LA LOUVIERE 70 29,00
 COTE D'OR (Vie par 6) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 12) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 18) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 24) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 30) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 36) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 42) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 48) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 54) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 60) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 66) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 72) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 78) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 84) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 90) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 96) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 102) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 108) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 114) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 120) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 126) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 132) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 138) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 144) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 150) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 156) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 162) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 168) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 174) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 180) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 186) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 192) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 198) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 204) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 210) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 216) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 222) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 228) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 234) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 240) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 246) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 252) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 258) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 264) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 270) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 276) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 282) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 288) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 294) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 300) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 306) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 312) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 318) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 324) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 330) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 336) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 342) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 348) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 354) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 360) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 366) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 372) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 378) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 384) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 390) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 396) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 402) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 408) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 414) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 420) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 426) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 432) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 438) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 444) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 450) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 456) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 462) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 468) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 474) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 480) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 486) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 492) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 498) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 504) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 510) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 516) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 522) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 528) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 534) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 540) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 546) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 552) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 558) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 564) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 570) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 576) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 582) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 588) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 594) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 600) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 606) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 612) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 618) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 624) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 630) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 636) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 642) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 648) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 654) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 660) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 666) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 672) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 678) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 684) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 690) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 696) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 702) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 708) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 714) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 720) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 726) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 732) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 738) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 744) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 750) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 756) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 762) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 768) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 774) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 780) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 786) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 792) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 798) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 804) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 810) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 816) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 822) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 828) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 834) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 840) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 846) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 852) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 858) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 864) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 870) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 876) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 882) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 888) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 894) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 900) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 906) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 912) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 918) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 924) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 930) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 936) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 942) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 948) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 954) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 960) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 966) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 972) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 978) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 984) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 990) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 996) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1002) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1008) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1014) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1020) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1026) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1032) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1038) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1044) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1050) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1056) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1062) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1068) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1074) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1080) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1086) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1092) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1098) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1104) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1110) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1116) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1122) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1128) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1134) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1140) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1146) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1152) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1158) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1164) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1170) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1176) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1182) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1188) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1194) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1200) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1206) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1212) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1218) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1224) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1230) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1236) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1242) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1248) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1254) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1260) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1266) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1272) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1278) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1284) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1290) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1296) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1302) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1308) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1314) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1320) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1326) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1332) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1338) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1344) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1350) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1356) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1362) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1368) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1374) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1380) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1386) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1392) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1398) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1404) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1410) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1416) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1422) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1428) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1434) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1440) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1446) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1452) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1458) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1464) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1470) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1476) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1482) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1488) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1494) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1500) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1506) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1512) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1518) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1524) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1530) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1536) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1542) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1548) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1554) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1560) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1566) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1572) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1578) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1584) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1590) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1596) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1602) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1608) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1614) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1620) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1626) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1632) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1638) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1644) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1650) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1656) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1662) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1668) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1674) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1680) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1686) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1692) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1698) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1704) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1710) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1716) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1722) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1728) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1734) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1740) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1746) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1752) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1758) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1764) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1770) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1776) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1782) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1788) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1794) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1800) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1806) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1812) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1818) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1824) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1830) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1836) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1842) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1848) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1854) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1860) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1866) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1872) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1878) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1884) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1890) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1896) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1902) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1908) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1914) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1920) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1926) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1932) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1938) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1944) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1950) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1956) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1962) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1968) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1974) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1980) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1986) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1992) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 1998) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 2004) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 2010) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 2016) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 2022) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 2028) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 2034) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 2040) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 2046) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 2052) 29,00
 COTE D'OR (Vie par 2058)